

صكنا من العمل

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14402 - 6 F

VENDREDI 17 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le malaise de la Bundesbank

On ne devrait, en France, ni s'étonner ni surtout prendre à la légère le malaise dont souffre la prestigieuse Bundesbank. La démission de son président, M. Karl-Otto Poehl, qu'on soit les motifs - sans doute en partie personnelle - en illustre l'écrit.

Supposons qu'au début des années soixante la France ait eu à négocier, comme la traitée de Rome aurait dû l'obliger à la faire, la subordination de son Commissariat à l'énergie atomique aux nouvelles institutions communautaires. L'effet psychologique sur l'équipe de chercheurs et de techniciens de haut rang, qu'à tort ou à raison le V^e République considérait comme un des principaux atouts de la nation, n'aurait sans doute pas été des plus heureux. Aujourd'hui, l'objectif principal visé par la création d'une future banque centrale européenne est quasi ouvertement proclamé par les partisans de l'Allemagne, et notamment par la France. Il s'agit ni plus ni moins que de chapeauter la Bundesbank. La comparaison, du reste, s'arrête là.

PAR nature, l'institut d'émission de Francfort n'est pas conçu comme un instrument de puissance. Sa mission est de garantir aux citoyens d'un pays deux fois traumatisés, au cours de ce siècle, par une inflation débridée la stabilité de leur pouvoir d'achat. A l'intérieur de l'Etat dont elle fait partie avec un statut de large autonomie, la Bundesbank exerce donc une influence essentiellement modératrice.

Si, comme c'est le cas actuellement à cause de la réunification, les autorités politiques multiplient les dépenses publiques et élargissent dangereusement le déficit, la fonction de la «Buba» consiste à les ramener au soubri du équilibre. Dans toute la mesure où cette mission de stabilité est bien remplie, le bon sens monétaire qui en résulte pour l'Allemagne renforce son ascendant économique sur ses voisins.

MAIS ne commettons pas l'erreur d'oublier le rôle de contrepois joué par la banque centrale allemande. Dans l'édification de la démocratie outre-Rhin, elle a apporté sa pierre. Du maintien de ce savant équilibre les Allemands ne devraient pas être les seuls à se préoccuper. La France, en particulier, y a tout intérêt. Même si parfois la sournoise défense du mark par la Bundesbank semble lui porter ombrage. C'est là une réalité dont M^{me} Edith Cresson, malgré la zèle nationaliste qu'elle a manifesté, devrait se convaincre.

Des plus récentes négociations entre les Douze il ressort qu'on pourrait bien s'acheminer vers la formation, pour commencer, d'une union monétaire limitée au noyau des pays qui ont eu le mieux maintenu le cap sur le désinflation (RFA, Benelux, France et Danemark). Tel était le vœu de M. Poehl. Ce serait un bon début pour aller plus vite vers l'unité monétaire.

Onze ans au service du deutschmark

par PAUL FABRA
Lire également les articles de FRANÇOIS RENARD et de Ch. HOLZBAUER-MADISON page 29

M0147 - 0517 0 - 6.00 F



Le remplacement de M. Rocard et la désignation des ministres

Le gouvernement de M^{me} Cresson a pour mission de préparer les échéances européennes et électorales de 1993

Le décret nommant M^{me} Edith Cresson premier ministre a été publié jeudi 16 mai. Le passation des pouvoirs de M. Rocard au nouveau chef du gouvernement était prévue jeudi après-midi. Dès la fin de la matinée, M^{me} Cresson s'est rendue à l'hôtel Matignon pour y entretenir avec certains ministres du cabinet sortant. Evoquant la composition du nouveau gouvernement, M^{me} Cresson a précisé, sur Antenne 2, jeudi à 13 heures, qu'elle souhaitait un « rapprochement » entre le ministère de l'économie et celui de l'industrie.

La désignation de M^{me} Cresson a été présentée mercredi par M. Mitterrand comme celle du chef d'un gouvernement « identifié » à « l'objectif 93 » dans la perspective d'une « France plus forte en Europe ». Ce choix - qui a aussi pour but de préparer les échéances électorales, notamment les législatives de 1993 - a été accueilli avec faveur au PS. Les centristes ont manifesté leur hostilité alors que les élus et les associations féministes se félicitent de la promotion d'une femme à un poste aussi élevé.

Une logique de combat

par Jean-Marie Colombani

« Objectif 1993 » : en deux mots, tout est dit. Le départ de M. Rocard, son remplacement par M^{me} Cresson n'ont donc d'autre objet que la mise en ordre de bataille du pays en vue de l'échéance décisive que sera la mise en place du grand marché européen : celle, aussi, des troupes socialistes en vue de cet autre événement, tout aussi décisif pour le pouvoir, que seront les élections législatives de 1993.

Ce redéploiement des forces présidentielles a fait l'objet d'une présentation, en tous points professionnelle, propre, claire. En fait, au-delà des apparences, le dispositif arrêté par le président porte en lui-même de telles contradictions qu'il pourrait bien se révéler, à terme, inefficace. Si l'on s'en tient à la partie visible de ce qui nous est présenté, l'opération du 15 mai peut apparaître comme un modèle du genre.

Lire la suite page 5



Industrialistes contre libéraux

par Eric Le Boucher

La France doit préparer son industrie au choc européen de 1993 : telle est l'une des tâches - la principale sans doute - confiée mercredi soir à M^{me} Edith Cresson par le chef de l'Etat. Ancienne ministre du commerce extérieur, de l'industrie et des affaires européennes, le nouveau premier ministre s'est exprimé sur le sujet à de nombreuses reprises et elle a fait de la « nécessaire mobilisation indus-

trielle » son cheval de bataille. Dès avant sa démission du gouvernement, elle ne cachait d'ailleurs pas ses vives critiques vis-à-vis de M. Michel Rocard, de son gouvernement en général et du ministre de l'industrie, M. Roger Fauroux, en particulier. « Je partage complètement la politique macro-économique menée : franc fort et désinflation, nous avait confié en privé M^{me} Edith Cresson l'été dernier. Mais il est faux de dire qu'elle suffit. »

Lire la suite page 3

Lire

■ 10 mai 1988 - 16 mai 1991 : les principales draps
■ Le gouvernement de la méthode et des grands chantiers : l'avenir politique de M. Rocard par JEAN-LOUIS ANDRÉANI
■ Le dixième premier ministre de la V^e République par THIERRY BRÉHER
■ L'homme des grandes espérances par ALAIN VERNHOLLES
■ Dernière journée à Matignon par ALAIN ROLLAT

■ Une fidèle du président par PATRICK JARREAU et ERIC LE BOUCHER
■ Deux gauches, deux projets, deux stratégies par PATRICK JARREAU
■ Quelle majorité ? par PIERRE SERVENT
■ Dans les coulisses de l'Assemblée nationale par PASCALE ROBERT-DIARD et JEAN-LOUIS SAUX
■ Les réactions à l'étranger par nos correspondants pages 2 à 9

■ L'Opus 93 du grand cymbaliste par PIERRE GEORGES page 39

■ Les centristes attendent vivement M^{me} Cresson par DANIEL CARTON page 40

Un entretien avec le premier ministre algérien

« Nos réformes exigent la démocratie »

nous déclare M. Mouloud Hamrouche avant les élections législatives des 27 juin et 18 juillet

La tournée de M. Baker au Proche-Orient

Le chef de la diplomatie américaine, M. James Baker, a fait état, jeudi 16 mai à Jérusalem, de « divergences » avec les dirigeants israéliens. Israël et les Etats-Unis ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur le rôle susceptible d'être attribué à l'ONU dans le cadre d'une conférence de paix au Proche-Orient. Toutefois, « nous avons réussi à établir un bon des points d'accord et de désaccord. Les premiers sont plus nombreux que les seconds », a déclaré M. Baker.

Lire page 11 l'article d'ALAIN FRACHON

Le Golfe en questions

Le dossier de la guerre du Golfe est consacré aujourd'hui à la phase aérienne du conflit, aux erreurs d'analyse et aux divergences entre militaires et les autorités politiques.

Lire page 10

A la veille des premières élections législatives libres et pluralistes, qui seront dominées par l'affrontement entre le Front de libération nationale (FLN) et le Front islamique du salut (FIS), M. Mouloud Hamrouche, premier ministre, expose dans un entretien accordé au « Monde », le programme de réformes du FLN renoué par ses soins et analyse le mauvais état des relations franco-algériennes.

« Quel est le véritable enjeu de ces élections ? Est-ce un combat de la laïcité contre l'intégrisme ?
- Non, ce débat est totalement marginal pour moi. Le vrai débat, c'est de savoir si l'Algérie a atteint un stade de maturité politique qui lui permettrait d'entamer sa deuxième révolution - une révolution démocratique où les citoyens participent activement à la vie économique, sociale et politique, au travers des partis politiques. Toute la question est là.
■ Il ne s'agit pas d'un débat entre l'islam et la laïcité, entre les

tenants du pouvoir et les prétendants au pouvoir, même pas d'un débat entre les caciques et les réformateurs. Cela dit, j'ai la conviction que notre peuple a atteint un stade où il est capable de choisir entre deux programmes, deux politiques, deux manières de voir, d'apprécier et de gouverner. C'est cela l'enjeu. Je ne peux pas jurer que je ne me trompe pas.
■ Avant la fin juillet, on saura si le peuple a atteint cette maturité ou pas. D'ores et déjà, je peux ajouter tout de même que je suis déçu par le refus d'un grand nombre d'hommes politiques de

l'opposition de se présenter. Ont-ils peur ? Considèrent-ils les élections comme négligeables ? C'est à eux de répondre.
- Qui dit multipartisme dit, par là même, qu'aucun parti n'est assuré de l'avance d'une majorité.
- Précisément. Mais, en réalité, le débat d'aujourd'hui est faussé car il se déroule comme s'il y avait réellement plusieurs partis, plusieurs programmes. Or, tous les Algériens le savent, il n'y a qu'un seul programme, c'est le nôtre, le programme des réformes.
Propos recueillis par JACQUES AMALRIC
Lire la suite page 14

IRVING

JOHN IRVING

LIBERTÉ POUR LES OURS!

roman Seuil

130 F

Editions du Seuil

Carnet 91 Robert Mitchum, venu en touriste sur la Croisette, agrève nonchalamment ses souvenirs. L'italien Pupi Avati évoque la légende du compositrice blanc Bix Beiderbecke. Après le Dédalo, le Polonais Kieślowski trace le destin d'une héroïne au cœur double, Véronique/Weronika, Chienne de vie, de l'Américain Mel Brooks, a déridé un Festival plutôt grave.

Lire pages 16 et 17 les articles de nos envoyés spéciaux

LIVRES & IDÉES

■ Otto Rank, scaphandrier de l'âme. L'intimité démoniaque de Mrozek ■ Les « vacances » de M. Scieszka ■ L'après-guerre de La Carré ■ A la recherche des mots en voie de disparition ■ Alain Garber apaisé ■ La mauvaise réputation ■ un polar historique ■ Cette Chine qu'on dit éternelle ■ Le feuilleton de Michel Braudeau ■ et l'ail du cyclone ■ Histoire littéraire par François Bott : « Une Irlandaise et le continent ».

pages 21 à 28

AFFAIRES

■ Comment Schneider a acheté Square D : un prix « raisonnable », une complémentarité géographique ■ La petite grippe des entreprises françaises : des résultats contrastés et significatifs ; coup de vent sur les PME-PMI ■ Suez à l'heure de la gestion ■ Timide percée française en Thaïlande.

pages 33 à 35

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Andorre-Pérou, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 360 P ; Italie, 200 Lit ; Irlande, 1,10 £ ; Israël, 2,200 L ; Luxembourg, 42 Fl. ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 Fl. ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LE CHANGEMENT DE

L'allocution du président de la République

« Objectif 93 »

Voici le texte de l'allocution radio-télévisée du président de la République :

« Vous savez que, ce matin, M. Michel Rocard m'a remis sa démission. Cet après-midi, j'ai nommé M^{me} Edith Cresson premier ministre. Elle me proposera demain jeudi la liste des ministres. Elle se mettront aussitôt au travail. Sur ces événements, je souhaite vous dire des choses quelques mots.

Michel Rocard a pendant trois ans, à la tête du gouvernement, pris une part déterminante à la conduite de la politique française. Il y a consacré de grandes qualités, réalisées de vraies réformes et obtenu d'utiles résultats. L'Histoire associera son nom au progrès de la France pendant cette période. Je le remercie de son engagement et je suis assuré qu'il saura, le jour venu, rendre d'autres services au pays.

Nous avons traversé il y a quelques mois, avec la guerre du Golfe, une grave crise internationale. Notre peuple a fait face, comme toujours quand l'essentiel est en jeu. Mais dans le monde où nous sommes, le paix, elle aussi, ses exigences.

Or, le 1^{er} janvier 1993, dans dix-huit mois, un an et demi, l'Europe ne connaîtra plus de frontières intérieures entre les douze pays de la Communauté dont nous sommes. Nous entrerons dans un grand marché où circuleront librement les personnes, les biens, les capitaux. Dans cet espace où vivent 340 millions d'êtres humains, la compétition sera dure, la concurrence sévère. L'avenir de la France y sera engagé.

N'en doutons pas, nous n'aurons d'autre protection que notre talent, notre capacité créatrice et notre volonté. Cette voie est difficile, mais c'est la seule ouverte, la seule digne de notre histoire et de notre embi-

tion. Tout repli sur nous-mêmes serait fatal. Il nous faut donc mobiliser nos énergies, rassembler nos efforts, préparer notre pays à cette étape décisive.

Il n'y a pas de temps à perdre pour muscler davantage encore notre économie et porter nos industries au plus haut, tout en préservant nos équilibres financiers. C'est à cette condition seulement que seront créés les emplois qui nous sont indispensables, que sera garantie notre sécurité sociale et que s'exercera pleinement la solidarité nationale nécessaire à notre réussite. Tous ensemble nous gagnerons.

Croyez-moi, une France plus forte en Europe, c'est ce que nous pouvons faire de mieux pour le nation, ce que nous pouvons faire de mieux pour nos enfants, ce que nous pouvons faire de mieux pour réduire les inégalités sociales, pour remédier à vos difficultés et pour alléger le poids de tant d'entre vous. Je pense aussi que c'est le plus bel apport que nous puissions faire à l'Europe de demain et, au-delà, à la paix, qui a besoin de notre présence, de notre puissance et de notre détermination.

C'est pourquoi j'ai jugé que le nouvel élan auquel je vous ai conviés dès le fin de la guerre du Golfe devait être animé par un gouvernement identifié à cette tâche. M^{me} Edith Cresson qui a été successivement ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Commerce extérieur et des affaires européennes, et qui a montré partout compétence et caractère, m'est apparue comme la plus apte à diriger ce gouvernement, puisqu'il s'agit d'atteindre l'objectif que j'ai fixé : objectif 93.

Mes chers compatriotes, moi, j'ai confiance. Si nous nous y mettons tous, ça marchera.

Vive la République. Vive la France.

La lettre de démission de M. Rocard

« Une tâche inachevée »

M. Michel Rocard a adressé, mercredi 15 mai, à M. François Mitterrand la lettre suivante :

« Monsieur le président de la République, « Vous avez bien voulu me faire part de votre intention de former un nouveau gouvern-

nement, je tiens à vous dire combien j'ai été sensible à l'honneur de le conduire, combien m'a passionné l'œuvre accomplie et combien cette dernière me rend plein d'espoir pour la France et pour les Français face à un avenir qu'ils ont su préparer.

Permettez-moi enfin d'exprimer à vous personnellement la chaleur de mes sentiments que trois années de travail en commun au service de notre pays ont considérablement nourris et renforcés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de mon fidèle respect et de ma haute considération.

La réponse du chef de l'Etat

« D'autres occasions de servir la France »

M. Mitterrand a fait à M. Rocard la réponse suivante :

« Monsieur le premier ministre,

« Au moment où vous quittez les responsabilités que je vous ai confiées, je tiens à vous remercier chaleureusement pour le travail accompli depuis trois ans.

« L'Histoire de notre pays retiendra, soyez-en sûr, l'intense activité qui fut celle de vos gouvernements, les réformes que vous avez réalisées et les actions que vous

avez engagées qui contribueront à assurer l'avenir de la France et à améliorer la situation de nos compatriotes.

« Je sais le part qui a été pris par chaque ministre et secrétaire d'Etat : je vous demande d'être mon interprète auprès d'eux.

« Commencez aujourd'hui une nouvelle étape de notre vie publique : j'ai la conviction qu'elle vous offrira d'autres occasions de servir la France.

Ces deux lettres ont été rendues publiques, mercredi soir 15 mai, par le service de presse de l'Elysée.

M^{me} Edith Cresson, une fidèle du président

« Battante », « courageuse », « écrivaine », « fouguesse », « petit soldat »... Tous les portraits disent la même femme d'action : M^{me} Edith Cresson aime aller au feu. La trajectoire de cette fidèle militante, proche de M. François Mitterrand, au sein du Parti socialiste comme au gouvernement, laisse une trace profonde, hautesse, mais tenace. Les débats l'ennuient : les confrontations théoriques, qu'elles soient politiques ou économiques, le dépassent ; les intrigues d'appareil l'énervent. Les dossiers, les études, les compromis ne sont pas son genre. Elle s'empare de la parole et envoie les « fonctionnaires cloportés » aux pelotes. M^{me} Cresson n'est pas intellectuelle, subtile, pédagogue. Elle est en marche, d'une pièce, emportée.

Entrée au secrétariat national du PS au congrès de Pau, en février 1975, sur le choix personnel du premier secrétaire, M. Mitterrand, M^{me} Cresson est une fidèle du député de la Mayenne. M^{me} Edith Campion est pourtant née d'une famille « bourgeoise » : père inspecteur des finances, mère au riche foyer, nurse anglaise. Andenne élève d'HEC jeunes filles, elle épouse M. Jacques Cresson, cadre supérieur du groupe Peugeot, commence par s'engager à droite, mais, fidèle à la tendance paternaliste — son père est membre de la SFIO — rejoint la gauche en 1985 à travers la Convention des institutions républicaines de M. Mitterrand.

En octobre 1975, lorsqu'il faut, imprévu, monter à l'assaut de la circonscription de Châtelleraut, face à Pierre Abelin, ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Michel Rocard, sollicité parmi d'autres, refuse. M^{me} Cresson n'hésite pas. L'élection partielle est un test national pour la gauche. Malgré le renfort de tout le PS, qui descend dans la ville, ce sera un échec, mais M^{me} Cresson a dépassé le PCF. Elle s'est fait un nom. Et une attitude. La circonscription sera conquise en juin 1981, lors de la « vague rose », et, aux élections municipales de mars 1983, Châtelleraut sera la seule grande ville à passer de la droite à la gauche, quand tant d'autres feront le chemin inverse.

Depuis huit ans, madame le maire y déploie, en fin de semaine, sa passion pour les solutions « concrètes ». En 1981, lorsqu'il faut affronter les paysans de la FNSEA au ministère de l'Agriculture, tous les cailloux du PS se réunissent. A nouveau, M^{me} Cresson accepte. Ministre « de gauche », elle s'est le culte de contester le monopole de la FNSEA, provoquant le premier accrochage à l'état de grâce. Au conservatisme et à la misogynie des cadres paysans, elle s'oppose avec une brutalité qui lui sera largement rendue par ses interlocuteurs. Elle ne réagit pas à la provocation, elle se défend. En 1983, il faut, pour passer les plaies des campagnes, envoyer... M. Rocard.

A la bonne heure ! M^{me} Cresson est ministre du commerce extérieur, poste qui convient à son tempérament. Exporter, n'est-ce pas, un peu, débattre ? A grand renfort de voyages, la « médiane des PME » débouche donc aux Etats-Unis ou au Japon, avec force patrons dans ses avions. Son action sera, là aussi, contestée. En fait, M^{me} Cresson découvre, quel Branly, le vrai fonctionnement de la France étatique. Son ministère n'est pas de fonctionnaires : il

dépend du ministère des finances, haut lieu du pouvoir économique. Les « services » se méfient et se plaignent d'une ministre qu'ils accusent de confondre l'exportation avec l'exportation. M^{me} Cresson en nourrit un dédain croissant pour les fonctionnaires, le ministère des finances et, plus largement, pour l'Etat.

Une idéologie libérale

En 1984, dans le gouvernement de M. Laurent Fabius, le ministère du commerce extérieur est rattaché au ministère de l'Industrie. Voilà au moins de quoi faire le poids face aux finances, croit-elle. Et voilà, enfin, une réforme ministérielle faite pour coller au modèle du fameux MITI japonais. L'action sera, là, plus posée : l'industrie nécessite du temps. M^{me} Cresson peut mettre nombre de décisions à son actif, comme l'arrivée de Georges Besse chez Renault ou une dotation pluriannuelle à Buit. Cependant, « rigueur »



obliga, ses crédits diminuent. Sous la direction de M. Fabius, le volontarisme n'est pas « moderne ». La politique industrielle est une peau de chagrin. L'action consiste à sauver morcelés par morceaux les entreprises qui coulent. Rien de glorieux, mais M^{me} Cresson se forge une assez bonne image dans le milieu des affaires. Elle heurte toujours par ses déclarations à l'exportation — les partisans sociaux se font « coincés », déclare-t-elle —, mais ses positions critiques contre le Japon ou pour les privatisations — « Je n'ai pas la religion du secteur public » — sont saluées. Malgré sa façon de donner des ordres, M^{me} Cresson partage, en fait, une idéologie libérale.

Choquée par le comportement de M. Fabius lors de l'affaire Greenpeace et de la visite en France du général Jaruzelski, M^{me} Cresson en conçoit une solide inimitié envers le premier ministre. Lorsque, en mai 1988, M. Mitterrand souhaite l'accession de M. Fabius au poste de premier secrétaire du PS, M^{me} Cresson est, avec M. Roland Dumas, l'un des deux compagnons du chef

de l'Etat qui ne peuvent se résoudre à respecter sa volonté. Deux ans plus tard, lors du congrès de Rennes, M. Mitterrand les empêchera, l'un et l'autre, de rejoindre le courant de M. Lionel Joseph contre M. Fabius, ce qui fait de M^{me} Cresson, aujourd'hui, une socialiste formellement sans courant.

En 1988, le ministère des affaires européennes est taillé sur mesure. Sa tâche est de préparer puis de gérer la présidence française de la Communauté de juillet 1989 au 1^{er} janvier 1990, moment important, notamment, pour l'union monétaire européenne. De nouveau, le ministre se heurte aux « services » : ceux du quai d'Orsay, ceux du premier ministre, ceux de l'industrie et bien entendu ceux des finances. Les dédales administratifs ne sont décidément pas son fort. Son ministère, encore une fois, n'a pas de fonctionnaire en propre. Contrariée, M^{me} Cresson bute toujours sur cette irréductible réalité : l'action gouvernementale passe par la machine d'Etat. Rien ne se fait sans ces « services » honnis.

D'où l'idée qu'il faut réformer le dispositif gouvernemental-administratif français : casser le ministère de l'économie et des finances pour en isoler les finances et rattacher l'économie avec l'industrie, le commerce extérieur voire avec la recherche et fonder le tout dans un grand ministère « de la guerre économique ». L'idée est ancienne — M. Giraud, ministre de l'Industrie, l'avait eue avant 1981 — et beaucoup la partagent parmi ceux, industriels, fonctionnaires ou hommes politiques, qui croient que l'action du gouvernement n'est pas assez tournée vers l'industrie, « cœur de la compétitivité et de la souveraineté des nations ». Cette critique vise directement M. Rocard et ses proches, comme M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie. Elle constitue l'un des thèmes favoris d'une partie des mitterrandistes et sert de prétexte, à l'été 1990, à une offensive concertée contre le premier ministre. Toutefois, le président de la République, après avoir prêté l'oreille, met fin au complot. « Ce n'est pas le moment », répond-il à sa fidèle ministre, qui, du coup, annule la publication d'une interview ravageuse qu'elle avait accordée au *Figaro*. Trois mois plus tard, à l'automne, elle donnera sa démission du gouvernement.

Cet immobilisme convainc M^{me} Cresson qu'elle impose désormais d'aller dans le privé. Et qu'importe que cela soit chez Schneider, groupe propriétaire de Creusot-Loire, qui demeure la plus grosse faille du capitalisme privé français et qui a coûté cher au contribuable. Schneider, où M^{me} Cresson était responsable de certaines actions internationales, vient de remporter une belle victoire en achetant l'entreprise d'électricité américaine Square D. Voilà comment l'on exporte aujourd'hui !

PATRICK JARREAU et ERIC LE BOUCHER

A Châtelleraut

« Les Français peuvent dormir tranquilles »

Mardi après-midi, le nouveau a déposé ses lettres lumineuses sur le panneau d'affichage électronique de Châtelleraut. Diagonalement, la bourgade historique du Poitou s'avouait un plaisir sans surprise.

CHATELLERAUT

de notre envoyé spécial

Depuis sa démission du gouvernement, en octobre 1990, les Châtellerautais imaginent déjà leur maire et député en réserve de la République.

Edith le battante, la gagnante, femme de fer, qui, après plusieurs défaites locales, décrocha à l'arraché au siège à la députatone en 1981, puis la mairie en 1983, semblait même décontractée ces derniers temps. « Comme si elle avait été assurée qu'un grand destin national l'attendait », explique un opposant local. Malgré les bulles de champagne, son équipe municipale entretenait un certain mystère sur les conditions de cette nomination. Celle-ci avait été envisagée, semble-t-il, depuis plusieurs semaines. En tout cas, M. Georges Guérineau, directeur du cabinet d'Edith Cresson à Châtelleraut, n'a pas ressenti le choc de 1981 lorsque celle-ci lui avait annoncé par téléphone sa nomination au ministère de l'Agriculture : « J'étais ébahi. Je lui ai répondu : attends, repère pour voir ».

Edith Cresson à Matignon ? « Vue de Châtelleraut, la promotion a une certaine logique. C'est

une bagatelle. Elle a gagné ses galons à la force du poignet », dit M. Robert Château, premier adjoint, pestant contre cette soudaine agitation médiatique. « Je ne vais pas pouvoir planter mes bégonias ce soir », regrette un conseiller municipal, un verre à la main, distribuant plaisamment les porte-feuilles ministériels à ses collègues : « Bon, tenons-nous prêts les uns et les autres. Tol, Catherine, tu prends l'éducation, toi tu prends la santé ».

L'effervescence ne dissipait pas pour autant une langue de bois de circonstance : « Si elle agit à Matignon comme elle a agi à la mairie, les Français peuvent dormir tranquilles ce soir », assure, énigmatique, M. Gilbert Guérineau. Les élus de Châtelleraut fustigeaient par avance les éventuels détracteurs de leur maire : « C'est une femme de terrain, une femme pressée, qui se fixe des objectifs et veut les atteindre, tout de suite, à tout prix. » Pressée comme une femme qui arrive chaque jeudi à Châtelleraut et se repart le samedi.

Intelligence pragmatique

Edith Cresson pousse un effet contre les dossiers, exige trois feuilles de synthèse — « c'est le grand maximum » — « enfilasse » son administration et ses lenteurs. « Elle a horreur d'être manipulée par les technocrates. Elle est culotée. Elle n'a pas peur de réveiller un préfet en pleine nuit, de déranger le directeur d'Elf-Aquitaine le dimanche ou de faire appeler le ministre de l'In-

terieur italien parce qu'un camion de livraison de Châtelleraut est bloqué dans un accident de la route local en difficulté », raconte son directeur de cabinet.

Une grande intelligence pragmatique, assurent ses proches, une capacité à trancher, « et à donner l'impression que nous sommes à son service », précise l'un d'eux.

Les résultats ? Châtelleraut s'enorgueillit d'avoir restauré la vieille ville, son parc d'HELM, créé un IUT dans une ville sans université. Ses opposants locaux, dont le CDS Jean-Pierre Abelin, fils du ministre dépossédé de son fief par la dame de fer du PS, voit beaucoup d'effets d'illusion dans les gesticulations du nouveau premier ministre. « Elle s'est fait élire en 1983 en faisant croire que ses fon-

ctions ministérielles allaient permettre de résoudre le problème de l'emploi à Châtelleraut. Ministre de l'Industrie, elle a tiré à coups de subventions six entreprises qui ont toutes déposé leur bilan au bout d'un an. » Reprenant l'accusation de « sectarisme » du CDS Pierre Métaigne, M. Jean-Pierre Abelin regrette son « agressivité » et son ton de « maîtresse d'école ». « Elle nous transmet délibérément les dossiers en retard. Nous n'avons pas de bureau à la mairie et elle s'estime toujours dans son bon droit. » Un ancien adversaire, aujourd'hui à la retraite, déplore qu'elle soit aussi « obnubilée par la politique » : « Un jour, lors d'un banquet, j'ai essayé de parler littérature avec elle. Cela n'a pas duré plus de dix minutes. »

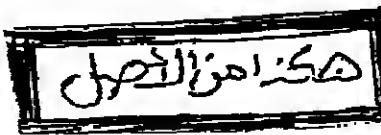
DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Les associations féministes sont satisfaites

« Enfin une femme, et une femme de caractère. » La nomination de M^{me} Edith Cresson à Matignon a été accueillie favorablement par les associations féministes. Toutes caressent l'espoir de voir la cause des femmes mieux entendue.

Le mouvement français pour le planning familial (MFPF) souligne que M^{me} Cresson possède une forte personnalité et qu'elle avait pris des positions courageuses en quittant, en octobre 1990, son poste ministériel aux affaires euro-

péennes. Le Planning espère bien qu'elle manifestera la même détermination dans ses hautes responsabilités pour les droits des femmes. L'association Graïo de sel souhaite qu'à présent les femmes puissent accéder, plus nombreuses, au pouvoir de décision au niveau de l'Etat et de la fonction publique. Et le Collectif féministe contre le viol espère que la nomination de M^{me} Cresson fera disparaître « ce qui reste des discriminations dont les femmes sont encore victimes ».



صدا من الامل

INGEMENT

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

Code

PREMIER MINISTRE

Les milieux d'affaires ne sont pas hostiles à M^{me} Cresson mais attendent la composition de l'équipe gouvernementale

Les spéculations concernant l'arrivée de M^{me} Edith Cresson à Matignon avaient inquiété la Bourse dès mardi 14 mai. Paradoxe : la confirmation de cette nomination l'a rassurée le lendemain. La chute des cours prénommée par les plus pessimistes n'a pas eu lieu. Les milieux financiers ont finalement gardé leur calme, relativisant l'événement.

La journée avait plutôt mal commencé (-0,67 % pour l'indice CAC 40 au début de séance). Mais au fil de l'après-midi, les rumeurs devenant réalité, les valeurs effaçaient leurs pertes, pour terminer sur une note équilibrée (-0,16 %). « Même si le choix est étonnant, ce n'est pas Edith Cresson qui est importante. Au final, pour nous, ce qui compte, c'est que Bérégovoy reste aux finances », affirmait un gestionnaire de portefeuilles résumant le sentiment des salles de marché. Le départ de celui qui est considéré comme « le garant de la solidité du franc » les inquiéterait.

L'expérience professionnelle

Cette éventualité entraînait déjà mercredi un léger affaiblissement de la devise française face au mark dans un marché calme. Jeudi 16 mai, au matin, les cambistes avaient plutôt les yeux rivés sur l'Allemagne, gelant leurs transactions dans l'attente de la démission probable du président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl.

A l'image des milieux financiers attendant la composition du gouvernement pour réagir, les industriels ont accueilli l'arrivée de M^{me} Edith Cresson sans commo-

taires superflus, avec retenue et prudence. Aucun grand patron ne souhaitait commenter à chaud l'événement, y compris chez PSA, où M. Jacques Calvet trouvera une alliée pour défendre les positions de l'automobile française. Pas plus chez Schneider, où M. Didier Pineau-Valencienne s'est borné à dresser un portrait flatteur de sa collaboratrice. Encore moins chez Thomson et Bull, l'électrocoque et l'informatique françaises figurant à n'en pas douter parmi les premières préoccupations industrielles de la nouvelle locataire de l'hôtel Matignon. En un mot, dans le sec-

teur privé et plus encore dans le secteur public, tout le monde était sur la réserve.

Les milieux d'affaires saluent toutefois l'expérience professionnelle de M^{me} Cresson. Le président du CNPF, M. François Perigot, traduisait bien le sentiment général. Au vu des responsabilités ministérielles successives de M^{me} Cresson et de sa récente escapade dans le privé, le patron des patrons espérait, mercredi 15 mai dans l'après-midi, « qu'elle saurait prendre en compte les véritables intérêts des entreprises françaises pour les rendre plus compétitives et

pour les aider à renouer les échanges européens ». Et il soulignait le bien-fondé de la position de fermeté défendue par M^{me} Edith Cresson à l'égard du Japon.

Du côté des syndicats, la palette des réactions était variée. Du silence de la CGT à la position prudente de la CFDT attendant la déclaration de politique générale de M^{me} Cresson pour faire connaître son appréciation, en passant par la satisfaction affichée par FO ou la CFE-CGC. Le secrétaire général de FO, M. Marc Blondel, s'est félicité de cette nomination, déclarant partager avec le nouveau chef de gouvernement « une préoccupation commune en matière industrielle », tout en appelant de ses vœux une relance de la politique contractuelle dans la fonction publique. « Je suis impatient de connaître quelles seront ses mesures de manœuvre en matière d'économie », a ajouté M. Blondel, et si elle va hériter du projet de budget 1990.

Même satisfaction à la CFE-CGC où son président, M. Paul Marchetti, espère « que le nouveau premier ministre saura trouver le langage capable de promouvoir une nouvelle dynamique des entreprises françaises ». M. Guy Dilleaud, président de la CFTC, souhaite pour sa part que le nouveau premier ministre sache « donner une impulsion particulière à la dimension sociale européenne qui en a bien besoin ».

Si les hommes politiques ont coaccoutumé l'essentiel de leurs intervenants sur l'arrivée d'une femme à la tête du gouvernement, cet aspect de la question n'a guère été évoqué par les milieux industriels, sociaux et financiers.

D. G. et C. M.

A la Bourse

On attendait Schneider, ce fut Peugeot!

Si le plupart des investisseurs sont restés prudents après la nomination d'Edith Cresson, d'autres ont été plus rapides à en tirer les premiers enseignements, et surtout les premiers profits...

Se rappellent des critiques de M^{me} Cresson sur la libéralisation de Bruxelles face aux menaces japonaises dans l'automobile, ces gestionnaires ont investi en masse dans Peugeot, dont le président, M. Jacques Calvet, partage les mêmes soucis. L'offensive s'est déclenchée dès 15 heures, quelques instants à peine après la nomination officielle du nouveau premier ministre. A la fin de la journée, 191 000 titres avaient changé de mains, et l'action s'appréciait de 1,28 %. En

revanche, les intervenants ayant tablé sur un mouvement significatif des actions Schneider en raison des liens de M^{me} Cresson avec ce groupe depuis octobre 1990 n'ont pas eu la main heureuse. La valeur a évolué à l'image du marché, se dépréciant de 0,8 %.

Le rachat de l'américain Square D (voir page 33) passe pour l'instant sur l'évolution boursière du titre. Il est selon le jargon boursier « explosé », et ce n'est pas « une flamme même premier ministre de gauche et conquise par l'industrie privée qui pourra changer quelque chose », entendait-on dans les salles de marché.

D. G.

Six mois chez Schneider

Matignon aura eu finalement plus d'attrait que le monde industriel... Même si, il y a quelques jours à peine, Edith Cresson dépeignait encore, sans état d'âme, sa reconversion dans le monde des affaires au mensuel *Contemporain*. Dans son numéro de mai, le « magazine des femmes d'action » s'est en effet offert, sans le savoir, l'interview du tout nouveau premier ministre. A la question : « Regrettez-vous d'avoir quitté la politique ? » posée par Catherine Nay, une journaliste décidée, Edith Cresson, à la tête d'une filiale du groupe Schneider depuis six mois, clôt ce long entretien, catégorique : « Pas une seule seconde. Tous les jours, je m'en félicite. Je ne suis plus frustrée en permanence comme je l'étais. J'étais sans cesse indignée, désemparée de ce que je voyais. Aujourd'hui, j'ai beaucoup plus de satisfactions personnelles et je me sens beaucoup plus utile à mon pays en aidant les entreprises qu'en étant ministre. Que peut-on demander de plus ? »

Cette petite cellule - constituée d'une quinzaine de personnes, devant cocktail de cadres de Schneider et de nouveaux embauchés gravitant autour d'un carré de fidèles (on y trouve en numéro deux l'occotourable Abel Farnoux, son très présent bras droit aux affaires européennes, et en numéro trois Marie-Hélène Valette, une amie personnelle) - est placée sous l'autorité directe de la holding Schneider SA, docteur de son président Didier Pineau-Valencienne. C'est dire si ce passage au privé fait jaser. « DPV » n'est autre que le « docteur Ailla » dont parle le baron Empain dans ses Mémoires, surnommé ainsi pour son aptitude à mener des restructurations musclées. Et surtout l'homme qui, entamant en 1984 un long bras de fer avec Laurent Fabius, alors ministre de l'Industrie, sur le dossier Creusot-Loire, a incarné le « capitalisme sans fin ni loi » aux yeux des militants socialistes.

Avec « DPV » un industriel fonceur

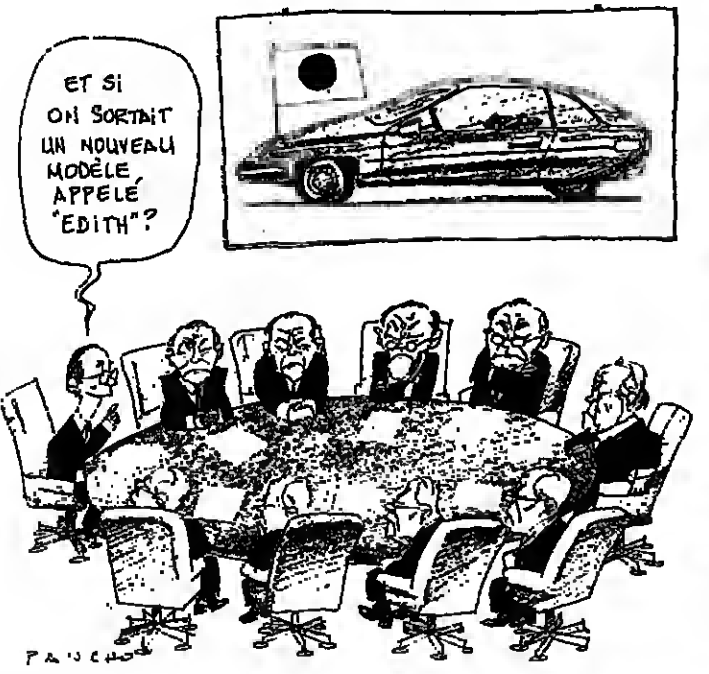
Aujourd'hui Edith Cresson et le patron de Schneider se voient, semble-t-il, une admiration réciproque. Les relations ont été nouées sur un autre dossier épineux, celui de Télémechanique, société sur laquelle Schneider lançait une OPA hostile en 1988, se heurtant à une résistance très vive du personnel. Elle rencontre DPV, qui lui tient un discours d'industriel fonceur. Convoquée, elle n'aura de cesse d'en plaider la cause. Pas étonnant dès lors que Didier Pineau-Valencienne fasse appel à ses services lorsqu'il dote son groupe d'une filiale de conseil et de lobbying à l'international. Mandatée par les filiales Schneider, et depuis peu par des clients extérieurs au groupe (parmi lesquels l'Air liquide), SISI est chargée de faire aboutir les dossiers épineux : contrats difficiles, litiges en tout genre. Difficile d'évaluer les talents de négociatrice d'Edith Cresson sur ce terrain ainsi que l'efficacité de son volumineux carnet d'adresses. De création récente, SISI n'a que peu de réalisations à son actif. « Nos actions ne sont pas encore concrétisées. Nous avons plusieurs opérations en cours. On en parlera quand elles auront abouties », explique Marie-Hélène Valette. Orientée d'emblée sur les ex-pays de l'Est, Schneider Industries services international ouvrait... le 14 mai, une antenne à Berlin, plate-forme d'interventions sur l'Allemagne orientale, la Tchécoslovaquie et la Hongrie.

SISI a été relativement peu impliquée dans le dernier coup d'éclat de DPV : l'OPA de Schneider sur l'américain Square D (lire « le Monde affaires » page 33). Mardi 14 mai, certains dans l'entourage de M^{me} Cresson laissent tout de même entendre qu'elle avait beaucoup fait pour la bonne fin de cette affaire. C'était, il est vrai, à la veille de sa nomination à Matignon.

ÉRIC LE BOUCHER

CAROLINE MONNOT

Industrialistes contre libéraux



Suite de la première page

« L'Allemagne et le Japon, précisait M^{me} Cresson, conduisent parallèlement des politiques micro-économiques nourries d'un dialogue permanent entre les pouvoirs publics et les responsables industriels. C'est ce qu'il faut faire ici et vite. Car si les entreprises vont mieux, si certains chiffres sont bons, il ne faut pas perdre de vue l'essentiel, qui est la force industrielle. (...) Or, aujourd'hui, on ne sait même pas ce que l'on veut faire dans le nucléaire ou l'électronique. On ne sait pas non plus ce qu'on attend des entreprises publiques : on s'en préoccupe tous les trois ans lors de la nomination du PDG et puis plus rien. Pas de contrôle, pas de directive ».

M. Roger Fauroux, ancien PDG de Saint-Gobain, ne portait aucunement cette façon de voir. Le débat sur la politique industrielle, qui n'avait cessé depuis 1981, est réapparu en 1988 à l'ouverture du second septennat. Il reste grand ouvert aujourd'hui puisque M. Mitterrand le place au centre de la politique de son nouveau gouvernement. Il oppose les

« industrialistes » - qui regroupent ceux qui veulent placer le développement de l'industrie française au centre de toute la politique économique - et ceux, plus libéraux, comme M. Fauroux mais aussi M. Bérégovoy, qui ne comprennent pas bien ce que cela signifie concrètement et qui estiment que le plus efficace est de favoriser les entreprises « en général ».

Même si on retrouve parfois dans les deux camps les mêmes protagonistes, il ne s'agit pas d'une répétition du débat de 1983 entre la rigueur et la sortie du système monétaire européen. M. Mitterrand a d'ailleurs tenu à souligner que le « repli » protectionniste était exclu. Mais il s'agit tout de même d'un débat qui y ressemble un peu : a-t-on en France les moyens de faire autre chose que du libéralisme « tempéré » ? Telle est, au fond, par le biais de l'industrie, la question posée.

M. Roger Fauroux, ministre d'ouverture de M. Rocard, symbolisait la ligne opposée à celle de M^{me} Cresson. « Qu'on laisse les entreprises travailler, avait-il expliqué au Monde (le 2 mars 1990),

Intervient, au jour le jour serait désastreux. Le volontarisme de ce type n'a aucun sens. » Il s'agit de critiques qu'on lui adressait sous « manœuvre de volontarisme ». Les socialistes l'ont prouvé d'occurrence à ses yeux : une orthodoxie parfois excessive en matière budgétaire les prive de tout moyen financier concret pour agir, et pourtant la multiplicité des décisions sur le thème du volontarisme. Il ne peut s'agir que d'occurrences.

L'ancien élève de l'Ecole normale supérieure (lettres), nourri de culture classique, parle d'expérience. M. Fauroux a passé vingt-cinq ans chez Saint-Gobain. Mais il est aussi défenseur de l'Etat. Nommé PDG de Saint-Gobain-Pont-A-Mousson en 1980, il sera le seul à rester en poste parmi les patrons des entreprises nationales. L'Etat ne lui fait donc ni peur ni honte. Au contraire. Fondateur du Club Saint-Simon avec l'historien François Furet, il écrit « à l'esprit d'entreprise et à l'Etat (et) à l'industrie des hommes ».

Quelle marge de manœuvre ?

Mais l'Etat de M. Fauroux n'est pas celui de M^{me} Cresson. Pour le premier, l'Etat doit concentrer son action sur deux volets. D'abord sur la gestion des grandes entreprises du secteur public. Depuis 1988, M. Fauroux réclame incessamment de l'argent pour leur développement et remonte, d'ailleurs, au bout du compte, une belle victoire contre le « ni-ni ». Début 1990, M. Mitterrand est contraint d'accepter l'ouverture du capital de Renault pour son mariage avec Volvo, puis celui de tous les groupes publics à hauteur de 49 %.

Une fois l'argent versé, l'essentiel pour l'Etat-actionnaire est de nommer « un bon PDG » puisque l'industrie passe par des hommes. M. Fauroux n'hésitera pas à faire le ménage chez ses pupilles : Total et COGEMA changent de patron, tandis qu'il défend M. Alain Gomez de Thomson attaqué par... M^{me} Cresson.

Le renouveau d'une politique industrielle sectorielle constitue le deuxième volet, le plus contesté. M. Fauroux essaie d'achever, malgré les interférences politiques, quelques restructurations sectorielles. Demi-réussite dans la chimie, échec dans le nucléaire où M. Mitterrand lui retire ce dossier jugé très politique (ne s'agit-il pas d'une négociation avec le PDG RPR de la CGE M. Suard?) pour le confier à M. Pierre Bérégovoy. Dans les autres secteurs, l'action de l'Etat est entravée par l'Europe, les aides publiques sectorielles étant interdites par Bruxelles car elles faussent la concurrence.

M. Fauroux comprend toutefois

peu à peu qu'il faut en passer par le seul soutien autorisé : celui qui porte sur la recherche-développement. Préoccupé avec M. Hubert Caron (ministre de la recherche et de la technologie) le train tiré par quelques conseillers de l'Elysée et de Matignon, M. Fauroux renoue avec les grands programmes technologiques du début du premier septennat : voiture propre, télévision haute définition, TGV de troisième génération... sont lancés. M. Mitterrand s'y engage lui-même, comme sur la TVHD, mais les critiques sont, là, nombreuses contre la timidité libérale de M. Fauroux.

Le dossier sectoriel le plus brûlant, celui des importations des voitures japonaises après 1993, lui échappe pour cette raison. M. Fauroux juge les constructeurs nippons en avance sur les français et il a le malheur de le dire. Le ministre n'est que peu protectionniste : au contraire, puisque, avec M. Bérégovoy, il essaie d'attirer les usines japonaises en France. M^{me} Cresson,

ministre des affaires européennes, s'efforce dans la brèche ouverte et critique « ceux qui restent les bras ballants » pendant que les industriels nippons « envahissent l'Europe ». Elle héritera du dossier et multipliera les déclarations anti-japonaises, dans la ligne de celles de M. Jacques Calvet, le patron de Peugeot.

En définitive, le chef d'entreprise-ministre de l'industrie s'est heurté plus souvent qu'attendu aux socialistes « industrialistes » et à M. Mitterrand lui-même. M. Fauroux a une vision de l'industrie où la politique doit laisser la place aux capitaux. Le reste n'est que discours.

A M^{me} Cresson de prouver le contraire et de démontrer qu'il reste une marge de manœuvre entre les deux écueils qui bornent toute politique industrielle : les paralysantes contraintes budgétaires et celles, tout aussi restrictives, de l'Europe libérale. Telle est la pari de son gouvernement. Il est difficile et risqué.

DUBET

LES LYCEENS

Dédaignant les prises de position idéologiques et n'ayant cure des analyses dignes du Café du Commerce qui règnent en ce domaine, le sociologue et son équipe de chercheurs ont pris le temps de recueillir l'avis des élèves.

Marline Vahé / Le Monde de l'Education

Des réponses d'une grande nouveauté.

Jean-Baptiste Maronqui / Libération

La stratégie du sauve-qui-peut... Le lycée d'aujourd'hui n'est vraiment plus ce qu'il était.

Anne Fodor / Le Nouvel Observateur

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Roman - 120 F

Editions du Seuil

A l'Assemblée nationale

La difficulté de rassembler une majorité

M. Michel Rocard a pu, pendant trois ans, faire adopter ses projets à l'Assemblée nationale, en jouant de majorités à géométrie variable. L'article 49-3 de la Constitution (engagement de responsabilité du gouvernement) lui a permis également, sur quatorze textes, de passer outre à une conjonction des « contraires » (UDF, RPR, UDC, PCF). Cette même coalition n'était pas parvenue à le renverser lors du vote de censure de novembre 1990. En l'état actuel du rapport des forces à l'Assemblée nationale, le nouveau ministre sera confronté au même casse-tête : comment faire voter les projets de loi quand on ne dispose que d'une majorité relative ?

A peine arrivée à l'Hôtel Matignon, M^{me} Edith Cresson devra prendre une décision politique importante : fera-t-elle une déclaration de politique générale pour présenter son programme de gouvernement et demandera-t-elle à l'Assemblée nationale, conformément à l'article 49 alinéa 1 de la Constitution, un vote de confiance ? Rien ne l'y oblige.

Nouveau chef du gouvernement, M. Michel Rocard avait bien prononcé devant l'Assemblée un discours « de proximité et de réconciliation des Français » (le Monde du 1^{er} juillet 1988), mais s'était abstenu de demander un vote de confiance dont le résultat, compte tenu de la configuration de l'Assemblée, n'aurait pas garanti (1). M^{me} Cresson se trouvera devant le

même cas de figure et devra être contrainte à la prudence, sauf à risquer un vote de défiance qui renverserait le gouvernement à peine constitué.

Pendant trois ans, M. Michel Rocard, activement et habilement relayé sur le terrain par son conseiller pour les questions parlementaires, M. Guy Carcassonne, et le directeur de cabinet du ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean-Louis Gentile, est parvenu sans trop d'embûches à faire passer ses textes, à tel point que l'on a pu parler de « majorités Rocard » alternatives, qui s'appuyaient sur les voix centristes ou communistes, plus rarement UDF.

Ses conseillers étaient également parvenus à tisser un réseau de relations personnelles qui avait notamment facilité le rejet de la censure anti-CSG le 19 novembre 1990 malgré le vote des communistes (2). Le premier ministre avait d'ailleurs conservé, pour d'autres occasions, quelques voix de réserve au-delà des cinq qui avaient manqué à cette motion de censure, celle de M. Laflour, député RPR de Nouvelle-Calédonie, par exemple.

Malgré le climat s'était singulièrement dégradé ces dernières semaines et, sauf renversement de majorité (alliance en bonne et due forme avec le groupe communiste), M^{me} Cresson ne pourra pas profiter de la conjoncture favorable dont a bénéficié son prédécesseur pendant près de trois ans. L'heure n'est plus au désarroi de l'opposition, comme après le choc de 1988.

Le RPR et l'UDF ont resserré les rangs, mettant en difficulté le premier ministre peonant les dernières semaines (vote de l'administration territoriale à une voix de majorité, retrait du projet de

réforme de scrutin pour les élections régionales, fuite de la majorité). La bonne conjoncture économique avait également permis à M. Rocard de présenter ses deux premiers budgets dans de bonnes conditions. La préparation du budget de 1992 ne se présente pas sous les mêmes auspices et la rentrée d'automne s'annonce très délicate.

L'hostilité des centristes

Le profil personnel de M. Rocard, sa recherche du consensus, ne laissent pas non plus indifférents les élus centristes qui ont longtemps joué une carte utile d'opposition constructive. Ça et là, quelques voix de l'UDF, droitement ou agitées par M. Jean-Pierre Soisson, permettaient de faire l'appoint. Les propos du président du groupe UDF de l'Assemblée, M. Pierre Méhaignerie, à l'annonce de la nomination de M^{me} Cresson ne permettent pas de prévoir une attitude aussi compréhensive. Rappelant que M^{me} Cresson lui avait succédé au ministère de l'Agriculture en 1981, le président de l'UDF a dénoncé « le sectarisme, l'esprit partisan et une grande part d'intolérance » dont elle aurait fait preuve. « Nous examinerons toujours les dossiers en fonction de leur valeur propre mais j'ai constaté dans le passé avec M^{me} Cresson, un manque d'honnêteté et de rigueur intellectuelle qui était important », a également regretté M. Méhaignerie, convaincu d'un « virage à gauche » du chef de l'Etat.

Persuadée que la phase d'approche des législatives est commencée et qu'elles se joueront, une nouvelle fois, sur un clivage droite-gauche, l'opposition n'a pas l'in-

tention de lui faire de cadeau. Reste le groupe communiste avec ses vingt-dix députés. Les dirigeants du PCF en appellent à une « vraie politique de gauche... », mais à quel prix ?

PIERRE SERVANT

(1) Le vote de confiance prévu par l'article 49-1 se fait à la majorité absolue des suffrages exprimés (contre le principe de l'article 152 alinéa 4 du règlement de l'Assemblée). Il est donc plus aisé pour des oppositions hétéroclites de refuser la confiance que de voter la défiance par une motion de censure (article 49-2) qui requiert pour son adoption la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale (seuls les votes favorables à la motion de censure sont recensés). Avec le 49-1, l'Assemblée refusa « simplement » le passage du budget des finances par le PCF avec la droite, par exemple, ne serait pas choquant, alors qu'en censurant le gouvernement elle dégage, par le mécanisme de la « majorité absolue des membres composant l'Assemblée », une majorité de substitution qui se rassemblerait sur un texte précis de censure et qui, théoriquement, vocation à gouverner. C'est au nom de ce dernier principe que M. Rocard avait dénoncé lors du vote de censure anti-CSG (censure en riposte au 49-3 du gouvernement) du 19 novembre 1990 « le mariage de la carpe et du lapin », les députés communistes ayant joint leurs voix à celles de la droite.

(2) Le groupe socialiste compte aujourd'hui 273 députés (252 PS plus 21 apparentés). Sur les 21 non inscrits, la majorité peut obtenir le soutien de 14 élus dans les meilleurs cas de figure, ce qui fait un total de 287 voix alors que la majorité absolue est de 289 (l'Assemblée compte 577 députés). Le RPR a 127 députés (125 RPR plus 2 apparentés), le groupe UDF 90 élus (79 plus 11 apparentés), l'UDC 39 députés (34 UDC plus 5 apparentés) et le groupe communiste 26 élus (25 PCF plus un apparenté). Un siège est aujourd'hui vacant, celui de la suppléante de M. Chevènement.

Les réactions

« Les communistes comme toujours, disponibles »

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste : « Michel Rocard aura montré ce qu'il ne fallait pas faire. (...) Pour améliorer les choses, il ne suffit pas de changer de premier ministre, il faut avoir le courage de tirer les leçons de cette mauvaise expérience et faire tout autrement : écouter enfin ceux qui avaient assuré la victoire de la gauche et qui n'en cessent depuis lors de prendre pour cible : faire enfin du neuf au lieu de copier les recettes de la droite. (...) En 1988, les Français ont élu en majorité des députés socialistes et communistes. Il est donc possible au président de la République et aux dirigeants socialistes de se séparer de leurs ministres de droite et de constituer un gouvernement de gauche pour mener une politique de gauche : ils auraient pour cela une majorité stable et sûre. C'est à cette condition qu'on répondrait à l'attente des Français, qu'on commencerait à résoudre les graves problèmes posés ou lieu de les aggraver, qu'on créerait les conditions d'empêcher la droite de prendre sa revanche lors des élections législatives de 1993. Pour soutenir une telle politique et pour contribuer à sa mise en œuvre, les communistes sont, comme toujours, disponibles. »

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste : « Une tâche considérable a été accomplie par Michel Rocard et son gouvernement. La lutte contre toutes les exclusions a été intensifiée. Des avancées significatives ont été accomplies dans le domaine de l'éducation, de la formation, de l'insertion. (...) Edith Cresson connaît nos préoccupations et notamment notre volonté de voir traiter en priorité le problème de l'emploi par une politique industrielle ambitieuse et une politique sociale attentive. »

M. Jacques Chirac, président du RPR : « L'accession d'une femme au poste de premier ministre mérite d'être saluée. On prête à M^{me} Edith Cresson une forte personnalité. Nous la jugerons sur ses actes pour sortir le pays de ses difficultés. »

M. Valéry Giscard d'Estaing : M^{me} Cresson « a certainement les capacités d'être un premier ministre socialiste ». (...) « Lorsqu'on change [de premier ministre] en dehors des périodes naturelles, c'est qu'il y a une crise politique. (...) On revient lentement vers une sorte d'instabilité gouvernementale. »

M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts : « Edith Cresson soutient l'Europe de l'industrie et de la compétition plutôt que celle de la qualité de la vie. Son passage à l'agriculture a toutefois montré quelques timides amorces de préoccupations autres que la productivité à tout prix. »

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national : « Michel Rocard, ouvrier de chantiers en fuite, tartuffe moralisateur, restera pour nous comme le premier ministre de la diffamation d'Etat et le chef du gouvernement des affaires. Son remplacement par une dame du sérail sent la fin de règne. »

M. Jean-Pierre Soisson, porte-parole de « France anie » : « France anie » tient à réaffirmer son appartenance à la majorité présidentielle. « France anie » poursuivra son action de rassemblement afin que le gouvernement puisse s'appuyer sur une majorité parlementaire stable. »

M. Yves Galland, président du Parti radical : « On aurait envie de dire bonne chance à la première femme qui entre à Matignon. Mais, pour older la chance, il faut que M^{me} Cresson change ses conceptions en matière européenne. »

M. Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire : « Une fois de plus, l'Etat spectacle nous joue une comédie dont le V^e République a le secret. Mauroy, Fabius, Rocard, Cresson passent. Au-delà de quelques oscillations, Mitterrand et son pouvoir restent. Il faut maintenant radicalement changer de politique. »

Les femmes au pouvoir

En devenant la première femme appelée à prendre la direction d'un gouvernement en France, M^{me} Edith Cresson entre dans le club très restreint des femmes qui ont dirigé un gouvernement. Parmi celles qui l'ont précédées, les plus connues sont sans doute Golda Meïr, devenue premier ministre d'Israël en 1969, et qui dirigea le pays pendant la guerre du Kippour en 1973 ; Indira Gandhi, qui fut deux fois premier ministre de l'Inde avant d'être assassinée en 1984 ; et, plus récemment, Margaret Thatcher, qui occupa les mêmes fonctions en Grande-Bretagne pendant plus de dix ans, n'hésitant pas à entrer en guerre avec l'Argentine pour faire valoir ses droits sur les Malouines, avant de démissionner en novembre 1990 sous les pressions grandissantes de son parti. Parmi les autres exemples :

■ EN EUROPE. — M^{me} Vigdis Finnbogadóttir, âgée aujourd'hui de soixante et un ans, a été élue présidente de la République d'Islande en juin 1980. Elle a été reconduite dans ses fonctions en 1988.

■ EN NORVÈGE. — M^{me} Gro Harlem Brundtland, leader du Parti travailliste, âgée de cinquante-deux ans, a exercé à plusieurs reprises les fonctions de premier ministre : de février à septembre 1980, en 1986, et elle dirige, depuis la chute de la coalition avec le groupe socialiste en octobre 1990, un gouvernement minoritaire travailliste.

■ EN IRLANDE. — M^{me} Mary Robinson a été élue, contre toute attente, présidente de la République en septembre 1990.

■ EN ASIE. — L'Asie, et en particulier le sous-continent indien, a joué un rôle de pionnier dans la promotion des femmes politiques. Actuellement, M^{me} Corazon « Cory » Aquino exerce les fonctions de chef de l'Etat des Philippines depuis la chute de la dictature des Marcos en 1986, et la légum Khaleida Zia a accédé au poste de premier ministre du Bangladesh en février dernier. Cory avait succédé à son mari, assassiné, et la légum a épousé le beau-père de son père, lui aussi victime des balles d'un tueur en 1981.

■ EN AMÉRIQUE. — Aux Etats-Unis, où les femmes ont désormais un large accès à la vie politique (M^{me} Sandra Day O'Connor fut désignée à la Cour suprême par Ronald Reagan, qui avait également fait de M^{me} Jeane Kirkpatrick son ambassadrice à l'ONU, etc.), jamais aucune n'a encore été élue à la Maison Blanche. La seule à s'en être approchée récemment a été M^{me} Geraldine Ferraro qui était désignée pour devenir la vice-présidente du candidat démocrate Walter Mondale à l'élection de 1984.

An Nicaragua, M^{me} Violeta Chamorro a créé doublement la surprise en remportant les élections le 25 février 1990. Elections qui marquaient « officiellement » en tout cas, la fin du régime sandiniste. Venue du directeur assassiné de la presse, Violeta Chamorro avait suivi sans participer directement la lutte de son mari contre la dictature Somoza. La mort de Chamorro en 1978 va faire basculer sa vie. Avant de devenir le symbole de la lutte contre les sandinistes, elle l'aidera à se débarrasser du tyran Somoza. Puis, son nom ralliera les suffrages de l'opposition à ce nouveau régime autoritaire. Les Etats-Unis ne seront d'ailleurs pas étrangers à cette métamorphose. Elle fera de la Prensa le principal journal d'opposition. Son histoire, elle le dit volontiers elle-même, rappelle celle de Cory Aquino, cette autre venue rattrapée par la politique et devenue un symbole. Aujourd'hui, les critiques lui reprochent de faire la part trop belle aux sandinistes qui tiennent encore les postes-clés. Un symbole n'est pas forcément un homme, ou une femme, d'Etat.

Les « fans » et les ronchons

Question : que fait-on d'une séance de questions au gouvernement lorsqu'il n'y a plus de gouvernement ? Réponse de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, mercredi 15 mai, à 15 heures, dans l'hémicycle du Palais-Bourbon : « Nous venons d'apprendre que le président de la République, sur présentation de la démission du gouvernement, a mis fin aux fonctions de celui-ci. Dans ces conditions, chacun comprendra que la séance de questions au gouvernement ne peut avoir lieu, non plus que l'examen des textes inscrits à l'ordre du jour. La fête donc la séance. L'Assemblée ne laissera certainement le soin de la convocation. »

15 h 10 : les ministres, venus nombreux au rendez-vous, MM. Roland Dumas, Pierre Joxe, Philippe Marchand, Louis Le Pen, Jean Popar, Louis Mermaz, Henri Nallet, Tony Dreyfus, n'ont plus qu'à répartir près de leur téléphone, dans l'attente d'informations sur leur avenir. Et les députés, comme des élèves à qui l'on vient d'apprendre que leur prof est malade et ne pourra donc assurer son cours, s'éloignent paisiblement dans la cour de récréation, encombrée de caméras, qu'est devenue la salle des Cinq-Colonnes.

Le nom de la remplaçante est connu depuis quelques minutes. On s'exclame, on jure, on juge. Une femme ! « Elle » ont un a priori favorable. A gauche, bien sûr, où l'on n'est pas peu fier d'avoir dans ses rangs le premier premier ministre femme. Un sentiment que M^{me} Denise Cacheux (PS) résume d'un ton trépidant : « Les mecs vont en chavir c'est très bien ainsi ! ». Plus sage, M^{me} Marie-Noëlle Lienemann (PS) constate que « le courage et la détermination doit à sa faire preuve M^{me} Cresson », en particulier lorsque ses convictions d'indépendant en jeu, sont des atouts pour la réussite de ce qu'elle entreprendra.

Une fois n'est pas coutume, M^{me} Frédérique Bredin (PS) et Mme Yvette Roudy sont aussi contentes que M^{me} Nicole Catala (RPR), qui estime que « le président de la République a été très habile de donner à la France une femme comme premier ministre ». « Cela va modifier le combat politique », affirme encore l'élue de Paris qui, faisant passer son féminisme avant son engagement politique, confie encore : « Ça me plaît que ce soit, en plus, une femme un peu rebelle. Plus à droite, on est plus dubitatif : « le choix d'une femme permet de mieux faire passer la pilule », ose, dans un jeu de mots périlleux, Mme Marie-France Stirbois, représentante du Front national.

« Ils » sont beaucoup plus partagés. Dans le clan des états-majors du fond de la classe, M. André Santini (UDF) s'exclame : « Edith Cresson, c'est intéressant ! Elle a du punch, et elle veut le détour ». D'autres ont la plaisanterie nettement plus seide, comme M. François d'Aubert : « C'est le dernier avatar d'un système archi-monarchique. On choisit désormais le premier ministre parmi les favorites. C'est la Pompadour ! ».

« Une femme d'Etat »

Mais la « remplaçante » n'a pas ses « fans », ceux qui sont sûrs d'être « bien vus », au premier rang desquels M. Jean de Lipkowsky (RPR), l'ami personnel de M^{me} Cresson, qui s'efforce en vain de convaincre, dans les couloirs, la présidente de son groupe, M. Bernard Pons, que le nouveau premier ministre est « remarquable, très intelligente ». Il insiste : « C'est une femme d'Etat, courageuse, patriote, connaissant ses dossiers et travaillant beaucoup ». Pour la deuxième fois, les louanges, rivalisent M. Jean Le Garrec (PS), qui estime que M^{me} Cresson est une « femme de talent, d'énergie, de dynamisme » et explique que la nomination d'une femme au poste de premier ministre est en soi un événement considéra-

ble », et M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, qui prête à la nouvelle arrivante des qualités de « battante » et de fortes convictions.

Quant à M. François Hollande (PS), il remarque sereinement que M^{me} Cresson « incarne une politique différente de celle de M. Rocard, plus volontariste, plus téméraire ». Et, ce qui ne gâche rien, « qu'elle n'appartient pas aux courbes de présidentielles ». Sans doute parce qu'il est sûr d'être toujours bien noté, M. Gilbert Mitterrand (PS) n'a même pas pris la peine, lui, de s'enquérir de la nouvelle nomination. A 15 h 30, faisant visiter l'Assemblée nationale à un groupe de jeunes gens, il s'exclame : « Ah bon, c'est officiel, c'est M^{me} Cresson ? » c'est une originalité qui me touche beaucoup », avant de se lancer dans un compliment sur M. Rocard, « qui a bien accompli une mission difficile », et d'ajouter prudemment que « les gros dossiers sont devant nous ».

Il y a ceux qui regrettent déjà le partant, comme M. Jean-Jacques Hyest (UDC), qui observe toutefois que M. Rocard est parti au bon moment, juste avant les orages » et qui concède à la « nouvelle » quelques semaines d'observation indulgente : « dans un premier temps, une femme, ça fait plaisir, c'est nouveau ».

« Gouvernement de combat »

Ceux qui, de toute façon, savent qu'ils n'auront pas la cote ne perdent pas leur temps en compliments. « C'est un coup de barre à gauche, et davantage un gouvernement de combat que de consensus qui devrait suivre. C'est la fin des passerelles socialo-centristes », observe M. André Rossignol (UDF). « Un coup médiatique, qui correspond aussi à une nouvelle alliance avec les communistes », juge M. Charles Millon, président du groupe UDF.

Ceux qui, peut-être, peuvent trouver dans cette nomination un regain de consolidation, refusent, de leur côté, de s'enthousiasmer à la légère : « Nommer une femme, cela vise à faire un certain effet. Mais ce n'est pas l'essentiel. Nous, nous agissons pour que le gouvernement fasse une politique de gauche », prévient M. André Lajoinie, président du groupe communiste. « Moi, je suis simple, déclare en écho M. Georges Hage (PC), ce qui m'intéresse, c'est la politique qu'elle va mener ».

Il y a aussi les « anciens », qui l'ont connue dans les classes précédentes. Comme M. Jean Auroux, président du groupe socialiste, qui garde un « souvenir très positif » de son ancienne collègue ministre, ou M. Jean-Marie Le Guen (PS), qui s'honore d'avoir fait partie de la « bande à Cresson » lorsqu'il militait aux Jeunesses socialistes. D'autres ont la mémoire plus sévère, comme M. Pons, justement, qui « espère pour la France qu'elle réussisse mieux comme premier ministre que comme ministre de l'Agriculture », ou M. Pierre Méhaignerie, président du groupe centriste, qui n'a retenu d'elle que son « esprit partisan », son « sectarisme », non « menaçant d'honnêteté et de rigueur intellectuelle ».

Enfin, il y a les grognons, les ronchons, qui ne veulent entendre parler ni de l'ancien, ni de la nouvelle, parce que de toute façon, on vit une époque épouvantable. C'est le babéle-show dirigé en système de gouvernement, le grand guignol, s'indigne M. Philippe Vasseur (UDF), qui rappelle que la nouvelle du départ imminent de M. Rocard a été annoncée, mardi 14 mai, par le publicitaire M. Jacques Séguéla. « C'est tout de même la première fois qu'un premier ministre est débauché par un publicitaire ! », souligne M. Millon. Quant à M. Philippe Séguin (RPR), il ne voit rien de moins, dans les conditions du remaniement, que les signes symptomatiques de l'état de dégradation de notre République.

PASCALE ROBERT-DIARD et JEAN-LOUIS SAUX

L'ANNÉE AMERICAINE 50.000F env.
Cours, logement, repas inclus.
Dans une grande université de Californie ou de Floride
Stage linguistique ou études.

University Studies in America
French Office 57, rue Charles Laffitte
92200 Neuilly (1) 47 45 09 19
Recherches professeurs français ou autres
correspondants toutes régions.

50.000F env.

Les réactions à l'étranger

Bruxelles :
une Européenne paradoxaleBRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Au-delà de l'analyse de ses idées, de ses motivations, de ses comportements — qui peut susciter des appréciations contrastées — le nouveau premier ministre français bénéficie dans les milieux communautaires d'un capital de sympathie indéniable, fait d'une douzaine d'années de familiarité chaleureuse.

Dès 1979, à Strasbourg, sur les bancs du Parlement européen qui venait d'être élu pour la première fois au suffrage universel, elle s'est liée d'amitié avec au moins trois membres, et non des moindres, de l'actuelle Commission de Bruxelles : le président, M. Jacques Delors, le vice-président, M. Martin Bangemann — avec lequel elle s, en outre, beaucoup travaillé lorsqu'il était ministre de l'économie de la RFA —, et le Belge Karel Van Miert, commissaire aux transports. Sans parler de M. Piet Dankert, aujourd'hui secrétaire d'Etat aux affaires européennes des Pays-Bas, ou de M. Simone Veil, qui présidait cette Assemblée européenne.

Les trois postes ministériels qu'elle a occupés l'ont amenée à encore davantage explorer les arcanes de l'activité communautaire. Bref, cette Européenne atypique, presque paradoxale, si l'on pense au libéralisme dominant, a ce style fait de bons sentiments un peu mièvres qui caractérise encore les palais communautaires, fait partie de la famille et est ressentie comme telle.

Elle a laissé le souvenir d'une présidente « effrénée », mais aussi d'une habitué des assemblées lorsque nécessaires, durant le second semestre 1989, alors qu'il revenait à la France de conduire les travaux des Douze. On se souvient, en particulier, de l'ardeur avec laquelle, aux côtés de sir Leon Brittan, le vice-président de la Commission chargée de la politique de la concurrence, elle s'employait à faire adopter par le conseil des ministres le règlement confiant à la Commission le contrôle des plus

importantes fusions transfrontalières d'entreprises, passage obligé pour le renforcement de la coopération industrielle. L'ancien ministre de M. Thatcher, au moins aussi conservateur qu'elle est socialiste, mais soucieux comme elle de trouver des solutions réalistes, vantait encore son flair politique et ses qualités d'ouverture.

En lui confiant comme mission prioritaire de préparer la France au marché unique de 1993, M. François Mitterrand a confirmé les domaines où elle sera conduite à intervenir très directement dans le débat communautaire. Il s'agit d'admettre enfin que la création du grand marché ne suffira pas — peut-être parce qu'elle a été engagée trop tard — à rétablir la compétitivité de nos entreprises.

Il s'agit, au moment où le chômage s'emballe, de sauver d'une éventuelle débâcle des pans entiers de l'industrie française et européenne menacés, en particulier, par l'agressivité de la concurrence japonaise.

Le grand dessein européen du président de la République — l'union économique et monétaire, la politique étrangère et de sécurité commune — sera mis en péril si cette condition préalable, négative jusqu'ici par crainte de susciter un nouveau conflit entre les Douze, n'est pas comblée. Naguère, à maintes reprises, M. Cresson s'en l'occassion de déplorer cette démission. Les convictions bien étayées qui sont les siennes ne rendront pas pour autant l'exercice facile, tant les intérêts, les situations, les mentalités diffèrent d'un Etat membre à l'autre.

Le courage, le volontarisme, qu'on lui reconnaît à Bruxelles, seront nécessaires, mais il lui faudra aussi faire preuve de persuasion. C'est là où le capital d'amitié évoqué plus haut devient un atout fondamental : il lui assure d'être attentivement écoutée par des gens qui la savent ancienne de défendre bec et ongles les intérêts de la nation mais ne songent pas un instant à mettre en cause la réalité de son engagement européen.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Allemagne : « La Jeanne d'Arc de la guerre économique »

BONN

de notre correspondant

La presse d'outre-Rhin n'est pas tendre pour M. Edith Cresson, dont on n'a pas oublié les déclarations contre les normes industrielles allemandes, instruments pervers, selon elle, du protectionnisme. Le quotidien d'extrême gauche Tagesspiegel fait d'elle une « Jeanne d'Arc de la guerre économique » à la tête de la Grande Nation. Le Rheinische Post de Düsseldorf estime pour sa part qu'avec elle « c'est l'Allemagne qui descend de son socle pour prendre en main les affaires de la France, et qui ne le fera pas avec des gants de velours ».

Les journaux conservateurs, qui rendent hommage à la Realpolitik menée par M. Rocard, brossent un fort sombre tableau d'une France gouvernée par M. Cresson. « Elle a un penchant pour le protectionnisme, la planification socialiste, la défense mesquine des intérêts nationaux », pour la « grandeur » du socialisme à la française, écrit le quotidien de droite Die Welt. Die Welt estime pour sa part qu'elle est « la dernière carmuche d'un président qui ne dispose pas de majorité pour appuyer sa politique », et que cette nomination « ouvre la voie à des élections législatives anticipées ».

Dans les milieux proches de la chancellerie et du gouvernement, on est beaucoup plus nuancé à l'égard du nouveau premier ministre. Si l'on regrette que son attitude à l'égard de l'Allemagne soit parfois marquée par des « préjugés », on apprécie son langage direct, son sens pratique et surtout le fait qu'elle soit en phase totale avec la pensée et l'action du président de la République.

On lui sait gré d'avoir, lors de son passage au groupe Schneider, initié cette entreprise à investir dans l'ancienne RDA. Dès sa nomination connue, elle a télé-

phoné à la responsable de son antenne berlinoise pour l'assurer que son départ du groupe Schneider ne signifiait nullement la fin de cet engagement dans les nouveaux Länder allemands.

Elle avait tenu également à assister aux obsèques de Detlev Rohwedder, le président de la Treuhandanstalt, assassiné par la Fraction armée rouge. « C'est aussi la seule personnalité politique française qui a engagé des Allemands dans son entourage immédiat », constate, pour s'en féliciter, un collaborateur du chancelier.

Sa fréquentation de l'Allemagne, dans le cadre des fonctions ministérielles qu'elle a exercées, lui a également donné des idées, notamment sur les méthodes de lutte contre le chômage : M. Cresson est une grande admiratrice du système de formation professionnelle allemand, dans lequel les entreprises jouent un rôle majeur.

LUC ROSENZWEIG

Pays-Bas :
« Une version chic de la Dame de fer »

Le porte-parole du premier ministre néerlandais a indiqué au Monde que celui-ci se souvenait « des excellents contacts entretenus avec M. Rocard » et espérait avoir « avec le nouveau premier ministre d'austres bons rapports ».

Pour sa part, la presse néerlandaise souligne, le plus souvent à la « revue », que M. Cresson est la première Française à accéder au poste de premier ministre. « Toutes les femmes politiques françaises, de gauche à droite, applaudissent : elles considèrent cette nomination comme une reconnaissance », remarque De Volkskrant pour qui M. Cresson est « une version chic de la Dame de fer ».

Japon : « La châtelaine de la forteresse Europe »

TOKYO

de notre correspondant

Surnommée « la châtelaine de la forteresse Europe », M. Edith Cresson n'est guère connue à Tokyo que pour ses « surires » anti-japonaises, généralement accueillies en privé, dans les milieux politiques, par des propos sarcastiques. Reprises par quelques journaux, ses déclarations sur un Japon « ennemi qui cherche à nous étouffer », « qui ne joue pas le jeu et à la volonte de conquérir le monde », avaient généralement été perçues comme « du folklore français », selon les termes d'un ancien haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères.

De tels propos ont suscité des tensions sans avoir pour autant de véritable portée : « M. Cresson manie les clichés et les formules : elle peut avoir un impact démagogique mais guère plus », comme ailleurs, au Japon les vituperations incantatoires fondées sur des arguments simplistes sont perçues comme des signes de faiblesse.

Cette fois, les Japonais seront amenés à prendre davantage en compte les idées de M. Cresson. « La sévérité de la France à l'égard du Japon va-t-elle s'accroître ? » titrait ce jeudi en manchette l'Asahi. Pour le quotidien économique Nihon Keizai, la promotion de M. Cresson signifie qu'« une gestion économique réaliste fera place à une politique protectionniste ».

Pour sa part, le premier ministre Kaifu a indiqué jeudi qu'il ne s'attendait pas à « un changement fondamental » dans les relations franco-japonaises, étant donné le pouvoir en matière diplomatique dont dispose en France le président de la République. Le ministre des affaires étrangères, néanmoins, émet l'espoir que M. Cresson « reconnaisse l'idée qu'une compréhension mutuelle est nécessaire ».

Lors de sa visite à Tokyo en juillet dernier, M. Rocard

avait su trouver un ton à la fois ferme et mesuré qui avait rassuré les Japonais : ils avaient l'impression d'avoir eu finalement un interlocuteur français qui tenait un langage cohérent. Une attitude qui avait été bien accueillie et laissait pressager d'une politique un peu plus constructive.

Compte tenu de l'échéance de 1993, les Japonais sont moins préoccupés par un éventuel refroidissement du climat avec Paris que par la « copacité de nuisance » d'un gouvernement français mené par M. Cresson au sein de la CEE. Reste que, vu de Tokyo, Paris n'est pas Washington. Les Japonais doivent compter avec la France, mais ils peuvent aussi attendre que la vague passe, cultivant en revanche leurs liens avec Bonn et Londres comme ils le font déjà.

PHILIPPE PONS

Grande-Bretagne :
malgré les désaccords du passé...

La presse britannique a accueilli avec de gros titres jeudi 16 mai la nomination de M. Edith Cresson, nous câble notre correspondant à Londres. Selon le Daily Telegraph, « malgré les désaccords du passé, on lui prête une administration chaleureuse pour la Grande-Bretagne ».

« Il n'y a aucune raison de douter de sa détermination et de son dévouement pour la réussite de la politique française », phalocrate à gauche comme à droite », écrit pour sa part le Times, qui se souvient que M. Cresson avait reçu l'un de ses rédacteurs « mise sur son tréne et un », quelques heures après un débat de nuit à l'Assemblée nationale. Le Times souligne que son éducation ressemble absolument à celle reçue par une fille de l'establishment britannique : collège privé, grandes écoles : « Sa gouvernante lui a enseigné un anglais parfait ».

Une logique de combat

Suite de la première page

Elle peut apparaître comme le signe du ressassement attendu et, accessoirement, comme une manifestation supplémentaire de la minime et de la maîtrise des spécialistes de la communication sur la vie politique.

Nous sommes en présence, en effet, d'un joli coup médiatique, enrobé d'un commentaire nécessairement flatter : le président fait confiance à une femme ; il innove, et montre ainsi qu'il a à ce point modernisé la société française que celle-ci, traditionnellement masculine (comme l'est d'ailleurs sa classe politique), est désormais prête pour être dirigée, pour la première fois de son histoire, par une femme ; qui plus est, douée d'un beau tempérament, talisée pour les batailles qui s'annoncent, car, comme dit François Giroud, « elle en a ». Est-ce son côté querelleur ? Toujours est-il que M. Mitterrand, après l'avoir nommée, au début de son premier septennat, au ministère de l'Agriculture, disait déjà d'elle qu'elle avait « l'toffe » d'un chef de gouvernement.

Le président voulait donc donner « un nouvel élan » à la vie du pays : il en prend les moyens eux-mêmes, en prime, une garantie de fidélité, sinon de tranquillité. Ne dit-il pas lui-même qu'au fond il n'est « à l'aise » qu'avec « les Conventionnels », car eux seuls le comprennent ? (1).

La face cachée du « nouvel élan »

Le président souhaitait, enfin, une séparation à l'amiable avec M. Rocard. Ce dernier se trouve gratifié d'une petite phrase destinée à faire le tour du royaume : « Il s'agit, le jour venu, de rendre d'autres services au pays ». Outre ce satisfecit présidentiel, le premier ministre sortant peut se dire qu'il quitte sa charge léssé d'une durée de vie à ce poste plus que convenable, protégé par un niveau de popularité qui ne l'est pas moins, remplacé par une personnalité qui ne figure pas parmi les « présidents » socialistes et déchargé du souci d'avoir à gérer le repli actuel de l'activité

économique, avec ses inévitables conséquences sociales. Qui dit mieux ?

D'où vient alors que toute cette mise en scène laisse quelque peu sceptique, comme si le tableau n'était qu'un chef-d'œuvre de communication sans effet durable ? C'est qu'il y a une face cachée de l'opération « nouvel élan ». En d'autres termes, il est à craindre que celle-ci ne devienne un leurre. Au-delà des doutes que soulève, par nature et par elle-même, la nomination d'une personnalité inattendue, apparaissent des craintes que suscitent de solides arrière-pensées.

Nul ne sait par avance et nul ne peut dire ce que la fonction fera de M. Edith Cresson. Sans doute son déjà fameux tempérament lui donnera-t-il quelques armes, en même temps que la certitude de pouvoir bénéficier des leçons et de la protection présidentielles. Sans doute aussi les femmes en général y verront-elles une consécration, les industriels se féliciteront-ils de voir promue l'une des leurs, la sphère médiatique se réjouira-t-elle du retour de ce visage radieux, etc.

Mais le président nous dit : il fallait un gouvernement « identifié » à une tâche, celle de la préparation de l'objectif 1993. De quelle « identification » s'agit-il ? M. Mauroy incarnait la gauche profonde. M. Fabius a symbolisé la modernité. M. Rocard a consciencieusement mis en musique la thématique de la France unie, dominante du début du second septennat, en même temps qu'il portait une espérance particulière.

Que porte M. Cresson ? La proximité présidentielle et l'avantage médiatique, certes ; mais aussi une vision défensive de l'Europe, plus nationaliste qu'europhane, et cela alors même que l'on nous parle de 1993 : une solide méfiance à l'égard de la technocratie, une conversion récente, et d'autant plus ardente, à l'ultra-libéralisme, assortis d'un puissant correctif interventionniste dans le domaine industriel ; bref, quelque chose qui évoque davantage la pensée de M. Chevènement que les principes

qui guident l'action des socialistes depuis le tournant de 1983 ; quelque chose aussi comme l'esprit d'un temps parfois prompt à condescendre à une certaine forme de populisme, au moins dans l'expression.

La nomination, en outre, est le résultat d'un véritable procès instruit par le chef de l'Etat et certains des siens contre M. Rocard, et que M. Cresson, précisément, avait parfaitement exprimé en quittant, il y a huit mois, le gouvernement : « Puisqu'il n'y a pas de généraux pour mener la guerre économique, il faut entrer en résistance », avait-elle déclaré, avant d'alimenter la critique sur l'incapacité de décision de M. Rocard.

Décider à gauche

La conscience que M. Mitterrand partageait, au fond, ce point de vue avait convaincu l'entourage de M. Rocard que le premier ministre était désormais au survol. Tout laisse d'ailleurs penser que la guerre — la vraie — celle du Golfe, n'a fait que retarder l'échéance.

Apparaît alors un autre aspect de la promotion de M. Cresson. La méthode Rocard, au fond, n'était pas autre chose qu'une variation sur le thème de la France unie. Les mitterrandistes eurent tôt fait pourtant de la baptiser « consensus mou ». Et M. Mitterrand n'était pas le dernier à reprocher au chef de gouvernement d'être trop désireux de convaincre tout le monde avant de s'engager ou bien de se comporter dans ses décisions en adepte du libéralisme social plus que du socialisme. M. Cresson, elle, le profil non plus consensuel mais combattant. Elle est censée décider à gauche. Que l'on sache, elle est pourtant plus proche aujourd'hui « du grand capital », comme dirait M. Marchais, que ne le fut jamais M. Rocard (2)...

Un licenciement sec

Il est donc clair — mais sans doute cette lecture restera-t-elle limitée à la classe politique — que M. Rocard, qui ne souhaitait pas partir, a bel et bien été licencié. Un licenciement sec, comme disent les chefs d'entreprise, car il n'a pas même eu droit à un « accompagnement social » minimum : les bonnes paroles présidentielles sont, en fait, le moins que M. Mitterrand pouvait dire s'il voulait éviter d'accréditer l'idée d'un désaccord

entre les deux hommes (3). En outre, la nomination de M. Cresson est, pour M. Rocard, un véritable camouflet, car elle récompense un discours et un comportement de franchise hostile.

Cette impression est d'ailleurs renforcée par le fait que M. Rocard est, contrairement à la tradition républicaine, remplacé au beau milieu d'une session parlementaire, alors même qu'il venait d'engager la responsabilité de son gouvernement sur un texte jugé par lui important, à savoir la réforme hospitalière.

M. Rocard aurait toutefois pu se satisfaire des conditions de ce départ s'il avait pu être assuré de pouvoir préparer sereinement sa candidature à l'Elysée. Dr. il n'en est rien. Car non seulement il n'y a pas trace, dans les propos du chef de l'Etat, d'un véritable engagement à ses côtés en vue de cette échéance lointaine, mais, surtout, M. Mitterrand s'est assuré que M. Rocard ne pourra pas contrôler le P.S.

Le Parti socialiste est, naturellement, un enjeu central. Qui tient le parti contrôle, en effet, la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle. M. Mitterrand ne s'est donc séparé de M. Rocard qu'au moment où il a eu l'assurance que le parti n'écarterait plus à M. Fabius. Il lui a donc fallu, auparavant, patiemment rallier M. Jospin, ce dernier ayant été, un moment, tenté de soutenir M. Rocard, et convaincre M. Mauroy — qui résiste — de laisser le champ libre. Le retour de M. Jospin dans le jeu de M. Mitterrand devrait d'ailleurs se traduire par l'entrée de MM. Emmanuelli et Strauss-Kahn au gouvernement.

Des élections anticipées ?

Là encore, la version présentée à l'opinion devrait être idéale et sans bavures : aux côtés d'un gouvernement redynamisé par M. Cresson, d'une Assemblée où se trouverait un parti redressé par le seul homme qui soit capable de le relancer, à savoir M. Fabius, tandis que M. Rocard camperait sagement dans sa position de présidentiable patient. La réalité risque cependant d'être fort différente. Car, dès lors qu'il sera maître du PS, qui donc (et au nom de quoi) pourrait empêcher M. Fabius de se porter lui-même candidat dès 1993 ? Ainsi, le piège pourrait fort bien se refermer sur M. Rocard, contrairement

de se présenter contre le candidat adoubé par M. Mitterrand et par le parti lui-même.

La logique de la nomination de M. Edith Cresson est une logique de combat. Elle appelle, à ce titre, quelques questions. La première n'est-elle pas de savoir pour quelle raison, exactement, M. Rocard a été prié de remettre sa démission ? Aucun échec parlementaire majeur n'est venu sanctionner l'absence de majorité formelle en faveur de l'ancien premier ministre à l'Assemblée nationale, et rien, d'ailleurs, n'indique que le nouveau puisse empiéter sur une coalition plus solide.

Au-delà du mouvement social d'ampleur n'a traduit un rejet de politique ou un épuisement de son autorité. Aucune chute dans les sondages n'indique que « l'homme de main de renouveler », comme disait M. Mitterrand en 1988, ait perdu son crédit auprès des Français. La seule hypothèse qui pèse sur le gouvernement Rocard était... présidentielle. De sorte qu'en lui demandant de laisser la place le chef de l'Etat a tiré la conséquence d'une situation qu'il avait lui-même créée et qu'il aurait pu résoudre autrement.

Rien n'interdisait à M. Mitterrand, en effet, de confirmer M. Rocard à son poste et de lui renouveler « le bail le plus précaire de Paris » en lui permettant de remanier son équipe et d'ouvrir ainsi un chapitre « Rocard II » qui aurait mené, logiquement, jusqu'aux élections législatives de 1993. Le contrat passé en 1988 devant les électeurs eût été, de la sorte, bonifié.

Puisque le président en a décidé autrement, force est de poser une

seconde question : s'agit-il, aujourd'hui, de sortir de l'équation politique « France unie » ? Chacun sait que le nouveau gouvernement devra, lui aussi, continuer de rallier à sa cause des élus de droite (on parle de M. François-Poncet) et des électeurs communistes. S'agit-il alors d'engager le fer avec la droite plus tôt que prévu et de provoquer des élections anticipées, pour tenter de faire surgir une nouvelle majorité ?

En attendant que la composition du gouvernement de M. Cresson esquisse, peut-être, un début de réponse, le départ de M. Rocard passe par pertes et profits trois années d'efforts pour acclimater définitivement l'exercice du pouvoir par une gauche modeste, moderne, consciente des réalités extérieures autant que des contradictions intérieures sans abandonner, pour autant, sa vocation à réformer.

M. Mitterrand a jugé que cette entreprise-là avait fait son temps. Les institutions lui en donnent le pouvoir. Elles lui font obligation, aussi, dès lors qu'il a décidé de lui en substituer une autre, de dire laquelle, et de convaincre.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) Les membres de la Convention des institutions républicaines, qui accompagnent M. Mitterrand depuis sa première candidature à l'Elysée en 1965.

(2) C'est du bureau qu'elle occupe chez Schneider que M. Cresson a entamé, le 15 mai, ses consultations.

(3) La lettre à M. Mauroy, le 17 juillet 1984, était d'une ironie nettement plus élogieuse et évoquait les « autres services » que M. Mauroy serait appelé à rendre au pays. Que l'on sache, M. Mauroy n'avait pas été placé pour autant en réserve de la République...

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 16 mai :

DES DÉCRETS

N° 91-440 du 14 mai 1991 définissant les conditions de l'assurance que les promoteurs de recherches biomédicales sont tenus de souscrire, en application de l'article L 209-7 du code de la santé publique.

N° 91-441 du 14 mai 1991 relatif à l'appellation d'origine contrôlée « Cassis ».

N° 91-442 du 14 mai 1991 relatif au ramage bénéficiant de l'appellation d'origine « Reblochon de Savoie » ou « Reblochon ».

N° 91-444 du 7 mai 1991 portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif au programme franco-allemand de coopération scientifique Procope, signé les 4 octobre et 23 novembre 1990.

N° 91-446 du 7 mai 1991 portant publication de la convention européenne sur l'équivalence générale des périodes d'études universitaires, signée à Rome le 6 novembre 1990.

سكنا من الامل

CHANGEMENT DE
stratégies

PREMIER MINISTRE

et la compétition pour la présidentielle

Objectif 1995

par Jean-Louis Andréani

« Son souhait n'était pas de partir, mais il n'imaginait pas une seconde de ne pas obéir. » Cette phrase d'un conseiller de M. Michel Rocard, prononcée avant même que la démission du premier ministre ne soit publiée, résume le message que l'entourage de l'ancien chef du gouvernement a fait passer pendant tout l'après-midi du mercredi 15 mai et que M. Rocard lui-même reprend dans sa lettre de démission. Dans ces conditions, on peut s'interroger sur la réalité de « l'annonce à l'embauche » présentée, depuis longtemps, comme le scénario événementiel pour chacune des deux parties à l'heure de la séparation : éventuel pour le président de la République, puisqu'il lui évitait d'« assassiner au coin d'un bois » — selon une formule rocardienne — un premier ministre toujours populaire dans l'opinion ; avantageux pour M. Rocard, puisqu'il lui permettait de ménager l'avenir, d'aborder une nouvelle phase de son parcours présidentiel en conservant les meilleures relations possibles avec M. Mitterrand et ses fidèles au sein du PS.

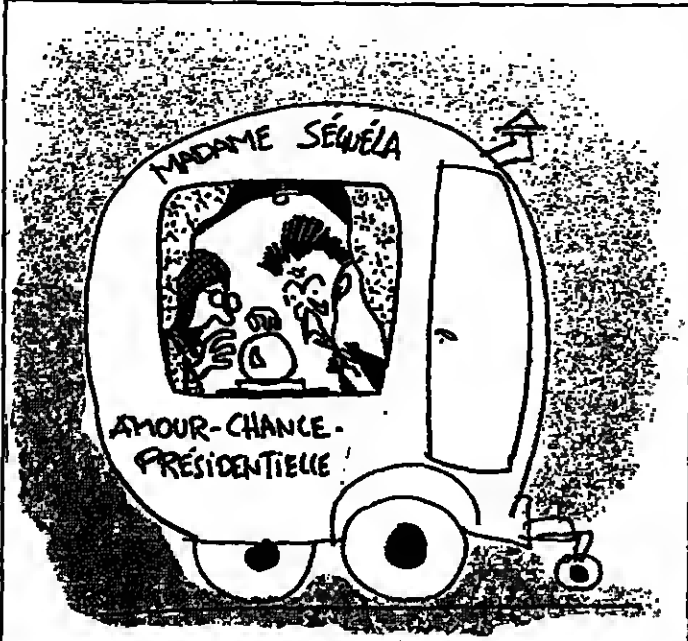
Une œuvre inachevée

Or, de la façon dont se présentent les choses — à moins que le président et le premier ministre n'aient passé un accord resté secret, y compris pour les plus proches collaborateurs de M. Rocard — ce scénario n'est pas celui de la journée de mercredi. Certes, M. Rocard n'est pas parti en claquant la porte. Sans doute, M. Mitterrand a-t-il souhaité bon vent à son ancien premier ministre. Bien sûr, personne, dans l'entourage de M. Rocard, ne s'est levé publiquement contre les conditions de son départ. Mais la dépit qui effleure souvent mercredi, parmi les membres du cabinet de Matignon, l'insistance mise à souligner que M. Rocard était sincère lorsqu'il affirmait, jusqu'aux tout derniers jours, souhaiter rester jusqu'en 1993 voire au-delà, conduisent à nuancer fortement les analyses.

La tactique des rocardiens, dans cette affaire, apparaît, comme souvent, assez simple dans sa logique, mais plus difficile à mettre en œuvre avec succès : les partisans de M. Rocard s'abstiennent de toute critique publique contre

M. Mitterrand. Ils coupent donc court à tout reproche de déloyauté de leur chef de file à l'endroit du président de la République. Mais ils soulignent aussi que ce n'est pas de sa propre volonté que le premier ministre a interrompu son séjour à Matignon. Ils prennent ainsi date pour l'avenir. M. Rocard, en effet, s'était fixé de très longues échéances et quitte Matignon, en quelque sorte, au milieu du gué, alors qu'une période très difficile s'annonce. D'où la nécessité de faire porter à un autre que

double. Comme il part maintenant, il laisse une œuvre inachevée et un bilan mitigé. M. Rocard n'est pas le seul à juger que son bilan est « honorable », comme il l'a dit lui-même à Mulhouse jeudi dernier (le Monde du 11 mai) ; mais il est tout aussi clair qu'il n'a pas réussi à incarner un « nouvel espoir » — selon la formule qu'il avait employée lors de sa déclaration de politique générale à l'Assemblée, le 29 juin 1988 — pour la majorité des Français, notamment pour ceux qui vivent un quotidien diffi-



M. Rocard la responsabilité de son départ.

Les rocardiens pensent aussi, c'est ce qui explique leur relative sérénité, qu'on va très vite les regretter. Des maintenant, certains d'entre eux, avec un bon sourire, souhaitent bien du plaisir à M^{me} Edith Cresson. A l'évidence, les proches de M. Rocard parlent sur une réévaluation a posteriori du bilan de M. Rocard à Matignon. Pour l'ancien premier ministre, c'est tout l'enjeu des prochaines années. Certes, il est aujourd'hui la présidentielle la plus plausible du PS. Mais, s'il veut conserver cette place, il faut que le temps joue pour lui.

Si M. Rocard était resté jusqu'aux élections législatives, il aurait joué son avenir à quitta ou

clie, à base de peths salaires, de transports interminables, de lointains banlieues dortoirs.

M. Rocard nourrissait l'ambition d'aider la France à basculer dans la « modernité », de faire passer les salariés des revendications « quantitatives » à une culture plus « qualitative ». Nul ne sait s'il aurait réussi. Il est certain, en revanche, que ce basculement, s'il devait avoir lieu, n'est pas accompli — tout au plus amorcé. Jeune dirigeant du PSU, Michel Rocard railait la classe politique pour le fossé qu'elle laissait se creuser entre elle et l'ensemble du pays. Aujourd'hui, ce fossé est devenu un ravin, même s'il est loin d'être le seul responsable de cette évolution. La politique des « grands chantiers » inaugurée à Matignon

par M. Rocard incite, d'ailleurs, à s'interroger, sur la thématique de la « durée » en politique. Certes, il est très louable, pour un chef de gouvernement, de s'attaquer à des dossiers si lourds, si difficiles, si longs à débrouiller que tout le monde avait, jusqu'alors, laissé la poussière s'accumuler dessus sans y toucher, qu'ils aient été ou non la situation devienne ingérable. Mais, à moins de remettre en cause les règles du jeu politique elles-mêmes, n'est-ce pas une illusion ?

M^{me} Cresson reprendra-t-elle à son compte des « chantiers » aussi ingrats que celui de la modernisation du service public ? Dès lors qu'on ne veut pas imposer au pays une hausse des prélèvements obligatoires, peut-on agir vraiment, et simultanément, sur d'énormes « chantiers » comme celui de l'éducation nationale ? M. Rocard est resté un peu plus de trois ans. C'est déjà relativement long pour un premier ministre de la V^e République. Et, pourtant, il reconnaît lui-même qu'il n'a pas atteint le seuil d'irréversibilité pour le plupart des « grands chantiers ». Pendant trois ans, il a fixé consciencieusement, pour obtenir ses premiers résultats, des termes si longs qu'ils dépassaient parfois le durée... du septennat d'un président de la République !

Du temps pour méditer

M. Rocard eut maintenant du temps pour méditer sur tout cela. Comme tous les hommes politiques dans une situation, il devrait, dans un premier temps, s'imposer un certain silence, se « ressourcer », voyager. Il manifestait, ces derniers temps, le désir d'aller à nouveau. Mais il devrait replonger assez vite dans la politique active, tant est longue la préparation qui conduit un jour à être candidat à la présidence de la République avec des chances de succès.

Se chance, M. Rocard la tentera envers et contre tous, s'il le faut — sauf, évidemment, maladie, bouleversements mondiaux... — à la prochaine élection présidentielle. En 1988, M. Rocard s'est effacé, pour la dernière fois, devant un autre candidat de gauche. En 1993, si les échéances sont respectées, il aura soixante-cinq ans. L'âge qu'avait M. Mitterrand en 1981...

M. Kharrate nommé préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon

M. Kamel Kharrate, sous-préfet hors cadre, a été nommé, mercredi 15 mai au conseil des ministres, préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, en remplacement de M. Jean-Pierre Marquet, nommé le 7 mai dernier préfet de l'Ardèche.

[Né le 8 octobre 1936 à Alger, ancien élève de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr, M. Kamel Kharrate commence sa carrière en 1962 comme sous-préfet à Orléansville. Placé en 1963 à la disposition du ministre de la santé publique et de la population, puis en 1966 à la disposition du ministre des affaires sociales, il est nommé en 1972 sous-préfet à Saint-Martin-Saint-Barthélemy (Guadeloupe), puis à Châteauneuf-Salins (Moselle). Secrétaire général du Lot en 1978, il est nommé un an plus tard sous-préfet à Condom (Gers), puis secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle (1982), commissaire adjoint de la République à Argenteuil (1983) et sous-préfet à Béthune (Pas-de-Calais) en 1988.]

o Les monarchistes fleurissent Jeanne d'Arc. — Les royalistes de la Restauration nationale, dont le défilé traditionnel en l'honneur de Jeanne d'Arc, dimanche 12 mai, avait été émaillé d'incidents avec les forces de l'ordre, après son interdiction par la préfecture de police, ont déposé une gerbe de fleurs, mercredi 15 mai, devant la statue équestre de la Pucelle d'Orléans, place des Pyramides, à Paris, pour protester contre les « violences policières ». Le rassemblement des monarchistes (cent vingt personnes, selon la police, et trois cents, selon les organisateurs) s'est déroulé dans le calme.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde SANS VISA

• Le Monde • Vendredi 17 mai 1991 7

Catherine DAVID, auteur de la préface
invitée à CARACTÈRES le 17 mai

NI TOTEM, NI TABOU.



FREUD

UNE VIE
PETER GAY

900 p. 248 F

"Magistral... Une biographie certainement définitive pour les années à venir."

Newsweek

"Intelligent et totalement prenant... judicieux, original."

The New York Times

"Magnifique biographie... Peter Gay dévoile enfin une partie du sphinx Freud."

Laurent Lemire, La Croix

Une biographie sereine, scrupuleuse, éloignée de tout dogmatisme, par un grand historien américain.

HACHETTE

INFORMATIQUE

Tout le monde peut bien débiter.

Collection Bien Débiter
des ouvrages clairs pour
se familiariser
rapidement avec un
système, un langage
ou un logiciel.

EXCEL • WORD 6.0 • dBASE III
LOTUS 1.2.3 • WINDOWS 3.1
AU TOTAL PLUS
DE 20 OUVRAGES.

MS-DOS
TOUTES LES VERSIONS
3.2, 3.3 ET 4.01

MICRO APPLICATION

EN VENTE A LA FNAC ET LIBRAIRIES SPECIALISEES TEL. (1) 47 70 32 44

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

Mai 1991

SPÉCIAL EXAMENS

LE DERNIER ÉTAT DU MONDE
ET DE LA FRANCE

Indispensable pour actualiser ses connaissances
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EBEL
BOUTIQUES

PARIS
2, place Vendôme

Bijoux Alessandra Gradi, en exclusivité dans les Boutiques EBEL. Montre Beluga.

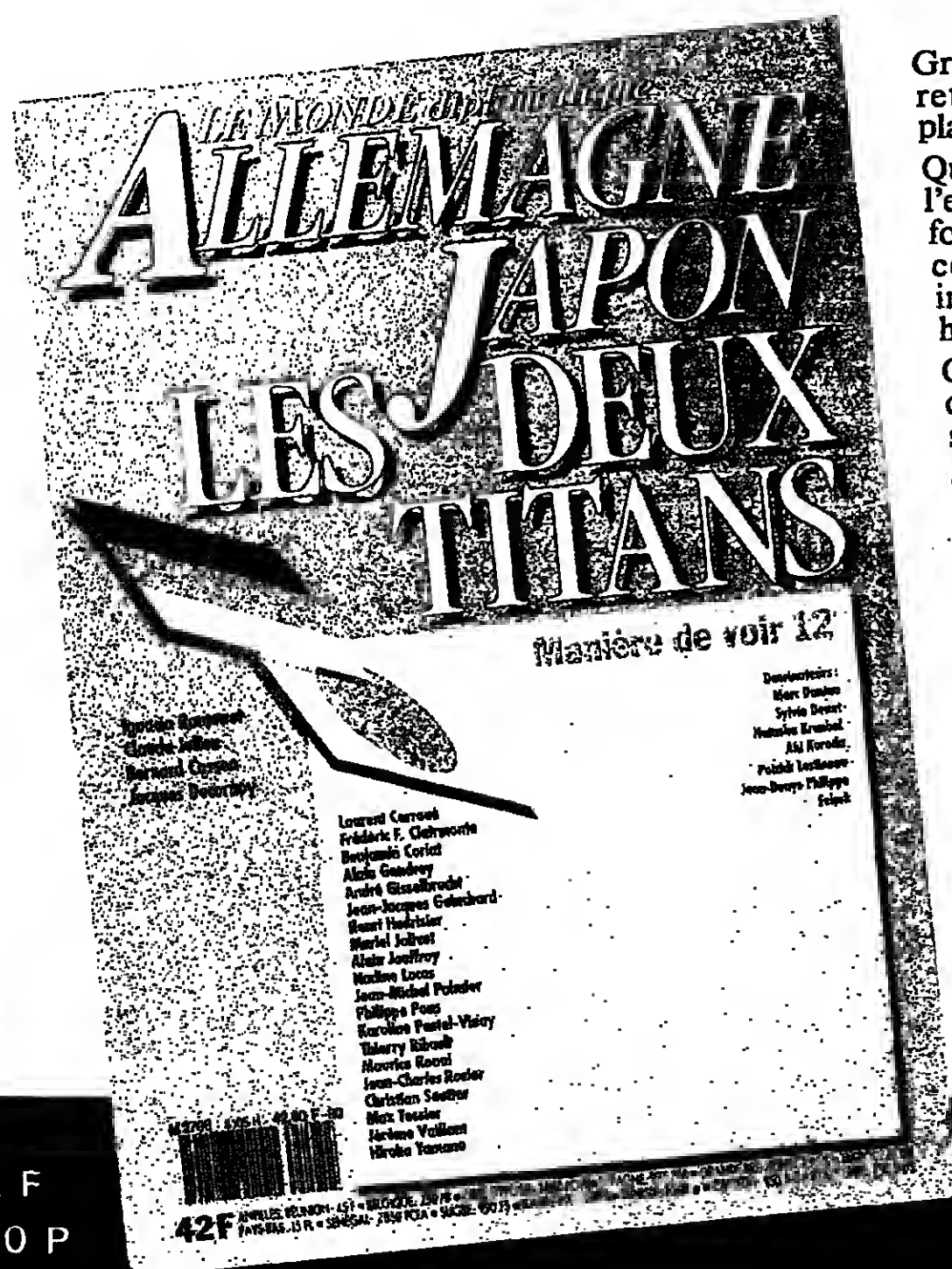
LONDON MILANO NEW-YORK CRANS-SUR-SIERRE ST. TROPEZ MONCHEN

171 New Bond Street 100 Montebelluna 710 Madison Ave. 64000 Crans-sur-Sierre 12000 St. Tropez 10000 München

LE MONDE diplomatique

Douzième volume
de la collection
« Manière de voir »

MODÈLES OU MENACES ?



Grands vaincus en 1945, l'Allemagne et le Japon se retrouvent au premier rang des puissances de la planète.

Quelles stratégies économiques, quelle conception de l'entreprise, quelles valeurs culturelles expliquent le formidable dynamisme industriel et commercial de ces deux titans ? Constituent-ils des modèles imitables ? Ou bien, une fois encore, des menaces historiques ?

Ceux qui les qualifiaient de « nains politiques » constatent que ces deux Etats sont pratiquement les seuls à dire non aux Etats-Unis – même après la guerre du Golfe – et à dicter au reste du monde leurs priorités économiques et monétaires.

Les deux leaders du « capitalisme de conquête » nourrissent-ils des ambitions hégémoniques ? L'Allemagne, tentée par l'appel de l'Est, jouera-t-elle la carte de l'Europe ou la sienne propre ? Tokyo parviendra-t-il à créer, en Asie, une « zone de coprosperité » sous son influence exclusive ?

A ces questions majeures de cette fin de siècle, la nouvelle livraison de la collection « Manière de voir » apporte des réponses documentées, des analyses fouillées et des arguments inédits.

ALLEMAGNE, JAPON : LES DEUX TITANS

EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX
OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE ALLEMAGNE, JAPON : LES DEUX TITANS

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ CODE POSTAL _____

LOCALITÉ _____ PAYS _____

► FRANCE-MÉTROPOLITAINE : 47 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 47 F = _____ F

► DOM-TOM et ÉTRANGER : 52 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 52 F = _____ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :

LE MONDE - Service vente au numéro - 15, rue Falguière, 75501 PARIS CEDEX 15 F FRANCE.

صكرا من الاجل

صكنا من الاجل

LE GOLFE EN QUESTIONS

De la guerre aérienne à la guerre terrestre

Pour épargner la vie d'un maximum de combattants au sol, la guerre se gagne depuis le ciel. C'est de tradition la théorie aux Etats-Unis, illustrée par la célèbre technique du « tapis de bombes » chère au général Curtis Le May, père-fondateur de l'aviation stratégique. Le conflit du Golfe est presque un modèle d'école de la doctrine américaine.

A un détail près, cependant. Dès sa conception, l'opération « Tempête du désert » s'est inspirée - en les combinant - des thèses du général Douhet et de Sir Liddel Hart. Le premier, un général italien des années 20, a été un précurseur de l'idée que la maîtrise

aérienne assure la victoire. Le second, un expert britannique du milieu de ce siècle, a prôné la mobilité d'un tandem, celui que forment l'avion et le blindé, pour l'emporter.

Très tôt, en même temps qu'il fait savoir qu'il autorise son secrétaire d'Etat, M. James Baker, à rencontrer M. Tariq Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, entre le 15 décembre 1990 et le 15 janvier 1991, M. George Bush fixe secrètement sa ligne de conduite définitive au général Norman Schwarzkopf. On est presque à la Noël. Les états-majors américains, qui vont quasiment dicter leurs missions à chacun de leurs alliés, ont, depuis août, imaginé plusieurs plans d'intervention. Certains, jugés trop lents, trop timorés ou trop risqués selon les cas, seront successivement écartés par le président des Etats-Unis.

L'opération « Tempête du désert », mise au point à partir d'octobre et finalement retenue, est prévue dès l'origine en deux phases : d'abord aérienne, ensuite aéroterrestre, avec le secret espoir que la première étape sera suffisante pour contraindre M. Saddam Hussein à s'abandonner.

Du point de vue de ceux qui l'ont alors conçue, une attaque aérienne à haute densité (entre 2 500 et 3 000 sorties par jour) a un double avantage : détruire l'infrastructure de base en Irak, c'est-à-dire celle qui assure le logistique arrière et garantit le ravitaillement lourd des forces, et éprouver la capacité des combattants, en cassant leur moral sous un déluge de feu et en usant leur résistance. Après quoi, l'assaut terrestre, appuyé par l'aviation, les hélicoptères et l'artillerie, est le moyen de symboliser - quasi physique-

ment - sur le terrain la reconquête du Koweït et sa libération, comme l'exigeaient les Nations unies.

D'autant que, dans le cas présent, l'état-major irakien a toujours pratiqué, comme l'a démontré la guerre avec l'Iran, l'art militaire de l'occupation en force du terrain adverse.

En règle générale, on considère en Occident qu'une troupe qui serait paralysée au tiers de son potentiel de départ n'est plus en état de continuer les hostilités. Cela a été l'un des objectifs - avec la destruction des centres gouvernementaux et des usines stratégiques dans la profondeur de l'Irak - de la phase aérienne de la campagne qui s'est déroulée entre le 17 janvier et le 24 février.

Moins, précisément, cette phase plus spécialement aérienne a duré davantage que prévu sur décision du com-

mandement américain, qui l'a rallongée de deux semaines environ. Pour deux raisons. L'une est connue : les conditions atmosphériques, avec la pluie et des tempêtes de sable, ont ralenti les raids aériens. L'autre l'est moins : les alliés ont accusé du retard, au fil des jours, dans l'analyse du résultat de leurs actions à cause du mauvais temps, de l'enfouissement et du camouflage des cibles qui ont gêné les interprétations du renseignement et le choix de nouvelles opérations.

La date de l'attaque terrestre a donc fluctué au rythme des observations des dégâts causés par les raids aériens. En tout état de cause, elle évoluait autour du 20 février et ce sont les péripéties diplomatiques entre Bagdad et Moscou, sur un éventuel retrait du Koweït des forces de M. Saddam Hussein, qui ont eu pour effet de remettre à l'eube du 24 février l'assaut final.

Erreurs d'analyse et divergences d'opinions

• A-t-on, et dans quelle mesure, surestimé l'état de l'armée irakienne ?

Tous les experts savent que rien n'est plus difficile que de poser un diagnostic sérieux sur l'état d'une force combattante. Seul un conflit sert en quelque sorte de sanction pour un état-major : la validité de ses concepts d'organisation, d'emploi, d'instruction et d'armement de la troupe sous ses ordres est, ou non, entérinée.

L'équipement de l'armée irakienne était largement connu. Les fournisseurs tiennent un recensement assez fidèle des matériels qu'ils ont livrés ou que leurs concurrents ont pu vendre. Les assistants techniques sur place ont une vue, souvent proche de la réalité, de l'état d'entretien opérationnel de ces armes, grâce aux commandes de pièces détachées qui peuvent leur être passées ou aux conseils qu'ils sont amenés à donner au client.

Cependant, l'obsession du secret, qui est plus forte en Irak que dans bien d'autres pays, a contrarié ce travail d'évaluation.

Si les services de renseignements alliés, qui ont fondé leur appréciation sur les contacts avec de telles équipes, leurs propres sources « humaines » en Irak même (rares, prudentes, pas assez haut placées et peu efficaces en raison du caractère policier du régime) et sur des moyens techniques (satellites et avions de reconnaissance, interception et écoute des émissions gouvernementales et militaires), se sont apparemment fourvoyés, c'est aussi à cause d'un penchant assez naturel à la corporation qui consiste à exagérer la menace de peur d'être accusé de l'avoir minimisée.

Après coup, la critique est aisée. De même qu'il aurait été facile de fastidier des sous-estimations du potentiel irakien si la situation avait mal tourné pour la coalition. Il n'en demeure pas moins que, une fois la victoire acquise, les alliés ont pu comptabiliser les matériels abandonnés sur le terrain par l'Irak et vérifier, du même coup, que leurs services de renseignements n'avaient pas évalué l'arsenal de leur adversaire à vue de nez.

Ce qui a fait défaut en revanche, c'est une connaissance de l'intérieur même de cette armée irakienne, un jugement quasi intime sur sa valeur au combat, la qualité de ses chefs à imaginer ou non des manœuvres et jusqu'à leur volonté ou leur aptitude à mourir pour le Koweït. De ce point de vue, certains avis de diplomates français, émis au lendemain même du 2 août, sur la décomposition interne de l'armée irakienne se sont révélés, a posteriori, des prémonitions plus précises et plus exactes que les analyses des états-majors.

• Dans quel état psychologique étaient les hommes de troupe de M. Saddam Hussein ?

Dans ses cantiques, la division française « Daguet » a ramené des documents, découverts dans des abris occupés par des soldats irakiens, qui sont révélateurs de la débandade psychologique des combattants de M. Saddam Hussein lors de leur sous-alimentation, de leur fatigue et de leur état sanitaire.

Ainsi, ce jeune lieutenant irakien qui note dans son carnet de campagne, à la date du 26 janvier : « Les attaques aériennes ennemies se poursuivent. Je suis très inquiet, dépressif et je m'ennuie. Je pense à mes enfants. » Puis, le 12 février : « Ce matin, j'ai appris la condamnation à mort de vingt-six soldats de notre division pour avoir déserté le front. Ils ont été exécutés dans le PC de la division. » Enfin, le 17 février : « Je souffre. J'ai commencé à prendre un médicament et je ne sais pas quelle maladie il soigne. Mais l'important est que je prenne un médicament, car il ne peut me faire plus de mal que je n'en dure. »

Pour la plupart inaptes au maniement des armements modernes dont ils avaient été dotés, encadrés par des supérieurs qui devaient leurs galons d'abord à leur fidélité politique qu'au parti Baas, peu ou pas ravitaillés, ne comprenant plus pourquoi ils se battaient puisque le « maître » de Bagdad se disait prêt à évacuer le Koweït, n'apercevant plus dans le ciel aucun de leurs avions, les soldats irakiens ont renoncé : ils se sont rendus au premier allié qui se présentait devant eux, ils se sont laissés faire prisonniers ou ils ont déserté pour rentrer chez eux.

• Quel a été le rôle des commandos spéciaux de renseignements envoyés de l'autre côté de la frontière ?

Les opérations terrestres en Irak et au Koweït n'ont pas commencé à l'aube du 24 février, lorsque la coalition a lancé sa manœuvre d'ensemble sur un front de 500 kilomètres de large avec, de surcroît, un large

contournement par l'ouest et un semblant de débarquement à l'est pour désarçonner l'adversaire.

Sans évoquer la pitoyable équipée d'un commando français de recherche et d'action dans la profondeur (CRAP) appartenant au 13^e régiment de dragons parachutistes, qui a été intercepté par les irakiens pendant la phase préliminaire « Bouclier du désert » de constitution du dispositif allié, les premières incursions ont eu lieu dès la phase aérienne de « Tempête du désert ». Il s'est agi, pour une quarantaine de commandos américains, d'aller poser en Irak des balises qui, depuis le sol, aident au guidage des bombardiers sur leurs cibles. Des incursions de plus grande envergure ont été conduites par des éléments de la division « Daguet » dès la nuit du 21 au 22 février, soit deux jours avant l'assaut sur le sol irakien. Ces patrouilles ont eu pour tâche de reconnaître le terrain, d'identifier la nature de la menace, de poser des repères et, sans attendre, d'occuper certaines cibles.

• La libération du Koweït ou la prise de Bagdad : quel était l'objectif réel de la coalition ? Les politiques étaient-ils d'accord avec les militaires ?

Au soir du 27 février, l'Irak fait savoir son acceptation de toutes les résolutions de l'ONU qui impliquent l'abandon, sans conditions, du Koweït par son armée. Des forces koweïtiennes sont entrées dans Koweït-Ville libérée. Les alliés ont mis hors de combat la moitié des quarante-deux divisions engagées par M. Saddam Hussein au sud de l'Euphrate et, surtout, ce qui demeure en état de la garde républicaine refuge au-delà de Bassorah, après d'intenses combats de blindés avec les unités américaines, arabes et britanniques.

Le 28 février, M. George Bush annonce la suspension - non un cessez-le-feu en bonne et due forme, qui a besoin de l'aval de l'ONU - des opérations militaires de la coalition à partir de 5 heures. On apprendra plus tard que le général Schwarzkopf eût préféré avoir deux jours supplémentaires pour achever son action et, en particulier, pour ne laisser aucun répit à la garde républicaine qui sert de fer de lance au régime de Bagdad.

Ce différend, qui se termine (provisoirement ?) par des excuses que le général adresse au président des Etats-Unis pour l'avoir ainsi mis en cause sur la place publique, illustre en réalité le fait que, dès le 2 août 1990, les relations entre l'exécutif américain et sa haute hiérarchie militaire - à propos de la conduite à tenir pendant toute la crise du Golfe - n'ont pas été aussi sereines ni aussi consensuelles qu'on l'avait imaginé.

Les récentes confidences du général Colin Powell, le chef d'état-major des armées américaines, et de M. Dick Cheney, le secrétaire à la défense, à un journaliste du Washington Post, Bob Woodward, iraient plutôt à l'encontre de l'impression - qui a longtemps prévalu dans l'opinion aux Etats-Unis - de cohésion des cercles dirigeants à Washington sur les orientations à suivre.

Tout s'est passé, semble-t-il, comme si, sur les Etats-Unis, on avait évolué entre civils et militaires à frotts renversés au fur et à mesure du déroulement de ce conflit du Golfe.

Le président Bush, appuyé par quelques-uns de ses conseillers à la Maison Blanche, a paru pressé de donner une leçon à M. Saddam Hussein, quand ses chefs militaires, modérément entendus de MM. Baker et Cheney, eussent souhaité prolonger la période de l'embargo sur dix-huit à vingt-quatre mois supplémentaires. Au point que le général Schwarzkopf lui-même envisageait d'étaler sur un an le

montée en puissance et le déploiement du dispositif militaire américain en Arabie saoudite.

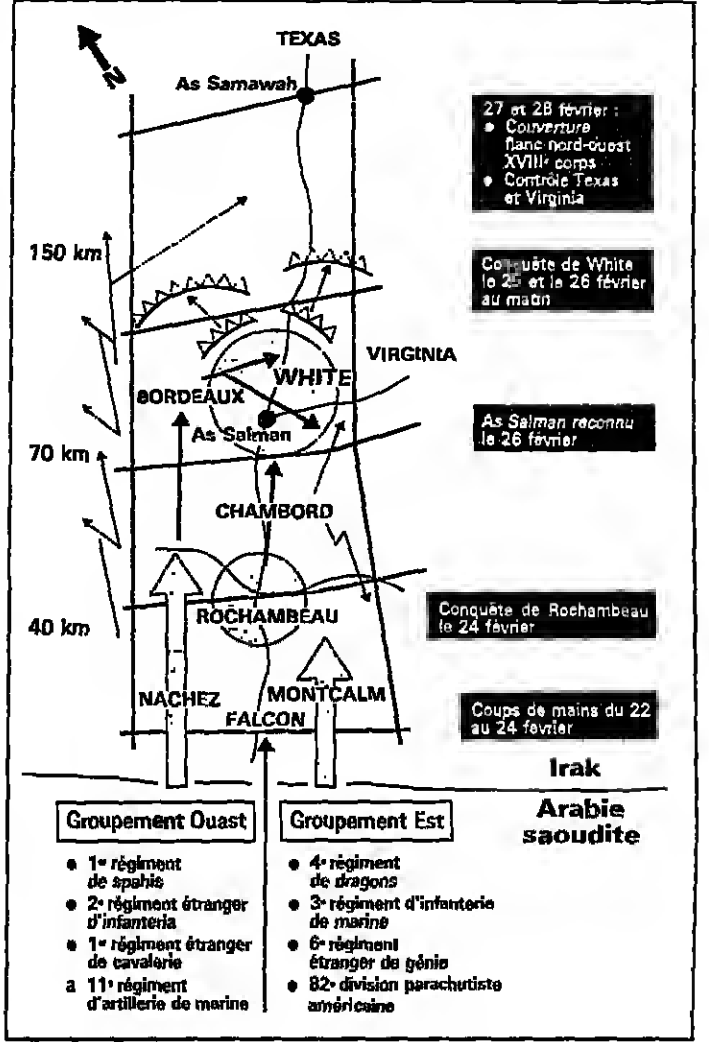
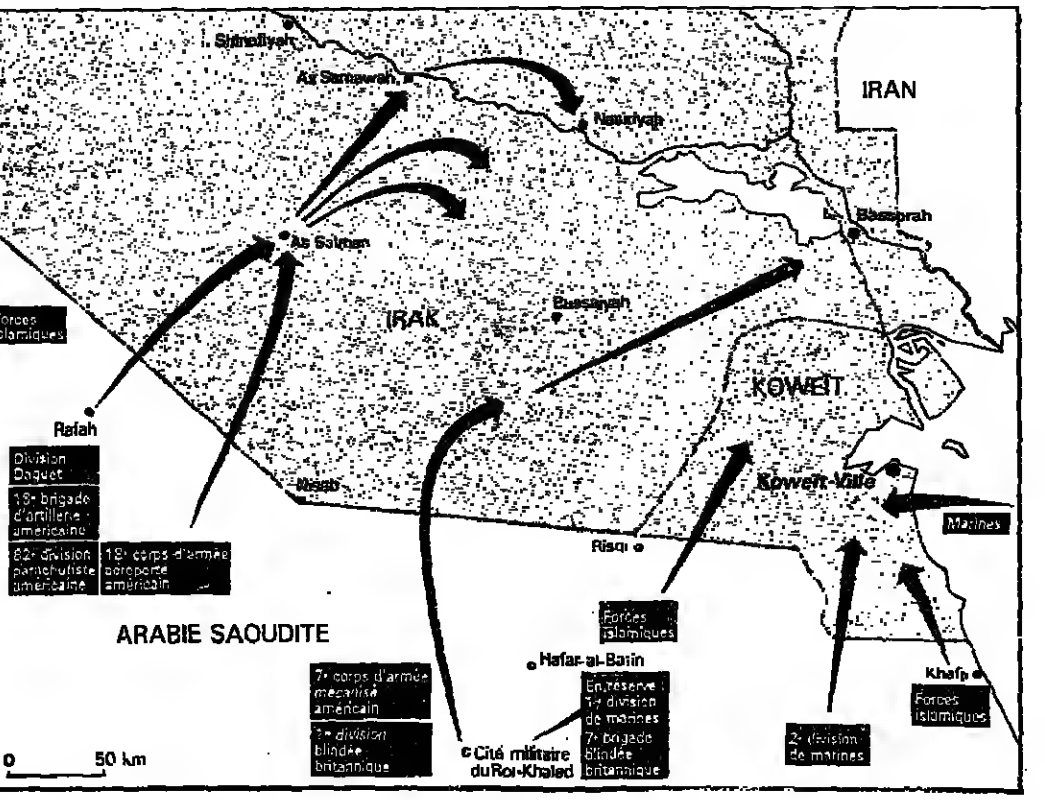
Mais c'est le même président Bush qui, de sa propre initiative, met un terme à la racée militaire que ses troupes ont infligée à l'Irak, quand, en revanche, le même général Schwarzkopf eût souhaité « casser » davantage ce qui demeurait encore de la garde républicaine qu'il sent à la portée de la coalition et qui lui échappera pour contribuer, en définitive, à rétablir le régime vacillant de M. Saddam Hussein.

Des considérations politiques et militaires expliquent sans doute que l'opération ait été suspendue le 28 février, avec la réintroduction au Koweït du régime antérieur au 2 août 1990. Le mandat de l'ONU, d'abord, qui n'était pas de détruire l'Irak, ni de renverser le pouvoir à Bagdad. Une grosse tempête de sable, aussi, pendant les deux derniers jours de l'offensive allée, qui n'a pas facilité les opérations. Et puis le fait que la coalition - et spécialement les Américains - avait besoin d'une logistique autrement plus « musclée » pour courir le risque d'avoir à se lancer dans des actions meurtrières pour aller jusqu'à la capitale et contrôler d'autres villes dès lors que toutes les forces irakiennes d'étaient pas anéanties.

Pas davantage, au demeurant, l'état-major américain n'a été partisan - en réponse à l'invasion du Koweït et à une menace irakienne sur l'Arabie saoudite dans la foulée de cette première conquête - d'une action aérienne d'envergure sur l'Irak dès août. Une fois donné, ce coup d'arrêt aurait-il fait reculer M. Saddam Hussein ?

On touche là à l'ambiguïté fondamentale, sur le seul plan des opérations militaires, de la résolution de l'ONU : le mandat est la libération du Koweït en usant, au besoin, de la force contre un envahisseur qui évite ou rompt le combat - dans les airs comme au sol - à chaque fois qu'il appréhende d'en arriver au stade où les réserves qu'il s'est ménagées à d'autres fins risquent d'être consommées. De ce point de vue, la guerre du Golfe est atypique, et vouloir en tirer des leçons définitives serait une faute de jugement.

Demain Après la guerre



A travers une série d'objectifs intermédiaires - qui portent les noms de code de « Rochambeau », « Chamberlain », « Bordeaux », « White », « Texas » ou « Virginia » - « Daguet » avait pour mission de se saisir de la localité de As Samawah, de son aéroport, tenue par la 45^e division irakienne, et d'être en mesure de continuer jusqu'à l'Euphrate, en occupant As Samawah, Shinaiyah et Nasiriyah, pour prendre à revers la garde républicaine.

Pendant qu'une simulation de débarquement de « marines » sur les côtes du Golfe permettait de neutraliser six divisions irakiennes à l'est, la division « Daguet », renforcée d'éléments aéroportés américains, contournait par l'ouest - en pénétrant en profondeur en Irak - le dispositif adverse, qu'elle entraînait dans la « Tempête du désert » à l'assaut final.

Page réalisée par Jacques Amahé, Jean-Marie Colombani, Francis Comu, Jacques Izard, Bertrand Le Gendre, Véronique Maurus et Jacques-François Simon.

PROCHE-ORIENT

La visite du secrétaire d'Etat américain à Jérusalem

M. James Baker fait état de « divergences » avec Israël

Après sept heures de discussions, mercredi 15 et jeudi 16 mai à Jérusalem, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, n'a pas réussi à infléchir la position d'Israël au sujet du rôle des Nations unies et la possibilité d'une conférence de paix sur le Proche-Orient. Il a déclaré que ces « deux points de divergences demeurent » entre les Etats-Unis et Israël.

Il a indiqué qu'il allait rendre compte, vendredi, au président George Bush des résultats de sa tournée au Proche-Orient. « Nous déciderons ensuite quelles seront les prochaines étapes du processus », a-t-il dit. Alors que le chef de la diplomatie américaine s'apprêtait jeudi à regagner Washington, M. Baker et Shamir, s'adressant aux journalistes, n'ont toutefois pas voulu présenter comme un échec la quatrième navette du secrétaire d'Etat dans la région.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Nous avons dressé l'itinéraire », déclarait un haut fonctionnaire israélien. Il voulait dire par là que les responsables de l'Etat hébreu, au cours d'entretiens marathon, mercredi, avec M. James Baker, ont établi un document en forme de bilan de la nouvelle tournée du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient : points d'accord et de désaccord, entre Israël et les pays arabes, notamment la Syrie, avec un résumé de la position israélienne la plus « avancée » sur l'éventuelle réunion d'une conférence de paix régionale.

Les hauts fonctionnaires des deux pays ont travaillé tard dans la nuit à la mise au point de ce mémorandum, avant que M. Baker n'ait d'ultimes conversations, jeudi matin, avec le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, ainsi qu'avec le ministre des affaires étrangères, M. David Levy. M. Baker devait quitter Jérusalem jeudi après-midi pour regagner Washington.

Les participants ont gardé le silence le plus total sur le contenu des conversations. Un des scénarios les plus fréquemment envisagés est que les Etats-Unis pourraient maintenant transmettre ce mémorandum à la Syrie et à la Jordanie afin de sonder leurs réactions. Si Damas n'entend pas donner suite, la pouture veut que les Etats-Unis essaient de convaincre le roi Hussein de Jordanie d'aller seul à la conférence.

Ce serait un recul par rapport à l'idée originale d'un forum régional où devaient être « parallèlement » discutés le conflit entre l'Etat hébreu et les Palestiniens et celui entre Israël et les pays arabes voisins. L'opinion de nombre d'observateurs est qu'il est peu probable que le roi Hussein

s'engage dans pareille aventure sans le feu vert de la Syrie.

Le fluo soigneusement entretenu sur le contenu des conversations permettait d'éviter d'avoir, à ce stade, à pointer le doigt sur le ou les responsables d'une éventuelle impasse – si l'affaire s'achève sans progrès notable – ou de ménager, plus tard, un heureux effet de surprise tranchant sur la morosité ambiante – si les conversations ont permis d'avancer plus qu'il n'y paraît.

Mercredi, chacun est resté des plus sibyllins. « Je pense que nous avons fait des progrès », disait M. Baker dans la soirée. « Je suis optimiste », ajoutait M. Levy, sans être plus explicite que son collègue américain. L'affaire, en tout cas, n'était pas jugée suffisamment importante pour que les responsables de la télévision déprogrammèrent la retransmission de la Coupe européenne de football diffusée à la place du sacro-saint journal télévisé.

A 20 heures, la place était laissée aux hauts fonctionnaires pour « finaliser » le fameux mémorandum. Les points de désaccord – notamment avec la Syrie – sont connus depuis longtemps. Les Syriens exigent une présence active de l'ONU à la conférence régionale devant réunir Israël, les pays arabes et les Palestiniens, sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS. Les Israéliens n'en veulent pas. Pour eux, toute référence à l'ONU signifie que la négociation se fera « sous influence » des différentes résolutions de l'Organisation internationale sur le Proche-Orient. Il ne s'agit pas seulement des résolutions 242 et 338, évoquant le principe de l'évacuation « de » territoires, mais aussi de toutes celles appelant à la reddition de Jérusalem ou dénonçant le sionisme.

Un maximum de garanties

Les Syriens entendent que les deux parrains de la conférence, les Etats-Unis et l'URSS (sans compter un participant européen), puissent intervenir dans les négociations, convaincus qu'ils pourront faire pression sur Israël. Le gouvernement Shamir souhaite que la conférence se limite à une seule séance inaugurale, donnant le signal de négociations bilatérales entre les protagonistes du conflit. Israël veut un face-à-face avec les Palestiniens et ses voisins arabes, formule lui donnant une plus grande marge de manœuvre et rappelant la configuration de la négociation israélo-égyptienne à la fin des années 70. Ce sont là des différends sur les modalités de la conférence mais, pour les protagonistes, les commandants la direction que prendront les négociations : chacun cherche, dès le départ, le maximum de garanties possible. A en croire les médias israéliens, M. Shamir aurait fait un pas en direction des suggestions de compromis avancées par les Américains. Il accepterait que la conférence puisse se réunir à nouveau neuf mois après la séance inaugurale pour faire le point de l'évolution des négociations

bilatérales. Il accepterait encore qu'un représentant du secrétaire général des Nations unies puisse assister à la conférence en tant qu'observateur, sans droit de parole et sans disposer d'un quelconque mandat de la part du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale de l'ONU. Depuis le début de la semaine, les dirigeants israéliens préparent leur défense, comme s'ils craignaient de devoir porter la responsabilité d'un éventuel échec de la médiation entreprise il y a deux mois par M. Baker.

Ne pas heurter de front Washington

Il leur faut aussi qu'ils ont accepté une dose d'« internationalisation » de la négociation avec le principe de la « conférence régionale », alors que leur politique a toujours été de rechercher des pourparlers directs et séparés avec leurs ennemis arabes : ils sont venus avec des propositions (projet d'élections dans les territoires, notamment) et la volonté de faire progresser « parallèlement » le conflit avec les pays arabes et celui avec les Palestiniens. Bref, les Israéliens sont soucieux de ne pas heurter de front les Etats-Unis : en septembre, le gouvernement Shamir doit solliciter la garantie de l'administration américaine pour des prêts de quelque 10 milliards de dollars. L'enjeu est de taille : l'obtention de cette somme pourrait décider de la poursuite de l'immigration en provenance de l'URSS au moment des dizaines de milliers de juifs soviétiques retardent leur départ du fait des difficultés d'intégration sur place (chômage et crise du logement).

Les Arabes peuvent faire valoir que, depuis le début de la médiation américaine, il y a deux mois, le gouvernement Shamir – par conviction et pour des raisons de politique intérieure – n'a cessé de multiplier les déclarations intransigeantes – sur sa volonté de ne « jamais céder un pouce des territoires » – ainsi que les faits accomplis sur le terrain, en faisant inaugurer de nouvelles implantations en Cisjordanie.

A en croire les journaux égyptiens et israéliens, les Etats-Unis et l'URSS pourraient être tenus de bousculer le jeu en convoquant toutes les parties à une « table ronde » au niveau des ministères des affaires étrangères – sinon à la conférence proprement dite – pour la mi-juin. D'autres – comme la chaîne américaine ABC – spéculent sur la possibilité que le président Bush lance des invitations pour un sommet des chefs d'Etat arabes et israéliens à l'occasion de la rencontre qui lui pourrait avoir en juin avec M. Mikhail Gorbatchev. L'objectif serait alors de mettre sur la table les « grandes questions régionales », telles que le désarmement, et de commencer par là un début de négociation. Autant d'initiatives qui auraient pour but de ne pas solder par échecs ou demi-échecs l'entreprise de médiation inaugurée au lendemain de la guerre du Golfe.

ALAIN FRACHON

LIBAN : malgré les réserves des partis chrétiens

Le gouvernement adopte un traité « de coopération et de coordination » avec la Syrie

Le gouvernement de Beyrouth a adopté, mercredi 15 mai, un projet de traité régissant les « relations privilégiées » avec la Syrie, une décision qui s'inscrit dans le cadre de l'application de l'accord de paix conclu à Taëf, en 1989, entre les différentes factions libanaises. Les représentants du camp chrétien ont émis des réserves sur ce texte car ils craignent qu'il ne consacre le placement du Liban sous tutelle politique syrienne.

Ce projet de traité de « fraternité, de coopération et de coordination » prévoit une étroite entente entre Beyrouth et Damas au niveau de la politique étrangère et de l'économie, ainsi que dans les domaines militaires et de sécurité. Le texte devra être approuvé par le gouvernement syrien puis ratifié par les Parlements des deux pays.

Elaboré par une commission ministérielle, en concertation avec Damas, le projet a été adopté par le conseil des ministres, présidé par le chef de l'Etat, M. Elias Hraoui, lors d'une séance marathon de plus de six heures. Le ministre de l'Information,

M. Albert Mansour, a affirmé à la presse qu'« il ne convient pas de donner des détails avant que le traité ne soit officiellement examiné avec les frères syriens ». « Un sommet syro-libanais, au niveau des chefs de l'Etat, est possible à tout instant », a-t-il ajouté.

Interrogé par les journalistes sur d'éventuelles objections de la part de certains membres du cabinet, M. Mansour a répondu : « Il y a eu accord en conseil des ministres, il est inutile d'entrer dans les détails ». De source informée, on indique cependant que les deux ministres du camp chrétien, M. Georges Saade, chef du parti Kataëb (phalanges), et le représentant de la milice des Forces libanaises, M. Roger Oib, ont émis des réserves qu'ils ont tenu à inscrire au procès-verbal de la réunion. Les principaux mouvements chrétiens, qui ont accepté le principe des « relations privilégiées » malgré un sentiment anti-syrien très vif, souhaitent retarder l'adoption du traité jusqu'à ce que le Liban « recouvre sa souveraineté », ce qui lui aurait permis de traiter « d'égal à égal » avec Damas et d'aboutir à un texte plus nuancé.

Le bureau politique du parti Kataëb, principale formation politique chrétienne, s'était réuni à deux reprises mardi et mercredi, et son

chef avait été chargé des critiques sur le projet, jugé « trop lourd » et imposant « l'hégémonie de la Syrie, par le caractère exécutoire des décisions ». indiquait-on de sources proches du parti. Déjà, une première moulture du traité avait été jugée inacceptable par certains ministres chrétiens qui avaient notamment refusé les termes de « complémentarité économique » et d'« unification des points de vue politiques ». Apparemment, Damas a accepté ces remarques mais a insisté pour une adoption rapide du projet, alors que l'accord de Taëf ne prévoyait pas de délai précis. Samedi, le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, s'était rendu à Beyrouth pour faire valoir le point de vue de Damas.

Contrairement à leurs collègues chrétiens, les représentants musulmans se sont tous prononcés pour une procédure rapide. Le traité « comporte explicitement, pour la première fois, une reconnaissance du Liban », a estimé le ministre du commerce, M. Marwan Hamadeh, proche du chef druze Walid Joumblatt. Il a souligné qu'il n'y avait jamais eu d'échange d'ambassadeurs entre la Syrie et le Liban et qu'il s'agira du premier traité entre Beyrouth et Damas depuis l'indépendance des deux pays, à la fin du mandat français, en 1943. (AFP)

Apaisement après le conflit du Golfe

L'Egyptien Abdel Meguid a été élu à la tête de la Ligue arabe

A l'unanimité et comme prévu, les vingt et un pays arabes ont élu pour cinq ans, mercredi 15 mai au Caire, le chef de la diplomatie égyptienne – qui a immédiatement démissionné de ce poste – M. Esmat Abdel Meguid, secrétaire général de la Ligue arabe, consacrant ainsi le plein retour de l'organisation panarabe en Egypte.

LE CAIRE

de notre envoyée spéciale

Pour leur première réunion depuis la fin de la guerre du Golfe, les ministres des affaires étrangères de la Ligue avaient visiblement choisi l'apaisement mais c'était sans compter sur le président de cette session, le nouveau chef de la diplomatie koweïtienne, cheikh Salem et Sabah al Salem. Dans son discours d'ouverture, celui-ci a très violemment attaqué l'Irak, représenté par le ministre d'Etat aux affaires étrangères, M. Safid el Sabaf, en rappelant « les crimes et exactions commis au Koweït ». Il a insisté pour que « ne soit pas oublié celui qui a divisé les rangs arabes au lieu de les unir » et qui, en conséquence, « doit en assumer la responsabilité ». Une attaque rejetée par le ministre irakien qui a déploré que le Koweït ait choisi de rouvrir les plaies plutôt que de les cicatriser. « S'il faut parler du dossier du Golfe, il faut l'ouvrir à la première page », devait-il ajouter, rappelant que « la guerre ne se fait pas qu'avec des chars », dans une allusion à la politique pétrolière menée avant la crise par le Koweït qui, selon lui, « était une agression visant à l'asphyxie économique de l'Irak ». Après avoir félicité M. Abdel Meguid, le délégué irakien a affirmé que « l'Irak s'engageait à œuvrer pour réunifier les rangs arabes ».

« Assainir le climat interrabe »

C'est à ces mêmes tâches qu'il déclarait vouloir se consacrer M. Abdel Meguid, la mission principale, au cours de la prochaine session, a-t-il notamment dit, sera de restaurer la confiance et d'assainir le climat interrabe car cela est nécessaire pour toute action sérieuse. « Si l'on ne peut mettre en doute la volonté exprimée par le nouveau secrétaire général, reste à savoir quel est le degré de volonté des pays arabes à collaborer à ce programme. L'unanimité de cette élection ne saurait masquer le fait que des divergences profondes demeurent entre les Etats arabes secoués par une crise dont tous tirent pas les mêmes conclusions.

Même la première décision de cet après-guerre, la déclaration de Damas, adoptée en mars dernier par les ministres des affaires étrangères d'Egypte, de Syrie et des six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) : Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Emirats arabes unis, Oman, semble mal partie. Celle-ci, dont le principal objet était la constitution d'une force arabe dans la région du Golfe, avec les armées égyptienne et syrienne comme noyau, vient d'être sérieusement remise en cause par le rappel des troupes égyptiennes, qui devaient être suivies par celles des troupes syriennes.

A l'issue de deux rencontres qu'ils ont eues en marge des travaux de la Ligue arabe, les Huit ont certes décidé une réunion des experts, début juin à Ryad, et des ministres des affaires étrangères en juillet à Koweït, mais on se

montre sceptique quand aux suites de cette affaire. Dans un sonci évident de gommer l'impression d'échec de cette politique, le ministre koweïtien des affaires étrangères a affirmé que la réunion des Huit constituait « une confirmation des principes inscrits dans la déclaration de Damas », ajoutant que « des concertations sont en cours sur la possibilité de mettre en application ce document ». Dans ce but, a-t-il annoncé, le ministre koweïtien de la défense devrait se rendre prochainement en Egypte et en Syrie pour discuter des arrangements de sécurité dans le Golfe. Mais on voit mal ce qui pourrait sortir de cette concertation dans la mesure où le Koweït ne fait pas mystère de son désir de voir sa défense assurée par les troupes américaines.

L'Egypte déçue par le Koweït

Une volonté que ne partagent pas au même degré tous les pays du CCG, qui ne sont pas d'accord entre eux sur l'organisation de leur défense. Comme le souligne un expert militaire, les pays du Golfe ne font pas la distinction entre leur défense – basée avant tout sur leur crainte de l'Irak et, dans une moindre mesure, de l'Iran – et des arrangements de sécurité pour toute la région, qui devraient inclure ces deux pays. Interrogé sur le rôle de l'Iran dans d'éventuels arrangements de sécurité, le ministre koweïtien s'est, pour sa part, contenté de répondre qu'il y avait « un dialogue avec Téhéran sur la base du respect mutuel et de la non-ingérence dans les affaires intérieures de chaque pays ».

Dans l'attente que les pays du CCG se mettent d'accord, l'Egypte, incontestablement déçue par l'attitude du Koweït, a préféré se retirer du jeu. Même si, laisse-t-on entendre au Caire, elle ne désespère pas de laisser quelques milliers

d'hommes dans le Golfe. L'impression qui prévaut cependant est que, comme des dizaines d'autres projets envisagés, la déclaration de Damas ne devrait pas connaître un grand avenir, les relations économiques, qui intéressent avant tout l'Egypte et la Syrie, pouvant se traiter au niveau bilatéral.

Interrogé sur une éventuelle participation des pays du Golfe à une conférence de paix au Proche-Orient, cheikh Salem a affirmé que les pays du CCG ne viendraient que « si les parties arabes concernées acceptaient la formule d'une telle conférence ». Pressé de questions, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk el Charab, a réitéré la position de Damas en faveur d'une conférence de paix basée sur les résolutions 242 et 338, rejetant sur Israël l'éventualité d'un échec de la mission Baker. Résumant le mot échec pour qualifier la dernière mission du secrétaire d'Etat américain à Damas, M. Charab a affirmé : « Israël refuse la participation de l'ONU, la continuité de la conférence et tente de rejeter la responsabilité sur la Syrie. Si M. Baker veut suivre les idées et principes annoncés par le président Bush le 6 mars dernier, il n'y aura pas d'échec. S'il échoue, ce sera la faute d'Israël qui rejette le principe de la non-acquisition des territoires pris en 1967 par la force et l'échange des territoires contre la paix ».

La perspective d'une conférence de paix sans la Syrie, est dénoncée au Caire où, de source officielle, on laisse entendre que, dans ce cas, l'Egypte ne pourrait y participer. Le président Mubarak – qui a ajouté en extrême, à la fin du voyage en Europe qu'il entreprend jeudi, une escale à Damas – aura l'occasion d'évoquer les problèmes du Golfe comme le processus de paix avec le président syrien Hafez el Assad.

FRANÇOISE CHIPAUX

L'homme de la diplomatie tranquille

LE CAIRE

de notre correspondant

Le nouveau secrétaire général de la Ligue arabe avait pour réputation, au ministère égyptien des affaires étrangères, d'être l'homme de la diplomatie tranquille. Nommé à ce poste en 1984, M. Esmat Abdel Meguid a été l'un des artisans du retour de l'Egypte au sein de la famille arabe. Il a déjà l'expérience des organisations internationales ou régionales. Il a, en effet, été le représentant de l'Egypte aux Nations unies de 1972 à 1983. Une période très sensible qui a couvert la guerre arabo-israélienne d'octobre 1973, le traité de paix avec Israël et l'achèvement de l'Egypte de la Ligue arabe lors du sommet de Bagdad en 1979. M. Meguid a, par ailleurs, été le chef du Groupe des 77 à l'ONU en 1972 et 1973.

M. Meguid, aujourd'hui âgé de soixante-huit ans, est né à Alexandrie. Après avoir fait ses études chez les frères des écoles chrétiennes, M. Meguid a obtenu une licence de droit (1944), suivi d'un diplôme d'économie (1948) et d'un diplôme de l'Institut des sciences politiques (1949). En

1951, il obtient un doctorat de droit international de l'université de Paris.

Après avoir été attaché à l'ambassade égyptienne à Londres, M. Meguid est nommé chef de la section du Royaume-Uni au ministère des affaires étrangères (1954 à 1957). Il fait partie de la délégation égyptienne aux négociations sur le retrait des troupes britanniques de la région du canal de Suez (1954-1956). Il est conseiller à la délégation égyptienne à l'ONU à Genève de 1957 à 1961. De 1963 à 1967, il est ministre conseiller à l'ambassade d'Egypte à Paris. En 1969, il devient président de l'organisme général de l'information et porte-parole du gouvernement. En 1970, il est nommé ambassadeur d'Egypte en France, avant de partir à New-York pour diriger la délégation égyptienne à l'ONU. En juillet 1984, il est nommé ministre des affaires étrangères, puis obtiendra de surcroît le titre de vice-premier ministre.

M. Meguid, qui est un parfait francophone, est membre de l'Association d'émigrés franco-égyptiens et grand officier de la Légion d'honneur.

ALEXANDRE BUCCIANTI

IRAK : selon M. Talabani

Les négociations entre les rebelles kurdes et Bagdad butteraient sur la démocratisation du régime

L'un des principaux dirigeants de l'opposition kurde, M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), estime que la question de l'instauration de la démocratie en Irak constitue le principal obstacle à la conclusion d'un accord entre la rébellion kurde et le gouvernement irakien.

Les pourparlers entamés il y a un mois entre Bagdad et l'opposition kurde – par M. Talabani lui-même – dépassent le cadre de l'autonomie du peuple kurde et achoppent sur la question d'une nouvelle Constitution ainsi que sur la tenue d'élections libres, a-t-il précisé

mardi 15 mai. Si M. Talabani se dit coopératif quant à la conclusion d'un compromis sur la sécurité des Kurdes en territoire irakien, il considère que de nombreux obstacles empêchent encore la signature d'un accord global. « Le principal obstacle est d'abord (...) la Constitution, explique-t-il. Contrairement au gouvernement de Saddam Hussein, qui entend soumettre à référendum un projet déjà rédigé, la délégation kurde soutient avant tout l'élection libre d'une Assemblée constituante qui rédigerait une Constitution et organiserait ensuite le référendum. » Selon le chef

kurde, les deux parties sont d'accord pour la création d'un gouvernement de coalition, mais Bagdad n'a jamais précisé s'il acceptait d'y inclure des membres de l'opposition chiite du sud du pays.

Par ailleurs, le président George Bush a indiqué mercredi que les Etats-Unis envisageaient de demander aux Nations unies une résolution approuvant la création d'une force de police de l'ONU dans le nord de l'Irak afin d'assurer la protection des Kurdes. Le gouvernement irakien s'est jusqu'à présent déclaré hostile à une telle idée. (Reuters)

صلى الله عليه وسلم

صلى الله عليه وسلم

Océanie

NOUVELLE-ZÉLANDE : plus dure que le thatchérisme

La politique sociale des conservateurs se heurte à une forte opposition

En ce début d'hiver des antipodes, le gouvernement conservateur de M. Jim Bolger vient de battre un record dont il se serait bien passé : celui de l'impopularité. Il y a sept mois, il avait pourtant remporté un succès sans précédent contre les travaillistes.

WELLINGTON

de notre envoyé spécial

Selon un récent sondage, 17 % seulement des électeurs soutiennent le premier ministre contre 22 % le chef travailliste Mike Moore. Le parti national, après avoir suscité beaucoup d'espoir, a accumulé les « gaffes » et son plan de démantèlement de la protection sociale inquiète profondément les Néo-Zélandais.

Les « Kiwis » sont fiers d'un système dont ils furent les pionniers il y a près d'un siècle. S'ils réalisent qu'une telle protection dépasse désormais leurs moyens, ils ne semblent pas prêts à en assumer toutes les conséquences. Surtout, telles qu'elles leur sont présentées par la préresse locale d'un ultra-libéralisme en face de laquelle M. Thatcher aurait fait figure de timorée, M. Ruth Richardson.

Le ministre des finances ne mêche pas ses mots. Député d'Akaroa, où accostèrent il y a cent cinquante ans les premiers émigrants français, elle accueillait M. Rocard à la fin du mois d'avril, quelques minutes plus tard, elle se lançait dans une attaque féroce des politiques françaises et européennes, imputées de « folie, d'obscénité économique, de politique minable, stupide qui ferait la risée du monde des capitales ».

La nouvelle politique concoctée par la direction du Trésor et appliquée avec détermination par cette petite femme boulotte lui a valu le surnom de « Raincoat ». Les prestations sociales ont été sèches, l'allocation chômage rendue plus difficile à obtenir, les « riches » – le tiers le plus aisé des « Kiwis », ceux qui gagnent plus de 8 000 francs par mois – risquent d'avoir à financer leur santé et l'éducation de leurs enfants.

Le texte le plus controversé est la loi sur les contrats de travail. Non seulement elle supprime les indemnités pour heures supplémentaires ou travail le dimanche, mais s'en prend au rôle des syndicats. Au nom du libéralisme et de la compétitivité, employeurs et employés devront désormais discuter face à face les salaires et conditions de travail. Cette lutte du pot de terre contre le pot de fer risque d'être autant plus féroce que le gouvernement fait peu de cas du salaire minimum.

Un lycéen de terminale se plaint

que « les boulets iront à ceux qui acceptent de travailler plus pour moins cher », en raison d'un chômage en hausse, qui oscille entre 8,5 % (taux officiel) et 11 %, selon M. Moore. Alors que les relations sociales ont de tout temps été réglées directement entre syndicats et patrons, on peut craindre qu'une anarchie ne remette en cause le climat social au moment où Wellington veut attirer investisseurs et capitaux étrangers.

La Nouvelle-Zélande paie aujourd'hui pour avoir vécu au-dessus de ses moyens : après avoir emprunté à tout va, elle croule sous 30 milliards de dollars américains de dette. « Notre niveau de vie et d'éducation est inférieur à ceux de Hongkong et de Singapour, et l'espérance de vie plus brève », regrette M. Moore, dont le parti a pourtant été au pouvoir jusqu'en octobre dernier.

C'est vrai, reconnaît M. Richardson qui – pour une fois fleur bleue – juge la « qualité de vie bien meilleure chez nous ». Pour répondre à ce défi avec une main-d'œuvre sous-qualifiée et pour laquelle il était plus avantageux de s'inscrire au chômage que de travailler au SMIC, « le moment est venu pour le grand changement », ou pour ce que M. Bolger appelle le « réalisme » d'une « médecine de cheval » qui restaurerait la confiance et jugulerait l'inflation. Le bœuf est que cela prendra peut-être une décennie alors que les prochaines élections sont en 1993.

Pour ajouter à ses problèmes, le gouvernement a paru remettre en cause la politique radicalement anti-nucléaire, gravée dans le marbre par l'ex-premier ministre travailliste David Lange et qui reste très populaire. Dans un discours prononcé en avril à Londres, M. Don McKinnon, ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur, avait laissé entendre que cette politique pourrait être graduellement assouplie dans le cadre d'un retour dans l'orbite américaine. Il aura rapidement été contraint de faire marche arrière. Reste que la priorité pour Wellington est désormais de resserrer les liens avec l'Europe et les États-Unis.

De même que la visite de M. Rocard a tiré un trait sur le Rainbow Warrior, de même la nouvelle donne conservatrice bouleverse les traditions sociales. Les Néo-Zélandais ne s'y sont pas trompés en descendant dans les rues de Wellington deux cents fois plus nombreux le 30 avril pour protester contre la loi sur les contrats de travail que contre les essais nucléaires français dans le Pacifique.

PATRICE DE BEER

Europe

YUGOSLAVIE : crise constitutionnelle

La Serbie a empêché l'élection d'un Croate à la tête de l'Etat

En dépit de son système de rotation annuelle entre les six Républiques et les deux provinces autonomes, la présidence collégiale de la Yougoslavie, la plus haute instance de l'Etat, n'a pas élu son nouveau président. N'ayant pas obtenu la majorité des voix de ce collège, le représentant de la Croatie, M. Stipe Mesic, n'a pu succéder à M. Borislav Jovic (Serbie), dont le mandat a expiré, mercredi 15 mai. A l'issue du vote, le président sortant a convoqué les huit membres de la direction collégiale pour trouver un compromis et assurer le fonctionnement de cette instance.

BELGRADE

de notre correspondant

La session a été interrompue dans la soirée de mercredi et elle devait se poursuivre jeudi 16 mai. La Yougoslavie se retrouve, par conséquent, sans chef d'Etat et sans personne pour le remplacer, même temporairement. Le vice-président de la direction yougoslave qui, aux termes de la Constitution, devrait combler ce vide, n'a pu en effet être élu puisque, la semaine dernière, le Parlement fédéral n'avait pas entériné la nomination du représentant du Monténégro, M. Branko Kostic, qui devait accéder à cette fonction au moment du changement. La prolongation du mandat du président en exercice est également exclue puisqu'elle n'est prévue, dans la Constitution, que lorsque le pays est en état de guerre.

Cette situation sans précédent

aggrave la crise constitutionnelle dans laquelle se trouve le pays depuis plusieurs mois. Si les huit membres de la présidence ne parviennent pas jeudi à élire un président intérimaire ou à procéder à un deuxième vote, le résultat serait un « vide constitutionnel » qui ne pourrait qu'accroître le risque de décomposition de la Yougoslavie (« disparition » de la présidence fédérale mettrait fin au compromis qu'elle avait signé, il y a tout juste une semaine, visant à régler, dans un délai d'un mois, les conflits armés entre Serbes et Croates dans la République de Croatie. L'armée yougoslave se retrouverait ainsi sans chef suprême et libre, en principe, d'agir comme bon lui semble.

En votant contre la nomination de M. Stipe Mesic, la Serbie a démontré qu'elle était prête à utiliser tous les moyens pour empêcher la transformation de l'« adhésion » en une « Communauté d'Etats souverains », formule prônée par quatre des six républiques. La Serbie a pu opposer son veto parce qu'elle dispose de trois voix au sein de la présidence collégiale – la sienne et celles de ses deux provinces autonomes, la Voïvodine et le Kosovo – et qu'elle est assurée du soutien du Monténégro qui défend la thèse « fédérale ».

« Comp d'Etat déguisé »

Cet avantage donné à la Serbie par la Constitution fédérale est critiqué par les autres républiques depuis que Belgrade a copié le contrôle total de la Voïvodine et du Kosovo. D'autant plus qu'après avoir dissous le Parlement du Kosovo en juillet 1990 et révoqué, en mars dernier, le représentant de

cette province à la présidence fédérale, le Parlement de Belgrade a unilatéralement désigné un remplaçant. L'élection de M. Bajramovic à ce poste a d'ailleurs été vivement discutée, vendredi dernier, au Parlement fédéral, où les députés du Kosovo, soutenus par les Croates et les Slovènes, ont refusé d'entériner sa nomination. Mercredi 15 mai, c'est en fait le vice-président du Parlement de Serbie, M. Vukasin Jokanovic, qui a remplacé « provisoirement » M. Bajramovic à la présidence collégiale.

L'obstruction de la Serbie à l'élection du représentant de la Croatie a ravivé les tensions qui existaient entre cette république et la Croatie et la Slovaquie. A l'issue de la session de la présidence fédérale, les deux républiques du nord-ouest ont accusé la Serbie d'envenimer la crise yougoslave et de vouloir désintégrer le pays. Le président de la Slovaquie, M. Milan Kucan, estime notamment que la Serbie a fait « un coup d'Etat déguisé » en refusant de respecter la rotation à la présidence.

Son homologue croate, M. Franjo Tudjman, pour sa part, constate que la Serbie s'oppose, une fois de plus, à une solution politique et démocratique de la crise. Enfin, M. Stipe Mesic a annoncé que s'il n'était pas élu, la Croatie se « dissocierait » de la Yougoslavie et il a ajouté qu'en empêchant le fonctionnement normal de la plus haute instance de la Fédération, la Serbie « a montré au monde entier qu'elle minait la Yougoslavie ». Jusqu'à présent, elle a supprimé deux provinces autonomes et maintenant elle veut tuer la Fédération pour construire sur ses ruines une grande Serbie.

FLORENCE HARTMANN

GRANDE-BRETAGNE : grâce à la médiation de M. John Major

Les pourparlers sur l'avenir de l'Irlande du Nord commenceront le 20 mai

LONDRES

de notre correspondant

La première série de pourparlers sur l'avenir de l'Irlande du Nord devrait commencer le 20 mai à la suite d'un compromis de dernière minute entre le premier ministre, M. John Major, et les dirigeants protestants unionistes. Le château de Stormont, siège du Parlement nord-irlandais à la périphérie de Belfast, devrait donc accueillir lundi prochain la première série d'entretiens sur l'avenir de la province.

Quatre partis doivent être présents : les deux formations de la majorité protestante, celle de M. James Moynihan et celle du pasteur Ian Paisley, celle des catholiques nationalistes (SDLP) dirigée par M. John Hume, et enfin l'« Alliance », un parti multiconfessionnel. Les négociations, présidées par le secrétaire général à l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, porteront sur une éventuelle « révolution » des pouvoirs de Londres qui administrent directement la province depuis 1972. Le Sinn Féin, l'ailé

politique de l'IRA, ne participera pas à ces discussions. Cette réunion sera la première depuis l'échec de Sunningdale, en 1974, qui avait conduit à la création d'un exécutif local. La tentative de pacification avait échoué à la suite de l'hostilité farouche des unionistes.

Les désaccords sur le lieu de la deuxième phase des négociations, auxquelles doit participer le gouvernement de Dublin, ont failli faire capoter tout le processus. La rencontre, le 15 mai, au 10, Downing Street, entre les chefs unionistes et le premier ministre M. Major, a permis de sortir de l'impasse. MM. Paisley et Moynihan souhaitaient que ces discussions se déroulent à Londres, tandis que Dublin préconisait leur tenue sur le sol irlandais.

Par ailleurs, les deux chefs de file protestants se méfient de la nomination d'une personnalité indépendante pour présider ces pourparlers. Voulant que la province reste britannique, ils refusent depuis des lustres d'accorder un droit de regard à la communauté internationale. L'en-

tretien de Downing Street a permis au premier ministre de rassurer les deux politiciens protestants.

La deuxième phase commencera donc à Londres et se poursuivra « quelque part en Irlande du Nord », ont-ils convenu à Dublin. Les dates n'ont pas encore été fixées. Parmi les noms qui circulent pour la direction de la conférence, figure celui de l'ancien président des Etats-Unis, M. Jimmy Carter. Dublin a facilité la tâche de M. Major en se déclarant prêt à envisager une révision des articles 2 et 3 de la Constitution de la République, préconisant la réunification de l'Ile.

M. Brooke avait apparemment surestimé le degré de flexibilité de ses interlocuteurs unionistes. Ceux-ci sont toujours divisés entre partisans et adversaires du dialogue avec le Sud. Pour tenter de les amadouer, le ministre avait promis une éventuelle alternative à l'accord anglo-irlandais de 1985 qui permet à Dublin d'intervenir dans la conduite des affaires des six comtés. (Interim.)

La visite du président letton en France

Les gouvernements baltes vont tenter de récupérer leurs anciennes légations à Paris

M. Michel Pelchat, député (UDF) de l'Essonne et président du groupe d'études sur les pays baltes à l'Assemblée nationale, a annoncé, mercredi 15 mai, son intention d'introduire prochainement des actions en justice afin de permettre aux trois Républiques baltes de récupérer les locaux de leurs anciennes légations à Paris, occupés par les Soviétiques depuis l'annexion de ces trois Etats par Moscou.

Au cours d'une conférence de presse, M. Pelchat a précisé qu'il était mandaté par les présidents des trois Républiques baltes – Lituanie, Lettonie et Estonie – pour les représenter devant la justice française. Le président du Parlement letton, M. Anatoljs Gorbunovs, en visite à Paris pour deux jours, se trouvait d'ailleurs à ses côtés mercredi. Selon l'un des avocats chargés d'étudier le dossier, M. Jean-Pierre Spitzer, la procédure qui va être engagée devant le tribunal de grande instance de Paris consistera à faire reconnaître par la justice française que les trois immeubles, acquis par les Etats baltes en 1927 et 1928, sont occupés sans titre de propriété, donc abusivement, par l'Etat soviétique.

A la suite du Pacte Molotov-Ribbentrop de 1939 qui devait entraîner l'annexion des pays baltes par l'URSS, les clés de ces trois ambassades furent en effet, selon M. Spitzer, remises « de manière extrêmement trouble par des civils appartenant vraisemblablement tous au même parti politique » aux autorités soviétiques, en août 1940 et en août 1944. Lorsque Georges Bidault fut nommé ministre des affaires étrangères en septembre 1944, « il se trouva devant un fait accompli : les bâtiments étaient occupés par les Soviétiques », alors que la France n'avait pas reconnu l'annexion des pays baltes.

L'immunité de juridiction

Même si l'action en justice aboutit à faire reconnaître l'infraction d'« occupation sans titre », il est hautement improbable qu'elle se solde par l'expulsion des Soviétiques de ces locaux car ils bénéficient, en droit international, de l'immunité de juridiction. A ce stade-là, « la parole sera aux politiques », a déclaré l'avocat.

Pour sa part, M. Gorbunovs, qui doit être reçu jeudi pendant une heure par le président Mitterrand – un honneur refusé, le mois dernier, au président du Parlement d'une autre République d'URSS, M. Boris Eltsine – s'est montré à la fois déterminé à mener son pays à l'indépendance mais très vague sur les moyens d'y parvenir. Rappelant que les Lettons se sont clairement prononcés, au début de l'année, par référendum pour l'indépendance, après les sanglantes interventions des forces soviétiques à Vilnius et à Riga, il a souligné que « la Lettonie avait engagé des pourparlers avec l'Union soviétique et avait l'intention de les poursuivre ». Toutefois, a-t-il reconnu, il n'existe actuellement « aucun programme, pas plus chez Gorbatchev qu'ailleurs, indiquant quelle est la voie pour parvenir à la souveraineté ». Pour le président letton, la déclaration commune signée le 23 avril par M. Gorbatchev et les dirigeants de neuf Républiques fédérées, dont la Russie, n'offre pas non plus de solution « concrète » à ce sujet.

SYLVIE KAUFFMANN

ALLEMAGNE

Les sociaux-démocrates et les libéraux forment une coalition en Rhénanie-Palatinat

BONN

de notre correspondant

Le comité directeur du SPD de Rhénanie-Palatinat a approuvé, mercredi 15 mai, le projet présenté par son chef, M. Rudolf Scharping, de constituer, le 21 mai, un gouvernement de coalition avec les libéraux du FDP. Les élections régionales du 21 avril dernier avaient fait du SPD le grand vainqueur d'une consultation marquée par le mécontentement d'un électoral chahuté par l'augmentation des impôts décidée par le chancelier Helmut Kohl pour financer l'unité allemande.

Les sociaux-démocrates avaient le choix du partenaire pour constituer une majorité de gouvernement. Ils ont mené des négociations parallèles avec les libéraux et les Verts et se sont décidés pour une coalition avec les amis de M. Hans-Dietrich Genscher. Ces derniers, qui gouvernaient le Land avec le CDU depuis 1987, ont accepté les conditions posées par le SPD, estimant qu'un séjour dans l'opposition pouvait mettre en danger leur maintien au Parlement régional lors des prochaines élections.

Le choix de M. Scharping, qui appartient à cette génération de quadragénaires sociaux-démocrates venus à la politique sous le patronage de M. Willy Brandt, a été influencé par le fait que la Rhénanie-Palatinat, un Land structurellement conservateur, n'aurait pas supporté le changement radical de cap qu'aurait constitué une coalition rouge-verte.

Désormais, deux Länder, Hambourg et la Rhénanie-Palatinat, sont gouvernés par des coalitions SPD-FDP, alors que deux autres, la Hesse et la Basse-Saxe, ont choisi de former un gouvernement avec les écologistes. Dans les votes au Bundestag, la deuxième Chambre du Parlement, les Länder dirigés par une coalition SPD-FDP s'abstiennent lors des votes de défiance au gouvernement. Ainsi, le SPD ne peut pas faire jouer à plein le rapport de force qui s'était établi en sa faveur à la suite des dernières élections régionales. M. Scharping a cependant annoncé que son Land votera contre la suppression de l'impôt sur le capital que le gouvernement fédéral a annoncée dans le cadre de la réforme fiscale.

L'alliance SPD-FDP à Mayence, capitale du Land, est interprétée comme un signal supplémentaire du fait que les libéraux pourrissent, au cours de la prochaine législature, revenir à une coalition avec le SPD. L'arithmétique parlementaire rendait cette formule possible.

L. R.

ROUMANIE : référendum sur la Constitution. – L'Assemblée constituante a décidé, mercredi 15 mai, l'organisation d'un référendum sur la nouvelle Constitution dont elle devrait achever prochainement la rédaction. Aux termes de la loi électorale de mars 1990, la nouvelle Constitution devrait être adoptée, au plus tard, le 11 janvier 1992, et de nouvelles élections générales doivent être organisées dans un délai maximum d'un an après son entrée en vigueur. D'autre part, la création d'un nouveau parti nationaliste, le Parti de la grande Roumanie (Partidul Romania Mare, PRM), a été annoncée mercredi par l'hebdomadaire Romania Mare. (AFP.)

Le Monde EDITIONS

VIENT DE PARAÎTRE

PLANTU

REPROCHE-ORIENT

De la guerre du Kippour à la guerre du Golfe



Le Monde EDITIONS

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le n° 172

FRANCE PAYS ARABES

vient de paraître :

LA FRANCE, L'ISLAM ET LA LAÏCITÉ

Entretien avec J.H. et P.P. Kallenberg.

Les interviews de Michelle Alliot-Marie et de Khaled El-Fahoum.

Les pages culturelles, économiques, la chronologie et le dossier Érabia sur le paysage politique israélien à partir de la presse hébraïque.

En vente 15 F en kiosques et librairies.

Specimen sur demande.

FPA - 14, rue Augereau, 75007 Paris.

Tél. : 45-55-27-52.

EUROPE

CHYPRE : la création d'un parc national

Les naturalistes au chevet de la presqu'île d'Akamas

Débarqués de leur bateau, le *Sirius*, qui venait d'accoster dans le port de Limassol (Chypre), des militants de Greenpeace ont récemment manifesté devant le Parlement chypriote, à Nicosie, à propos de la création d'un parc national dans la presqu'île d'Akamas. Après le soutien apporté à ce projet par le WWF international et la Fédération des parcs naturels et nationaux d'Europe, cette initiative relance une violente polémique entre pouvoirs publics et écologistes locaux. Avec sa flore et sa faune rares, la région d'Akamas est, en effet, un écosystème unique en Méditerranée et en Europe. Un héritage exceptionnel aux portes de l'Orient pour tous les botanistes et les zoologistes de la planète.

NICOSIE

de notre envoyé spécial

La presqu'île d'Akamas forme la partie ouest de la vieille terre chypriote. Un formidable promontoire qui domine l'immense baie de Chrysothou accueille le visiteur. Après, plus de route, mela des sentiers à chèvres rocaillieux, chauffés à blanc, inhérents et rudes, cette presqu'île s'élève, par une succession de collines, jusqu'à 500 mètres.

Ses flancs, creusés par des cours d'eau, emprisonnent des vallées étroites et des gorges profondes dont certaines ne gardent aucun souvenir de traces humaines. Les falaises sont abruptes, déchiquetées. Sur la côte, les étendues sablonneuses alternent avec les barrières rocheuses. Aucun port n'a trouvé refuge ici. Aucun toit n'apparaît entre les figuiers et les chênes verts. A son extrémité, le cap Arnaout saillit violemment dans les flots, entraînant dans son sillage les houleuses d'un meuble tout.

Bref, l'Akamas n'a guère changé depuis que le géographe grec Strabon le décrivait en motte antique. Telle quelle, la presqu'île et ses abords dessinent la dernière bande côtière de Chypre encore vierge. Toutes les autres plages de l'île ont été progressivement envahies par les équipements touristiques.

Des plantes uniques au monde

C'est dans cette région solitaire, où bien peu de Chypriotes s'aventurent, que l'on découvre non seulement des géométries de Phénicie, des cistes, arbrisseaux résineux - et des plectraria, mais aussi une vingtaine de plantes uniques au monde. Un trésor pour les naturalistes. Aux abords des chemins, voici également des orchidées (il en existe quatorze espèces) et la fameuse « tulipe de Chypre ». Akamas est, bien sûr, un grand rendez-vous pour les oiseaux migrateurs en route pour l'Europe, l'Asie ou l'Afrique. On y rencontre aussi les dernières couples de vautours fauves, qui nichent dans l'île. La protection de deux espèces de tortues (*Caretta caretta* et *Chelonia mydas*) est, depuis une dizaine d'années, une préoccupation des autorités chypriotes. Deux plages désertes, Laro et Taxofia, situées au sud de la presqu'île, offrent à ces reptiles des lieux de ponte tranquilles leur permettant ainsi de se reproduire. Aucun autre pays

riverain de la Méditerranée n'a tenté une telle expérience pour la sauvegarde de ces animaux en voie de disparition.

Lancée en 1987, l'idée de créer un parc national à Akamas fait, quatre ans plus tard, l'actualité. Mais de profondes divergences apparaissent à propos de son tracé. Sur les 24 000 hectares de la région, la réserve naturelle n'en occupe que 10 000. Les écologistes regroupés au sein des Amis d'Akamas estiment que le compte n'y est pas, ils redoutent également - et les pressions exercées sont fortes - que les propriétaires privés dont les terrains jouxtent le parc vendent à des promoteurs internationaux pour construire des complexes touristiques à l'image de ceux qui ont défiguré la côte sud de l'île (Aya-Napa, Limassol), fortement bétonnée. MM. Panicos Peneyides et Christos Merethyvanidis, membres des Amis d'Akamas, affirment, en effet : « Il s'agit de savoir si l'on veut créer un vrai parc national ou un superbe parc hôtelier ».

L'Eglise et les tortues

L'inquiétude est également perceptible chez M. Andreas Demetropoulos, directeur du département de la pêche au ministère des ressources naturelles. Ses « chères » tortues se reproduisent, en effet, sur les plages directement voisines des terrains privés dont l'avenir suscite tant d'inquiétudes chez les défenseurs d'Akamas. Il déclare : « Si l'on construisait, ce serait la fin de la présence des tortues qui faisaient un lieu de vie et d'habitat pour leur tranquillité. Où iraient-elles trouver refuge pour se reproduire ? Le combat sera rude. Car, parmi les propriétaires privés, on remarque le principal héraut de l'île et l'Eglise chypriote, qui possède la plus importante réserve foncière de Chypre.

Pour le président de la République, M. George Vassiliou, élu en 1988, « le parc se fera », mais vraisemblablement, dans la limite des 10 000 hectares. Il précise : « En trois ans, j'ai fait plus pour l'environnement dans l'île qu'il n'en a été fait depuis l'indépendance, c'est-à-dire depuis trente ans. » Selon lui, les villages, très pauvres, situés directement dans la périphérie de la presqu'île bénéficieraient d'une aide de l'Etat pour développer un tourisme rural.

Il est vrai que depuis l'invasion de Chypre en 1974 par l'armée turque - elle occupe toujours 37 % du territoire - la tourisme a été vital pour les Chypriotes. L'économie du pays, exsangne après cette affaire, a pu ainsi redémarrer. Une véritable manne s'est abattue sur ce pays qui accueillait aujourd'hui près de 1 500 000 visiteurs pour une population d'environ 600 000 personnes. Les experts estiment qu'à l'époque de l'an 2 000 ce sont près de 2 000 000 touristes qui poseraient le pied sur « l'île au large » chère à Homère. Un parc aux contours clairement définis permettrait de protéger la presqu'île sauvage. Car les voyageurs, évadés de soleil et d'eau limpide, se souviendront-ils qu'Akamas, fils de Phédon et de Thésée, héros de la guerre de Troie, chanté par Virgile et Pindare, a jeté l'ancre à Chypre et, dit-on, s'est fondé, ici, la ville d'Akamonte qui n'est plus qu'un souvenir ?

JEAN PERRIN

ASIE

SRI-LANKA : après des dizaines de milliers de « disparitions »

Les « folles » de Colombo refusent l'oubli

Le Sri-Lanka détient un record en Asie en matière de non-respect des droits de l'homme. Ces dernières années, plusieurs dizaines de milliers d'exécutions sommaires ont été perpétrées. Après avoir longtemps fermé les yeux, les pays occidentaux ont lancé un avertissement. Le pouvoir tente donc d'améliorer son image. Rastant les « disparus », à propos desquels les « mères » exigent des explications.

COLOMBO

de notre envoyé spécial

M^{me} Manoranj Saravanamuttu s'exprime d'une voix douce, presque inaudible, pleine de cette tranquillité de ceux qui n'ont plus rien à perdre. Lorsque les premières estacades de la mousson crèvent enfil l'air muette, le « mère » aux cheveux gris ne retient plus, un instant, son émotion : « C'est plus facile pour moi, parce que je suis que mon fils est mort. Pour les autres mères, c'est beaucoup plus dur parce qu'elles ne savent pas. Elles ont encore l'espoir, et l'espoir c'est terrible à vivre. » Le docteur Manoranj Saravanamuttu décline avec réticence une affiche morbide. On y voit des fusils et des ombres en marche avec, en cartouche, des portraits. L'un d'eux représente son fils, Richard de Soya, exécuté le 18 février 1990 par un « escadron de la mort » proche du pouvoir.

Combien, comme lui, sont morts lors de la grande purge des années 1989 et 1990, lorsque Ranjoo Wijeratne, alors secrétaire d'Etat à la défense, s'était juré d'« éliminer » les extrémistes cinghalais du JVP (Front de libération du peuple), et y parvint ? Vingt-cinq mille ou soixante mille, comme le prétendent certaines organisations humanitaires ? Les chiffres, de toute façon, ne signifient pas grand-chose. Restent les « mères », ou épouses des disparus qui, lassées de l'obscureté que le silence à leurs questions, se sont organisées.

Journaliste et militant des droits de l'homme respecté, Richard appartenait à l'élite intellectuelle sri-lankaise. Sa mort, dit-on aujourd'hui de source proche du président Premadasa, fut oee erreur : « Certains groupes para-

militaires pensaient qu'il était un militant du JVP ; ils ont voulu lui faire peur, ils sont allés trop loin. » Cette disparition a servi de caisse de résonance et, à l'initiative de Manoranj Saravanamuttu, le Front des mères a été créé. Le 19 février dernier, à Colombo, lors du premier anniversaire de la mort de Richard, un vaste rassemblement populaire a eu lieu. Le JVP, aujourd'hui, revendique 28 000 adhérents. Elles sont les « folles » de Sri-Lanka, comme leurs sœurs argentines, celles qui tournaient autour de la place de Mai, à Buenos-Aires, pour exiger des nouvelles de leurs disparus tués par la junte.

Le pouvoir, à Sri-Lanka aussi, a tenté de faire taire ces voix discordantes. Manoranj Saravanamuttu a reçu des lettres qui se terminaient par ce conseil : « Seul le silence vous protégera. » Mangala Samaraweera, député de la région de Matara, une localité du sud de l'île qui fut l'un des bastions du JVP, se consacra aussi à cette lutte contre l'oubli. Il est soumis à de multiples pressions pour que le Front soit dissous, faute de quoi, précèdent les missives anonymes, il devra « payer l'ultime sacrifice ». Mais les « mères », aujourd'hui, ne veulent plus se taire.

Parrainage politique

Le rassemblement du 19 février a été organisé avec le concours du SLFP (Parti sri-lankais de la liberté), le principal parti d'opposition qui dirige M^{me} Sirimavo Bandaranaike. Ce parrainage est jugé un peu étouffant par les « mères », mais elle savent que, dans un premier temps, il les protège. « Les mères argentines ont été accusées par le régime d'être communistes. Il leur a fallu plus de deux ans pour apparaître comme totalement indépendantes des partis politiques. Nous patienterons. » « Nous voulons savoir si nos enfants sont morts ou vivants, explique Manoranj Saravanamuttu, s'ils sont morts, nous voulons savoir où sont leurs corps, par quel et pourquoi ils ont été tués ; s'ils sont vivants, nous voulons savoir qui les maintient en détention, où et pourquoi. » L'action du Front se veut apolitique : elle vise autant les assassinats organisés par les « escadrons de la mort » que les meurtres commis par les

extrémistes cinghalais et les massacres perpétrés par les séparatistes tamouls.

Aujourd'hui, dans le Sud, on rencontre bien peu de ces voitures tout-terrain de marque japonaise et de couleur verte, que chacun reconnaît à Sri-Lanka comme étant des véhicules officiels, et qui transportaient des « suspects » morts ou vivants. L'époque des corps décapités, mais attachés dans le dos, souvent à demi carbonisés, et abandonnés sur la route « pour l'exemple », semble révolue. Il n'empêche : les arrestations se poursuivent, bien qu'en nombre plus limité (quelques dizaines par semaine dans le Sud). L'Etat d'urgence, toujours en vigueur dans l'île, permet les arrestations non motivées, la détention préventive indéfinie. Seule concession du pouvoir : la loi qui permettait aux forces de l'ordre de brûler les cadavres avant identification, a été annulée. Officiellement, on souhaite restaurer l'image de Sri-Lanka.

Une bonne volonté limitée

Les pays donateurs d'aide ont tous manifesté leur préoccupation. Bien que de façon ambiguë, le France a suspendu cette année l'octroi d'un protocole financier, et les Pays-Bas ont diminué d'un tiers leur assistance économique. Gestes symboliques... Pour 1991, Colombo a obtenu 1 milliard de dollars de la communauté internationale, soit nettement plus que ce que son gouvernement demandait. Le président Premadasa s'est esquivé devant les pressions à ce « tapage ». Une « task force » dont le rôle est de « faire face aux critiques émises contre la situation des droits de l'homme » a été créée. Mieux, une commission d'enquête travaille à partir des cas qui lui sont soumis, mais seulement si ceux-ci sont postérieurs au... 11 janvier 1991.

Le chef de l'Etat a accepté de recevoir les représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) qui « est un fait » a davantage de moyens d'action aujourd'hui : ses effectifs sont passés de trois à soixante-dix délégués en quinze mois. Enfin, deux représentants d'Amnesty International ont obtenu la promesse de pouvoir venir en mission officielle dans l'île. Les conseillers du prési-

dent Premadasa ne reconnaissent que 1 400 disparitions officielles. Les autres chiffres, ajoute-t-on dans l'entourage du chef de l'Etat, sont fortement exagérés, parce que certaines disparitions sont comptabilisées plusieurs fois. Une nouvelle approche des droits de l'homme semble pourtant se manifester : Ranjan Wijeratne, l'ancien secrétaire d'Etat à la défense assassiné le 2 mars dernier, qualifiait Amnesty International d'« organisation terroriste » et le Front des mères de « mères de meurtriers ».

Cette bonne volonté apparente s'accompagne de limites. Sur la côte est de l'île, l'armée se livre à des opérations de « nettoyage » pour débarrasser les militants séparatistes tamouls du LTTE (l'Armée libératrice de l'Est tamoul). Celles-ci se soldent souvent par des exécutions sommaires. Les victimes sont presque toujours tamoules, et le technique employée est invariable : l'armée cerne un village, emmène les hommes dans un camp et, au bout de vingt-quatre heures, relâche « à peu près » tout le monde : les « disparus » représentent 3 à 4 % de chaque prise, soit, depuis dix mois, plusieurs milliers de personnes, selon les organisations humanitaires.

Le général Cyril Ranatunga, secrétaire d'Etat à la défense, et nouvel homme fort de l'armée, nous assure que certains coupables, soldats et officiers, ont été arrêtés mais que, pour ne pas mettre en danger le « moral de l'armée », il est souhaitable de ne pas donner une excessive publicité à des « cas isolés ». Un conseiller du président ajoute : « Dans les opérations de guerre, l'armée bénéficie forcément d'une sorte d'immunité ; elle ne peut accepter de commission d'enquête. »

Le gouvernement du président Premadasa mesure aujourd'hui la portée politique et économique de la question des droits de l'homme. A l'avenir, les pressions intérieures et extérieures peuvent contribuer à restaurer une situation des droits de l'homme plus reluisante. Pour ce qui est du passé, les « mères » ne se font guère d'illusions : « Plus de 90 % des disparus, ajoute doucement la mère de Richard, sont sans doute morts. »

LAURENT ZECCHINI

JAPON : la mort de M. Shintaro Abe

Diplomate et chef de clan

Ancien ministre des affaires étrangères, M. Shintaro Abe est mort mercredi 15 mai des suites d'une longue maladie. Chef du second plus puissant clan du Parti conservateur, M. Abe était un prétendant au poste de premier ministre jusqu'à ce que la maladie l'écarte de la scène politique. Il y a plus d'un an, M. Mituzuka, ancien ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur (MITI), pourrait lui succéder à la tête de sa faction.

TOKYO

de notre correspondant

Agé de soixante-sept ans, M. Abe avait fait sa dernière apparition lors de la visite de M. Gorbatchev à Tokyo à la fin du mois d'avril. C'est dans le domaine diplomatique que l'action de l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Nakasone aura été la plus marquante. Cet ancien journaliste du quotidien *Mainichi* avait la réputation d'être un homme posé et d'abord facile. Il était considéré comme l'un des « nouveaux leaders » du Parti libéral-démocrate (PLD). La maladie et surtout son implication dans le scandale Recruit Cosmos, en 1989, l'avaient empêché de prétendre à la succession de M. Takeshita, lui aussi impliqué dans cette affaire.

■ JAPON : 42 morts dans un accident ferroviaire. - Une collision entre deux trains de voyageurs circulant en sens inverse sur la même voie a fait 42 morts et plus de 450 blessés, mardi 14 mai, près de la ville de Shigaraki, à l'ouest de Tokyo (voir le Monde du 15 mai). Il s'agit de la plus grave catastrophe ferroviaire enregistrée au Japon depuis 1963. - (AFP)

Né dans une famille d'hommes politiques de Yamaguchi, M. Abe, diplômé de l'université de Tokyo, devait une bonne partie de sa carrière à son mariage avec la fille de l'ancien premier ministre Kishi, dont il était à l'époque le secrétaire privé. Ayant hérité de la circonscription de son beau-père, il fut élu au Parlement en 1958 et se tarda pas à devenir le « prince » de la faction Fukuda, protégé de Kishi.

C'est donc tout naturellement qu'il succéda à ce dernier à la tête de son clan en 1986.

Tout à tour ministre de l'Agriculture, chef du secrétariat du premier ministre et ministre de l'Industrie et du Commerce international, M. Abe fut le ministre des affaires étrangères qui eussent le plus longtemps son portefeuille : près de quatre ans (1982-1985). Il devint secrétaire général du Parti

conservateur en 1987, lorsque son rival, M. Takeshita, succéda à M. Nakasone.

Bien que malade, M. Abe avait essayé, l'an dernier à Moscou, de négocier un compromis avec M. Gorbatchev sur la question territoriale qui oppose les deux pays à propos des îles Kouriles. Mais son état de santé l'avait empêché de retourner en URSS en septembre.

Ph. P.

La secte japonaise accusée de fraude fiscale

Scandale à la Soka Gakkai

TOKYO

de notre correspondant

La secte bouddhiste Soka Gakkai est poursuivie par le fisc japonais pour avoir soustrait à l'impôt des profits de 2,3 milliards de yens, qui avaient été obtenus à la faveur de transactions sur des pierres tombales. Elle avait profité du fait que les funérailles sont devenues de plus en plus onéreuses dans l'archipel, où le prix du terrain atteint des sommes astronomiques. Tout en faisant valoir sa bonne foi, l'organisation bouddhiste a reconnu les faits et s'est engagé à payer 840 millions de yens en arriérés d'impôts et en amendes.

Dix millions de membres

Dans ce qui pourrait être la plus importante affaire d'évasion fiscale de l'histoire japonaise, le fisc s'est attaqué à la secte Soka Gakkai, contre un magnat de la spéculation, M. Hirotsugu Takai, ancien président du groupe Chisan :

M. Takai a dissimulé 5,5 milliards de yens de revenus provenant de ses opérations boursières.

C'est la première fois que les autorités fiscales enquêtent sur l'une des plus puissantes sectes religieuses qui ont fleuri au Japon depuis la dernière guerre. La Soka Gakkai, qui affirme avoir dix millions de membres et dont dépend un parti politique - le Komeito - est connue au Japon pour son prosélytisme militant et pour une exploitation souvent sans grands égards de la crédulité des petites gens qui constituent la majorité de ses fidèles. L'enquête qui a commencé en juin 1990 n'en est qu'à son début.

Régulièrement accusée d'avoir trompé dans des scandales - son président en personne, M. Ikeda, avait été impliqué dans une sombre affaire à y a une dizaine d'années, dénoncée entre autres par l'un de ses avocats, la Soka Gakkai connaît actuellement des problèmes avec le mouvement religieux dont elle est issue, le Nichiren Shoshu. Ce dernier s

réclamé publiquement des explications concernant des transactions, qui ont donné lieu elles aussi à des évènements fiscaux, sur des tableaux de Renoir dont le prix a quadruplé en deux ans. Le vice-président de l'organisation ainsi que le conservateur adjoint du Musée Fuji - qui appartient à la secte - ont été mis en cause.

La Soka Gakkai a démenti les allégations de dissimulation de revenu : 1,5 milliard de yens ne s'en sont pas moins volatilisés au cours de la transaction entre le groupe Mitsubishi et les représentants de la secte. Celle-ci, dont le quotidien *Yomiuri* écrivait le 8 mai que « l'origine d'une bonne partie des fonds considérables dont elle dispose reste mystérieuse », jouit de la meilleure presse en France : elle contribue notamment à financer la Fondation France-Liberté de M^{me} Danielle Mitterrand. M. Takai, qui possède des golfes en France, est aussi l'un des grands bailleurs de fonds japonais de la fondation de l'épouse du président de la République.

PHILIPPE PONS



CHAMPS DE RÊVES ET D'HISTOIRE

Spectacle historique 1615-1794

16, 17, 18, 19 MAI 1991 (22 heures)

ASSOCIATION SONS D'HISTOIRE AU CHATEAU
Hôtel de ville - 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

AMÉRIQUES

CANADA

Dépôt d'un projet de loi prévoyant un référendum sur la souveraineté du Québec en 1992

MONTREAL

de notre correspondante

Accentuant d'un cran ses pressions sur le reste du Canada, le gouvernement québécois de M. Robert Bourassa a déposé mercredi 15 mai, à Québec, un projet de loi prévoyant la tenue d'un référendum sur la souveraineté politique de la province, le 26 octobre 1992 au plus tard.

Bien qu'il ait récemment répété que le fédéralisme canadien restait son « premier choix », M. Bourassa a ainsi respecté les recommandations de la commission « non-partisane et élargie », formée après l'échec, en juin dernier, du processus qui aurait permis au Québec d'adhérer à la Constitution du Canada avec le statut de société distincte. Il a toutefois bien pris soin de ne fermer aucune porte.

Une commission chargée d'apprécier toute offre d'un nouveau partenariat constitutionnel que le gouvernement fédéral canadien pourrait formuler à l'avenir siégeait parallèlement à une autre commission dont le mandat sera d'étudier toute question afférente à l'accession du Québec à la pleine souveraineté.

Somme toute, a estimé M. Gil Rémi, ministre des relations intergouvernementales et bras droit de M. Bourassa, le projet de loi « place à égalité deux options » : la voie de la souveraineté et celle d'un fédéralisme « renouvelé et décentralisé » que l'on privilégie ici.

Menace concrète de séparation

Le gouvernement québécois a donné deux périodes possibles pour l'organisation du référendum, soit « entre le 8 et le 22 juin ou entre le 12 et le 26 octobre 1992 », tel que stipulé dans le projet de loi, sur lequel les députés voteront d'ici au 23 mai. Le texte a toutes les chances d'être adopté, M. Bourassa bénéficiant d'une confortable majorité.

Avec en main cette menace concrète de séparation, M. Bourassa espère persuader le reste du Canada que les revendications du Québec en faveur d'une plus grande autonomie sont des plus sérieuses. Il pourrait même indirectement aider le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney, à obtenir du Canada anglophone quelques concessions susceptibles d'apaiser l'opinion publique québécoise.

décoise.

Dans le discours du trône prononcé lundi à Ottawa, à l'ouverture d'une nouvelle session parlementaire, M. Mulroney a répété que « le caractère unique du Québec devait être affirmé », avant d'ajouter que les « intérêts particuliers des autres provinces » se devaient d'être également reconnus. Soucieux de « prendre le temps nécessaire pour trouver un consensus » qui permettrait de sauver l'unité nationale et de « venir à bout de l'incertitude, de l'indifférence et de l'ignorance qui la sapent », le chef du gouvernement canadien a décidé de remettre à septembre prochain la présentation de ses propres propositions constitutionnelles.

Dans cette crise constitutionnelle à dénouement lent, Ottawa s'arrêtera donc définitivement sa politique qu'en février de l'année prochaine, quelques mois avant le référendum projeté. Et M. Bourassa aura toujours, à ce moment-là la possibilité de consulter la population québécoise sur ces offres fédérales (et non plus sur la souveraineté), dans la mesure où elles lui paraîtront « substantielles ».

MARTINE JACOT

ÉTATS-UNIS : d'après des documents publiés par ses avocats

Le général Noriega était bien « l'homme de la CIA » au Panama

Le général Manuel Noriega était bien « l'homme de la CIA » au Panama, où il a disposé de 11 millions de dollars en fonds secrets fournis par la centrale de renseignements américaine, selon des documents rendus publics mercredi 15 mai à Miami (Floride), et que des avocats de l'ancien homme fort panaméen.

Selon ces documents, le général Noriega a également donné à Washington des informations sur l'opération des missiles Exocet que ce pays a utilisées contre des navires anglais dans la guerre des Malouines et servi de boîte aux lettres à la CIA pour le financement des « contras » au Nicaragua.

Les documents - en tout, 107 pages - ont été publiés à la demande des avocats du général Noriega, qui est actuellement poursuivi devant un tribunal de Floride pour trafic de stupéfiants. L'ancien homme fort panaméen, écarté du pouvoir par l'armée américaine en

1989, avait accepté 4,6 millions de dollars du cartel de Medellín, qui souhaitait faire du Panama une plaque tournante du trafic international de cocaïne.

Toutefois, le département de la justice américain, qui a la garde légale des documents, a refusé de verser au dossier les comptes rendus de contacts que le général Noriega a eus avec George Bush, alors vice-président des États-Unis, avec le lieutenant-colonel Oliver North, l'un des principaux figures du scandale de l'« Irangate », et avec M. William Casey, directeur de la CIA, aujourd'hui décédé. La défense a demandé que ces documents puissent être produits au procès, qui doit s'ouvrir le 22 juillet, pour démontrer que l'ancien homme fort panaméen était devenu « l'homme de la CIA » dans son pays après le décès, dans un accident d'avion, du président Omar Torrijos, considéré comme « un dangereux populiste » par la centrale de renseignements américaine. (AFP)

Les États-Unis et le Pérou signent un accord bilatéral antidrogue

LIMA

de notre correspondante

Les États-Unis et le Pérou ont finalement signé, mardi 14 mai, un projet d'accord bilatéral pour la lutte contre le trafic de drogue. Le Congrès, l'armée et les principaux intéressés, les 250 000 paysans producteurs de coca ont été mis devant le fait accompli. « Négocier ouvertement, discuter chacun des points en question, aurait constitué un empêchement à la signature de cet accord », a expliqué le président

Fujimori aux parlementaires qu'il avait convoqués, en assemblée extraordinaire. Selon le chef de l'État, il ne s'agit pas, comme par le passé, d'accepter des conditions qui portent atteinte à la souveraineté nationale, mais d'établir une relation de coresponsabilité entre les parties responsables de l'offre et de la demande, à savoir le Pérou, producteur de 60 % de la coca et les États-Unis, consommateurs de 80 % de la cocaïne et de ses dérivés.

Ce texte a toutefois le mérite de reconnaître que le producteur de coca doit être considéré comme l'acteur principal de la lutte antidrogue et non pas comme un délinquant, comme le soutenaient les fonctionnaires des services antidrogue américains.

Pourquoi le président Fujimori a-t-il précipité cet accord antidrogue alors qu'un vaste consensus politique semblait un préalable indispensable à son approbation ? Le chef de l'État n'avait pas le choix. Ou il souscrivait cet accord sans délai ou il risquait de devoir renoncer à sa principale ambition, la réinsertion du Pérou au sein de la communauté financière internationale, les problèmes dette-drogue ayant été liés. Les États-Unis jouent un rôle décisif dans l'octroi des crédits-relais accordés au Pérou et ont conditionné leur appui à l'acceptation par Lima de s'engager dans la « guerre antidrogue ». Personne n'ignore pourtant que c'est en partie grâce au blanchiment des « cocadollars » que la Banque centrale a pu reprendre le remboursement de ses créances. Sans avoir pour but de sauvegarder l'économie de la coca qui rapporte plus de tiers des devises, le Pérou n'aurait sans doute pu couvrir le service de cette dette, soit 60 millions de dollars par mois.

NICOLE BONNET

DIPLOMATIE

Selon un responsable soviétique

Moscou est prête à des concessions « substantielles » sur le désarmement conventionnel

Le général Moïseïev, chef d'état-major des forces armées de l'URSS proposera lors de ses entretiens à Washington, lundi 20 mai, une réduction importante des chars et blindés affectés à la marine soviétique, a annoncé mercredi l'un de ses adjoints, le général Nikolai Tchervov, cité par l'agence non officielle Interfax.

« L'Union Soviétique est prête à faire de substantielles concessions aux États-Unis », a dit, selon l'agence Interfax, le général Tchervov. Celui-ci, qui comptabilise actuellement 3 953 chars, 1 725 transports de troupe blindés et 1 725 pièces d'artillerie relevant de la « défense côtière », affirme que le général Moïseïev proposera de réduire ces moyens à 813 chars, 972 blindés et 746 pièces d'artillerie. Les unités de la marine seraient d'autre part limitées à 120 chars, 753 blindés, et 234 pièces d'artillerie.

Le général critique par ailleurs les affirmations de l'OTAN selon lesquelles l'URSS a cherché à tourner le traité en affectant trois divisions mécanisées de l'armée à la défense côtière, assurant que ce changement a eu lieu avant la signature du traité. Il résume également les critiques sur le transfert au-delà de l'Oural de milliers de chars pour les sastraires à l'application du traité. Rappelant que l'URSS avait 41 000 chars en Europe avant la signature et

21 000 au moment de la signature, il précise que sur les 30 000 engins transférés, 4 000 vieux chars ont été retirés des effectifs, 8 000 sont en révision et 8 000 sont conservés pour remplacer progressivement le vieux matériel pour la période 1991-1995.

Cependant, et dans l'attente de l'arrivée du général Moïseïev à Washington, M. Bush n'a constaté aucun progrès sur les négociations

de désarmement, lesquelles conditionnent, selon Washington, la tenue d'un prochain sommet soviéto-américain. Les Soviétiques « savent comme nous quelles sont les conditions mais il n'y a aucune décision à ce propos », a dit mercredi le président américain à la presse, ajoutant : « Il ne s'est rien passé depuis que j'ai parlé à M. Gorbachev », samedi dernier au téléphone. (AFP)

En visite à Smara

Le roi Hassan II veut réaffirmer la « marocanité » du Sahara occidental

La visite du roi Hassan II à Smara, capitale spirituelle du Sahara occidental - où il est attendu, vendredi 17 mai - est officiellement destinée à permettre aux tribus locales de renouveler leur « allégeance » au souverain. Aux yeux des observateurs, ce voyage, qui intervient au moment où l'Organisation des Nations unies vient de donner son feu vert à la préparation d'un référendum d'autodétermination, constitue une manière de « défi ». Une opinion que ne dément pas la presse locale, qui voit dans la visite royale un moyen d'affirmer que « le Sahara est marocain » et que la consultation référendaire, quelles qu'en

soient les péripéties, ne fera que « confirmer cette marocanité ».

Le journal l'Opinion (proche du parti Istiqlal) n'a pas manqué de rappeler que « des relations entre les sultans du Maroc et Smara ont eu lieu avant la création de la Société des Nations et de l'ONU ». Plus crument, le quotidien Al Maghrib (pragmatique) estime que le voyage à Smara constituera « un plébiscite, qui balayera les espoirs malséants de ceux qui voudraient croire encore que le destin du Sahara marocain est ailleurs que dans le giron de la généreuse patrie marocaine ». (AFP)

EN BREF

■ BRÉSIL : 47 blessés dans des affrontements entre étudiants et policiers à Belém. - Au moins 47 personnes ont été blessées mercredi 15 mai à Belém (nord du Brésil) lors d'un affrontement entre 5 000 étudiants et 150 membres des forces de l'ordre. Les étudiants, dont quatre ont été arrêtés, manifestaient pour réclamer une réduction de 50 % des tarifs des transports publics. (AFP)

■ ÉTHIOPIE : l'ouverture des négociations de paix est fixée au 27 mai. - Le gouvernement ouvrira des négociations de paix avec les rebelles érythréens et tigréens, le 27 mai, à Londres, ont annoncé, mercredi 15 mai, des sources diplomatiques à Addis-Abeba. Ces négociations, placées sous l'égide des États-Unis, devraient réunir des représentants du gouvernement, du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF, à dominante tigréenne), du Front populaire de libération de l'Erythrée (EPLF) et du Front de libération Oromo. (AFP)

■ IRAN : quarante-six trafiquants de drogue pendus. - Quarante-six personnes condamnées par des tribunaux islamiques pour trafic de drogue, dont vingt-deux Afghans, ont été pendues, mercredi 15 mai en Iran, a rapporté la presse de Téhéran. Quarante et un de ces « trafiquants », dont une femme de soixante ans, ont été exécutés à Machhad, dans le nord-est du pays. Ces pendaisons portent à mille huit cents le nombre des personnes exécutées en Iran pour trafic de drogue depuis l'entrée en vigueur d'une loi qui prévoit la peine capitale pour « toute personne détenant plus de 33 grammes d'héroïne ou 5 kilogrammes d'opium ». (AFP)

■ M. Regnaud de Bellescize n'est pas ambassadeur de France aux Samoa Occidentales. - L'ambassadeur de France en Nouvelle-Zélande, M. Gabriel Regnaud de Bellescize, a été également nommé ambassadeur auprès de l'État des Samoa Occidentales. Agé de cinquante-trois ans, M. Regnaud de Bellescize a été en poste notamment à Madrid, Bonn, Washington et Salisbury. Il a occupé diverses fonctions à l'administration centrale avant d'être nommé, en mai 1990, ambassadeur à Wellington, en remplacement de M. Jean Gory, qui était également accrédité aux Samoa occidentales.

■ RECTIFICATIF. - Dans l'article sur la guerre de succession aux Nations unies pour remplacer M. Javier Perez de Cuellar (le Monde du 14 mai), nous avons écrit par erreur que M. Marti Ahtissari, qui avait mené à bien l'opération de l'ONU en Namibie, était norvégien. Sous-secrétaire général de l'Organisation, M. Ahtissari est de nationalité finlandaise.

■ MAURITANIE : « Lettre ouverte » au chef de l'État sur la violation des droits de l'homme. - Cent vingt-cinq personnalités, dont une dizaine d'anciens ministres, ont adressé au chef de l'État, le colonel Ould Tay, une « lettre ouverte » dans laquelle ils réclament la constitution d'une « commission d'enquête indépendante » sur « les graves violations des droits de l'homme » commises à l'encontre de la communauté négro-mauritanienne à la fin de l'année dernière. Les signataires demandent aussi la restauration des libertés d'association et d'expression, le retour des exilés, la promulgation d'une loi d'amnistie et la suppression des mesures d'exception. (AFP)

■ MONGOLIE : demande d'aide économique d'urgence. - Le ministre chargé du développement national, M. Jamiyangin Batsuri, a demandé mercredi 15 mai une aide économique d'urgence à la communauté internationale. « La situation économique mongole est des plus critiques », a-t-il indiqué, ajoutant que son pays « manquait cruellement de produits de première nécessité ». L'aide soviétique s'étant tarie depuis le début de l'année. (AFP)

■ Trois Palestiniens tués dans la bande de Gaza. - Trois Palestiniens ont trouvé la mort, mercredi 15 mai, dans le territoire de Gaza, l'un sous les balles des forces de l'ordre israéliennes, les deux autres sous les coups de poignard de Palestiniens qui les accusaient de collaborer avec les autorités israéliennes. Dans le camp de réfugiés de Rafah, la mort d'un jeune homme de dix-neuf ans, tué par des soldats israéliens, a déclenché une émeute que l'armée a réprimée en ouvrant de nouveau le feu et faisant trois blessés. (Reuters)

■ PREMIÈRE CONFÉRENCE COMMUNE D'AMBASSADEURS DE FRANCE ET D'ALLEMAGNE. - Pour la première fois dans l'histoire de la diplomatie, vingt ambassadeurs d'Allemagne et de France se réunissent en conférence, jeudi 16 et vendredi 17 mai, à Weimar, dans le sud-est de l'Allemagne, afin d'examiner les possibilités d'une politique commune en Europe de l'Est. Le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, et son homologue français, M. Roland Dumas, doivent présider cette conférence qui réunit essentiellement des chefs de mission diplomatique en poste en Europe centrale et en Europe de l'Est.

■ SORNETT FRANCO-ALLEMAND LES 29 ET 30 MAI. - Un sommet franco-allemand aura lieu les 29 et 30 mai à Lille, a annoncé le service de presse de l'Elysée.

■ M. Regnaud de Bellescize n'est pas ambassadeur de France aux Samoa Occidentales. - L'ambassadeur de France en Nouvelle-Zélande, M. Gabriel Regnaud de Bellescize, a été également nommé ambassadeur auprès de l'État des Samoa Occidentales. Agé de cinquante-trois ans, M. Regnaud de Bellescize a été en poste notamment à Madrid, Bonn, Washington et Salisbury. Il a occupé diverses fonctions à l'administration centrale avant d'être nommé, en mai 1990, ambassadeur à Wellington, en remplacement de M. Jean Gory, qui était également accrédité aux Samoa occidentales.

■ RECTIFICATIF. - Dans l'article sur la guerre de succession aux Nations unies pour remplacer M. Javier Perez de Cuellar (le Monde du 14 mai), nous avons écrit par erreur que M. Marti Ahtissari, qui avait mené à bien l'opération de l'ONU en Namibie, était norvégien. Sous-secrétaire général de l'Organisation, M. Ahtissari est de nationalité finlandaise.

■ MAURITANIE : « Lettre ouverte » au chef de l'État sur la violation des droits de l'homme. - Cent vingt-cinq personnalités, dont une dizaine d'anciens ministres, ont adressé au chef de l'État, le colonel Ould Tay, une « lettre ouverte » dans laquelle ils réclament la constitution d'une « commission d'enquête indépendante » sur « les graves violations des droits de l'homme » commises à l'encontre de la communauté négro-mauritanienne à la fin de l'année dernière. Les signataires demandent aussi la restauration des libertés d'association et d'expression, le retour des exilés, la promulgation d'une loi d'amnistie et la suppression des mesures d'exception. (AFP)

■ MONGOLIE : demande d'aide économique d'urgence. - Le ministre chargé du développement national, M. Jamiyangin Batsuri, a demandé mercredi 15 mai une aide économique d'urgence à la communauté internationale. « La situation économique mongole est des plus critiques », a-t-il indiqué, ajoutant que son pays « manquait cruellement de produits de première nécessité ». L'aide soviétique s'étant tarie depuis le début de l'année. (AFP)

■ Trois Palestiniens tués dans la bande de Gaza. - Trois Palestiniens ont trouvé la mort, mercredi 15 mai, dans le territoire de Gaza, l'un sous les balles des forces de l'ordre israéliennes, les deux autres sous les coups de poignard de Palestiniens qui les accusaient de collaborer avec les autorités israéliennes. Dans le camp de réfugiés de Rafah, la mort d'un jeune homme de dix-neuf ans, tué par des soldats israéliens, a déclenché une émeute que l'armée a réprimée en ouvrant de nouveau le feu et faisant trois blessés. (Reuters)

■ PREMIÈRE CONFÉRENCE COMMUNE D'AMBASSADEURS DE FRANCE ET D'ALLEMAGNE. - Pour la première fois dans l'histoire de la diplomatie, vingt ambassadeurs d'Allemagne et de France se réunissent en conférence, jeudi 16 et vendredi 17 mai, à Weimar, dans le sud-est de l'Allemagne, afin d'examiner les possibilités d'une politique commune en Europe de l'Est. Le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, et son homologue français, M. Roland Dumas, doivent présider cette conférence qui réunit essentiellement des chefs de mission diplomatique en poste en Europe centrale et en Europe de l'Est.

■ SORNETT FRANCO-ALLEMAND LES 29 ET 30 MAI. - Un sommet franco-allemand aura lieu les 29 et 30 mai à Lille, a annoncé le service de presse de l'Elysée.

■ M. Regnaud de Bellescize n'est pas ambassadeur de France aux Samoa Occidentales. - L'ambassadeur de France en Nouvelle-Zélande, M. Gabriel Regnaud de Bellescize, a été également nommé ambassadeur auprès de l'État des Samoa Occidentales. Agé de cinquante-trois ans, M. Regnaud de Bellescize a été en poste notamment à Madrid, Bonn, Washington et Salisbury. Il a occupé diverses fonctions à l'administration centrale avant d'être nommé, en mai 1990, ambassadeur à Wellington, en remplacement de M. Jean Gory, qui était également accrédité aux Samoa occidentales.

LES USA
AMI
FUMBO
5035E
Nantes: 40.48.64.18
Bordeaux: 56.42.08.08
VOYAGES JET AMERICA
Et toutes agences de voyages.

PARIS-TUNIS-LEH
2400E
3615
CHARTER
Caen: 31.86.04.01
SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER

AFRIQUE

Un entretien avec le premier ministre algérien

Suite de la première page

« Pour nous, pour le gouvernement, ce programme de réformes — de réformes totales, partout — touche l'ensemble de la société. C'est bien cela, d'ailleurs, qui a rendu si difficile la tâche aux partis politiques : comment s'opposer à notre programme ? Car la question qui se pose est en définitive celle-ci : est-ce que ce programme de réformes ne peut être le programme d'un parti politique, le temps d'une campagne électorale ? Ne constitue-t-il pas plutôt un programme global qui touche tout le monde, dont tout le monde devrait se réclamer ?

« Malheureusement, les partis politiques, à cause du manque d'expérience peut-être, pensent qu'ils peuvent faire de l'opposition pour l'opposition, sans présenter une solution de rechange. Or l'alternative au parti unique, ce sont justement les réformes. C'est bien pourquoi les partis n'arrivent pas à concevoir comment ils vont vivre l'expérience de la campagne électorale. En tant qu'hommes au pouvoir, au gouvernement, nous avons peut-être été un peu durs envers eux car nous ne leur avons pas laissé le choix de la méthode.

« En effet, que peut dire un parti politique face aux réformes que nous préconisons, sinon préconiser... le retour au parti unique ? Mais comme c'est démodé, que cela n'accroche plus personne et que l'expérience de vingt-huit ans est là, personne n'a envie de défendre cette option.

« Les démocrates, il est vrai, défendent la démocratie. En essayant de présenter la démocratie comme si elle était différente des réformes. Devant la difficulté de cet exercice, je comprends que certains partis politiques se cantonnent dans la critique, et uniquement dans la critique. Mais la critique ne constitue pas un programme.

— Mais vous êtes plus vulnérables qu'un autre parti à la critique puisque vous incarnez l'héritage du parti unique.

« Nous sommes vulnérables à la critique, c'est vrai, parce que nous donnons l'impression d'être dans la continuité de l'ancien système. Mais nous sommes aussi les réformateurs de ce système. Nous sommes aussi les hommes qui, les premiers, ont commencé à critiquer le système. Nous sommes enfin les seuls capables de présenter une nouvelle alternance et de démanteler l'ancienne mécanique. Aucun parti de l'opposition n'est capable de le faire.

« Pas un seul candidat qui ne soit réformateur »

« Dans les partis qui présentent des candidats, vous ne voyez personne avec qui vous pourriez éventuellement travailler ?

« Je peux bien me retrouver avec l'ensemble des patriotes, l'ensemble des démocrates. Avec l'ensemble des Algériens et des Algériennes qui croient au changement, au pluralisme, à la démocratie, à la liberté d'expression et d'opinion. A partir de là, il n'y a plus ni exclusive ni exclusion. Notre vulnérabilité est notre force en même temps. Nous sommes vulnérables parce que nous appartenons, qu'on le veuille ou non, à l'ancien système, mais nous changeons.

« Mais notre point fort est d'être les seuls à proposer réellement un changement, un programme réaliste, palpable, que les gens comprennent, sentent. On ne peut pas, comme le fait l'opposition, demander au peuple de voter pour un programme uniquement négatif, réduit à la critique systématique, au rejet de tout ce que nous proposons. Non, je ne pense pas que le peuple puisse voter pour un programme pareil.

« Vous vous définissez comme « FLN rénovateur »...

« Ou réformateur, comme vous voulez. Les deux mots ont été utilisés.

« Alors qu'est-ce que le « FLN rénovateur » et quels sont vos rapports avec ses représentants ?

« Sur un plan personnel, ils sont très amicaux, très corrects, beaucoup de respect et beaucoup d'égards. Mais nous ne partageons pas les mêmes idées.

« C'est déjà un problème : vous allez vous retrouver avec des députés réformateurs et des députés conservateurs sous le même sigle FLN.

« Je puis vous assurer qu'il n'y aura pas un seul candidat qui se présentera sous l'étiquette « FLN rénovateur » qui ne soit partisan des réformes et qui ne soit démocrate.

« La bataille des investitures a-t-elle été dure ou au sein du FLN ?

« C'est été dur, parce que c'est un parti qui a beaucoup de cadres, de richesses, parce qu'il y avait presque 18 000 candidats, tous bons candidats. Nous avons eu des difficultés par endroits. Mais là où la rénovation a marché et où le FLN s'est ouvert à l'ensemble de la société civile, on n'a eu aucun mal à franchir. Il y a eu trois ou quatre endroits où la rénovation n'a pas marché, parce que les hommes en place n'ont pas voulu faire les ouvertures nécessaires. Là, la situation a été très difficile et la commission nationale a été obligée de trancher.

« C'est quand même très difficile pour des hommes qui, depuis plus de vingt-cinq ans, ont mis en place ce système bureaucratique, cette économie à base d'industrie lourde qui aujourd'hui est tellement contestée, c'est très difficile pour eux de se rélier aux réformes. Un homme comme M. Abdesslem, le père de l'économie socialiste, s'exprime comme un véritable opposant lorsqu'il parle de vous.

« Je les comprends, je les ai tous toujours compris. J'ai toujours été indulgent envers eux, que ce soit dans des discussions privées, des débats internes ou des interventions publiques. Nous assumons tout ce qui est négatif et qui a été engendré par cette gestion ; tout ce qui est positif, aussi, et il y en a, et même beaucoup. C'est vrai que c'est difficile pour eux. Quand on est jeune, on essaie d'imaginer une société, une vie, un pays, utopiques parfois. Et puis, un

jour, on découvre la dure réalité des choses et des règles. Bien sûr, on est mécontent, frustré, et on a le sentiment d'avoir raté quelque chose.

« Que répondez-vous à ceux qui vous reprochent d'avoir procédé à un « charcutage électoral » en doublant le nombre de circonscriptions ?

« D'abord, que toutes les démocraties procèdent à de tels ajustements, qui ne peuvent pas être qu'arithmétiques. Ensuite, qu'il faut tenir compte des réalités du pays, de notre immense espace, des différences entre le nord et le sud de l'Algérie, entre les villes et les campagnes. Cela dit, peut-être en effet aurons-nous un nombre trop important de députés.



Abdelkader Boucheba

« Comment justifiez-vous la procuration automatique accordée au mari pour voter à la place de sa femme ?

« Là encore, il faut tenir compte des réalités sociologiques du pays, de ses pesanteurs. Il ne faut pas oublier que beaucoup de femmes ne votent pas, quoi qu'on fasse. En outre, la loi électorale ne parle pas de procuration donnée au mari, mais au conjoint. La femme peut aussi voter à la place de son mari.

Penser à Gorbatchev

« Pour en revenir aux conservateurs du FLN, cela vous arrive-t-il de penser aux difficultés de Gorbatchev ?

« Il m'arrive souvent de penser à ce qui se passe en Union soviétique. Nous avons eu beaucoup de chance : à la différence de l'Union soviétique, nous avons engagé des réformes sur tous les fronts simultanément. Quand on veut réformer, on perturbe beaucoup les habitudes des gens, on les dérange. Deuxièmement, ce sont toujours les aspects négatifs qui apparaissent en premier ; le positif ne peut venir que plus tard.

« C'est pourquoi quand on engage une réforme et si on perd du temps, on permet aux adversaires de la réforme de se mobiliser. Forts de ce principe, nous avons pensé qu'il fallait engager les réformes sur l'ensemble du front — dans l'entreprise, dans l'agriculture, dans le social, dans l'université, dans la santé, dans l'administration — pour que chacun se sente concerné, créant ainsi une dynamique globale dans l'ensemble des couches de la société.

« En même temps, nous avons accepté le risque d'être remerciés par les électeurs, mais seulement après que toutes les réformes auraient été engagées. Même dans cette hypothèse, si les réformes auraient été lancées. Mais on a, depuis, tellement avancé, que les choses ont atteint aujourd'hui le point de non-retour. En fait, nous avons peut-être été servis par la crise dans laquelle les gens vivaient depuis la fin de 1986 : les réformes n'ont pas ajouté un fardeau supplémentaire, les gens savaient que c'était déjà la crise, qu'elle n'était pas due aux réformes.

« Mais en engageant les réformes sur l'ensemble du front, deux secteurs ont connu des résistances : l'enseignement supérieur et la santé. Ils sont aujourd'hui anachroniques : ils vivent les aspects négatifs de l'ancien système et subissent les changements d'un environnement auxquels ils ne sont pas adaptés. A telle enseigne que les médecins et les universitaires reprochent aujourd'hui au gouvernement de ne pas avoir appliqué les réformes malgré eux. En tant qu'homme politique, je paie deux fois : on m'a reproché au départ d'introduire des réformes,

et aujourd'hui on me reproche de ne pas les avoir appliquées.

« En tant qu'ancien militaire, comment situez-vous l'armée dans ce paysage ? Comment réagit-elle ?

« L'armée vit très très bien ces changements, elle évolue très bien et très vite. Dès qu'on a commencé, après les événements de 1988, à discuter d'une nouvelle Constitution, les militaires ont été les premiers à se déclarer prêts à se retirer de la direction du FLN, du comité central et à se conformer aux règles constitutionnelles. Depuis cette date, l'armée se modernise, se professionnalise. Même si on étend à la situation intérieure l'idée d'une intervention de l'armée en cas de menace contre l'unité nationale.

« Ce principe existe dans toutes les Constitutions du monde, mais il vise le cas d'une guerre déclenchée par un ennemi extérieur, une puissance étrangère, qui chercherait à s'emparer d'une partie du territoire. Chez nous, dans cette période de transition, les gens comprennent que s'il y a réellement une menace, il s'agit d'une guerre civile, et l'accepte cette interprétation. L'armée est consciente de sa mission et de son rôle.

Les deux générations de l'armée

« De toute façon, si l'expérience du multipartisme réussit, l'armée ne perd pas son pouvoir politique, l'influence qu'elle a sur le système, qui va obligatoirement diminuer.

« Il y a deux générations dans l'armée. L'une est issue de la guerre de libération nationale, elle a été politisée ; elle a été venue dans l'armée pour faire une carrière militaire. Quand elle faisait de la politique, on n'a jamais senti qu'elle était venue à la politique à travers l'armée ; c'est plutôt l'inverse quand elle entreprenait ses missions. Et puis, il y a une deuxième génération, venue après l'indépendance, dont les membres ont choisi l'armée comme un métier et non pour faire de la politique. Je crois donc que le problème ne se posera plus avec le temps.

« Dans n'importe quelle société, surtout dans les pays encore en développement ou dans les démocraties naissantes, on a toujours des inquiétudes à propos de l'armée. En fait, tout dépend de l'intelligence des hommes politiques, des partis, des majorités qui vont apparaître demain. L'important, c'est de bien gérer les rapports avec l'armée et la politique de défense. Si on réussit à maintenir un équilibre général en termes de développement ou en termes d'évolution de carrière dans les secteurs administratif, économique et militaire, il n'y a aucun danger.

« En revanche, si on donne un maximum de privilèges aux militaires par rapport aux secteurs de la société, il y a un risque réel ; à l'inverse, si on accorde un maximum d'avantages aux fonctionnaires, aux politiques, et si on délaisse complètement l'armée, on court à un grand risque. Toute la question est de réaliser l'équilibre et de le maintenir.

« Vous êtes énormément vous investissez dans la campagne. Le président va-t-il le faire aussi ou bien rester un peu en retrait ?

« Je crois qu'il va essayer de concilier les deux. Je ne lui ai pas posé la question, mais le connaissant, connaissant ses attaches avec le FLN, son engagement en tant que chef d'Etat et de président de tous les Algériens, il essaiera certainement de concilier les deux.

« Il n'y a plus de sujet tabou »

« Si vous êtes reconduit à la tête du gouvernement, quels sont les deux ou trois problèmes qui vous paraissent les plus urgents ?

« Ce qui est le plus urgent, c'est l'insertion des jeunes dans la vie active. Deuxième problème, celui du logement, où nous voulons promouvoir une nouvelle approche totalement différente de celle appliquée jusqu'à aujourd'hui. Nous allons aussi continuer les réformes visant à assainir l'économie. Les instruments sont là, cela va être un rôle de surveillance général. Le troisième point, c'est le problème de la dette : il faut continuer à négocier pour réduire les contraintes extérieures sur notre balance des paiements. Voilà les

trois axes.

« La société algérienne est-elle suffisamment mûre pour qu'on puisse parler ouvertement du problème démographique ?

« Je crois que oui. Depuis deux ans, les Algériens débattent de beaucoup de problèmes, y compris de sujets tabous, invraisemblables.

« Mais la démographie n'est pas un sujet invraisemblable !

« Un tel débat serait très utile, personnellement je le souhaite. Mais il vaut mieux le traiter sereinement tout de suite après les élections. Pas pendant, il n'accrocherait pas les gens et il demande beaucoup d'explications.

« Comment voyez-vous les relations franco-algériennes après la crise de la guerre du Golfe ? Peuvent-elles retrouver un cours serein ou pensez-vous que la crise du Golfe marque une sorte de rupture psychologique profonde ?

« Ce qui m'inquiète, c'est la sérénité. De notre côté, nous sommes sereins. On a posé les problèmes. Chaque fois qu'on a discuté des relations entre l'Algérie et la France, on en a discuté sereinement, avec beaucoup de pragmatisme, mais ce qui est étonnant, c'est qu'il n'y a pas de suite du côté français. On se rencontre, on discute, on est apparemment d'accord, mais les choses ne se concrétisent pas. J'ai le sentiment que de l'autre côté de la Méditerranée on se contente de la position wait and see.

« Jusqu'aux élections du 27 juin ?

« Probablement. On vent accréder la thèse, en France, que si les relations vont mal avec l'Algérie, c'est parce que la France était impliquée dans la guerre du Golfe et que les Algériens sont mécontents. Comme si, avant la guerre, les choses allaient très bien alors que depuis 1988 les choses n'allaient pas bien de mon point de vue. La guerre du Golfe n'a eu aucune influence sur ce qui se passe entre l'Algérie et la France.

« Qu'attendez-vous concrètement de Paris ?

« Une position claire sur l'ensemble de nos relations, sur les problèmes financiers, sur le problème de notre communauté en France.

« Sur le problème de la communauté algérienne en France, que voyez-vous comme questions à résoudre ?

« Un peu plus de chances pour la communauté algérienne de s'organiser, un peu plus de chances d'améliorer ses conditions de vie, d'accéder au logement, un peu plus de protection et puis lui donner la chance d'accéder à sa culture. Voilà des améliorations rapides qui ne coûteraient pas cher à la France et qui ne remettraient pas en cause la présence des Algériens en France. Que cela, cependant, ne me fasse pas oublier de rendre hommage à la contribution de tous, au climat de modération et de sérénité pendant toute la crise du Golfe.

« Le réacteur nucléaire n'a pas d'usage militaire »

« Au chapitre financier ?

« Nous discutons depuis maintenant trois ans de nos problèmes ponctuels, conjoncturels.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC

Regain de tension dans les universités africaines

Deux étudiants auraient été tués à Kinshasa

Du campus de Kinshasa (Zaire) celui d'Abidjan (Côte-d'Ivoire), de Cotonou (Bénin) ou d'Harare (Zimbabwe), le mécontentement des étudiants ne cesse de monter, provoquant des affrontements de plus en plus nombreux, et parfois meurtriers, avec des forces de l'ordre peu préparées à ces explosions de colère.

A Kinshasa, deux élèves de l'Institut technique des sciences appliquées auraient été tués et une vingtaine d'autres grièvement blessés, mardi 14 mai, lors de l'intervention de la police contre une manifestation dans les rues de la capitale, à l'indignation l'hebdomadaire indépendant *La Semaine*. La radio nationale, qui a fait état de vingt blessés — dont cinq parmi les forces de l'ordre — signale également l'agression, par les étudiants, de la secrétaire d'Etat à l'enseignement, M^{me} Issala. Celle-ci — qui avait été surnommée « Mère Courage » pour avoir défendu les étudiants victimes de la répression policière,

On a toujours trouvé une oreille attentive, mais rien ne se concrétise. Et on entend des échos qui viennent des places et des institutions financières, des banques, plutôt défavorables, plutôt agressifs, disant qu'il n'y a pas d'autre solution pour l'Algérie que le réajustement de sa dette. Si les milieux financiers français ne sont pas prêts aujourd'hui à nous aider, ils peuvent au moins adopter une neutralité dans ce débat avec nos partenaires. Mais pourquoi adopter une position négative à notre égard ?

« Que pouvez-vous dire à propos du réacteur nucléaire chinois qui est en train d'être construit dans votre pays ?

« Le tapage médiatique fait autour de cette affaire ne me gêne pas. Que la France s'interroge et que d'autres pays ou d'autres puissances s'interrogent sur les destinées de ce réacteur me paraît normal. Mais ce qui m'inquiète, c'est la volonté de tous les pays développés d'empêcher les autres nations d'être un jour développées. Par « développé », je n'entends pas nécessairement militairement développé. On peut être développé économiquement, socialement et culturellement, sans avoir la bombe atomique. C'est ma conception et celle de l'ensemble des décideurs algériens.

« Et c'est pourquoi, quand on a décidé la création de ce réacteur, on a créé le haut-commissariat aux énergies nouvelles, on a créé la Cité des savants à El-Noussala, juste à côté du site. Tout a été rendu public, avec publication au *Journal officiel*. Si nous avions eu d'autres desseins, nous aurions fait comme les autres, et on aurait tout caché jusqu'à la dernière minute.

« La construction de ce réacteur a été négociée d'abord avec la France puis avec les Allemands, mais la première a refusé et les seconds étaient trop chers. Mais pourquoi aujourd'hui mettre uniquement en exergue l'aspect militaire sur l'usage militaire du nucléaire ? On a l'impression qu'il s'agit de nous montrer comme un monstre, en train de s'armer pour aller tuer tout le monde.

« On ne dit jamais que nous essayons de maîtriser le nucléaire pour développer notre agriculture, notre recherche, former mieux les hommes pour qu'ils prennent en charge les problèmes économiques du pays, pour essayer de combattre la famine, les maladies, la mortalité infantile. Tout le monde sait que le nucléaire participe au développement économique et qu'il a plusieurs usages, y compris dans la médecine.

« Vous avez déjà contacté l'Agence atomique de Vienne pour qu'elle procède aux inspections ?

« Nous en sommes membres. Quand on a terminé le réacteur argentin de Daria, on les a avertis, on a négocié, ils sont venus. Quand celui de l'Algérie sera démarré, on fera de même. C'est tout.

« Quand sera-t-il opérationnel ?

« Personnellement je n'en ai aucune idée. Si vous prenez en compte la durée des réalisations en Algérie, il faudra encore un certain temps. »

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC

Les élections des 27 juin et 18 juillet

Quelque 15 millions d'électeurs sont appelés aux urnes les 27 juin et 18 juillet en Algérie. Pour ces premières élections législatives libres et pluralistes, cinq cent quarante-deux députés et autant de suppléants seront désignés au scrutin uninominal à deux tours.

La consultation sera dominée par l'affrontement qui oppose le Front de libération nationale (FLN) ou Front islamique du salut (FIS) qui, il y a un an, avait remporté les élections municipales. M. Mouloud Hamrouche, premier ministre, s'est en effet efforcé, avec quelque succès, de circonscrire le débat politique entre les islamistes et son parti, seule formation, selon lui, qui présente un programme cohérent. Il espère d'autant plus amener les électeurs hésitants au FIS à rallier le drapeau d'un FLN rénové et réformateur, qu'il a réussi à écarter de la candidature le quel-intellect des vieux barons de l'ancien parti unique et que les autres parties, mie à part le Front des forces socialistes (FFS) de M. Alt Ahmed et, dans une moindre mesure, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de M. Saïd Soudi, n'ont pas réussi à acquiescer une surface susceptible d'un faire des recours.

On remarquera qu'en ce qui concerne la relation franco-algérienne M. Hamrouche, à l'opposé de l'opinion communément admise dans ce pays, estime que celles-ci n'ont pas été autrement affectées par la guerre du Golfe. Elles n'étaient pas bonnes avant la guerre, dit-il en substance, elles demeurent médiocres depuis.

صلى الله عليه وسلم

صوتنا من الداخل

SOCIÉTÉ

Le Monde • Vendredi 17 mai 1991 15

JUSTICE

Une journée de « mobilisation » des magistrats

Quelques jours après le dessaisissement du juge Jean-Pierre, le Syndicat de la magistrature (gauche) avait annoncé sa volonté d'organiser, le 16 mai, une journée de mobilisation sur le thème de l'indépendance des juges. Le SM, qui a dénoncé l'attitude de la Chancellerie dans l'affaire du Mans et la « grave insuffisance » des réformes annoncées par le ministre, a rappelé à cette occasion ses propositions : une réforme constitutionnelle du Conseil supérieur de la magistrature (CSM)

et une modification du statut personnel du magistrat, accompagnées d'une réforme de la procédure pénale. L'Association professionnelle des magistrats (droite) a annoncé d'embellie son soutien, mais l'Union syndicale des magistrats (modérée) devait se contenter de « participer » au mouvement en organisant dans la matinée des conférences de presse. Contrairement aux mouvements de protestation du monde judiciaire qui avaient eu lieu le 23 octobre et le 30 novembre derniers à l'ap-

pel de l'intersyndicale-justice, qui regroupe les syndicats de magistrats, d'avocats, et de greffiers, cette journée ne comporte ni grève ni manifestation. Lancée cette fois par les seuls magistrats, il s'agit d'une « journée de débat » organisée dans les tribunaux à l'attention des citoyens. Depuis la forte mobilisation des professions judiciaires à l'automne dernier, le climat a changé : l'heure est plutôt à la modération, comme en témoigne cette visite à la cour d'appel de Montpellier.

Avocats et greffiers aussi

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Il y a six mois, le monde judiciaire de Montpellier s'était donné rendez-vous devant l'ancienne maison d'arrêt, on bâillonnait l'abandon situé à deux pas du tribunal. Logés dans un palais vétuste et surpeuplé, magistrats, avocats, et greffiers avaient alors demandé la création d'une véritable cité judiciaire. A Montpellier, comme ailleurs, ils se retrouvaient pour la première fois côte à côte dans une manifestation afin de dénoncer la grande misère du budget de la justice.

L'intersyndicale du tribunal, qui réunit les syndicats de toutes les professions judiciaires depuis sa création, en septembre dernier, était alors à son apogée. « Avant, chacun protestait dans son coin, et pour son propre compte, précise le porte-parole de l'intersyndicale, Jean-Luc Beck, responsable du Syndicat de la magistrature. Là, pour la première fois, on se rendait compte qu'on était tous dans le même bateau. Le magistrat, comme l'avocat, ne peuvent travailler efficacement sans des greffiers dotés d'un statut et d'un salaire correct, et les greffiers ne peuvent faire leur travail si les magistrats sont installés dans des bureaux surchargés. » Les 23 octobre et 30 novembre, le monde judiciaire de Montpellier avait suivi les mots d'ordre de l'intersyndicale nationale : en un peu plus de deux mois, le tribunal avait vu se dérouler deux journées d'actions réussies. Une véritable première.

Puis les jours ont passé. Magistrats, avocats et greffiers ont conti-

nué à se rencontrer, mais dans une atmosphère morose. Le grand élan de l'automne a disparu. « Tout le monde a beaucoup cru à l'intersyndicale, note Michèle Mattéo, responsable de la CFTJ. On se disait qu'une telle mobilisation finirait par porter ses fruits. Mais nos revendications n'ont pas abouti, et tout le monde baisse un peu les bras. »

Les problèmes restent pourtant entiers : bâtiments dégradés, bureaux surpeuplés, valse des vacataires, renouvelés tous les deux mois. Comme hier, les statistiques du tribunal sont faites à la main : les 6 600 affaires civiles sont enregistrées une à une sur un grand cahier à spirales avec un stylo vert pour les affaires de construction, un stylo rouge pour les affaires de famille et un stylo bleu pour les « divers ». Tous les ans, les sacro-saintes statistiques transmises à la Chancellerie sont comptées à la main, en rangées de dix, par des fonctionnaires qui barrent des billes.

L'invisible main du pouvoir

Les magistrats de la cour d'appel de Montpellier ne sont guère plus optimistes. « Le moral des troupes est mauvais, note Jean-Pierre Plantard, substitut général à la cour d'appel de Montpellier et délégué régional de l'Union syndicale des magistrats (USM). Ici, bien des magistrats sont découragés ; ils s'investissent de moins en moins dans leur métier. » L'initiative du Syndicat de la magistrature aura sans doute du mal à entamer cette morosité. Greffiers et avocats avaient

qu'ils assisteront à cette mobilisation en « spectateurs » : le thème retenu – l'indépendance de la justice et le statut des magistrats – concerne avant tout les juges. Quant à l'Union syndicale des magistrats, elle a choisi de s'associer au mouvement du bout des lèvres.

A Montpellier comme ailleurs, les avis sur le dossier du Mans sont partagés, mais le plus des magistrats tombent d'accord sur un point : l'affaire Jean-Pierre est exemplaire. « Tous les problèmes de la justice ont alors été brutalement révélés au grand jour, note Jean-Luc Beck, premier substitut au tribunal de Montpellier. On a vu surgir le malaise sur l'indépendance des juges, les problèmes de la procédure pénale et de l'instruction et, surtout, l'apparition d'une justice à deux vitesses. »

Tous les magistrats en conviennent : la plupart du temps, le « sein du pouvoir » est invisible. A Montpellier comme dans beaucoup de tribunaux, le nombre de dossiers comportant des interventions directes de la Chancellerie est rare. La « dépendance » déçoit ici et là, prend des formes plus subtiles : le problème du déroulement des carrières, de la gestion du corps, de l'impopularité de la haute hiérarchie judiciaire.

« Dans le traitement des dossiers, je n'ai pas de mal à être indépendant, explique Régis Verhaeghe, juge d'instruction, membre du Syndicat de la magistrature. Mais l'indépendance se mesure ailleurs, à travers l'évolution de la carrière des juges. Le Conseil supérieur de la magistrature est loin, mais les hiérarchies intermédiaires sont là, à la

cour d'appel, et ce sont elles qui nous notent, elles qui font et défont les carrières. Si on ne plaie pas suffisamment, on a tendance à vous oublier. » Certains dénoncent le système de la notation – « pire qu'à l'école », d'autres le favoritisme de cour qui consiste à se faire remarquer sans faire toutefois trop de vagues. L'actuel système d'évaluation, concluent-ils, repose sur des critères « totalement subjectifs ».

L'intersyndicale soutient les magistrats, mais greffiers et avocats regrettent parfois à demi-mots l'aspect « corporatiste » de ce mouvement. « Sur le principe de l'indépendance nous sommes d'accord, bien sûr, note Michel Albisson, le responsable de l'Union des jeunes avocats. Mais nous sommes un peu sceptiques quand nous voyons que la défense de l'indépendance se confond, pour certains, avec la défense de l'institution du juge d'instruction, que nous dénonçons. »

Alors que le problème des conditions de travail avait fait l'unanimité, les projets à venir, et notamment la réforme de l'instruction, pourraient bien fissurer le front de l'intersyndicale. « Le front uni de l'automne sera difficile à retrouver, mais je suis quand même relativement optimiste, explique Jean-Luc Beck. En huit mois, il s'est passé ici plus de choses qu'en quinze ans ! Magistrats, greffiers, avocats et magistrats ont discuté ensemble, ce qui était impensable il y a quelques années. L'intersyndicale a amorcé un véritable changement culturel. » ANNE CHEMIN

SPORTS

FOOTBALL : victoire de Manchester en finale de la Coupe des coupes

Le retour des Anglais

L'équipe britannique de Manchester United a remporté la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe en dominant (2-1) la formation catalane du FC Barcelone, mercredi 15 mai à Rotterdam (Pays-Bas). Cette victoire marque le retour au premier plan des clubs anglais, exclus des compétitions européennes à la suite du drame du Heysel, le 29 mai 1985.

ROTTERDAM

de notre envoyé spécial

Le vieux stade de Rotterdam devra bien se résoudre un jour à changer de nom. Le baoul « stadium » dont l'affluent les Néerlandais lui sied de moins en moins. Certes, ses poutres d'acier et ses grilles hérissées de piques ne mériteraient guère mieux. Moins sous le sens de la tradition devrait lui valoir l'appellation de « stade des Anglais », comme il existe un « Parc des Princes ». C'est bien ici, en effet, que les clubs anglais prirent goût à l'Europe avec la victoire de Tottenham Hotspur en coupe des vainqueurs de coupes, en 1963. C'est encore sur cette pelouse qu'ils gagnèrent leur dernier trophée continental, quelques jours avant le drame du Heysel : Everton, l'autre équipe de Liverpool, y enleva la Coupe des coupes en 1985.

Par une soirée de pluie et de grêle à la mode d'Angleterre, Manchester United s'est bien gardé de contrarier la tradition. En remportant à son tour la coupe des coupes aux dépens des Catalans du FC Barcelone, l'équipe du Lancashire a confirmé les prédispositions britanniques de l'enceinte éphémère. Mieux, celle-ci a même été le théâtre d'un événement historique : la première victoire d'un club anglais dans une compétition euro-

péenne après les cinq années d'exclusion consécutive au drame de Bruxelles (trente-neuf morts, le 29 mai 1985, avant la finale Liverpool-Juventus).

A peine de retour – la suspension n'a été levée qu'en juillet dernier, sauf pour Liverpool qui sera réintégré la saison prochaine –, le football anglais reprend donc la place qui était jadis la sienne, comme si rien n'avait ébranlé depuis le temps où Aston Villa, Nottingham Forest et, bien sûr, Liverpool imposaient leur diktat. Un retour aussi fulgurant ne pouvait avoir lieu ailleurs qu'au « stadium », la scène des exploits d'antan, située non loin des rives de la Meuse et du quartier des docks.

La logique à long-pied

Cette fois pourtant, la partie n'était pas gagnée d'avance. Rotterdam elle-même doutait de la réussite de l'entreprise. Une si longue mise à l'écart pouvait laisser naître un retard technique et tactique des Britanniques. Alloués-ils s'adapter au jeu très offensif d'un Barcelone récemment sacré champion d'Espagne avec son entraîneur néerlandais Johan Cruyff ? Les Catalans, même privés de leur gardien titulaire (l'international basque Andoni Zubizarreta, suspendu) paraissent favorisés.

Les doutes ne manquaient pas non plus concernant le comportement des quinze mille supporters anglais. Cinq ans après le Heysel, leur venue dans une métropole d'Europe du Nord suscitait assez d'inquiétude pour mobiliser huit cents policiers anti-émeutes et amener les cafetiers du centre-ville à fermer boutique. Les « fans » allaient-ils gâcher cette journée et se coconner ainsi à une nouvelle mise en quarantaine ? Dans un domaine comme dans l'autre, les prévisions se sont révélées inexactes. Le come back fut oo-

retour gagnant. Sur le terrain, Manchester n'a jamais été en difficulté, bormis peut-être au cours des dix dernières minutes d'une fin de match exaltante. Les Catalans étaient alors menés par deux buts à un. Steve Bruce et Mark Hughes ayant marqué en seconde période pour l'équipe anglaise, avant d'être imités par le Néerlandais de Barcelone, Ronald Koeman, à quinze minutes du coup de sifflet final. Malgré plusieurs occasions de buts, les Catalans ne parvinrent pas à égaliser.

La logique d'avant-match n'avait voulu que Manchester s'installât. Mais le football anglais ignore la logique. Pour avoir cru que le règne transalpin (deux clubs champions d'Europe en 1990, trois en 1989) durerait ou déjà du retour des bannis, l'Europe du football a subi un camouflet de la part de son « vilain petit canard », qu'elle était persuadée d'avoir distancé.

Et fin de soirée, alors que les Catalans avaient depuis longtemps déserté les gradins et décroché leurs banderoles, les supporters de Manchester entendaient une stupéfiante sarabande. Levant les bras en cadence, dans un mouvement de balancier répété à l'infini, ils chantaient des couplets à la gloire de ce club qui est à la fois le plus populaire et le plus pauvre d'Angleterre. Devant les caméras de télévision, ils lançaient sans cesse : « Nous sommes de retour, nous sommes de retour. »

PHILIPPE BROUSSARD

o L'ancien président de l'ASSE, M. Roger Rocher, ne retournera pas en prison. – Condamné en première instance à quatre ans de prison dont trente mois avec sursis et 200 000 F d'amende dans l'affaire de la caisse noire de l'AS Saint-Etienne (Le Monde daté 1-2 juillet 1990), l'ancien prési-

Un arrêt du Conseil d'Etat

La rétrogradation des Girondins de Bordeaux est légale

BORDEAUX

de notre correspondant

Les Girondins de Bordeaux FC jouent en deuxième division du championnat de France de football la saison prochaine. Preant le contre-pied des coélutions du commissaire du gouvernement, le Conseil d'Etat a confirmé, le 15 mai, la validité de l'article 9 du règlement administratif de la Ligue nationale de football (LNF), qui prévoit la rétrogradation d'un club dans la division inférieure en cas de dépôt de bilan.

Le conseil d'administration du club s'est donné un mois pour affiner un nouveau plan en fonction de la situation nouvelle. Selon son président, M. Lange, pour lequel « la décision du Conseil d'Etat est inique, scandaleuse et ne sanctionne pas les vrais coupables », l'ancien club de M. Claude Bezu « a vu de 20 % à 30 % la baisse » son budget de la saison prochaine. Il était jusqu'alors évalué à 65 millions de francs. La descente en division inférieure aura pour effet d'entraîner une baisse de fréquentation du stade, une disparition des droits de retransmission des télévisions et une nette diminution des ressources publicitaires. Parallèlement, il faut s'attendre au départ des joueurs vedettes, que le club n'aura plus les moyens de payer.

Les principales dispositions du plan de cession du club, octroyées le 19 avril par le tribunal de grande instance de Bordeaux, ne sont cependant pas remises en cause.

GINETTE DE MATHA

dent des Verts, M. Roger Rocher, a vu sa peine commuée le 15 mai par la cour d'appel de Lyon en trois ans de prison dont trente mois avec sursis et 800 000 F d'amende. Agé de soixante et onze ans, M. Rocher ne devrait donc pas retourner en prison, sa peine étant couverte par la détention préventive.

REPÈRES

ESPACE

Arabsat signe avec Arianespace

L'organisation internationale Arabsat, qui regroupe vingt et un pays, vient de signer un accord avec la société Arianespace pour le lancement par Ariane de son satellite de télécommunications Arabsat-1C. La mise en orbite de ce satellite pourrait avoir lieu à la fin de l'année. Cet ancin de 1 360 kilogrammes, qui devait à l'origine être mis en orbite par une fusée chinoise, est le dernier d'une série de trois dont le premier exemplaire a été lancé par Ariane le 9 février 1985. Ces satellites sont capables de relayer huit mille liaisons téléphoniques et d'aider à la diffusion de sept programmes de télévision sur l'Afrique du Nord et le Proche-Orient. Avec la signature de ce quatrième-vingt-troisième contrat d'environ 200 millions de francs, Arianespace dispose d'un carnet de commandes d'environ 15,4 milliards de francs représentant trente-cinq satellites à lancer sur quatre ans.

SERVICE NATIONAL

M. Joxe veut supprimer les injustices

Interrogé mercredi 15 mai par Europe 1 – avant le démission du gouvernement – sur la forte augmentation des rapports d'incorporation du service national (Le Monde du 15 mai), le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, a rappelé qu'il devait déposer à l'automne, au Parlement, un nouveau projet de loi sur le service national, et qu'on retrouvera alors une situation normale. Néanmoins, il a avoué qu'il demanderait aux élus d'abroger certains avantages consentis à des appelés qui font des formes civiles du service national dans des conditions meilleures que celles des recrues du service militaire proprement dit. « Ces injustices font que certains gars ne font pas du tout du service militaire, a-t-il dit. On ne peut même pas parler de service national, en passant une année dans les conditions d'un stage de luxe sur la légalité desquelles je m'interroge. Ça n'égale rien, je les connais et proposerais de les abroger purement et simplement. »

MÉDECINE

Une proposition de la Commission de Bruxelles

La publicité pour le tabac pourrait être interdite dans l'ensemble de la CEE

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Réunie en marge de la session du Parlement européen, la Commission de Bruxelles a proposé, mercredi 15 mai, aux États membres de la CEE d'interdire la publicité pour les produits du tabac, sauf dans les établissements de vente. A l'instar de la législation française, il est prévu que la « directive » communautaire, très semblable à la loi Evin, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Outre la nécessité de favoriser la réussite du programme européen de lutte contre le cancer (440 000 décès par an dus au tabagisme dans la Communauté), la Commission s'appuie sur le principe de la libre circulation des publications (journaux, magazines, etc.) pour justifier sa proposition. Aujourd'hui, seuls l'Italie et le Portugal interdisent complètement la publicité en faveur des cigarettes. Au fil du traité de Rome, les gouvernements peuvent empêcher la circulation sur le territoire national des produits de communication s'ils vont à l'encontre des efforts déployés pour protéger la santé des citoyens.

Dans ces conditions, la solution qui s'impose pour Bruxelles est l'harmonisation des législations qui, forcément, ne peut s'aligner que sur les réglementations les plus rigoureuses, notamment celle de la

France qui est la plus récente. Coordonnée, cela signifie que la Commission demande aux Douanes, outre l'interdiction de la publicité – dans les journaux, sur les panneaux d'affichage, dans les cinémas – et de la distribution gratuite des produits du tabac, qu'aucune marque ou emblème ne puisse être utilisée pour faire la promotion d'un produit autre que le tabac pour autant que la production de cigarettes soit la principale activité (ce qui est le cas de Dubail par exemple) et que, sans inverse, nul ne puisse lancer une nouvelle marque en se servant de la notoriété d'un article (cas de Chevalon). En présentant son projet, M. Vasso Papandréou, commissaire européen chargé du dossier, a précisé que les manufacturiers pourront toujours paraître toutes sortes de manifestations (sportives, culturelles, etc.) et il a fait savoir sans toutefois utiliser un signe distinctif associé au tabac. S'agissant de cas particuliers des courses de formule 1, le représentant de Bruxelles a rappelé que la directive communautaire sur la télévision, qui entrera en vigueur le 1^{er} novembre prochain, interdira à cette date les retransmissions des grands prix si les voitures arborent une marque de cigarettes.

MARCEL SCOTTO

FAITS DIVERS

o Le lycéen retrouvé mort au lycée du Raincy se serait suicidé. – Le lycéen retrouvé mort, mercredi 15 mai, au lycée Albert-Schweitzer du Raincy (Seine-Saint-Denis) se serait suicidé, selon le parquet et les enquêteurs du SDP de Bobigny. Eric Sévillo, vingt ans, avait été retrouvé dans le bassin de la cour du lycée, les pieds ligotés par une cordelette, les mains immobilisées par une poire de menottes et la tête enfoncée dans un sac en plastique (nos dernières éditions du 16 mai). Elève de terminale, délégué des élèves au conseil d'administration, Eric Sévillo était revenu au lycée, mardi 14 mai, après une semaine d'absence et avait distribué des objets personnels à ses camarades. La facture des menottes, achetées mardi, avait été retrouvée à son domicile.

ALANTOURS

» NORVÈGE «

"TOUR AUTO NORVÈGE"

Circuits individuels

8 jours/7 nuits Paris-Paris,

avion + voiture + hôtel

à partir de : 6 630 F

base 4 personnes

(départs juillet et août).

Demandez la brochure SCANDINAVIE

à votre agent de voyage ou ALANTOURS,

3, rue Danielle Casanova 75001 Paris

(1) 42 96 59 78.

destination

ALANTOURS

100 - rue d'Alsace

Cannes

91

de nos envoyés spéciaux

Pendant que Robert Mitchum, venu en touriste à Cannes, épanche nonchalamment ses souvenirs, l'italien Pupi Avati évoque Bix Beiderbecke, le plus grand cornettiste blanc de l'histoire du jazz. Le Polonais Krzysztof Kieslowski troque son *Décatalogue* contre le destin croisé de Véronique/Weronika. Le film surprise, de l'Américain Mel Brooks, *Chienne de vie*, a réjoui les festivaliers.

SÉLECTION OFFICIELLE

Le chant du hasard

L'auteur du « *Décatalogue* » offre un grand film romantique et musical

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE de Krzysztof Kieslowski

Krzysztof Kieslowski n'était pas que l'austère nouvelliste révélé par les dix épisodes de son implacable *Décatalogue*. Krzysztof Kieslowski n'était pas que le lucide entomologiste de la société polonaise contemporaine. On ne connaissait pas Krzysztof Kieslowski. Qui vient de donner à Cannes un grand film d'amour et de musique, un premier film d'exil à cheval entre deux pays, la Pologne et la France, entre deux continents, la vie et la mort, entre deux petites filles, Weronika et Véronique. Une belle histoire de cœurs fragiles et de basard maîtrisé. Oui, le hasard est encore là mais la musique l'a transcendé.

Contre les dikats imbeciles du destin

Elles sont nées le même jour. Kieslowski, grand documentariste tient à la précision des dates, il nous le dit, elles sont nées le 23 novembre 1966 à 3 heures du matin. En grandissant, l'une à Varsovie, l'autre à Clermont-Ferrand, deux villes où les murs gris se ressemblent, elles révèlent toutes deux un don surprenant pour la musique et une faiblesse cardiaque.

On suit Weronika, elle fait l'amour dehors, sous la pluie, prend le train pour Cracovie, où sur la place, tandis que se déroule une manifestation, elle se dérobe une main, une touriste qui lui ressemble prend une photo d'elle, elle joue avec une petite balle transparente où se reflète le clocher renversé d'un édifice, froite son anneau d'or sur le bord de sa paupière, chante comme un ange l'œuvre puissante d'un compositeur né en Hollande il y a plus de 200 ans, et meurt en scène en donnant la plus haute note, la plus belle, celle qui brise le cristal de son cœur.

Kieslowski n'a pas peur de tuer Weronika, puisque voilà Véronique qui soudain se met à pleurer, disant : « Je crois que j'ai du chagrin ». Plus tard, on nous l'apprendra, lorsque la petite fille de Pologne avait deux ans, elle appro-

cha sa main trop près du feu et se brûla. Dans le même temps, la petite fille de France approcha aussi sa main du feu, mais la retira au dernier instant.

Rien de fantastique, rien d'irrationnel, rien de métaphysique même dans cette aventure lumineuse, un peu alourdie de symboles dans sa partie française, quelque peu peut-être nous accompagne, qui nous retient la main. Pas un ange gardien, Dieu n'y est pour rien, mais notre capacité à accepter les signes, à contraindre les dikats imbeciles du destin, à franchir les portes verrouillées des sensations, des sentiments.

On suit Véronique, elle froite un anneau d'or contre sa paupière, tombe amoureuse d'un marionnettiste inconnu, rêve d'une église au clocher renversé, dit souvent, « J'ai l'impression de ne pas être seule ». Kieslowski ne prêche pas, il filme. Il donne à voir l'invisible, à entendre l'indicible, les images et les sons se répondent, il y a des reflets, des loupes, des miroirs, les choses derrière les choses, des objets qui parlent, un lacet noir comme un serpent sur le tracé léger d'un électrocardiogramme. Le dialogue est rare, fonctionnel, essentiel : « Chez nous on meurt en bonne santé », « Vous attendez depuis longtemps ? », « Je l'aime », « Ce n'est pas mon manteau ».

Il y a cette musique inouïe de son compositeur habituel, le jeune Zbigniew Preisner, dont l'œuvre inconnue du compositeur hollandais a l'atmosphère poignante des *Carmine Burana*, de Carl Orff. Et il y a surtout, comme un cadeau tombé du ciel, la révélation éblouissante d'une comédienne. Sous la direction de Kieslowski, tout à fait la même et tout à fait une autre, Weronika et Véronique, c'est Irène Jacob. La plus part du temps à l'image, et le plus souvent seule, elle bouge vrai, regarde droit, parle juste, elle existe, elle est d'une présence incroyable, elle a le sourire d'ineffable gourmandise de la jeune Ingrid Bergman, on l'aime.

À la fin du film, Véronique pose la main sur un arbre. Une main de jeune fille sur une écorce grise. La sève est à l'intérieur.

DANIEL HEYMANN

Robert Mitchum un touriste sur la Croisette

Sa présence à Cannes ? Il se trouvait en Italie, c'était l'anniversaire d'un de ses fils, qui eut envie de le célébrer sur la Croisette. Cannes offrait le séjour... La raison du voyage en Italie ? Une chaîne de télévision lui décernait un prix honorant l'ensemble de sa carrière.

Robert Mitchum est lucide sur les prix. Il se souvient avoir été lauréat d'un David de Donatello, il ne pouvait assister à la cérémonie, le Comité a tout bonnement attribué son David à un autre acteur. « J'ai regretté, c'était de l'or massif ». Une autre statuette, dans un autre festival : « Je ne pouvais pas y aller, ils l'ont reflé à Steve McQueen... »

Il revient de Floride où Martin Scorsese tournait un remake de *Cape Fear*. « Là non plus, je n'ai pas pu le scénario ». Gregory Peck et Martin Balsam, partenaires de Mitchum dans la version originale de Robert Mulligan, faisaient aussi partie du voyage. S'est-il demandé pourquoi ? « Parce que ça fait bien sur l'affiche, je suppose... »

Mitchum égrène quelques souvenirs. — Charles Laughton et *la Nuit du chasseur* : « Laughton m'appelle un jour : J'ai un rôle pour toi ; le personnage est une ordure intégrale. Je ne pouvais répondre que Présent... Moi, je serais bien allé aussi à fond que dans le livre. Laughton a un peu atterré. Les miens ne courent plus enfermer les enfants sur mon passage. Domage, je m'en délectais par avance. »

Une vieille affection bourrue

— David Lean, avec lequel Mitchum a tourné *la Fille de Ryan* — il devait aussi participer au *Nostromo* que Lean préparait avant sa mort : « Lean était un modèle de self-made-man britannique. Dans sa jeunesse, il avait un parler londonien populaire. A force de discipline, il s'est acquis un accent on ne peut plus vieille Angleterre... Sur le plateau de Ryan, mon nom avait du mal à franchir ses dents serrées... Je reconnais tout ça lors d'un dîner à la Colombe d'Or à Saint-Paul-de-Vence. Je ne m'étais pas aperçu qu'il était à la table derrière moi. Un de ses convives voulant me prévenir, il l'arrête d'un geste : « Non, je veux en savoir plus. » Quand j'ai fini mon histoire, il se penche vers nous : « C'est tout à fait vrai, vous savez. »

— John Huston, que Mitchum remplace au pied levé dans *Mr.*



STEPHANE SEDOUCCI

North et covers qui il témoigne d'une vieille affection bourrue. « John m'a écrit dit : Je crois de n'être pas très en forme pour le film que réalise mon fils ; en cas de problème, peux-tu reprendre mon rôle ? Je reçois le scénario un vendredi, j'apprends durant le week-end qu'il est entré à l'hôpital. Je me retrouve le mardi à Newport, Rhode Island. Je vais immédiatement voir John. Je dis lui trouver une mine resplendissante. Il me répond, le sourire gourmand : C'est moi meilleure jure ! »

C'était pendant le tournage de *Victory*. Stallone était assez critique d'une scène telle qu'elle était écrite et mise en place. Il s'ap-

proche de John et entreprend de lui expliquer comment il faut tourner la scène. John l'écoute, jusqu'au bout, puis répond : Je ne le Pavais pas dit ? La scène est comble.

« Lorsque John est mort, je tournais *War and Remembrance*, une série télé, à Mobile dans l'Alabama. Des journalistes me téléphonent, en panne de citations et d'hommage : John ? Il faudrait lui enfoncer un pieu dans le crâne. Certains ont été choqués. Tony Huston m'a appelé : C'était parfait. C'était été pour toi, papa aurait dit pareil. »

Propos recueillis par HENRI BEHAR

Le magnat et les clochards

Le « film surprise » a déridé les festivaliers

CHIENNE DE VIE de Mel Brooks (hors compétition)

Traditionnellement, le Festival offre un « film surprise » en plus de la sélection officielle. Mais les gazettes de la Croisette avaient écarté le mystère le matin même. Ce serait donc *Chienne de vie*, la nouvelle comédie de Mel Brooks. Les seuls à ne pas être prévenus étaient les projectionnistes du Palais, qui confondirent les bobines de Brooks, tirées en anglais *Life Stinks*, avec celles du film chinois, qui (en anglais toujours) s'appelle *Life on a String*. L'erreur fut réparée à temps.

Life stinks : la vie pue. C'est ce que le promoteur milliardaire Goddard Bolt découvre le jour où il se transforme volontairement en clochard pour mettre la main sur un quartier déshérité, à cause d'un pari avec son principal rival en affaires.

L'odieux et tannant patron, auquel Brooks lui-même prête sa panoplie de grimaces, abandonne donc sa Rolls blanche pour plonger dans l'ordure et la misère. Prétexte à de nouvelles variations sur le motif, très couru depuis que les « nouveaux pauvres » sont un phénomène de société, du *Prince et le pauvre* — sans égarer le modèle, tant s'en faut.

Gags téléphonés

On consommerait volontiers au pauvre Brooks privé de ressources de chercher un travail aux télévisions tant ses gags sont téléphonés. Il faudra patienter durant les deux tiers du film, le temps qu'il gagne son pari (tenir un mois dans cette jungle), rencontre l'amour, l'amitié et les véritables valeurs, mais que ses associés le trahissent et qu'il semble condamné à croupir indéfiniment dans les taudis. Alors seulement Mel Brooks sort de la convention et du prévisible comme son personnage cesse de subir passivement son calvaire. D'une charge contre les hôpitaux à la mise à sac d'une réception bourgeoise par une armée de gueux mobilisés au nom des valeurs américaines, il retrouve souffle et invention.

De toute façon, l'affaire était gagnée d'avance : stimulé par une claque efficace, le public du grand auditorium avait envie de rire sans se poser de question, après beaucoup de films austères ou violents. Il ne boudda pas son plaisir.

JEAN-MICHEL FRODON

SAN PIETROBURGO
1703-1825
Arte di corte dal Museo dell'Ermitage
Pavillon de Chasse de Stupinigi, Turin
4 mai - 8 septembre 1991
Horaires : tous les jours 10-19 / s'ajoute 10-18.30 fermé les lundis
Ville de Turin
Département de la Culture
Musée de l'Hermitage
de Léningrad
Avec la participation de
Ordine Mauriziano
Cassa di Risparmio di Torino
Fiat SpA
Avec la collaboration de l'Associazione Italia-Urss

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINTEL 36.15 CODE A37 puis OSP
Vente sur surenchère après saisie au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 30 MAI 1991, à 14 h 30. EN TROIS LOTS :
à PARIS (2^e), 255, rue Saint-Denis
1^{er} LOT : APPARTEMENT au 4^e étage, escalier A, bât. A
2^e LOT : APPARTEMENT au 3^e étage, escalier A, bât. A
3^e LOT : APPARTEMENT, 4^e étage, escalier B, bâtiment B et une cave au sous-sol
M. à P. : 1^{er} et 3^e lots : 110 000 F - 2^e lot : 181 500 F
S'ad. pour vis. : 1) M^{me} Cécile RICHON, avocat à Paris-11, 4, boulevard Beaumarchais, tél. : 45-67-99-84 ; 2) M^{me} DEVOS-CAMPY, avocat à Paris-7, 57, av. de Suffren, tél. : 45-67-98-84. Au greffe du trib. de grande instance de Paris. Sur les lieux pour visiter en s'adressant à l'avocat poursuivant.

JULIAN BREAM
Luth et guitare
22 et 23 MAI
PIEYEL - 45-61-06-30

DANSE
SANKAI JUKU
JAPON
du 21 au 25 mai 20h30
SHIJIMA
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

Le Monde
est en vente
le soir même
à Cannes
pendant la durée
du Festival
9 - 20 MAI 1991

EN BREF

Un accord entre M. Francis Bouygues et Bernardo Bertolucci. — M. Francis Bouygues, président du groupe Bouygues, a signé à Cannes un contrat avec le réalisateur italien Bernardo Bertolucci pour un film, produit par Jeremy Thomas, sur la vie et la pensée de Bouddha. Le montant du contrat n'a pas été révélé. Le tournage débutera en 1992 au Népal et en Inde.

Une suite au *Grand Pardon*, coproduite par Bouygues. — Alexandre Arcady s'apprête à produire et à réaliser un *Grand pardon 2* pour lequel Roger Hanin endosserait à nouveau son costume de « parain » pied-noir. Réalisé aux Etats Unis et en deux versions originales, anglaise et française (les scènes étant tournées deux fois), le film sera en partie financé par la société de production de films récemment créée par Francis Bouygues, Ciby 2000, pour un budget total estimé à 80 millions de francs.

Ben Kingsley en Picasso. — Décidément le cinéma est attiré par la peinture. Après Van Gogh filmé par Pialat et aussi par Robert Altman (*Vincent et Theo*, sortie le 29 mai) ; après le peintre campé par Michel Piccoli dans *la Belle Noiseuse* de Jacques Rivette, c'est Picasso si bien filmé de son vivant par Clouzot, qui va devenir personnage de fiction cinématographique, sous les traits de Ben Kingsley. Eric Rochant doit mettre en scène cette coproduction italo-belge intitulée *les Femmes de Picasso*.

Rectificatif. — La photo de Ice Cube publiée dans *le Monde* du 16 mai était signée Stéphane Sednaoui.

Hommage du Festival à Pierre Braunberger. — Trois courts-métrages ont constitué l'hommage du Festival au producteur Pierre Braunberger : *la Piste Lille*, mise en image « avant-gardiste » par Alberto Cavalcanti, d'une chanson réaliste de l'époque (1928) avec Catherine Hessling ; *Charlotte et son Jules* tourné en 1958 par Jean-Luc Godard, qui, en hommage à Cocteau, a inversé le thème du *Bel Indifférent*, et fait dire le texte à Jean-Paul Belmondo ; enfin, *Aller à Dieppe sans voir la mer* de Nicolas Erera, témoignage, en 1989, d'une continuité dans l'esprit de création.

Tous en Ligne
d'après l'adaptation de Marthe Branger
adaptation de Marthe Branger
Nathalie Krebs, Dominique Raymond
mise en scène de Marthe Branger
Avec : M^{me} Branger, Michel Branger, Catherine Hessling, Marthe Branger, Guy Marchand, Dominique Raymond, Claude Branger
42.02.02.68
THEATRE PARIS-VILLETTE
DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

مسكن في الامم

Robert Mitchum
iste sur la Croisette



SÉLECTION OFFICIELLE

Le fils incompris

Un cinéaste italien a filmé en Amérique les racines humaines d'une légende

BIX
de Pupi Avati

Musique que l'on joue jusqu'à l'épuisement; exaltation et déprime, alcool et drogue: les vies des jazzmen, qu'ils soient Noirs ou Blancs, sont devenues des légendes - à moins que la légende ne se soit emparée de leur vie. Pupi Avati, cinéaste de grand talent découvert tardivement en France, cinéaste intimiste qui sait faire entendre la petite musique des chroniques familiales et sociales, fan de jazz et lui-même clarinettiste, est allé tourner aux États-Unis un film sur Leon Bix Beiderbecke, «le plus grand clarinettiste blanc de l'histoire du jazz» mort à vingt-huit ans, après avoir traversé les twenties en météore.

La production est italienne à 100 %, le gouverneur et les notables de l'Iowa - où est né Bix - ont apporté une aide désintéressée. Mais le risque était grand. Pupi Avati aurait pu s'égarer dans cette culture qui n'est pas la sienne. Pourtant, en remontant aux sources de cette légende américaine, et sans rien perdre de ce que l'on pourrait appeler son «style italien», il a inventé et découvert une vérité très humaine.

A l'époque de la prohibition, la vie fiévreuse et brève de Bix Beiderbecke, dont le père possédait une scierie à Davenport, et qui influença presque tous les musiciens blancs, comporte une énigme. Elle a inspiré un roman de Dorothy Baker, *Young man with a horn*, adapté à l'écran en 1949 par Michael Curtiz sous le titre *La Femme aux chimères*, et en 1952, un roman de Boris Vian autre fois de jazz, *Le Jeune Homme à la trompette*. En 1974, les études de l'Américain Evans des Britanniques Shudalter et Mayat, ont quelque peu élucidé le mystère.

Pupi Avati connaît les plus récentes enquêtes, et Bix porte en sous-titre «une interprétation de la légende». Avec Antonio Avati et Lino Patrino, co-scénaristes, il a choisi un point de départ «littéraire», une idée de fiction: le film commence à New-York en 1931. Bix est mort depuis deux mois. Son frère Burnie arrive de Davenport,

décidé à retrouver Lisa, la jeune fille dont Bix a envoyé la photo à sa famille, en annonçant qu'il allait l'épouser. Seul le violoniste Joe Venuti, un ami de Bix, connaît la vérité sur cette Lisa. Il va la chercher, la persuade de le suivre pour rencontrer la mère de Bix. Au cours du voyage - en train - il raconte à la jeune fille tout ce qu'elle devrait savoir sur Bix, qu'en réalité elle n'a jamais vu. Il raconte en désordre, au gré des souvenirs, il est inlo-américain, il est la voix de Pupi Avati, découvrant un continent, une langue, sans rien perdre de ses racines, de son inspiration «provinciale».

La musique de ce jazz blanc, représenté entre autres par l'orchestre de Paul Whiteman, coule de

source (1), les Noirs en sont absents. Clin d'œil aux normes hollywoodiennes, Pupi Avati ne les montre ici que comme des figurants dociles, ouvriers ou domestiques. La mise en scène fluide, elliptique, découvre les paysages américains avec une sensibilité italienne, traite pudiquement les scènes dramatiques, les conflits intérieurs.

Pupi Avati a ressenti jusqu'à la déchirure le douloureux romantisme d'un garçon provincial que ses parents ont voulu diriger «pour son bien», mais dont ils n'ont jamais voulu écouter la musique. Un garçon écartelé entre sa famille, son besoin de stabilité, et la passion qui le déstabilise. Il est le fils incompris. Et tous ses maux, ses rapports diffi-

ciles avec les femmes, la culpabilité de la mort d'un ami, la destruction par l'alcool, tout vient de cette incompréhension qui le hante et se reflète dans ses yeux clairs, les yeux bleus de Bryant Weekes. Ni lui, ni Ernie Levisett (Joel), ni Sally Groth (Lisa) ni aucun interprète n'avaient jamais joué devant une caméra. Tous sont étonnants. Vrais et mythiques à la fois. Superbement dirigés. Et le film est beau à pleurer.

JACQUES SICLIER

(1) Bob Wilber, comme pour Cotton Club, a supervisé les scènes musicales, doublées par de bons musiciens de jazz, Tom Pletcher (Bix), Kenny Davern, Keith Nichols, Vince Giordano...

UN CERTAIN REGARD

Dangers du désarroi

Des adolescents d'Australie entre rêve et réalité

HOLIDAYS
ON THE RIVER YARRA
de Leo Berkeley

Déformation due à la distance, peut-être: le cinéma australien tel que le perçoit le reste du monde se tourne vers le passé pour éclairer le présent. En revanche, *Holidays on the River Yarra* jette un regard à la fois amusé et inquiet - donc inquiétant - sur une certaine adolescence.

Le fleuve Yarra est à Melbourne ce que la Garonne est à Bordeaux: une artère - élément de vie - débouchant sur un port, et par là, sur d'autres continents, d'autres vies. Tournant le dos aux beaux quartiers de cette cité terriblement bien élevée, Leo Berkeley plonge dans un Melbourne tout aussi vrai, mais relativement peu exploré: celui du melting pot qui a fait son coup - l'Australie a mal à ses Asiatiques - celui des adolescents de la classe ouvrière en proie

à une difficulté d'être, et qui n'ont d'autre solution que les graffitis - ou la violence - pour exprimer leurs rêves et déjouer leur ennui.

À dépat, un fait divers: en 1983, plusieurs hommes sont arrêtés dans un bar près du port. Ils sont accusés de tentative de coup d'État contre le gouvernement des Comores. Pourtant aucun d'eux n'a jamais navigué, ils ne possèdent ni armes ni cartes de géographie ni argent. Suivant jour après jour leur procès, Leo Berkeley imagine et transpose.

Mick et Eddie sont deux adolescents qui cherchent à briser la routine de leur existence - serveurs ou plongeurs dans un sous-Mac Donald, ils sont partiellement en chômage, Murs pour la délinquance, ou une forme de terrorisme. Par leur patron qui leur offre la «grande aventure», ils sont introduits auprès d'un groupe de mercenaires racistes - «la haine est dans l'air, il suffit de la respirer» - qui préparent une expédi-

tion destinée à renverser le gouvernement sans doute marxiste d'une petite île africaine - «après trente ans d'insécurité noire et rouge, il est temps de rétablir la suprématie blanche». Mais ils doivent trouver cinq cents dollars pour acheter leur passage sur le bateau...

Agé de trente-quatre ans, ayant exercé toutes sortes de métiers dans l'audiovisuel, Leo Berkeley, dont *Yarra* est le premier long métrage, se dit amoureux tant du Hollywood de l'âge d'or que de la nouvelle vague. Cela se voit à la manière dont il mêle tradition narrative et liberté formelle. S'il fût parfois la caricature, il réussit à éviter le piège du didactisme grâce justement à la spontanéité apparente de la forme. Il sait en deux plans installer la tension raciale, il a surtout une oreille d'une remarquable acuité pour le langage des adolescents et réussit à contrôler des dérapages délibérés entre drame et humour, entre rêve et réalité.

H. B.

VILLE DE CAEN
REGION BASSE NORMANDIE
MINISTERE DE LA CULTURE

Les Arts
Florissants

WILLIAM CHRISTIE

MAI-JUILLET 1991

ALCIONE

de Marin MARAIS (1656-1728)

TRAGÉDIE LYRIQUE EN VERSION CONCERT

Avec

Agnès MELLON - Françoise SEMELLAZ - Charles DANIELS
Bernard LOONEN - Nicolas CAVALLIER - Jérôme CORRÈAS
Nicholas ISHERWOOD - Donatienne MICHEL - DANASAC
Isabelle SCHOENHENS - Caroline PELON
Gerd TURK - Jean-Claude SARRAGOSSE

Chœur & orchestre LES ARTS FLORISSANTS

TOURS	le 18 mai à 20H30	Grand Théâtre
BOLOGNE	le 20 mai à 21H00	Auditorio
PARIS	le 24 mai à 20H00	Théâtre du Châtelet
AMSTERDAM	le 30 mai à 20H15	Concertgebouw
MONTPELLIER	le 01 juin à 20H00	Opéra

FESTIVAL D'AIX-EN-PROVENCE 1991

CASTOR ET POLLUX

de Jean-Philippe RAMEAU (1683-1764)

TRAGÉDIE LYRIQUE

LIVRET DE PIERRE JOSEPH BERNARD

Direction musicale: William CHRISTIE
Mise-en-scène, décors & costumes: Pier-Luigi PIZZI
Chorégraphie: Béatrice MASSIN

Agnès MELLON - Véronique GENS - Claron MCFADDEN
Sandrine PIAU - Howard CROOK
François LE ROUX - Bernard DELETTRE - Mark PADMORE
Brian PARSONS - Jean-Claude SARRAGOSSE

Chœur & orchestre: LES ARTS FLORISSANTS
Compagnie: RIS ET DANCERIES

THEATRE DE L'ARCHEVECHE

les 11, 13, 20, 24 & 28 Juillet 1991 à 21H15

W-A MOZART (1756-1791)

KYRIE (K 341)

CONCERTO POUR VIOLON N°3 en SOL (K 216)
EXSULTATE JUBILATE (K 165)
DAVIDDE PENITENTE (K 469)

Rachel YAKAR
Véronique GENS - Sandrine PIAU
Howard CROOK
Ryo TERAKADO

Chœur & orchestre LES ARTS FLORISSANTS

Direction William CHRISTIE

CATHEDRALE STSAUVEUR

les 17 et 25 Juillet à 21H00

M-R DELALANDE (1657-1726)

Grands Motets:

CONFITEBOR TIBI DOMINE
SUPER FLUMINA BABILONIS
TE DEUM

Véronique GENS - Sandrine PIAU
Ariette STEYER - Jean-Paul FOUCHECOURT
François PIOLINO
Jérôme CORRÈAS

Chœur & orchestre LES ARTS FLORISSANTS

Direction William CHRISTIE

CATHEDRALE STSAUVEUR

le 21 Juillet à 17H00

PECHINEY

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél.: 48 00 20 20 - Téléc.: DROUOT 642 260

Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au: 48 00 20 17
Compagnie des commissaires principaux de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

MERCREDI 22 MAI

- S. 1 - 14 h 15. LIVRES ANCIENS DU XV^e au XVII^e provenant de la bibliothèque d'un amateur. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Viardot et Razi-Madoux, experts. Catalogue: veuillez contacter le poste 469.
- S. 2 - Tab., bib., mob. ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).
- S. 3 - Tableaux anciens, objets d'art et d'Extrême-Orient, beau mobilier. - M^{me} DELORME.
- S. 4 - Succession HOPPENOT (2^e vente). Art primitif, antiques, meubles et tapis. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
- S. 5 - Tapis d'Orient. - M^{me} MILLON, ROBERT, MM. Chevalier.
- S. 6 - Affiches et œuvres sur papier. Avant-gardes russes du XX^e siècle. PARIS-AUCTION (M^{me} de CAGNY).
- S. 15 - Mobilier, objets d'art. - M^{me} JUTHEAU.

JEUDI 23 MAI

- S. 3 - 14 h 15. ENSEMBLE D'AUTOGRAPHES PRÉCIEUX. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Castaing et Maryse Castaing, experts. Exposition: Librairie CHARAVAY, 3, rue de Fustenberg, 75006 Paris, dès la réception du catalogue jusqu'à la veille de la vente à 16 heures.

VENDREDI 24 MAI

- S. 2 - Antiquités préhispaniques. Extrême-Orient. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 4 - 14 h 15. Objets de vitrine, orfèvrerie. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Déchaud et Stetten, experts.
- S. 9 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{me} BOISGRAND.
- S. 10 - Estampes anciennes. Souvenirs historiques. Armes. Faïences et porcelaines des XVIII^e et XIX^e siècles. - M^{me} COUTURIER, DE NICOLAY, MM. Candillier, Croissy et Lefebvre, experts.
- S. 12 - Timbres-poste. - M^{me} LENORMAND, DAVEN.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGRAND, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
COUTURIER, DE NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LENORMAND, DAVEN, 12, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 42-46-96-95.
OGIER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS-AUCTION: DE CAGNY, CARDINET-KALCK, DEURBERGUE, ROERANT-COUTURIER, 23, rue Le Peletier (75009), 42-47-03-99.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA

LA GRANDE HALLE
LA VILLETTE
METRO
PORTE DE MONTMARTRE
DU 14 MAI
AU 9 JUIN
DU MARDI AU SAMEDI 21H
CIGARETTES 17H-21H
Europe 2
ILE POSTE PARISIEN
LOC. 14-18-21-22
LA GRANDE HALLE
PARIS
PARIS-MEGASTORE
01 42 34 30 10

OPERA
DE PARIS
DIRECTEUR MUSICAL MYUNG-GUHN CHUNG
ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPERA DE PARIS
CONCOURS
DE RECRUTEMENT D'ARTISTES MUSIENS
lundi 10 juin
un poste de cor solo
mardi 11 juin
un poste de clarinette solo
vendredi 14 juin
un poste de contrebasse ténoriste
un poste de contrebasse 1^{er} soliste
samedi 15 juin
un poste de trompette solo
lundi 17 juin
un poste de 2^e cor tenant le 1^{er}
un poste de trombone 1^{er} soliste
mardi 18 juin
cinq postes de violons ténoristes
RENSSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
INTELLIGENT DE L'ORCHESTRE DE L'OPERA DE PARIS
120 RUE DE LA VILLE, 75002 PARIS TEL: 01 40 91 14 35

CULTURE

MUSIQUES

Une « Flûte » de maçon

Pierre Strosser monte une nouvelle version de l'opéra de Mozart

LA FLÛTE ENCHANTÉE
à l'Opéra de Montpellier

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Murs fissurés, planchers de pin creusés par des générations d'afficionados, feutres à la peluche rouge élimée, éraquemens sinistres, l'historique pèse de tout son poids sur l'Opéra de Montpellier. Il va être bientôt restauré. On s'en réjouit tout en espérant que ces travaux sauront préserver sa patine. La salle est plongée dans le noir. Deux projecteurs sont braqués sur Friedrich Haider, le jeune chef qui dirige cette nouvelle production de *La Flûte enchantée* de Mozart, mise en scène par Pierre Strosser. Passé l'ouverture, sa direction inexpressive, imprécise et indifférente à ce qui se passe sur le plateau transformera ces deux rayons de lumière en index accusateurs. Comment a-t-on pu le nommer directeur musical de l'Opéra du Rhin ? A moins que ce ne soit l'Orchestre philharmonique de Montpellier qui fasse de l'obstruction ? Tant d'indolence, de relâchement sont difficilement

compétibles avec le statut de musicien professionnel.

Ce je-m'en-foutisme n'est certes pas le défaut de Pierre Strosser ni du costumier Patrice Cauchetier. Décor, costumes et mise en scène témoignent au contraire d'une approche réfléchie, d'un goût amoureux pour la belle ouvrage. L'unique décor tient à la fois du tribunal, de la loge maçonnique et du temple. Il occupe la quasi-totalité de la scène de l'Opéra : hautes boîtes sombres fin dix-huitième, parquet, longues baquettes, tribune latérale faisant face à des fenêtres barreaudées, perches en haut d'un mur, un feuillet Louis XIII recouvert de cuir fauve. Marron, beige et noir le plus souvent, si ce n'est le bleu natter, le blanc cassé des robes des trois Dames et l'habit aux couleurs indéfinies de Monostatos, les costumes sont sévères.

Admirable soustraction

Mais pourquoi avoir tant coupé dans le livret, si ce n'est pour plier cette *Flûte* à une vision univoque ? Éliminées la dimension féérique et la signalétique des personnages de Sbilkaneder, au profit de la seule dimension maçonnique. Dans ce lieu étas, à la perspective fuyante, la violence

des échanges entre les personnages tourne au paroxysme, voire à la catharsis. Est-ce bien là *la Flûte* ? Non, sans doute, mais malgré ce détournement (accepté après bien des réticences), le spectacle de Pierre Strosser ne peut que provoquer la plus franche admiration : il est plus difficile de convaincre par la soustraction que par l'addition ou l'anecdote.

Les chanteurs sont d'excellents acteurs-chanteurs. Au point que l'on en oublie souvent qu'ils jouent. Mais Catherine Dubosc (Pamina) nous inquiète. Son engagement théâtral émouvant ne peut faire oublier que cette jeune femme ne tient pas la distance vocalement.

ALAIN LOMPECH

Prochaines représentations, les 17, 19, 21 et 23 mai, à l'Opéra-Comédie. Tél. : (18) 67-66-31-11. Avec Catherine Dubosc (Pamina), Sally Wolf (la Reine de la nuit), Martina Bover (Papageno), Johann Tilli (Sarastro), Jarne Silvestri (Tamino), Manfred Hemm (Papageno), Riccardo Cassinelli (Monostatos), Anne Constantin, Brigitte Desnoues, Pia Innale (les trois Dames).

DANSE

Le mouvement écartelé

Une création mondiale de William Forsythe

THE LOSS OF SMALL DETAIL
à Francfort

FRANCFORT

de notre envoyée spéciale

La splendeur immaculée de la vision initiale que dévoile comme à regret un rideau noir comme Érebe pétrifié la salle. L'immense plateau n'est que pureté, dépouillement et rigueur absolus : une symphonie de blanc et de gris percé, ponctuée çà et là d'accents noirs hyper-épurés. Par moments, tombe une neige très fine. Cette image radieuse, après tant de spectacles forsythiens dans la ténacité ou presque, n'est pas la seule surprise que nous réserve le diable de Francfort dans *The Loss of Small Detail*. Quoi ? William Forsythe, n'était-ce pas la danse paroxystique et écartelée, la vitesse, les éclairages frénétiquement changeants, et par-dessus tout l'art des ruptures ?

Ici, le mouvement de centrifuge devient centripète, le torse et le bassin ravissent la primauté aux membres ; le discours ralentit jusqu'au calme, à la sérénité ; la lumière blanche se varie presque pas, sauf sublime moment gris éblouissant d'une énorme lune

(a-t-on jamais vu un plateau entièrement baigné de gris éblouissant ?). Nul coup de hache dans la continuité des lignes, des architectures, des climats.

Qu'est-ce que cet « ailleurs » troublant ? Sommes-nous dans les limbes, où commençait à s'exercer ceux qui vont naître et qui seront danseurs ? Pas aux antipodes, en tout cas, de Bob Wilson et du Japon. Est-ce l'influence du couturier Issey Miyake, auquel Forsythe a cédé, pour une fois, les costumes ? Dieu merci, il n'a pas fait « couture », piège dans lequel tombent tant de ses confrères lorsqu'ils se risquent au théâtre. Il a plutôt inventé des secondes peaux interchangeables, des variations légères sur le tee-shirt, le débardeur, le pantalon, et aussi, dans ses fameux plissés, sept costumes plus élaborés, pointus, bizarres, dans lesquels les danseurs ressemblent à la fois à des membres du Klu-Klux-Klan, à des chevaliers en armure, à des chauves-souris ou à des stégosaures. Avec une ironie bien forsythienne, une scène d'essai s'annonce de ces vêtements : « C'est à l'envers ! » s'écrit un danseur.

Moins surprenante dans une pièce de Forsythe, la présence du texte, son péché mignon. Des phrases écrites, apparaissant par lent déroulement des toiles

blanches, nu profitées au micro par des danseuses speakerines. Des anglophones plus autorisés que nous avons n'avoir pas compris grand-chose. Dans le dossier de presse, des extraits d'un livre intitulé *Technicians of the Sacred*, poèmes d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, et d'Océanie, qui parlent ordinairement de choses du sexe, ne sont pas d'un plus grand secours. Il faut une fois encore renoncer à comprendre, se laisser hypnotiser, ravir, émouvoir. Il faut redire aussi de quels formidables complices dispose Forsythe : des danseurs dont on ne voit pas les limites, pas plus qu'on en voit à l'imagination sonore de Thom Willems. Puisse-t-elle enchanter, sa musique se déchire ici de foudroyants orages qui ne correspondent à rien, directement, sur le plateau. Mais n'est-ce pas le sujet (pervers) du ballet : ce qui se passe quand rien n'arrive ?

SYLVIE DE NUSSAC

Opéra de Francfort, les 17, 19 et 25 mai. Le Ballet de Francfort sera au Théâtre du Châtelet, du 10 au 20 juin, avec *Limbo's Theorem*, *The Vile Parody of Address*, *Nu Wild Ones at the Second Details*. *The Loss of Small Detail* sera présenté au février 1992.

CINÉMA

Un film mutant

Un dessin animé japonais, une épopée

AKIRA
de Katsuhiro Otomo

Dessin animé japonais. C'est devenu presque une grossièreté, une expression péjorative, comme roman de gare ou musique légère. Et voilà *Akira*. C'est un dessin animé japonais, au même titre que *Goldorak* ou *Les Chevaliers du zodiaque*. Ceux qui ont eu la patience de rester un peu plus de trente secondes, le mercredi après-midi, devant la télévision en compagnie de leurs cadets, ne seront pas tout à fait en terrain inconnu. Et pourtant, *Akira*, histoire de mutants, est aussi un film mutant, un objet étrange qui ne ressemble à rien de ce qui occupe les grands écrans en ce moment.

Adapté par Katsuhiro Otomo de sa propre bande dessinée (un best-seller au Japon), *Akira* est une histoire d'enfants. De voyous à moto qui vivent à Néo-Tokyo, la métropole reconstruite sur les ruines d'une catastrophe nucléaire : émeutes, graffiti, guerres des bandes, on se sent très vite chez soi, aujourd'hui. Il y a les mutants, issus des expériences des chercheurs japonais. C'est par Akira, le premier d'entre eux, qu'est arrivée la troisième guerre mondiale. C'est le vide (jamais vraiment présent à l'écran) autour duquel se construit un ballet compliqué entre bandes, factions politiques, sectes religieuses et les mutants survivants. Bébés séduits, ils entretiennent leurs facultés dans une nursery sinistre qui est l'une des plus belles trouvailles graphiques du film. Dans la mesure où fait la fiction on reconnaît un passage, mais tout va si vite, des éléments du paysage : l'univers de Philip K. Dick et des grands cycles de bande dessinée de ces dix dernières années (*Les Gardiens*, de Moore et Gibbons, *Incubus*, de Masibus), le mysticisme que véhiculent les films d'arts martiaux.

La manière aussi est familière. Les contraintes économiques ont fait le style du dessin animé japonais : tout pour éviter l'animation — cadres multiples, décors spectaculaires, montage hystérique. Ici, parce que le film a été réalisé avec un budget confortable, ces bouts de ficelle deviennent armature. La rapidité et l'efficacité se nourrissent d'un imaginaire complexe qui va du grandiose au ridicule. En deux heures, le film perd de temps en temps son chemin, aligne quelques lieux communs. Mais *Akira* est né par une énergie irrésistible. On y retrouve l'amour de la violence que les parents affligés du mercredi après-midi ont appris à connaître. Sans souci de compromis, d'économie de bouts de chandelle, la violence arrive au bout de sa trajectoire et s'échappe vers l'épopée. Après avoir emprunté les chemins du roman-feuilleton (la ville sous la ville) et ceux du thriller paranoïaque (manipulations et cascade), *Akira* se termine sur une débauche de mysticisme confus,

version fin de siècle du mauvais trip au LSD qui concluait 2001.

Sorti juste avant l'ouverture du Festival de Cannes — un arrêt de mort pour la plupart des films, — *Akira* remplit depuis une semaine les deux salles parisiennes où il est projeté.

THOMAS SOTINEL

Akira, la bande dessinée, est publiée aux Éditions «Sénat».

THÉÂTRE

L'agonie de la Galté-Lyrique

Pour la deuxième fois en moins de deux ans la Flamme magique a déposé son bilan. Ce Luna-Park urbain imaginé par Jean Chalopin — le créateur de *l'inspecteur Gadget* — n'a donc fait faillite. 400 millions de francs ont été engloutis dans l'opération par la SEGL (1). La Ville de Paris s'était portée garante pour 165 millions de francs. Brevetement ouverte en décembre 1989, la salle fermait ses portes dix jours après pour une « mise au point ». Elle les rouvrait un an plus tard, mais ne pouvait empêcher le dépôt de bilan de la société.

Mais, plus grave encore, pour créer cet « espace ludique d'un nouveau genre » la municipalité parisiennne a accepté que l'on massacre l'un de ses théâtres. Derrière sa façade rénovée, le bâtiment a, en effet, été entièrement vidé de ses entrailles. La salle à l'italienne de plus de 1 000 places a été démolie de fond en comble pour faire place à une jungle de gadgets électroniques aujourd'hui inutilisés. La scène a été tronquée. Seul le foyer, témoin pitoyable de la destruction, subsiste. En 1988, les travaux de rénovation de la salle — en mauvais état — étaient estimés à 100 millions de francs. Il en a fallu quatre fois plus pour arriver à ce résultat : la mise hors circuit d'un théâtre parisien. Car on voit mal comment la Ville de Paris, qui s'est médiocrement dévouée de son patrimoine, il y a cinq ans, accepterait de prendre en charge un sujet en coma dépassé. On peut craindre, en dépit des dénégations gênées de l'Hôtel de Ville, que le sort de la Galté-Lyrique ne soit désormais scellé. Son avenir sera sans doute celui d'un quelconque garage destiné à abriter un commerce banal.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Les actionnaires de la Société d'exploitation de la Galté-Lyrique (SEGL) sont, entre autres, la Compagnie luxembourgeoise de télévision, la Banque Paribas, Nord-France et Bayard-Press.

CAHIERS DU CINÉMA

Il y a 40 ans, deux mots qui n'avaient rien à voir l'un avec l'autre se sont mis ensemble pour faire les quatre cents coups :

SPECIAL 40 ANS



SOUVENIRS DE CINÉMA

NUMERO ANNIVERSAIRE

هك من الفصل

سكنا في الاحل

SPECTACLES

JEUDI 16 MAI

Le Monde • Vendredi 17 mai 1991 19

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ANDRÉ BRETON

Grande galerie - 5^e étage. Jusqu'au 26 août.

CAPITALES EUROPÉENNES DU NOUVEAU DESIGN. Galerie du Cci. Jusqu'au 27 mai.

FRANK O. GEHRY. Projets en Europe. Galerie de dessins d'architecture. Jusqu'au 10 juin.

MOUVEMENT 1 ET 2. Galeries contemporaines. Jusqu'au 18 juin.

LE MYTHE W. EUGENE SMITH. Bibliothèque publique d'information. Jusqu'au 17 juin.

CLAUDE VIALAT. Dessins. Salle d'art graphique Mnam. Jusqu'au 3 juin.

Musée d'Orsay

Duati Anatole-France (40-49-14). Mar., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 8 h à 19 h. Fermé le lundi.

AFFICHES : LE CIRQUE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 juillet.

GEORGES BARNARD : PHOTOGRAPHIES DE LA GUERRE DE SÉCESSION. Exposition-dossier. Espace photographique arts graphiques 1 et 2. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 26 mai.

DESSINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin.

DESSINS NÉO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHIES DES FRÈRES LUMIÈRE. Espace naissance du cinématographe. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin.

RENE PIOT (1898-1934) DÉCORS DE THÉÂTRE, DÉCORS MONUMENTAUX. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 26 mai.

LE TEMPS DES SYNAGOGUES EN FRANCE (1751-1914). Exposition-dossier. - 5, 4, 3 étages - pavillon Amont. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 26 mai.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J. et mar. de 10 h à 22 h.

ACQUISITIONS RÉCENTES DES SEPT DÉPARTEMENTS DU MUSÉE DU LOUVRE. Hall Napoléon. Entrée : 20 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 juin.

JOOS VAN CLEVE. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 27 mai.

DESSINS ESPAGNOLS : MAÎTRES DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 22 juillet.

REPRESENTATIONS. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 17 juin.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1780-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 30 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 30 juin.

LE TRÉSOR DE SAINT-DENIS. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (possibilité de billets couplés avec celui du musée). Jusqu'au 17 juin.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (47-23-61-27). T.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30. Le musée sera fermé les 19 et 20 mai.

PIERO MANZONI. Entrée : 30 F (possibilité de billet groupé : 35 F). Jusqu'au 26 mai.

PARCOURS DU DOUBLE. Musée national des Monuments historiques, place de Châteaillon. Entrée : 20 F (possibilité de billet groupé : 35 F). Jusqu'au 30 juin.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower.

DE COROT AUX IMPRESSIONNISTES. DONATIONS MOREAU-NÉLATON. (42-89-23-13). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 37 F. Jusqu'au 22 juillet.

PARIS EN VISITES

VENREDI 17 MAI

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 18 h 15, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« Pisselli et Manzonni, Italiens dans les lignes néo-gothiques et futuristes », 12 h 30 et 14 heures, 11, avenue du Président-Wilson (G. Marteau-Carlier).

« Exposition : le Trésor de Saint-Denis », au Louvre, 14 heures, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Heusemann », 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris Autrefois).

« De la Madeleine aux jardins des Champs-Élysées », 14 h 30, façade de la Madeleine (Paris pittoresque et insipide).

« Les salons baroques de l'hôtel de Launay et deux hôtels maoïstes », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).

« Visite du village de Saint-Germain des Prés, son abbaye, ses jardins, etc. Ruelles et venelles jusqu'à l'hôtel des archevêques », Rouen s. 14 h 30, corréto Saint-Germain des Prés (H. Hauller).

« Hôtels et curiosités du Marais, mur d'enceinte, synagogues, la place des Vosges et l'évolution du quartier », 15 heures, métro Saint-Paul (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

JACQUES-HENRI LARTIGUE

Rivages. (42-89-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août.

SEURAT (1859-1891). Galeries nationales (42-89-23-13). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h (fermeture des caisses à 19 h 15, mar. à 21 h 15). Entrée : 37 F. sam. 24 F. Jusqu'au 12 août.

MUSÉES

APPEL AUX JEUNES ARCHITECTES. 2^e Session. Pavillon de l'Arche, galerie d'actualité - mezzanine sud. 21, boulevard Morland (42-76-29-53). T.J. et lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 9 juin.

ROSSELLA SELLUSCI. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 9, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne (47-03-81-28). T.J. et dim. de 12 h à 19 h 30. Fermé les 20 et 21 mai. Jusqu'au 25 mai.

LA BRIQUE A PARIS. Pavillon de l'Arche, galerie d'actualité. 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J. et lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 11 h à 18 h. Du 18 mai au 25 août.

CHEFS-D'ŒUVRE : RETROUVÉS. Monet, Morisot et Renoir. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Gouly (42-24-07-02). T.J. et lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre.

CAMILLE CLAUDEL. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. et lun. de 10 h à 19 h, mer. de 10 h à 20 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 2 juin.

JAN DISSETS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai.

DONS DE LA FAMILLE DAVID-WEILL. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 30 juin.

LA FAIENCE MAROCAINE DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée national des arts africains et océaniques, 288, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 17 juin.

HORST. 60 ans de photographie. Musée des arts de la mode, 108, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 12 h 30 à 19 h, dim. de 11 h à 19 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 9 septembre.

LIENS DE FAMILLES. Musée national des arts et traditions populaires, 10, av. Maitland-Gandhi (40-67-90-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 18. Entrée : 14 F. dim. : 9 F. Jusqu'au 29 juillet.

RICHARD WEITNER. VERRE CONTEMPORAIN. Musée des arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (ou compris dans le prix d'entrée du musée). Jusqu'au 26 mai.

LE MONDE DE PROUST. PHOTOGRAPHIES DE PAUL NADAR. Calcaire national des monuments historiques, orangerie de l'hôtel de Sully, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J. et lun. de 11 h à 18 h, jeu. jusqu'à 21 h. Entrée : 11 F. Jusqu'au 20 mai.

LA MÉMOIRE DES TIMBRES. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugoussier (43-20-15-30). T.J. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 novembre.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-33-70-00). T.J. et mar. et fêtes de 8 h à 17 h 15. Entrée : 26 F. Jusqu'au 2 septembre.

PANORAMA DES PANORAMAS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai.

PARCOURS DU DOUBLE. Musée national des Monuments historiques, place de Châteaillon. Entrée : 20 F (possibilité de billet groupé : 35 F). Jusqu'au 30 juin.

POMME DE TERRE ET BONHOMME DE FER. Par Bille Pandino et Ulysse Renaud. Jardin d'Acclimatation, musée en Herbe, bois de Boulogne, boulevard des Sablons (40-87-87-88). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 18 h. Entrée : 13 F. Jusqu'au 29 septembre.

CONFÉRENCES

Centre associatif Meunier-Saint-Denis (grande salle), 25, rue Meunier, 14 h 30 : « L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Heusemann », 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris Autrefois).

« De la Madeleine aux jardins des Champs-Élysées », 14 h 30, façade de la Madeleine (Paris pittoresque et insipide).

« Les salons baroques de l'hôtel de Launay et deux hôtels maoïstes », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).

« Visite du village de Saint-Germain des Prés, son abbaye, ses jardins, etc. Ruelles et venelles jusqu'à l'hôtel des archevêques », Rouen s. 14 h 30, corréto Saint-Germain des Prés (H. Hauller).

« Hôtels et curiosités du Marais, mur d'enceinte, synagogues, la place des Vosges et l'évolution du quartier », 15 heures, métro Saint-Paul (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 18 h 15, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« Pisselli et Manzonni, Italiens dans les lignes néo-gothiques et futuristes », 12 h 30 et 14 heures, 11, avenue du Président-Wilson (G. Marteau-Carlier).

« Exposition : le Trésor de Saint-Denis », au Louvre, 14 heures, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Heusemann », 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris Autrefois).

« De la Madeleine aux jardins des Champs-Élysées », 14 h 30, façade de la Madeleine (Paris pittoresque et insipide).

« Les salons baroques de l'hôtel de Launay et deux hôtels maoïstes », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).

« Visite du village de Saint-Germain des Prés, son abbaye, ses jardins, etc. Ruelles et venelles jusqu'à l'hôtel des archevêques », Rouen s. 14 h 30, corréto Saint-Germain des Prés (H. Hauller).

« Hôtels et curiosités du Marais, mur d'enceinte, synagogues, la place des Vosges et l'évolution du quartier », 15 heures, métro Saint-Paul (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 18 h 15, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« Pisselli et Manzonni, Italiens dans les lignes néo-gothiques et futuristes », 12 h 30 et 14 heures, 11, avenue du Président-Wilson (G. Marteau-Carlier).

« Exposition : le Trésor de Saint-Denis », au Louvre, 14 heures, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Heusemann », 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris Autrefois).

« De la Madeleine aux jardins des Champs-Élysées », 14 h 30, façade de la Madeleine (Paris pittoresque et insipide).

« Les salons baroques de l'hôtel de Launay et deux hôtels maoïstes », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).

« Visite du village de Saint-Germain des Prés, son abbaye, ses jardins, etc. Ruelles et venelles jusqu'à l'hôtel des archevêques », Rouen s. 14 h 30, corréto Saint-Germain des Prés (H. Hauller).

« Hôtels et curiosités du Marais, mur d'enceinte, synagogues, la place des Vosges et l'évolution du quartier », 15 heures, métro Saint-Paul (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 18 h 15, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« Pisselli et Manzonni, Italiens dans les lignes néo-gothiques et futuristes », 12 h 30 et 14 heures, 11, avenue du Président-Wilson (G. Marteau-Carlier).

« Exposition : le Trésor de Saint-Denis », au Louvre, 14 heures, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Heusemann », 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris Autrefois).

« De la Madeleine aux jardins des Champs-Élysées », 14 h 30, façade de la Madeleine (Paris pittoresque et insipide).

« Les salons baroques de l'hôtel de Launay et deux hôtels maoïstes », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).

« Visite du village de Saint-Germain des Prés, son abbaye, ses jardins, etc. Ruelles et venelles jusqu'à l'hôtel des archevêques », Rouen s. 14 h 30, corréto Saint-Germain des Prés (H. Hauller).

« Hôtels et curiosités du Marais, mur d'enceinte, synagogues, la place des Vosges et l'évolution du quartier », 15 heures, métro Saint-Paul (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 18 h 15, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« Pisselli et Manzonni, Italiens dans les lignes néo-gothiques et futuristes », 12 h 30 et 14 heures, 11, avenue du Président-Wilson (G. Marteau-Carlier).

« Exposition : le Trésor de Saint-Denis », au Louvre, 14 heures, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Heusemann », 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris Autrefois).

« De la Madeleine aux jardins des Champs-Élysées », 14 h 30, façade de la Madeleine (Paris pittoresque et insipide).

« Les salons baroques de l'hôtel de Launay et deux hôtels maoïstes », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).

« Visite du village de Saint-Germain des Prés, son abbaye, ses jardins, etc. Ruelles et venelles jusqu'à l'hôtel des archevêques », Rouen s. 14 h 30, corréto Saint-Germain des Prés (H. Hauller).

« Hôtels et curiosités du Marais, mur d'enceinte, synagogues, la place des Vosges et l'évolution du quartier », 15 heures, métro Saint-Paul (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 18 h 15, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« Pisselli et Manzonni, Italiens dans les lignes néo-gothiques et futuristes », 12 h 30 et 14 heures, 11, avenue du Président-Wilson (G. Marteau-Carlier).

« Exposition : le Trésor de Saint-Denis », au Louvre, 14 heures, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Heusemann », 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris Autrefois).

« De la Madeleine aux jardins des Champs-Élysées », 14 h 30, façade de la Madeleine (Paris pittoresque et insipide).

« Les salons baroques de l'hôtel de Launay et deux hôtels maoïstes », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).

« Visite du village de Saint-Germain des Prés, son abbaye, ses jardins, etc. Ruelles et venelles jusqu'à l'hôtel des archevêques », Rouen s. 14 h 30, corréto Saint-Germain des Prés (H. Hauller).

« Hôtels et curiosités du Marais, mur d'enceinte, synagogues, la place des Vosges et l'évolution du quartier », 15 heures, métro Saint-Paul (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 18 h 15, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« Pisselli et Manzonni, Italiens dans les lignes néo-gothiques et futuristes », 12 h 30 et 14 heures, 11, avenue du Président-Wilson (G. Marteau-Carlier).

« Exposition : le Trésor de Saint-Denis », au Louvre, 14 heures, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Heusemann », 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris Autrefois).

« De la Madeleine aux jardins des Champs-Élysées », 14 h 30, façade de la Madeleine (Paris pittoresque et insipide).

« Les salons baroques de l'hôtel de Launay et deux hôtels maoïstes », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).

« Visite du village de Saint-Germain des Prés, son abbaye, ses jardins, etc. Ruelles et venelles jusqu'à l'hôtel des archevêques », Rouen s. 14 h 30, corréto Saint-Germain des Prés (H. Hauller).

« Hôtels et curiosités du Marais, mur d'enceinte, synagogues, la place des Vosges et l'évolution du quartier », 15 heures, métro Saint-Paul (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 18 h 15, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« Pisselli et Manzonni, Italiens dans les lignes néo-gothiques et futuristes », 12 h 30 et 14 heures, 11, avenue du Président-Wilson (G. Marteau-Carlier).

« Exposition : le Trésor de Saint-Denis », au Louvre, 14 heures, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Heusemann », 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris Autrefois).

« De la Madeleine aux jardins des Champs-Élysées », 14 h 30, façade de la Madeleine (Paris pittoresque et insipide).

« Les salons baroques de l'hôtel de Launay et deux hôtels maoïstes », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).

« Visite du village de Saint-Germain des Prés, son abbaye, ses jardins, etc. Ruelles et venelles jusqu'à l'hôtel des archevêques », Rouen s. 14 h 30, corréto Saint-Germain des Prés (H. Hauller).

« Hôtels et curiosités du Marais, mur d'enceinte, synagogues, la place des Vosges et l'évolution du quartier », 15 heures, métro Saint-Paul (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

POUPÈES D'HIER, CRÉATIONS D'AUJOURD'HUI.

Musée des Arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et lun. et mar. de 12 h 30 à 19 h, dim. de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 novembre.

LA PROPAGANDE PAR L'AFICHE. Histoire de l'affiche politique en France 1450-1980. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'Honneur (45-55-30-11). T.J. et lun. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (45-47-83-45). Mar. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

TECHNIQUES DISCRÉTES. LE DESIGN MODULIER EN ITALIE 1880-1980. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

TRÉSORS DU MUSEUM ET TRÉSORS MONÉTAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE. Musée d'histoire naturelle, galerie de minéralogie et de géologie, jardin des Plantes, 19, rue Buffon (40-79-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. 9 F (chaque exposition). Jusqu'au 30 juillet.

UNE PASSION POUR LA CÉRAMIQUE. LA COLLECTION FINA GOMEZ. Et le grand prix Imetel Hommage à Bernard Palissy. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 23 juin.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-33-70-00). T.J. et mar. et fêtes de 8 h à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1^{er} octobre.

CENTRES CULTURELS

LES ARTISTES DE LA CITÉ DES ARTS. Cité internationale des arts, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (42-78-71-72). T.J. et lun. de 10 h à 17 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 1^{er} juin.

LES BAVAROIS. LE REGARD D'UN FRANÇAIS - PHOTOGRAPHIES ET SONS DE Xavier Lambours et Dieter Meyer-Silmar. Goethe Institut de Paris, 17, av. d'Iéna (47-23-91-21). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 20 h. Du 18 au 28 juin.

CHANGEMENT DE DIRECTION. Fondation nationale des arts. Hôtel des arts, 11, rue Berryer (45-63-80-85). T.J. et mar. de 11 h à 18 h, mer. de 11 h à 20 h. Jusqu'au 27 mai.

COLECCION CONTEMPORANEA. S.N.P. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 17, quai Malaquais (42-80-34-57). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 26 mai.

LE DANEMARK ET L'ENVIRONNEMENT. Maison du Danemark, 142, av. des Champs-Élysées (42-25-09-90). T.J. et lun. de 13 h à 18 h, dim. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 12 juillet.

DE L'ENTENTE À TRAVERS LE MONDE. Passion, technique et tradition. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figulier (42-74-40-00). T.J. et mar. et fêtes de 13 h à 20 h. Ouverture exceptionnelle dim. 2 juin 1991 de 14 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 22 juin.

LES DONS ET LEGS A PARIS. Hôtel de Ville, salon d'actualité, 25, rue de Rivoli. T.J. et dim. et fêtes de 9 h 30 à 18 h. Jusqu'au 15 juin.

KILIMS ANATOLIENS : UN ART ANCESTRAL. Institut

Le Monde
L'EDUCATION

Carrières :
l'hôtellerie /
restauration


LYCÉENS
la vie d'élève-étudiant

École :
l'ordinateur nouveau
est annoncé

Bibliothèque de France :
la querelle

Bac : conseils
pour l'histoire-géo
et l'anglais

NUMÉRO MAI 1991 - 22 F
En vente chez votre marchand de journaux



مكتبة الامم المتحدة

LIVRES • IDEES

Otto Rank, scaphandrier de l'âme

La biographie du disciple le plus proche de Freud, ami d'Anaïs Nin et de Henry Miller

LA VOLONTÉ EN ACTE
La vie et l'œuvre
d'Otto Rank
de E. James Lieberman.
Traduit de l'anglais
par Aline Weill.
PUF, 531 p., 295 F.

Lorsque Otto Rank mourut, le 31 octobre 1939, peu après Freud, le dernier mot qu'il prononça fut « *komisch* » (bizarre, étrange, cocasse). Et c'est vrai que la vie d'Otto Rank, dans laquelle nous plonge la splendide et minutieuse biographie d'un psychiatre américain, James Lieberman, a quelque chose de « *komisch* », comme si le destin de ce jeune navviers viennois, pratiquement adopté par Freud avant de devenir la coqueluche des milieux artistiques parisiens et new-yorkais, tenait à la fois du conte de fées et du roman noir.

Il naît à Vienne, le 22 avril 1884, dans le quartier des immigrants juifs, Leopoldsdorf, sous le nom d'Otto Rosenfeld. Père artisan joaillier, alcoolique et inaccessible ; mère conformiste en diable. Si son frère aîné a droit au lycée, Otto, lui, est envoyé dans une école technique pour apprendre un métier ; il est malingre, souffre de rhumatisme articulaire aigu (ce sera la cause de sa mort prématurée) et d'une solitude effrayante. « *C'est ainsi que je grandis, livré à moi-même, sans éducation, sans amis, sans livres* », écrit-il dans son Journal.

Violé à l'âge de sept ans, il aura longtemps face à la sexualité une peur pathologique ; il ne peut toucher qu'il ne soit sans porter de gants et rejoint son bien des points un autre illustre contempteur du sexe, Otto Weininger, dont l'opus magnum, *Sexe et caractère*, reflète sa conception du monde. Comme Weininger, il caresse l'idée du suicide, idée qui l'aidera à franchir plus d'un jour et plus d'une nuit. Comme Weininger, il reniera le judaïsme et, à l'instar de nombreux écrivains juifs viennois, il changera de nom, rompt ainsi avec son père et ses ancêtres juifs.

Le pseudonyme de Rank est un hommage à Ibsen, et à sa *Maison de poupée* ; le docteur Rank y incarne un personnage chaleureux et triste, malheureux en amour et obsédé, tout comme le jeune Otto, par l'idée qu'il est syphilitique. Cette angosse le tient éveillé des nuits entières. « *En particulier, écrit-il, l'idée de ne jamais, jamais, revenir et l'impossibilité de parcourir l'infini par la pensée me dévoraient de peur* ».

Ce qui sauvera Otto, c'est la culture. Dès sa quinzième année, il a élu sa trilogie sacrée : Ibsen, bien sûr, mais aussi Schopenhauer et Nietzsche. A côté de



ceci, il lui faut travailler en usine comme ouvrier tourneur : « *Je traversais la rue pour gagner l'atelier, comme un condamné qui est conduit en esclavage, et non pas simplement exécuté* ». La nuit, entre extase et désespoir, il écrit, entre autres, un testament hilarant, digne de Thomas Bernhard, ou encore une *Echelle de développement de l'humanité*. On y trouve, au niveau le plus bas, la religiosité, le respect de l'art, avec sa douceur pisseuse, l'adoration des femmes (« *Nombreux sont ceux qui sont perdus à cette corde leur vie durant* »), et, au niveau le plus élevé, la philosophie.

A vingt ans, Otto Rank est un autodidacte d'élite, d'une persévérance à toute épreuve, mais dont l'horizon semble tota-

lement bouché. Rien d'étonnant s'il achète une arme avec l'idée de mettre fin à ses jours : « *La vie est seulement une expérience dont le but est de découvrir le secret de la mort* », écrit-il. Contrairement à Otto Weininger, que Freud rejettera, c'est grâce à l'inventeur de la psychanalyse que l'expérience se poursuivra pour Rank. Leur première rencontre eut vraisemblablement lieu durant le printemps 1905, par l'intermédiaire d'Alfred Adler.

Si Weininger avait présenté *Sexe et caractère* à Freud, c'est avec un opuscule sur l'Art et l'Artiste que Rank se rend à la Bergasse. Commentaire de Freud : « *Un jeune homme qui avait fait des études dans une école technique s'est présenté un jour à moi avec un manuscrit qui révélait*

une intelligence inhabituelle. » Quant à Otto, il note dans son journal : « *Freud, un artiste authentifié par la médecine* ».

De fait, Freud et Rank vont se compléter : l'un est un scientifique au tempérament artistique, l'autre un artiste intéressé par la science. L'art, pour Rank, est plus important que la vie. Le désir d'immortalité est le point central de la conception qu'il se fait de l'artiste. Et quand Freud dit : « *Une vie non analysée ne vaut pas la peine d'être vécue* », Rank répond : « *Une vie non créative n'a pas d'intérêt* ».

Freud aide Rank à mener des études universitaires – et à se consacrer aux applications non médicales de la psychanalyse – il fait de lui son secrétaire, son élève, pratiquement son fils et, plus tard, son confrère. Il le charge de la rédaction des minutes de la Société psychanalytique de Vienne. C'est durant ces années que Rank élabore l'essentiel de son œuvre : l'Artiste, le Mythe de la naissance du héros, le Thème de l'inceste dans la poésie et la légende, le Traumatisme de la naissance.

A ce propos, James Lieberman note que Rank, en devenant le premier freudien à soumettre à l'analyse l'art et l'artiste, se place aussi en situation de protecteur de l'âme créatrice contre son asséchement par une dissection trop méticuleuse. On connaît son mot célèbre : « *Ce qu'il y a de plus beau dans la vie d'un artiste est ce qu'il ne peut réaliser* ». Et quand il aura rompu avec la psychanalyse, il ne cessera de répéter qu'elle est devenue le pire ennemi de l'âme. « *Je n'ai jamais aimé le langage médical qui est stérile* », confiera-t-il à Anaïs Nin, l'art seul redonne vie à la science.

A quarante ans, marié, père de famille, analyste réputé à Vienne, Otto Rank entreprend son premier voyage aux États-Unis. Freud lui avait conseillé de « *se vendre aussi cher que possible* » ; d'ailleurs, avait-il ajouté, « *je pense que l'analyse va aux Américains comme une chemise blanche à un corbeau* ». Rank sera convaincu du contraire : plus démocrate, plus optimiste, moins élitiste que Freud, il trouve d'emblée le ton qui séduit ses interlocuteurs ; il fait écho à leur idéalisme pragmatique en insistant sur le rôle du présent – le névrosé est un individu qui fuit le passé – et sur l'impérieuse nécessité de thérapies brèves et efficaces.

Le dernier acte de la vie de Rank commence. Après avoir été un autodidacte souffreteux et désespéré, puis le collaborateur le plus proche de Freud, le voici qui bante les boîtes de jazz avec ses deux amis, Anaïs Nin et Henry Miller.

Roland Jaccard
Lire la suite page 27

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

L'œil du cyclone

Il a bien essayé de vivre ailleurs que dans son Michigan natal et de faire autre chose qu'écrire, enseigner la littérature à l'Université, par exemple. Sans succès.

Apparemment, Jim Harrison n'est bon qu'à fandre du bois et raconter des histoires. Mais là, sur le terrain des histoires, il est tout simplement formidable. Après *Légendes d'automne*, *Sorcier*, *Delta*, etc., en voici deux nouvelles preuves : *la Femme aux lucioles* et *Wolf*, mémoires fictifs.

Page 22

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bort

Une Irlandaise et le Continent

Cleona était jeune, Irlandaise et courtisée. Pour l'éloigner de ses soupçons, son père lui fit faire un tour d'Europe, via la cour de Louis XV et le Farnay de Voltaire. Son Journal d'une jeune femme de qualité, paru à Londres dans les années 20, fit quelques remous. Et pour cause, c'était une mystification. Gabriel Matzneff et Yves Simon eussent certainement aimé, pourtant, rencontrer Cleona...

Page 22

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux

La ligne bleue de l'outre-mer

Voici ce paraît une monumentale Histoire de la France coloniale, qui entend refuser aussi bien le « *naïf récit d'épopée* » que le « *catalogue d'abominations* ». Une Histoire qui signale discrètement un événement historiographique : la recherche française sur l'ère de l'angélisme, du soupçon ou du remords. Pour étudier la plus scientifiquement possible la part qu'eurent les colonies dans le devenir de la France, d'Henri IV à de Gaulle.

Page 25

Les « vacances » de monsieur Sciascia

Deux textes posthumes du « grand Sicilien », mort en novembre 1989

UNE HISTOIRE SIMPLE
de Leonardo Sciascia.
Traduit de l'italien
par Mario Fusco.
Fayard, 68 p., 59 F.

FAITS DIVERS D'HISTOIRE LITTÉRAIRE ET CIVILE

de Leonardo Sciascia.
Traduit par Maurice Darmon.
Fayard, 242 p., 120 F.

« *Quelque chose qui s'apparente à des vacances* » : ainsi Leonardo Sciascia définissait-il le plaisir qu'il prenait à transformer en chronique, en récit réinventé, en fiction mêlée de réel, les anecdotes et faits divers que sa gigantesque culture lui offrait. Sa culture d'érudit, de curieux, d'ironiste, mais aussi – et tant pis si le terme paraît démodé – son engagement.

Avec *Une histoire simple*, qu'il faudrait appeler nouvelle, pour sa brièveté, mais que l'on est presque sûr de lire comme un roman, à cause de sa densité, de sa complexité et de sa profondeur, le « grand Sicilien » nous légue l'essence de son art.

« *Chez Sciascia, disait justement Pasolini, l'écriture tend à s'effacer. Sa discrétion est telle qu'elle la rend absente* ». N'y voyons pas un reproche. La réalité était pour Sciascia une

énigme. Ce n'est pas seulement une caractéristique des scientifiques et des enquêteurs : c'est un trait commun aux grands romanciers. La solution, certains la trouvent dans le sentiment poétique. Lui, il avait pour armes l'intelligence, la sourde amère, la précision, la limpidité.

Cela commencerait donc comme un entrefilet, un bouchon trou un peu dérisoire, lui distrairait entre deux drames qui auraient plus d'ampleur. Un homme, sans notoriété, sans importance, sans qualité, téléphone aux carabinieri du coin (la campagne sicilienne, bien entendu) pour leur annoncer qu'il aimerait leur montrer quelque chose. Cette étrange démarche n'a pas lieu d'éveiller l'intérêt du gendarme de faction qui, toutefois, par désaveuement ou acquit de conscience, se rend le lendemain sur les lieux pour découvrir un cadavre.

Le mort a été installé en position de suicide, mais avec quelques indices élémentaires qui prouvent qu'on est en présence de crime déguisé. On ne tarde pas à comprendre qu'il s'agit d'une histoire compliquée que le ou les assassins veulent faire passer pour simple. Et l'auteur, de son côté, met tout son talent de narrateur à débrouiller l'écheveau de l'intrigue pour la raconter avec clarté.

L'objet que la victime voulait montrer à la police est un tableau. Qui, bien sûr, a entre-temps disparu. Premier indice. La victime n'habite pas d'ordinaire dans la maison où elle a trouvé la mort. Deuxième indice. Mais il s'agit d'indices superficiels qui en cachent d'autres qui ne seront pas nommés : la Mafia et la drogue.

Trou noir

Le roman est si court et l'économie de Sciascia telle que ce serait vraiment trop nuire à ses futurs lecteurs que d'en dévoiler le minutieux déroulement. Mais, on s'en sera douté, le thème même du livre, qui fut aussi la constante hantise de l'écrivain, la Mafia, n'est pas explicite. On tourne autour de ce trou noir.

L'obsession des bibliothèques chères à Jorge Luis Borges n'était pas la seule que Sciascia partageait avec lui. Il se passionnait également pour la disparition, l'absence, la perte d'identité. Dans un livre précédent (1), il avait relaté, avec un humour inquiétant, un fait rapporté par le Monde : Borges, selon un canular d'intellectuels argentins, n'aurait jamais existé, mais serait le nom d'un collectif d'auteurs incarné par un acteur. La drôlerie de cette invention tient à sa parfaite cohérence avec l'œuvre même de Borges : l'au-

teur dévoré, nié et, somme toute, inventé par ses livres.

L'angoisse de Sciascia devant l'organisation tentaculaire de la Mafia relève, au fond, du même esprit : issue de forces sociales en place (magistrats, prêtres, fonctionnaires, commerçants), cette « chose » les dissimule, les dévie, les retourne, les déstabilise. Chaque membre de la société est un scteur qui joue

deux rôles : l'un que nous connaissons et l'autre dont, de temps à autre, nous voyons les effets lointains ou directs, trafics, meurtres, enlèvements, chantage, attentats.

René de Ceccatty
Lire la suite page 28

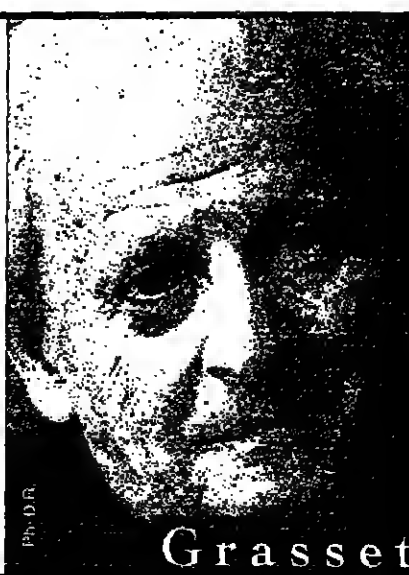
(1) *Petites chroniques*, traduit par Jean-Noël Schifano et Bertrand Visage, Fayard.

EMMANUEL LEVINAS

Entre nous, essais sur le penser-à-l'autre

Collection Figures dirigée par B. H. Lévy

Le livre des livres, la clé de l'œuvre philosophique d'Emmanuel Lévinas.



Grasset

LA FEMME AUX LUCIOLES

de Jim Harrison. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Brice Mathieussent. Christian Bourgois, 312 p., 130 F.

WOLF, Mémoires fictifs

de Jim Harrison. Traduit par Marie-Hélène Dumas. Robert Laffont, 264 p., 125 F.

JIM HARRISON est borgne. Cela ne signifie pas grand-chose, mais ça ne veut évidemment rien dire, il vous l'expliquerait lui-même à l'occasion. Une blessure de gosse, à la suite d'une chute à skis. Sur les photos, son œil fermé lui donne l'air d'un rusé matou, un gros lynx dur à cuire dans le genre Charles Bronson. Il passe volontiers pour un des derniers représentants de la littérature « macho » américaine, un héritier de Hemingway, ce qui reste un peu vague. Il ne suffit pas d'être un homme de plein air, d'aimer la nature, les longues marches en forêt, le pêche, les alcools bien en pente et les filles délaissées pour hériter de Hemingway. Le style de Harrison n'a d'ailleurs que très peu de points en commun avec celui d'Ernest, rien de sa rude concision, de son âpre sobriété dans l'usage des adjectifs. Si l'on tient absolument à situer l'auteur par rapport à d'autres écrivains, mieux vaut le placer à mi-chemin entre deux défunts qui furent ses amis, Richard Brautigan et Raymond Carver.

De l'un, il a le sens du merveilleux, de la poésie loufoque ; de l'autre, les tristesses soudaines, le talent de faire court et fort. Mais, pour le reste, autant le considérer tel qu'il est, dans le bel essor de la cinquantaine, natif du Michigan avec des racines suédoises du côté maternel, habitant du Michigan et amoureux du Michigan, de ses interminables hivers, plus précisément de la péninsule froide et plutôt sous-peuplée entre les lacs Supérieur, Michigan et Huron où se déroule l'action de beaucoup de ses récits. Il a plus ou moins essayé de vivre ailleurs, de faire autre chose qu'écrire, d'enseigner la littérature à l'université par exemple, mais sans grand succès, rapidement vaincu par le chagrin et, plus grave, par l'ennui. Apparemment, Jim n'est bon qu'à fendre du bois, faire la cuisine et raconter des histoires.

MAIS là, sur le terrain des histoires, il est formidable, puissant, inventif, jamais à court de rebondissements divers et fulminants. On doit au romancier Serge Lentz (les *Années Sandwiches*, la *Stratégie du bouffon*) les premières et excellentes traductions qui ont fait connaître Harrison en France avec *Légendes d'automne* et *Sorcier* chez Robert Laffont. Depuis, d'autres titres sont parus chez Bourgois, *Faux Soleil* et *Dalva*, l'auteur ou son agent se partageant entre les deux éditeurs.

Parfois, comme dans les trois histoires de vengeance qui composent le recueil de *Légendes d'automne*, Harrison va sec et droit, le démontre l'implacable de l'écrivain qui va régler ses comptes. A d'autres moments, il multiplie les détours et les digressions sans creindre d'égarer le lecteur en route, sûr de l'avoir solidement ferré. C'est le cas avec la première longue nouvelle de la *Femme aux lucioles*, où le narrateur se fait appeler Chien brun, en abrégé CB, et laisse croire qu'il a du sang indien dans les veines, alors qu'il n'est pas plus indien que plombier. Il se trouve seulement qu'une belle fille nommée Shelley vient d'entrer dans le bar miteux où il sirota une boisson nocive et l'a pris pour un Indien. Et comme elle est superbe,

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Jim Harrison : l'air d'un rusé matou

L'œil du cyclone

qu'elle a vingt-quatre ans et des seins glorieux, ce bon CB laisse filer son bobard et joue l'Indien rogue sur le ton « Je ne perle pas de mon peuple aux Inconnus ». Shelley et ses deux acolytes, que CB rebaptise Ducon et Duconneau, sont immédiatement emballés : ils sont anthropologues.

ON ne comprend pas tout de suite quels genres d'ennuis va s'attirer Chien brun, ni la nature du procès dont il parle incidemment, tout l'art de Harrison consistant à brouiller le fil de l'intrigue par de multiples digressions. Le métier de Chien brun est plongeur. Avec son ami Bob, il sillonne les eaux glacées des grands lacs et remonte des fragments d'épaves qu'il revend très cher à des amateurs discrets d'antiquités marines. Or se dernière trouvaille, qu'il n'a pas encore révélée à Bob, espèrent la garder pour lui seul, est un vieux sachem majestueux, un gros Indien mort, assis au fond du lac où l'eau est si froide que rien n'y pourrait et que les nageurs ne remontent jamais à la surface. Il connaît bien des choses et des ficelles, cet

inculte Chien brun, qui aurait pu réussir, peut-être, s'il n'avait cédé le montant de sa bourse d'études religieuses dans les bres, si l'on peut dire, d'une créature italo-noire, une vénale Beatrice. De toute façon, par une malédiction bizarre, dès qu'il a 3 dollars devant lui, ou 300, ils se liquéfient comme des glaçons exposés au bourbon, c'est magique.

Mais passons sur Beatrice et même sur le chien Sam auquel CB tenait si fort, et revenons à Shelley. Pour l'épater et le séduire plus rapidement, CB lui montre, dans la forêt, trois tumulus funéraires indiens, des monuments assez rares en cette région pour tels et tels raisons, qui suffiraient à rendre Shelley célèbre dans le monde universitaire des anthropologues. Mais CB s'est bien gardé de lui expliquer le chemin et ne veut pas voir Ducon et Duconneau profaner ces tombes. Scrupule qui s'évanouit néanmoins en ce qui concerne la dépouille englobée du sachem qu'il repêche et colle dans un camion frigorifique volé avant de s'embarquer les pieds dans une suite inextricable de catastrophes comiques et bien arrosées. Difficile pour les morts de reposer en paix quand Harrison est dans les parages.

Les deux autres nouvelles qui suivent *Chien brun* sont plus linéaires mais pas moins égarées, emportées par le même souffle, le même cyclone verbal, la même verve de conteur. Jim Harrison présente lui-même son premier livre, *Wolf*, comme « un journal traitant principalement des années 1956-1960, écrit de l'avantageux point de vue du présent - de faux Mémoires, donc, pas même chronologiques et dont l'auteur est lui-même une antiquité de trente-trois ans, moment critique où toujours les âmes littéraires se retournent et regardent en arrière ». On y suit l'auteur dans une longue promenade à travers bois au cours de laquelle il laisse affluer ses souvenirs dans un savant désordre. On le découvre dans ses premières tentatives d'intégration sociale, ce qu'il nomme ses passages dans le monde du travail, ou dans les rues de San-Francisco, la tête farcie de champignons hallucinogènes. Il évoque sa compagne Marcia avant leur séparation, ses diverses expériences urbaines, à New-York et Boston, toujours décevantes, ses petites amies, ses petits boulots, pêle-mêle.

EN ce printemps traître et pourri, on ne résistera pas au plaisir de vous citer sa recette contre le rhume : « Un litre de jus de pamplemousse frais, puis deux litres d'eau tiède pour mieux nettoyer le tube digestif. Après deux heures de repos dans une pièce sombre, faire griller un chataubriand d'un kilo, un kilo et demi, à peine bleu, puis le manger avec les doigts et sans sel. Ensuite, l'estomac distendu, prendre un bain extrêmement chaud sans allumer la lumière de la salle de bains et en buvant à petites gorgées lentes le meilleur bourbon que vous puissiez vous offrir, au moins une bouteille. Cela peut prendre jusqu'à quatre heures selon la capacité de chacun. Enfin, dormir vingt-quatre heures. Vous vous réveillerez alors dans un monde nouveau et votre rhume a disparu. Certains individus congénitalement faibles ont le guele de bois, mais ce n'est pas de ma faute, je ne suis pas médecin ». Et le cher Jim ajoute qu'on peut suivre le traitement même sans être enrhumé. Ça devrait marcher.

LE JOURNAL D'UNE JEUNE FEMME DE QUALITÉ

de Cleone Knox.

Traduit de l'anglais

par Sylvie Leroy.

Postface de Magdalen King-Hall.

« Histoire d'une publication »

par R. Perceval-Maxwell.

Ed. Zulma (33380 Cadeilhan).

190 p., 110 F.

ELIE ET PHAÉTON

1970-1973

de Gabriel Matzneff.

La Table ronde, 388 p., 115 F.

JOURS ORDINAIRES ET AUTRES JOURS

d'Yves Simon.

Le Livre de poche.

coll. « Biblia essais », 158 p.

LES auteurs de journaux intimes ressemblent à des naufragés sur une île déserte. Ils laissent des traces de leur existence. Ils donnent des nouvelles quotidiennes de leurs états d'âme. Sont-ils jamais ? Peut-être que des navigateurs débarqueront un jour sur l'île, et même si les naufragés sont morts de maladie, de détresse ou de solitude, on retrouvera au moins leurs carnets d'exil.

Voici donc trois robinsonnades. La première s'intitule *Journal d'une jeune femme de qualité* (1). Cela débute naturellement dans une île, mais trop peu déserte celle-là, car il s'agit de l'Irlande et l'on y eût l'étroite surveillance du voisinage. La confession de la jeune femme nous entraîne de mers 1764 à mai 1765. Elle s'appelle Cleone Knox, elle était irlandaise, elle était jolie et se félicitait d'avoir vingt ans. L'un de ses soupçons eut l'idée fâcheuse de vouloir « escalader le mur » de sa chambre. Et le père de Cleone fut celle-ci « coupable de faux pas et d'immodestie ». Le bruit de cette affaire se répandit très vite. « Je ne puis comprendre comment quelqu'un peut trouver le moyen d'avoir un amant dans un pays aussi bavard », se plaignait la jeune femme. C'est

charmant et délégué. Quand les demoiselles se montrent légères, les pères irlandais les emmènent en voyage, pour les punir et les distraire de leurs rêveries sentimentales. « Un tour d'Europe », c'est la meilleure médecine pour les amours intempestives. Cleone connaît donc Londres, Paris et Venise. Elle apprendra les mœurs et les usages des autres nations. Les modes qu'elle portait et leurs manières de séduire. Elle ira à la cour de Louis XV. Elle passera à Ferney pour voir Voltaire et vérifier s'il mérite sa notoriété. « Le grand homme nous reçut en robe de chambre de Perse, avec un flot de brillant esprit. Parfois effable, plus souvent qu'effable. (...) Il raconte une variété d'histoires bouffonnes et insulte la religion de façon immodérée. »

Si l'on en croit les éditeurs, ce *Journal* eût suscité quelques remous lors de sa première parution, à Londres, en 1925-1926. On avait, en effet, découvert que c'était une mystification. Cleone n'avait point existé. Ses carnets de voyages avaient été écrits, en 1924, par Magdalen King-Hall, une demoiselle anglaise qui s'ennuyait dans une station balnéaire, près de Brighton. Esclavée parmi « de redoutables vieilles dames », et « d'antiques messieurs », elle avait éprouvé sans doute l'envie de quitter son époque et d'habiter le dix-huitième siècle. Étrange robinsonnade... Magdalen ferait ensuite une carrière littéraire moins turbulente, mais elle eût appris à ses contemporains qu'il ne

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Une Irlandaise et le continent



Yves Simon vu par Berenice Cleve

faut pas laisser les jeunes Anglaises languir au bord de la mer. Car elles trompent la pauvre monde pour tromper leur ennui. Et cette histoire revêt un aspect si troublant que le lecteur de 1991 en vient même à douter de l'existence de Magdalen...

GABRIEL MATZNEFF et Yves Simon eussent aimé rencontrer Cleone. Ils font partie des gens qui chengeraient volontiers de siècle afin d'apercevoir une agréable Irlandaise. Avec G. M., nous ne sortons pas de la frivolité. Du moins, en apparence. Il a choisi de publier son journal intime dans le désordre. Après les années 1983-1984 (2), voici les années 1970-1973, rassemblées sous le titre *Elie et Phaéton*. Gabriel Matzneff nous relate la perpétuelle promenade de sa vie. Il va se marier à Lon-

dres, avec Téténe. Il court à des rendez-vous. Il croit saisir le bonheur, et le bonheur s'échappe. Il songe à l'éternité, et il se disperse dans le temps. Il écrit sur le désamour, et il repart aussitôt pour essayer de séduire encore l'existence.

G. M., c'est l'étonnant mélange de la légèreté française et du tragique russe. Il donne le change avec cette même légèreté, mais les tourments de l'âme russe le rattrapent. Elle, c'est « le prophète montant au paradis ». Et Phaéton, c'est l'homme foudroyé pour son insouciance et pour s'être dépeché de vivre. L'ombre du Commandeur guette les gens trop pressés.

Le livre commence par le mariage de Gabriel. Il se termine par la longue rupture avec Téténe. Il faut lentement guérir de ses souvenirs quand le

femme que l'on aime devient une étrangère. C'est la chose la plus mystérieuse et la moins pardonnable. Elle inspire le même désarroi que si l'on cessait de se reconnaître dans les miroirs. « Tout est consommé », écrit Matzneff le 20 septembre 1972. Hier après-midi, à l'issue d'une ultime conversation avec cette inconnue sournoise et butée qui n'en finissait pas de s'empêtrer dans ses misérables mensonges, je l'ai prise de partir. Le 14 août précédent, G. M. avait parlé de Téténe comme d'une fausse icône, mais il avait également noté qu'à l'intérieur de lui-même, le « seul personnage » qui sortirait « gagnant » de cette mauvaise affaire serait le romancier ou l'écrivain. La littérature, c'est à qui perd gagne. Elle permet de se sauver, ou de s'élégier. Et Gabriel Matzneff connaît bien ses tours de magie, car il dépeint, de la manière la plus naturelle et la moins contrainte, les revers qu'il a subis.

Années cruelles, marquées aussi par le suicide de Montherlant, avec lequel l'auteur était très lié. « J'étais habité par un froid effrayant », noterait G. M., le 5 avril 1973. Il s'était cru le favori de la fortune, et il se retrouvait sur une île déserte...

Yves Simon n'a pas daté les pages de son journal. C'est le mélange de « l'air du temps » et de la météorologie intime. Le climat de notre époque commande les variations du sentiment, et le tremble des rencontres rappelle les incertitudes de l'existence. Yves Simon avait

déjà publié la première partie de ce livre, sous le titre *Jours ordinaires* (3). Il leur ajoute les *Jours d'ailleurs*, les *Jours des autres*, les *Jours d'éloges*. Aragon disait avoir « le vertige du moderne ». Yves Simon pourrait avouer une semblable vocation. Le vertige est un métier, et Simon l'exerce et le raconte sans cesse. Il fait entendre que la vie le fascine et que les anges sont à plaindre, car ils ont désappris le bonheur de sentir et de percevoir. Ils ont oublié les plaisirs du vent, la couleur des arbres ou les impressions étranges que laissent les trains qui partent.

SIMON fréquente beaucoup les gares et les aéroports. C'est un homme en transit. Il éprouve la passion des choses fugitives. Il a des façons de peindre ou de cinéaste. Il collectionne les visages et les silhouettes des gens qui s'éloignent. Et comme Wim Wenders, son cousin d'Allemagne, il fait des allers-retours entre l'Europe et New-York ou, peut-être, le Texas. Il va vérifier que le Japon est un pays très solitaire. Puis il va s'asseoir dans le café de Pessoa, « près de la place Camões », à Lisbonne, avant de revoir « Notre-Dame sous la pluie ».

L'école littéraire de Simon, c'est le romantisme cosmopolite. Il veut rendre (et il rend très bien) la rapidité et la diversité des impressions que l'on reçoit sur « cette planète invraisemblable, dont les habitants ont toujours voulu ignorer, ou se cacher, qu'ils étaient des passants ». La famille d'Yves Simon, c'est peut-être Whitman et Cendrars. Lorsqu'il visite Hiroshima, il envoie des cartes postales à l'oncle Walt et à l'oncle Blaise.

(1) Ce livre est le premier publié par les jeunes Éditions Zulma, domiciliées dans le Gers et dirigées par Laure Leroy et Serge Saffran. En octobre y paraîtront les *Plains et schémas de Madame Bovary*.

(2) *Mes amours décomposées*, Gallimard, 1990.

(3) Grasset, 1988.

صحنات الاحمل

LIVRES • IDÉES
ROMANS

Les mots Blanc

« Pegéat », « pigoleux », « pitrougner », etc. : dans *Esperluette et compagnie*, Jean-Noël Blanc part à la recherche des mots en voie de disparition

**ESPERLUETTE
ET COMPAGNIE**
de Jean-Noël Blanc.
Seghers, collection « Mots »,
230 p., 110 F.

Jean-Noël Blanc n'y peut rien, il est nostalgique. Sociologue, il regarde le présent; romancier, il ne peut s'empêcher de se retourner sur le passé. Ce n'est pas pour déplorer qu'avant c'était mieux que maintenant, mais simplement pour signaler que des choses essentielles sont en train de disparaître et que c'est dommage pour notre présent. Dans *Chiens de gouttière* (1), il évoquait la vie d'un café dans la banlieue d'une grande ville, les voix qui buvaient pour exister. Dans *Esperluette et compagnie*, il part à la recherche des mots en voie de disparition à travers le portrait d'un grand-père et de son petit-fils. Un grand-père haut en couleur, au parler fleuri et savoureux, qui s'emploie à restituer « ces mots qu'on oublie », « des vieux mots qui traînent dans les rues ».

« Je voulais les faire vivre, au vois, ces mots, explique-t-il à son petit-fils. Que veux-tu, un pegéat, c'est autre chose qu'un tas, pigoleux, c'est plus juste que poisseux, s'occlaper, c'est mieux que s'asseoir, pitrougner, c'est plus que malaxer, et quand on oppège on fait plus que déposer. Et oinsi de suite. Un vent qui sibère, il se contente pas de souffler. »

Et le grand-père ne se contentait pas de parler, il écrivait aussi : « Je tatonnais dans la barbaquille de ce vocabulaire et je bâtissais des petites histoires avec. » Ces histoires, il les publiait dans un journal local et les signait d'un pseudonyme énigmatique : « ce petit signe d'imprimerie qui veut dire "et" ». Une espèce de 8 avec une



Jean-Noël Blanc : « S'occlaper, c'est mieux que s'asseoir. »

queue en bas à droite », une esperluette, qui donne son titre au roman.

En quatre saisons qui composent les quatre chapitres du livre, Jean-Noël Blanc fait revivre ces

mots en perte et conte une histoire d'amour entre l'enfant et le grand-père : l'été des vacances, l'hiver en ville, dans l'appartement des parents, dans l'embarras et la gêne, et le printemps à l'hospice,

où l'ancien footballeur rêve en souriant qu'il va monter une équipe « avec tous les autres vieux débris de l'âge ». Blanc ne s'apitoie pas, son regard sur la vieillesse est quelquefois cru (« Pégé fut. Il fut par en haut et par en bas ») et toujours tendre : « C'est comme ça avec les vieux, ils ont des souvenirs en noir et blanc. Des fois l'image saute ou se déchire et ils restent là, la bouche ouverte, à rechercher pourquoi il n'y a plus d'image sur leur écran et à attendre que le film se recolle tout seul. »

Le film de Jean-Noël Blanc est découpé en petites histoires qui composent un roman par nouvelles que l'on peut lire d'une traite ou seulement texte par texte (2). C'est peut-être préférable pour apprécier les petits bouts de vie, petits bouts de récits, morceaux d'existences que Jean-Noël Blanc recolle avec des mots perdus, oubliés, retrouvés.

Alain Salles

(1) Editions Seghers, 1989.
(2) Le dernier chapitre, « Penalty », a été publié sous forme de nouvelle illustrée aux Editions Dumerchez (1990).

Alain Gerber apaisé

Entre fidélité à l'enfance et lucidité sur la vie, son dernier roman est une fable sereine et forte

**MYLENYA OU LA MAISON
DU SILENCE**

d'Alain Gerber.
Robert Laffont, 264 p., 100 F.

Douze romans en seize ans, plus un recueil - magnifique - de nouvelles; trois essais sur la

musique de jazz, un joli bouquet de prix littéraires, un public de lecteurs fidèle, une faveur de la critique qui, pour n'être pas d'accord sur ses préférences, ne lui a néanmoins jamais fait défaut : à moins de cinquante ans, Alain Gerber s'est construit ce qu'il convient d'appeler une belle carrière littéraire.

Et pourtant, Gerber n'est pas un écrivain heureux. Son inquiétude, ses hésitations, ses angoisses quant à l'écriture et à la réussite de son œuvre, on ne les trouvera guère dans chacun de ses livres pris séparément. On est au contraire frappé par la qualité minutieuse de leur poli, par la cohérence étouffante de leur propos, par la façon dont ils se ferment sur eux-mêmes et sur la portion d'univers que chacun d'eux prend en charge. Ils ont la densité du gale, son autonomie.

Mais ces livres ont du mal à communiquer entre eux. Chaque roman de Gerber est une aventure nouvelle, bien sûr - et personne ne songerait à reprocher à un romancier de ne pas se répéter, de ne pas faire toujours le même livre; mais c'est moins le souci de se renouveler qui frappe ici qu'une anxiété du déplacement, une fébrilité qui pousse à changer sans cesse de route, à brouiller les pistes, à éliminer les jalons et les points de repère que le lecteur avait parvenus à se construire. De ce point de vue, *Mylénia ou la maison du silence* pourrait bien être un tournant dans la création romanesque d'Alain Gerber : pas la fin d'une recherche, mais la découverte, enfin, d'un certain bonheur de l'accomplir, d'une sorte de sagesse - avec tout ce que cela comporte de renoncement, de désillusion - qui l'amène à accepter sereinement d'être lui-même. « L'histoire qu'il raconte est une fable qui peut aussi se lire comme celle de sa propre aventure intérieure. »

La fable est belle et forte. Dans un pays imaginaire comme il convient aux fables, mais qu'on pourrait situer aux confins de la Grèce, de l'Albanie et de la Yougoslavie, vit une famille paysanne, un garçon de huit ans, Anton, enfermé dans ses rêves et dans un désir absolu de pureté qui le tient à l'écart des autres et de lui-même, et son frère Kosma, de quinze ans son aîné, mauvais sujet, définitivement perverti par la vie militaire, ruminant sa propre destruction et le malheur de ceux qui l'entourent. Kosma installe chez ses parents une jeune femme, Mylénia, pour qui le petit Anton éprouve un amour ébloui.

Kosma va tuer Mylénia, et la vie d'Anton ne sera plus désor-

mais qu'une fuite hors du monde, dans l'indifférence aux choses et aux gens, dans l'impossibilité d'aimer quelque chose d'autre que cette figure de femme, que ce secret blesse qu'il porte en lui-même et qui le tient écarté de la vie. Anton vit dans la mort, dans la certitude qu'il n'y a rien à comprendre parce qu'il n'y a rien. Il va vivre pourtant des choses terribles, rencontrera des personnes qui, par la haine ou par l'amour, par la dépravation ou par la grandeur, chercheront à le faire sortir de sa prison, de son enlèvement silencieux; valablement. Seule une femme, Mylénia, parviendra à lui offrir, pendant quelques semaines, l'illusion du bonheur, avant que son amour ne doive à son tour renoncer à chasser Mylénia. Mais Anton aura enfin appris une chose : à s'accepter, à reconnaître son âme, à admettre que Mylénia est tout à la fois une chimère et l'unique amour de sa vie, à vivre désormais, sans espérance et sans regret, dans la lumière d'un souvenir d'enfance.

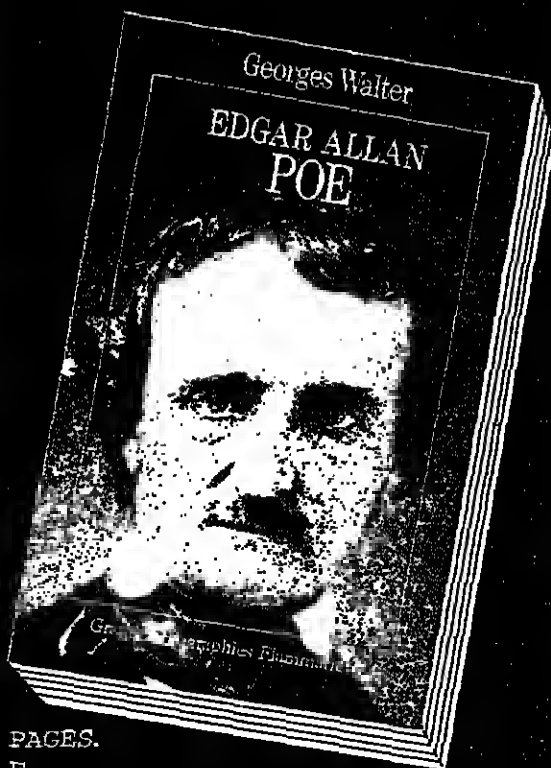
Art d'écrire
art de vivre

« Les opporences sont obolies pour toujours, mais je n'ai pas oublié mon enfance ni la cloîtrière aux aiguilles de pin », affirme, à la fin du roman, Anton. C'est peut-être dans ce double mouvement de lucidité et de fidélité que réside, pour Gerber, une pratique apaisée de sa propre conscience d'écrivain. C'est à ce carrefour-là qu'il lui convient de planter sa tente. C'est là que se nouent et se développent les plus belles gerbes de sa sensibilité, de son imagination et de son pouvoir d'évocation. Dans un entre-deux entre la réalité quotidienne, mouvante, multiple, menteuse, décevante et le regard exigeant et rêveur de l'enfance posé sur elle. Entre-deux qui, loin d'être flou ou incertain, trouve au contraire, dans l'écriture ferme, charpentée, fortement colorée de Gerber, un statut de vérité sans lequel le conte, la fable tourneraient au bavardage.

Gerber se place ainsi dans une distance et une proximité qui lui permettent d'énoncer des idées sur la vie, sur l'histoire, sur le mystère des êtres, sur le bonheur, sur la haine, sur la pitié ou sur la dignité - qui s'enracinent et font leur chemin bien plus avant et plus durablement que ne le ferait le plus éloquent des discours. Comme dans les meilleurs contes, l'art d'écrire soutient une réflexion sur l'art de vivre.

Pierre Lepape

ENQUETE SUR EDGAR ALLAN POE, POETE AMERICAIN.



564 PAGES.
180 F.

Cette biographie est un modèle de rigueur, de fraternité et « d'émotion de vie partagée ». Un accompagnement on ne peut plus attachant et salutaire à la lecture des Œuvres de Poe.

Michel Cournot - Le Nouvel Observateur.
Cinq cent soixante pages passionnantes... sans flagornerie ni dévotion.

Josyane Savigneau - Le Monde.
Une enquête menée par Georges Walter avec vigueur et perspicacité.
Claude Michel Cluny - L'Express.

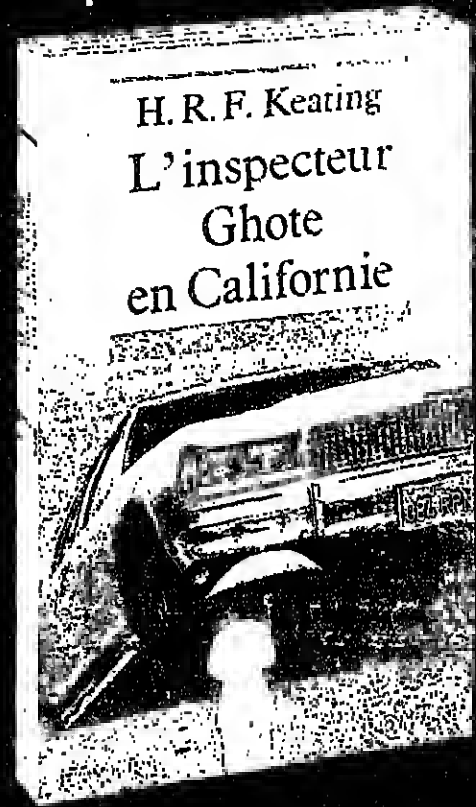
Flammarion

H.R.F. KEATING

Comme tous les bons auteurs de romans policiers qui ne veulent pas se contenter d'échafauder et de présenter une énigme ingénieuse, H.R.F. Keating se sert de ses livres pour explorer les thèmes d'une importance éternelle qui le préoccupent : jusqu'où nous pouvons aller dans la voie de la perfection, le conflit entre le devoir et la fidélité envers un supérieur profondément respecté, les mensonges et les menteurs, la transition de l'idéalisme au réalisme qui devrait, du moins nous l'espérons, régir le cœur ou la tête.

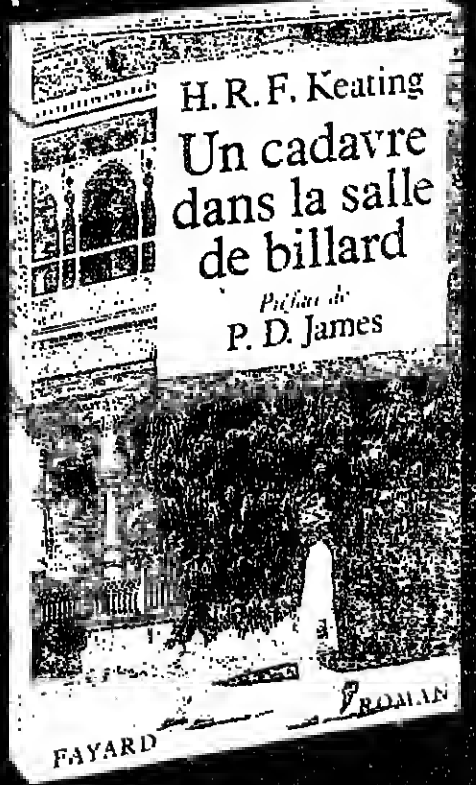
P.D. James

Vient de paraître



264 p.
95 F

Déjà paru



322 p.
95 F

Dans la même série

Christianna Brand : *Mort dans le brouillard.*

B.M. Gill : *Le Douzième juré.*

Georgette Heyer : *Meurtre d'anniversaire* • *Un rayon de lune sur le pilori* • *La mort donne le la.*

P.D. James : *A visage couvert* • *Une folie meurtrière* • *Sans les mains* • *Meurtres en blouse blanche* • *La Proie pour l'ombre* • *Meurtre dans un fauteuil* • *Mort d'un expert* • *La Meurtrière* • *L'île des morts* • *Un certain goût pour la mort* • *Par action et par omission.*

FAYARD

ROMANS

La mauvaise réputation

Un premier roman en forme de polar historique où réalité et fiction se mêlent plaisamment

LE SECRET DE ROBERT LE DIABLE
de Caroline Gutmann.
François Bourin, 258 p., 110 F.

En juillet 1873, alors que la France de Mac-Mahon s'apprête à accueillir le roi de Perse, Félix Raguenet, un jeune journaliste du *Courrier de Paris*, est chargé par son journal de suivre le transfert au Père-Lachaise de la dépouille du docteur Véron, décédé six ans auparavant, et d'enquêter sur le passé de cette personnalité à la réputation trouble.

Caroline Gutmann restitue avec minutie et aisance d'écri-

ture le climat d'une époque où il était de bon ton de pleurer sur le sort de l'Alsace et de la Lorraine et de flétrir les communards. *Le Secret de Robert le Diable* se lit comme un polar. Un polar historique dans lequel la fiction et la réalité sont si entremêlées qu'il ne servirait à rien de chercher à faire la part du vrai et du faux.

Qui était donc le docteur Véron ? Félix Raguenet n'aura de cesse d'essayer de répondre à cette question mais, chaque fois qu'il croira tenir une réponse, celle-ci sera démentie par une information nouvelle.

« Le registre de ses souvenirs »

Néanmoins, au fil des pages, on comprend que Louis-Désiré Véron était avant tout le fils de son ambition. Ce personnage à la Daumier ressemblait aux princes qu'il servait et, de Louis-Philippe à Napoléon III, il sut s'enrichir en pléinant avec volupté ceux qui génaient ses entreprises.

Le journaliste, au fur et à mesure qu'avance son enquête, est dévoré par Véron. Celui-ci devient une espèce de modèle. Il lui envie autant ses triomphes que ses défaites. Comment, d'ail-

leurs, ne serait-il pas fasciné par un homme qui voyagea en Italie avec Charles Nodier, fréquenta les bals masqués d'Alexandre Dumas, lança l'actrice Rachel et fut distingué par la haine de Thiers ? Caroline Gutmann excelle dans l'art du portrait à la pointe sèche. Or, chaque témoin que rencontre Félix Raguenet lui délivre une vision différente du docteur. Tous ces Véron n'ont en commun que d'avoir été les scribes de leurs turpitudes.

Le docteur, en effet, ne résistait pas au plaisir de tenir « le registre de ses souvenirs ». Il pratiquait l'écriture en délateur afin, peut-être, de légitimer les haines qu'il suscitait sur son passage. Sa vengeance posthume sera de dresser quelques-uns de ses anciens obligés les uns contre les autres. Il réussira au-delà de ses espérances et, la cupidité aidant, deux de ceux-ci périront au cours d'une curieuse chasse au trésor. Le premier roman de Caroline Gutmann d'inspire dans la lignée des *Mystères de Paris*. L'érudition est ici au service du mélodrame avec juste ce qu'il faut d'humour pour que le lecteur devienne complice.

Pierre Drachline

HISTOIRE

Cette Chine qu'on dit éternelle

Romans, Mémoires et documents à l'ombre du traumatisme de Tiananmen

TÊTE FRISÉE
de Chen Jiongong.
Traduit du chinois par Lü Hua et Tang Zhion.
Editions Littérature chinoise (Chine-Asie Diffusion, 5, rue de Belleville, 75019 Paris), 158 p., 22 F.

LE TREMBLEMENT DE TERRE DE PÉKIN
Textes du « printemps de Pékin » présentés par Jean-Philippe Béja, Michel Bonnin et Alain Peyraube. Préface de Simon Leys. Gallimard, coll. « Au vif du sujet », 592 p., 195 F.

MAO INTIME
de Quan Yanchi.
Traduit du chinois, préface et annoté par Roger Darrobers. Editions du Rocher, 240 p., 130 F.

LE PAVILLON DES PINS VÉNÉRABLES
de David Kidd.
Ed. Métailié, 192 p., 109 F.

LES 36 STRATAGÈMES
Traduit du chinois et commenté par François Kircher.
Ed. Lattès, 276 p., 149 F.

SÉDUCTION
de Han Shaoqiong.
Traduit du chinois par Annie Curien.
Ed. Piquier, 128 p., 72 F.



Sur la place Tiananmen

« Tête frisée » est le surnom d'un jeune Pékinois, fils d'un cadre supérieur de la nomenklatura chinoise, en l'occurrence rédacteur en chef adjoint d'un grand quotidien. A travers quelques journées de la vie de ce blondin doré, déboussolé, sans repères, ni culturels, ni moraux, encore moins idéologiques, et qui rejette tout modèle, toute idée reçue – surtout quand elle vient d'un père qu'il méprise – Chen Jiongong nous plonge dans la vraie Chine d'aujourd'hui, celle qui a conduit tant de jeunes, il y a deux ans sur la place Tiananmen, à contester un régime de gérontes dépassé par son temps.

Cet écrivain encore peu connu à l'étranger – il est né en 1949 – narre, avec une franchise désarmante, le mal d'être d'un jeune homme qui refuse d'entrer dans le confortable moule officiel assorti des privilèges auxquels il peut prétendre grâce à son père, mais qui demeure trop faible pour tenter d'en sortir. Un jeune homme qui ne connaît que la combine, cette combine que ses aînés dénoncent pieusement alors qu'ils en vivent, dans un monde où la seule référence est devenue l'argent. Chen Jiongong fait voler en éclats un vernis de respectabilité déjà bien écorché.

Son héros à la tignasse ébouriffée n'aurait certainement pas été étonné devant les revendications de ses jeunes camarades du mai chinois : peut-être pas non plus devant l'expression de la panique des gérontes que fut le massacre de la place Tiananmen le 4 juin 1989. Sur cette période qui faillit faire basculer Pékin, les auteurs du *Tremblement de terre de Pékin* ont recueilli de nombreux documents, à l'instar de ceux qui fleurirent au lendemain de mai 1968. On y trouve de tout, depuis les analyses politiques jusqu'aux cris du cœur, des pamphlets aux poèmes, des suppliques aux fulminations. Peu de textes de fond, comme ceux d'un Lin Binyan, d'un Su Shaozhi ou d'un Liu Xiaobo, les deux premiers en exil, le troisième en prison : cela marque. Mais quelle spontanéité, quelle déraison dans ces dazibao placardés dans les campus ou distribués sous forme de tracts, tel ce poème signé du « Petit peuple » et intitulé : « Qu'on ait une cervelle ou non, ça revient au même ! » Ce livre est un témoignage sur une Chine qui a bel et bien cessé de se complaire dans l'immobilisme.

De Mao à la stratégie

Seule l'extraordinaire liberté qui caractérisa le milieu des années 80 explique la publication de ce *Mao intime*, sur la vie d'un homme qui a marqué ce siècle au point d'être déifié – ou démonisé. A travers les souvenirs de Li Yinqiao, chef de ses gardes du corps, Mao Zedong apparaît comme un homme comme les autres, désacralisé. Certes, on sent l'admiration de l'ancien collaborateur ; mais ce dernier ne dissimule pas que, derrière une grande sensibilité, se cachait un homme coléreux et de plus en plus imbu de lui-même.

L'ouvrage est intéressant, en particulier, sur les habitudes de Mao et sur ses relations avec sa dernière femme, Jiang Qing. On assiste à la naissance de la passion de l'adulte pour l'actrice agui-

chante, intelligente et ambitieuse, puis à la lente dégradation de leurs relations. Le livre s'arrête en 1962, peu avant que le « Grand Timonier » lance sa révolution culturelle.

Li Yinqiao n'a certainement pas vu avec les mêmes yeux que David Kidd la fondation de la République populaire en 1949. Cet étudiant américain, amoureux d'une jeune fille issue d'une grande famille mandchoue, nous fait vivre la mutation entre l'ancienne et la « nouvelle » Chine. Les domestiques s'en vont, les pavillons centenaires s'effondrent, le temple ancestral se mue en cabines de bain, le jardin chinois en parking.

An soir d'un bal masqué devenu totalement incongru, la vieille tante Chin psalmodie la chute de la dynastie : « C'est ainsi que les grands ont toujours péri. Leurs péchés ont changé les jours en nuits, leurs extravagances ont ouvert les portes de l'enfer. » Quand David Kidd quitte Pékin en 1950, seule la Cité interdite témoigne encore d'une splendeur passée. Comme de l'ironie, ce jeune Américain chassé de Chine comme « capitaliste » sera suspecté de « communisme » par McCarthy à son retour.

Une situation qui n'aurait pas découragé l'auteur des *36 Stratagèmes*. Ce texte, découvert par hasard il y a un demi-siècle, selon son traducteur, ne fait pas partie des classiques de la stratégie chinoise comme *Sunzi* ou les *Trois royaumes* (1). Il offre des réponses à des situations pratiques, depuis les « stratagèmes des batailles déjà gagnées » jusqu'à ceux des « batailles presque perdues », le « stratagème suprême » restant « la fuite ».

L'Asie étant complexe, on y trouve aussi – et de plus en plus – des gens qui se contredisent d'une politique qui ne les a que trop meurtris. L'écrivain chinois Han Shaoqiong en est un. Veni en France il y a trois ans dans le cadre des *Belles étrangères* (le Monde du 3 juin 1988), de retour à l'invitation de la ville de Saint-Nazaire, il publie coup sur coup deux livres, *Séduction* et *Femme, femme, femme*, superbement traduits par Annie Curien chez le spécialiste des auteurs asiatiques qu'est Philippe Piquier.

« J'écris ce que je ressens », nous a dit Han Shaoqiong, dans des nouvelles hors du temps et de l'espace – la meilleure manière pour lui de survivre à son époque, – même si l'on reconnaît, dans ses paysages sauvages, la campagne de son Hunan natal. « La littérature a avant tout un contenu littéraire. La littérature politique est vite dépassée, elle est liée à un contexte » : c'est pourquoi il semble la fuir comme la peste, de même que ces honneurs que les écrivains officiels viennent quêter à Pékin ou à Shanghai. Han Shaoqiong vit loin de la capitale, cherchant à créer une œuvre plus accrochée au terroir chinois qu'aux idées du jour. Après tout, on peut comprendre que le traumatisme de Tiananmen l'ait conforté dans ses idées.

Patrice de Beer

(1) Lire l'*Anthologie mondiale de la stratégie*, de Gérard Chazand, Laffont, coll. « Bouquins ».

LA PENSÉE UNIVERSELLE



115, BOULEVARD
RICHARD LENOIR
75540 PARIS CEDEX 11
TEL: 43 57 74 74

 ROMAN PIERRE ARRICASTES LE TOUSSIN ET L'ENFANT Un adolescent dans la tourmente 128 pages 61,20 F.T.T.C.	 POESIE THIERRY MATHIASIN DÉRECTION 128 pages 61,20 F.T.T.C.	 JEAN-PIERRE GROS DU RÊVE À LA RÉALITÉ 48 pages 48,50 F.T.T.C.	 MICHEL JEAN-MARIE CASTAN DÉCADENCES 96 pages 61,20 F.T.T.C.	 MARTIAL ELEUTHÈRE DELPEUCH LA CHANSON DU CACHE-VID Un parcours européen 448 pages 250,00 F.T.T.C.	 THEODORE PECHEFF ILS ONT DISPARU DANS LE SECRET Résistance bulgare 96 pages 54,90 F.T.T.C.
 LUCIENNE LEPINASSE BONJOUR SOLITUDE 128 pages 67,50 F.T.T.C.	 PATRICK MONTRESOR HUGO 80 pages 55,90 F.T.T.C.	 CLAUDE RENAUDIN LE COMBAT 64 pages 52,90 F.T.T.C.	 RACHEL PURRO PLÉNITUDE DES LETTRES 80 pages 50,00 F.T.T.C.	 GEORGES BARBIT LES FEUX QUI S'ÉTEIGNENT Chronique de meurtres du Cantal 320 pages 132,90 F.T.T.C.	 JEAN TAETS L'ÉCHELLE Fantaisie fantomatique 112 pages 61,20 F.T.T.C.
 HUGETTE CACHIA RUE FONTAINE À SAINT-DENIS Le lieu du crime 48 pages 47,50 F.T.T.C.	 MICHEL RANEL ET MARIE-DOMINIQUE BRIAT COULEURS ET DESSEINS 144 pages 72,80 F.T.T.C.	 MARIE-ELIETTE FONTAINE RÉALISATION 48 pages 48,50 F.T.T.C.	 A ET Z Réflexions saines et drôles à méditer 48 pages 45,40 F.T.T.C.	 FRANÇOISE PETITPREZ LA MALOEUVRE DE SADEM Religion-fiction 304 pages 131,90 F.T.T.C.	 DIEUDONNÉ MON AM Amis franco-camerounaises 224 pages 91,90 F.T.T.C.
 STÉPHANE TENEFF L'ÎLE AUX PIRATES Roman d'aventures dans l'actualité 384 pages 137,20 F.T.T.C.	 DANIELLE ROMMIEUX MESSAGE MON AMI 48 pages 48,50 F.T.T.C.	 ADRIEN CEZENER LA MALOEUVRE DE SADEM Religion-fiction 304 pages 131,90 F.T.T.C.	 ALAIN TERQUANNE SOURIRES DANS LE DÉSORDRE LE CHÂTEAU DES DEUX DAMES Regard d'un être de confiance 256 pages 95,10 F.T.T.C.	BOUQUIN DE COMMANDE Je commande à la Pensée Universelle Titre : _____ Mon Nom : _____ Mon Adresse : _____ Je joins _____ F. pour _____ exemplaires + 12,50 F par livre pour le port.	

LA RAGE D'ÉCRIRE !

سكينة الامال

HISTOIRE DE LA FRANCE COLONIALE

de Jean Meyer, Jean Tarrade, Annie Rey-Goldzeiguer, Jacques Thobie, Gilbert Meynier, Catherine Coquery-Vidrovitch et Charles-Robert Ageron. Ed. Armand Colin. Tome I : « Des origines à 1914 », 846 p., 225 F. ; tome II : « 1914-1990 », 654 p., 195 F.

1931. L'EXPOSITION COLONIALE

de Catherine Hodeir et Michel Pierre. Ed. Complexe. col. « La mémoire du siècle », 160 p., 53 F.

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux

La ligne bleue de l'outre-mer



AT-ON médité à l'Elysée, dans le recueillement commémoratif des dix années de souveraineté mitterrandienne, l'ardente invite lancée en 1915 au jeune Louis XIII par Antoine de Montchrestien, ce bouillant parpaillot bas-normand qui affectionnait l'élégie dramatique et inventa l'économie politique ? Elle fixait à tout le moins, et pour longtemps, certain balancement des ambitions françaises : « Vous avez, Sire, deux grands chemins ouverts à l'acquisition de la gloire : l'un qui vous porte directement contre les Turcs et mécréants (...) l'autre qui s'ouvre largement aux peuples qu'il vous ploie envoyer au Nouveau Monde, où vous pourrez planter de nouvelles Frances. »

Défense de l'Occident menacé par l'infidèle et frisson des aïeux, fil de l'épée et rayonnements de l'homme commerce ou des oobles idées, vert du pré carré et bleu de l'outre-mer : la France dut sans cesse balayer ces deux horizons. Et cette grosse Histoire de la France coloniale devait convaincre ses lecteurs, qu'on lui souhaite nombreux, de la perennité, sinon de la justesse, d'une idée forte dont il n'y a plus lieu de rougir : les colonies furent mieux que des terrains d'aventures pour coureurs des bois et forbans en goguette, que des déversoirs de marginaux et de chapeards. Elles ont nourri l'ambition financière, économique et étatique de ce pays, car on subodorait, mais en vain, pendant près de quatre siècles, qu'avec leur mise en valeur, ajoutait Mootchrestien, « la France quitterait cette lâche et fainéante paresse où elle semble s'être enervée ».

CETTE Histoire collective signe discrètement un événement historiographique. Car elle laisse enfin entendre, en pleine affaire Boudarel, que la recherche française sur l'élan colonial sort peu ou prou de l'ère de l'angélisme, du soupçon et des remords. Celle-ci avait été longtemps dominée, il est vrai,

par de mâles républicains, comme Gahriel Hanotaux et Alfred Maréchal qui donnèrent une monumentale et admirative Histoire des colonies françaises dans les années 30, par d'anciens administrateurs éclairés comme Robert Delavignette ou par des humanistes jansénistes comme Charles-André Julien.

Mais l'occupation universitaire du terrain fut autrement conflictuelle. L'empoignade, avivée depuis les années 50 aux feux des guerres d'Indochine et d'Algérie, puis du mirage cubain, avait été assez vive, avec thèses et chapelles érigées aux points sensibles, entre nostalgiques de l'ordre ancien requinqués par les combats pour l'Algérie française, belles âmes déchirées en peine de troisième voie, communistes figés dans leur vision stalinienne des méfaits de l'impérialisme, gentils trotskistes aux abois et farouches tiers-mondistes émergeant chez Maspero. Ce chahut s'est, semble-t-il, apaisé et la tribu déclare qu'elle pêche à la ligne aujourd'hui avec application. Voici même au vif de ce livre, pour soldes de l'inconscience ou au comble de l'humilité, la plume de quelques-uns des protagonistes d'antan qui trempe dans la bonace.

Ainsi donc, refusant le « *noir récit d'épopée* » ou le « *catalogue d'abominations* », nous dit Charles-Robert Ageron, homme-orchestre de l'entreprise, ce livre entend tourner la page de la décolonisation, déposer le « *fardeau* » de l'homme blanc et laisser en paix précaire les damnés de la terre. Et on y rentre au bercail, puisqu'il n'entend faire ni l'histoire pittoresque et instructive de chaque territoire de l'empire, ni celle, patriotique ou révolutionnaire, des idées patelines, des pratiques douteuses ou des profits aléatoires de la colonisation elle-même, mais bel et bien, c'est-à-dire le plus scientifiquement, le plus honnêtement possible, et pour la première fois, celle de la part des colonies dans le devenir de la France, d'Henri IV à de Gaulle.

CE pari en forme de bilan introverti est-il tenu ? Pas tout à fait, à considérer les traces de dolorisme qui parsèment encore ces textes exprimant des sensibilités différentes traduites en style disparate. Est-il si vrai,

qu'on en dise Ageron d'entrée de jeu, que « *la France coloniale a été jusqu'ici oubliée, ou maintenue à l'écart par un travail volontaire de mémoire* », qu'elle est une « *Athlétide englobée ignorée des jeunes générations* » ? En convenir si abruptement dispense plutôt d'avoir à faire plus intensément l'histoire, annoncée par les auteurs mais trop épisodiquement traitée dans chacun des chapitres, des nostalgies et des imaginaires coloniaux installés dans la conscience nationale à coups d'expositions, d'images naïves, de livres d'aventures ou de leçons bien apprises à l'école, et qui offraient mieux que de la pacotille. Il nous faudra donc attendre encore un récit plus complet, à la Vialatte, de la fraîcheur pluriséculaire des Fruits du Congo (1). Disons-le tout oet aux historiens de l'Iodigo : il y a encore beaucoup et joiment à dire sur les Négresses aux citrons d'or des collégiés d'Auvergne et de Navarre !

Cette histoire franco-centrique, pleine de motivations et de projets hexagonaux, s'est dispensée aussi de donner continuellement un statut à l'Autre, à cet indigène puis ce colonisé dont le silence, l'affection ou la révolte

n'ont pas manqué d'infléchir, et si souvent d'ensanglanter, le regard de la métropole. Fallait-il l'ignorer, l'introduire par la porte de derrière, le cantonner dans des rôles de faire-valoir ou de repoussoir ? Les auteurs, visiblement, ont trébuché sur cet envers qu'ils n'avaient pas à décrire mais dont l'ombre les a tourmentés. Cette absence mal assumée fut aussi sans doute un non-dit assez fort pour qu'ils aient cru pouvoir se dispenser, un peu vite, d'avoir à l'accueillir, vo Marseille ou Bordeaux, dans les villes françaises où il est depuis un siècle l'immigré type.

Et pourtant, ces deux volumes sonnent juste. A la fois dans leur parti pris assez encyclopédique et prudemment chronologique que leur pente secrète qui va à l'essentiel, du côté des origines.

Non pas que soit mal rendu le temps du second empire colonial français, celui d'après 1830, celui des taches roses sur la carte accrochée dans la salle de l'école communale et installé par les vigoureuses conquêtes républicaines de la fin du siècle dernier. Mais cette histoire-là, qui a pour horizon bouché les déconforts de l'Union française après 1946

et le drame algérien, à travers deux guerres mondiales où les colonies « *donnèrent* » héroïquement et apprirent l'espoir d'une émancipation, est peut-être trop connue après les travaux de Thobie, de Meynier, de Coquery-Vidrovitch et, bien sûr, d'Ageron.

Et surtout, on croit trop connaître sa fin. On tressaille certes encore un peu à l'évocation du sommet de sa gloire, à cette Exposition de 1931 du côté de Vincennes qui accueillit huit millions de visiteurs émerveillés et dont Catherine Hodeir et Michel Pierre donnent de leur côté un descriptif chatoyant. Mais on remâche plutôt, conforté par un texte très dense, on « *révisé* » la leçon perdue, on relit les illusions et les égoïsmes de l'opinion française, les maladrotes des gouvernants, l'étroitesse des milieux d'affaires et des lobbies ou les incantations datées des frères cohortes de l'anticolonialisme.

On comprend surtout, et sans satisfaction particulière, que cette « *plus grande France* » de cent millions d'âmes sur 12 millions de kilomètres carrés, gérée par moins d'un million et demi de Français installés sur ses rives, n'avait jamais, au tréfonds, fait l'objet d'un consensus durable ou participé de cet amour robuste qui avait agité les Anglais : « *L'élan colonial* », conclut Ageron, ne fut jamais le fait que d'une étroite minorité, (...) la vocation coloniale fut toujours rare et la conscience impériale tardive. La France profonde fut-elle coloniale ? »

ON redoublera la question : cette méfiance est-elle à ranger au rayon des grandes occasions manquées ou à celui des indolences nationales quasiment instinctives ? L'histoire plus anecdotique du premier empire colonial, celui qu'on bâtit du seizième au dix-huitième siècle sur quelques arpents de neige québécoise, qui fleurit aux Isles sur la traite de Noirs et que ruinèrent le traité de Paris de 1763 puis les guerres de la Révolution et de Napoléon, apporte la réponse, en forme de vérité première pour courte sagesse des nations : le Français, décidément, n'est ni un Batave, ni un Espagnol, ni un Anglo-Saxon.

Jean Meyer et Jean Tarrade n'ont aucun mal en effet à nous

convaincre que sa timidité maritime et démographique scella le destin colonial de la France. Face aux redoutables bourlingueurs sortis d'Amsterdam, de Séville ou de Londres, que pesèrent nos hauturiers normands, nos vaillants Bretons et nos opulents armateurs de Nantes, de La Rochelle, de Bordeaux ou de Marseille ? De 1660 à 1850, apprend-on, ce pays n'a jamais pu rassembler plus de soixante mille marins face à la « *perfidie Albion* » qui en alignait plus du double. Et surtout, il n'eut pas, ou ne crut pas avoir, tant on y fut convaincu qu'il n'était de richesse que d'hommes, assez d'émigrants qui eussent pu authentifier la définition originelle de la colonie, ce « *transport d'un peuple, ou d'une partie de peuple, d'un pays à l'autre* ». Car si transport il y eut, il fut sporadique, ne toucha que des groupes marginaux (on sait notamment l'allant forcé des protestants tracasés par le Roy) et n'eut jamais l'allure d'un mouvement de masse qui seul eût pu lancer un peuplement vrai. Sauf dans l'Algérie d'après 1830, dont on ne se lasse pas de rappeler l'exceptionnalité haute en couleur au beau milieu de cette aventure en grisé.

AINSI donc, la colonie fut et demeura en France affaire d'Etat plus qu'engouement civil. Les rois et les Républiques firent d'elle un jardin pour impératifs commerciaux du moment, une utile pompe à finances, un eldorado pour tondeurs de coupons pressés, un point d'appui de la puissance ou un diamant de la couronne. Mais ils en livrèrent les clés aux humeurs drastiques des vraies puissances maritimes dominantes puis aux rivalités impériales tout aussi chagrines, faute d'avoir jamais pu ni définir ni imposer un Commonwealth à la française, à hauteur d'homme et à fort dosage de consanguinité civilisatrice. Seul l'élan missionnaire - sa description est une belle constante du livre - parvint à combler partiellement, sur le tard, cet écart fatal. De sorte que fut tout au long confortée une rude vérité : la France, puissante ou non, s'exporte mal parce qu'elle s'expatrie peu.

C'est dire aussi que l'argument, assez couru et dont la conclusion de ces volumes porte la trace, qui consiste aujourd'hui à lier les vestiges territoriaux d'une domination passée si peu enracinée et la défense de la langue française dans son éternité conquérante, semble à posteriori aussi fragile qu'incantatoire.

(1) Que Gallimard réédite, par une heureuse coïncidence, dans la collection « L'imaginaire », 467 p., 68 F.

* Le Monde daté 19-20 mai publiera dans sa rubrique « Dossiers » un article de Catherine Hodeir et Michel Pierre à l'occasion de l'anniversaire de l'Exposition coloniale de 1931.

BOYD



William Boyd



Le soleil qui miroite sur l'océan, une bonne bière fraîche, une rencontre, le bonheur d'écrire des fictions qui frôlent la réalité... William Boyd est un sage qui conjugue avec bonheur le sourire et la littérature.
Michèle Gazier / Télérama

Boyd est unique. Il réussit non seulement à nous distraire mais encore à nous rendre plus intelligents après l'avoir lu.
Annette Colin-Simard / Le Journal du Dimanche

Ce livre est le meilleur et le plus intéressant que Boyd ait écrit, à ce jour.
Victoria Glendinning / The Times

Une réussite extrême.
Renaud Matignon / Le Figaro

Editions du Seuil

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

EN POCHÉ

Quand arrive « L'étrangère »...

Le riche fonds de la fameuse collection « Du monde entier » des éditions Gallimard, créée il y a tout juste soixante ans, mérite d'être remis à la disposition des lecteurs. On se souvient peut-être du nom des pères fondateurs de ce prestigieux catalogue de quelque huit cents titres de toutes les littératures étrangères : Brice Parain, Benjamin Crémieux, Bernard Groethuysen, Maurice-Edgar Coindreau. Après le lancement récent des très bonnes collections de poche « Folio bilingue » et « Foliothèque », Yvon Girard (directeur du département de grande diffusion), s'est proposé de faire revivre ces classiques de tous les horizons en créant « L'étrangère Gallimard ». Cette collection de semi-poches au format à peine plus étroit que celui de « L'imaginaire » (dont le catalogue est désormais recréé sur le littérature française) est également ouverte au fonds d'autres maisons d'édition.

Les premiers titres de « L'étrangère Gallimard » (il y en aura une dizaine par an, tirés à six mille exemplaires pour un prix oscillant entre 45 et 70 F) reprennent volontairement des romans un peu oubliés ou peu connus. La Rue chaude, de Nelson Algren; les Balkes, du Sicilien Giuseppe Antonio Borgese; Une vie, d'Italo Svevo; la Toile d'araignée, de Joseph Roth; enfin, Faits divers de la terre et du ciel, de Silvina Ocampo, sont les premières étapes de ce tour du monde placé sous la bannière de Blaise Cendrars, et que l'on retrouve sous une maquette très égréable. Une seule réserve : les ouvrages sont reproduits par « procédé photomécanique », c'est-à-dire photographiés et réduits au format poche. Il en résulte un bien trop petit caractère pour Une vie, d'Italo Svevo, un très beau texte, qui valait sans doute la peine d'être entièrement recomposé.

Valérie Cadet

• Dans la collection « Champs » Flammarion (n° 243), la biographie que Didier Eribon a consacrée à Michel Foucault, littéraire et influences d'un intellectuel engagé dans les combats essentiels des années soixante et soixante-dix. L'édition est augmentée en annexes de quatre textes inédits de Michel Foucault, Georges Conquihem et Jules Vuillemin.

• Également chez Flammarion, dans la collection « GF », la réédition de deux grands classiques : le Prince, de Machiavel, traduit par Toussaint Guiraudet

(n° 615), et le Livre du courtisan, de Baldassar Castiglione, traduit par Alain Pons d'après la version de 1580 de Gabriel Chappuis (n° 651). Enfin le « poème de l'Afrique » d'Eugène Fromentin, Une année dans le Sahel, dans une édition établie par Elzabeth Cardonne (n° 591).

• Vide et plein, la très belle étude illustrée de François Cheng sur l'art pictural chinois, vient d'être reprise au Seuil en collection « Points Essais » (n° 224) : une subtile analyse sémiologique développée par l'exemple de l'œuvre du peintre Shit-t'ao.

EN BREF

□ L'art à la page. — Organisée par l'active bibliothèque municipale de Cagnes-sur-Mer, la deuxième manifestation intitulée « L'art à la page » se tiendra du 17 au 20 mai au château-musée de cette ville; elle réunira les petits éditeurs d'art qui tentent de promouvoir une édition différente et de qualité.

□ L'Europe des revues. — La cinquième rencontre européenne des revues culturelles se tiendra à Strasbourg du 31 mai 2 juin autour du thème : « Les revues, avant-garde d'une culture européenne ».

□ Autour de Roger Caillols. — Parallèlement aux colloques et rencontres autour de Roger Caillols (le Monde du 14 mai), la Maison de l'Amérique latine propose plusieurs manifestations : des expositions du 15 mai au 27 juin : « Le réel imaginaire à partir de Roger Caillols », photographies de Michel Delaborde; « Roger Caillols et l'art contemporain », œuvres d'artistes qui ont illustré les livres de Caillols ou qui continuent à s'en inspirer; « La vie et l'œuvre de Caillols », livres et documents biographiques provenant de la

bibliothèque de Vichy, dépositaire des archives de l'écrivain; « La collection « La Croix du Sud »; « La vie littéraire à Buenos-Aires dans les années 40 » (photographies). En outre, on pourra assister à des projections de films en continu : Archives du vingtième siècle, entretien de Caillols avec Jean-José Marchand; Petit guide du quinquième arrondissement à l'usage des fantômes, de Roger Caillols. Enfin, le dimanche 26 mai, aura lieu, à 14 h 30 et 17 h 30, un concert-spectacle : « Pierres qui rêvent », d'après Pierres, de Caillols.

100.000 LIVRES
EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

2 RUE DE LA POMPE 75001 PARIS

L'ODYSSÉE
D'EL MAARIB

DAVID LAW



Cette aventure
ou siècle
d'Alexandre le Grand
nous captive et jette
une singulière
lumière sur
notre époque.

Un vol. 254 p., 98 F

ÉDITIONS
PARTAGE

B.P. 50

91416 DOURDAN CEDEX

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées. Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias.

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Les manuscrits sont à adresser à :
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR
17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél.: (1) 47 80 11 08

ESSAI

Le temps
d'Albert Jacquard

Albert Jacquard est le chic pour ramasser, en moins de deux cents pages, l'essentiel de ce qu'il est advenu aujourd'hui des notions de temps, de matière, de logique, de hasard, de vie, de personne et pour donner son sentiment sur l'évolution de la Terre, de l'économie de marché et de l'humanité. Son dernier ouvrage a donc une double face : un raccourci vertigineux des révolutions scientifiques et un coup de projecteur sur l'avenir.

Notre auteur, nous y sommes habitués, chausse plutôt des lunettes noires et il nous convainc souvent. Mais pas toujours. Ainsi, ses raisonnements sur les conséquences de l'épuisement des ressources non renouvelables détent un peu. Sûr, le pétrole n'est pas éternel, mais, à vue longue, la domestication de l'énergie thermique ou électrique pourrait ouvrir une autre ère. La « terre » démographique est-elle encore de mise ? L'ONU prévoit aujourd'hui qu'à la fin du prochain siècle la population de la planète sera stabilisée à onze milliards d'habitants. Cela fait beaucoup, mais la fameuse « exponentielle » aura rendu l'âme. Les courbes commencent à piquer du nez.

En revanche, le regard de Jacquard sur notre univers, « l'île d'élan de la complexité », est d'une grande acuité. On fera des rapprochements avec Bergson, Teilhard de Chardin et Edgar Morin. Pour couper court à certaines interprétations, Albert Jacquard précise que, selon lui, « cet élan ne se surajoute pas aux forces élémentaires, il est leur résultante ». De bonnes pages aussi sur l'enfermement de l'éducation. Dans notre « monde fini », les tâches n'ont pas de limites, si l'on croit à une nouvelle renaissance.

Pierre Drouin

Voici le temps du monde fini, d'Albert Jacquard. Seuil, 190 p., 89 F.

« La collection de poche « Champs » (Flammarion) réédite l'essai de Albert Jacquard (avec la participation d'Étienne Anbault) où l'auteur expose sa vision du chaos et d'équilibre dans les grands débats de société (n° 244).

HISTOIRE

Mourir sous
les Lumières

Hormis les spécialistes, qui connaissent les Dissertations sur l'incertitude des signes de la mort et l'abus des enterrements et des embaumements précipités, de Jean-Jacques Brubier (1742) ? Le mérite du livre de Claudio Milanesi est de montrer comment, et à quel moment dans l'histoire de la médecine et des mentalités, la question de la mort émerge du fond des croyances populaires où elle était prise jusqu'alors, pour devenir un problème spécifique, médical. C'est autour de la question des enterrés vivants, dont le récit se colporte depuis l'Antiquité sur un certain nombre de cas exemplaires — pendues descendues vivantes de la potence, mortes réveillées par des voleurs, extirpées voyageant dans l'au-delà, etc. — que se fait jour dans la conscience des Lumières la nécessité de critères pour déterminer le stade mortel. De proche en

proche, c'est vers une redéfinition de la mort que s'achemine la physiologie de la seconde moitié du dix-huitième siècle : non plus tant comme un événement qui marquerait le passage d'un ici-bas à un au-delà que comme un processus, local avant d'être général (ainsi Bichat distinguera-t-il mort du cerveau, mort du cœur, mort du poumon, mort générale), et donc parfois réversible.

Sur un beau et important thème, un livre qui demeure en deçà de son sujet. Domage !

François Azouvi

► Mort apparente, mort imparfaite, médecine et mentalités au dix-huitième siècle, de Claudio Milanesi, Payot, 268 p., 165 F.



ROMANS

L'absence
et le manque

Pour l'héroïne éparpillée du deuxième roman de Jacqueline Cauët, Une femme pas à pas, l'essence de l'amour est une éducation du regard. En huit chapitres, une identité féminine se définit, précise

son image et ses contours au fil du désir qui la lie aux autres. Claire, attentive aux moindres bruissements de son propre plaisir, s'affronte au manque et à l'absence au fur et à mesure que ses amants lui révèlent de l'objectif, les touches éternelles d'un pinceau, ou l'étrange vérité d'un miroir. Ces amours, épanouies dans la passivité et l'attente, fragmentent un parcours où l'autre est finalement toujours happé par une obsession créatrice ou éventuelle.

Entre le temps d'une virée clandestine dans la nuit d'une « chambre minable » au côté d'un homme en partance et celui où l'amant au destin tragique lui confie un triste secret, les souvenirs affluent : l'initiation précoce et violente sous la

lumière d'un été : la douceur que se donnent deux femmes ravies dans le désordre des carresses ; les odeurs et les images en noir et blanc de la petite enfance à Dakar... un album parfois émouvant, parfois malheureusement clivé de « clichés » un peu trop convenus.

Val C.

► Une femme pas à pas, de Jacqueline Cauët, Seuil, 92 p., 59 F.

La fin de Jérusalem

Sur plus de trois mille ans de grandeur et de tragédies — entre coupées de rares moments de paix — que compte la Ville sainte, Guy Rachet, historien de la Méditerranée et romancier, a choisi avec Pleure Jérusalem un épisode poignant entre tous, celui de la révolte des Juifs contre les Romains, en 66 après Jésus-Christ, révolte héroïque et sanglante qui s'est terminée, comme chacun sait, par la destruction de la ville.

Sous l'impulsion et la main de fer d'Hérode le Grand, puis de son petit-fils Agrippa, Jérusalem prend, tout au long de la première moitié du premier siècle de notre ère, un essor fulgurant. Le Temple est reconstruit. La ville sacrée se pare de nouvelles enceintes, elle s'affirme à nouveau comme un point nodal de l'univers méditerranéen.

C'est compter sans les dissensions meurtrières qui secouent le peuple juif. Rome, inquiète, ne peut tolérer, ne tolérera pas au foyer d'agitation aussi virulent au cœur de son empire. Elle envoie Titus, amant fameux de Bérénice, et les légions.

Titus réussit là où ont échoué les Tables de la Loi. Il unit le peuple juif. Contre lui. C'est le destin de ces Juifs, autochtones ou de culture romaine, sadducéens ou zélotes, que nous conte Guy Rachet. Révolte épique s'il en fut, qui se termina par le suicide collectif de Massada et la fin de Jérusalem. Fin de Jérusalem ? C'est vite dit. Dix-huit siècles plus tard, Jérusalem est toujours là.

Alexis Lecaye

► Pleure Jérusalem, de Guy Rachet, Le Pré-sous-Clercs, 496 p., 138 F.

Quand Sollers engrange des preuves...

IMPROVISATIONS

de Philippe Sollers.
« Folio-essais » Gallimard,
Inédit, n° 165.

Voici un court livre, publié directement en collection de poche, et qui rassemble cinq textes récents de Philippe Sollers (1988 et 1990) et quatre entretiens plus anciens (1978 et 1980). Un recueil qui débute avec le Principe d'Ironie et se termine par le Tri-Tout un programme... Dans ces Improvisations, on trouve tout ce qu'on peut voir de Sollers et on regarde distraitement — l'humour, le culte, l'intelligence vive — et bien autre chose : un rappel des écrivains qui jettent son parcours littéraire et le fondent ; l'interrogation sur la Chine — le perit « délirant » du discours maoïste n'est pas ignoré, mais on n'a pas du repentir pour faire l'économie de l'analyse ; une réflexion sur l'Occident et le religieux ; une pensée sur le roman qu'il feude bien un jour affronter vraiment et qui part de : « Je maintiens le mot roman comme terme englobant tous les types de langage. » Pour en finir quelques-

uns et pour se faire plaisir, citons encore : « Moi, je suis pour que l'écrivain pense trop ; trop pour son temps. »

Comme tous les artistes, Philippe Sollers sait qu'il est vain de s'efforcer à convaincre des contemporains qui refusent de chercher à comprendre le geste singulier et périlleux de l'écrivain, du peintre, du musicien. Qu'il faut travailler pour soi et pour l'avenir, pour ceux qui seront débarrassés des préjugés de l'époque que l'on désigne, que l'on exhibe, que l'on précède. C'est sans doute pour quoi, au moment même où finissent de s'écrire les premières thèses d'empire sur son œuvre, il a choisi de publier ce petit livre dans la foulée d'un roman majeur, la Fête à Venise (le Monde du 1^{er} février), sachant qu'il risquait de passer inaperçu — contrairement à Théorie des exceptions, lui aussi publié, directement en « Folio », en 1986, et qui fut abondamment commenté.

On peut penser qu'il ne déplaît pas aujourd'hui à Sollers d'engranger en silence des preuves dont il fera état le moment venu. Cet homme ne laisse rien au hasard, on devrait enfin l'admet-

tra. Que veut prouver ce bref ouvrage ? Ce que Sollers continue de répéter avec obstination, sans être toujours entendu : la cohérence de son propos, de sa pensée, de son acte créateur. La cohérence jusqu'à l'obsession.

Qu'on ne compte pas sur lui, toutefois, pour ressasser les lieux communs du malheur et du « poète maudit », pour patager dans les stéréotypes. Et qu'on en revienne, pour finir, au texte qui ouvre Improvisations, le Principe d'Ironie, consacré à Voltaire. Sollers y cite Berthelme, qui, en 1964, écrivait dans une préface : « En somme, ce qui nous sépare peut-être de Voltaire, c'est qu'il fut un écrivain heureux. Nul mieux que lui n'a donné au combat de la Raison l'allure d'une fête. Tout était spectacle dans ses batailles. » « Rien à objecter ici, conclut Sollers, sauf que nous allons écrire, au contraire : en somme, ce qui nous rapproche de Voltaire, c'est qu'il fut un écrivain heureux. Vous ne vous y attendiez pas ? Moi non plus. Le temps et ses raisons que la déraison prépare. » Le temps ? C'est aussi le sujet de ce livre : 1978-1980, douze ans dans le déjà long parcours d'un écrivain qui pense.

Josyane Savigneau

LE POINT THÉOLOGIQUE 55

MAX-ALAIN CHEVALLIER
SOUFFLE DE DIEU
LE SAINT-ESPRIT
DANS
LE NOUVEAU TESTAMENT
VOLUME III

208 pages 90 FF

BEAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères
75007 PARIS

folio

Superproduction Folio en 512 pages

John Le Carré
La Maison Russe

Folio. Ma préférence.

André JULLIARD
TANDIS QUE
J'AGONISE
de William FAULKNER

192 PAGES 132 FRS.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SANS VISA

صلى الله عليه وسلم

صكنا من الامل

LIVRES • IDÉES

LETTRES ÉTRANGÈRES

L'après-guerre de Le Carré

Perestroïka et glasnost obligent, George Smiley réfléchit sur son passé. Il est sans pitié

LE VOYAGEUR SECRÉT
de John Le Carré.
Traduit de l'anglais
par Mimi et Isabelle Perrin.
Robert Laffont, 335 p., 118 F.

Un jour d'hiver en 1989. Une délégation du «Cirque» britannique est accueillie à Moscou sur la grande mezzanine qui, au cœur de la Loubianka, domine la salle de communications du «Centre» soviétique de renseignement. Un ange passe... sous la forme d'un grand blanc à la démarche élastique en qui les visiteurs croient bien reconnaître l'un de leurs anciens agents, mêlé, quelques années plus tôt, au démantèlement total d'un réseau de résistance balte un temps soutenu par les Occidentaux. Echange de regards, presque de sourires... Personne n'est sûr de rien, ni, surtout, ne demande d'éclaircissements : de part et d'autre, on est à ce que les diplomates appellent la «normalisation des relations» entre des services autrefois engagés dans une lutte à mort, où tout les coups étaient permis.

John Le Carré s'est mis à l'heure de la perestroïka et de la glasnost. Cela prend la forme d'une longue rencontre entre George Smiley, le patron à l'éclipse mais le plus clairvoyant du «Cirque», et de jeunes apprentis espions, admiratifs bien sûr du grand ancien, mais volontiers iconoclastes dans leurs questions - lesquelles ramènent chez le narrateur Ned, lui aussi un vieux de la vieille, d'innombrables souvenirs au goût généralement amer. Pas toujours, car l'humour ne perd pas entièrement ses droits. Mais il est rare que ces réminiscences de la guerre froide, de ces combats menés dans une ombre si opaque que le temps et toutes les enquêtes n'ont pas suffi à la dissiper complètement, ne laissent pas une impression d'acte manqué, une interrogation au moins : savions-nous bien ce que nous faisions, le jeu en valait-il vraiment la chandelle, c'est-à-dire la torture, la mort, la destruction de dizaines et de centaines d'individus ?

Smiley, dans cette réflexion sur le passé, est sans pitié. Pour raconter, par exemple, comment « nous en étions même arrivés à gâcher notre propagande », dit aussi que « l'espionnage est éternel » et que « même si les gouvernements pouvaient s'en passer ils

s'en garderaient bien. Ils adorent ça. A supposer qu'un jour nous n'ayons plus un seul ennemi au monde, les gouvernements nous en inventeraient ». Ned n'est pas plus indulgent, qui fait ainsi parler l'une de ses vieilles connaissances (un Polonais « retourné ») : « Nous autres, iduins, on agit d'abord. Et on réfléchit après aux justifications ». « A ses yeux, ajoute Ned, tous les hommes étaient des crétins, et nous autres, espions, les plus crétins de tous. »

Une passion de l'opéra

C'est un peu exagéré, tant sont délicats et sensibles les ressorts psychologiques sur lesquels ont su jouer, à l'occasion, les acteurs principaux - on voudrait dire les maîtres d'œuvre - de quelques-unes de ces grandes affaires. Sentimentaux, bien sûr, pour le plus grand malheur de jeunes femmes désignées par le destin du destin dans des aventures qui les dépassent. L'intérêt matériel, parfois, mais aussi la politique (il ne semble pas que le Thatcherisme ait eu très bonne cote chez certains collaborateurs du «Cirque»), et pourquoi pas l'art. Dieu sait, apprendrez-vous, où peut conduire une passion de l'opéra !

Ce Voyageur secret risque de dérouter les lecteurs qui ne sont pas déjà familiers de l'univers de Le Carré. Comment s'y reconnaître, si l'on n'est déjà averti, dans ces personnages qui se retrouvent, d'un récit à l'autre, dans des rôles à double et triple fond - comme cette « taupe » de Bill Haydon qui sert aux plus hauts échelons des services britanniques et que George Smiley mettra, à ses frais, des années à déviler. Nous sommes dans un monde infiniment plus complexe, contradictoire même par définition, que dans celui de James Bond, agent 007. Au risque de se perdre un peu dans ce qui se veut, paraît-il, l'œuvre du «premier romancier de l'après-guerre froide».

Un peu d'effort et allez jusqu'au bout. Vous découvrirez un Ned, la crinière blanchie et à trois jours de la retraite, prié d'aller sermonner un de ses compatriotes, parvenu au faite des honneurs et de la fortune, siégeant au milieu de son parc et de ses daims, mais dont le sens des affaires ne correspond pas toujours aux principes (?) du gouvernement de Sa Majesté. Entrevue

sans résultat, triomphe du cynisme, dont Ned tirera cette conclusion lourde de désillusion, mais dans laquelle l'espion professionnel, à combien expérimenté, se révèle dans toute son humanité : « Le fléau que j'avais aujourd'hui devant moi était un gamin destructeur qui avait grandi dans nos rangs, au contact duquel je me retrouvai enfant, désarmé, sans voix, abandonné. L'espace d'un instant, j'eus le sentiment que j'avais passé ma vie à me battre en me trompant d'ennemi. »

Paroles de gauchistes ou résurgence de nouveaux Philby et autres Mac Lean ?

Alain Jacob

* Signalons la reprise en poche (« Folio », Callimard, n° 2 262) du roman de John Le Carré, *La Maison Russe*, paru en 1989 chez Robert Laffont.

MARC LAMBRON. PRIX COLETTE.



Flammarion

LES COMPACTS
DES GUIDES ENCyclopédiques DE POCHe



HISTOIRE

L'HISTOIRE DE FRANCE
DES ORIGINES A 1914 P. Bezbakh
HISTOIRE DE LA FRANCE
CONTEMPORAINE
DE 1914 A NOS JOURS P. Bezbakh
LES SOUVERAINS
DE LA FRANCE J.-P. Guirle - (juin)



SPIRITUALITÉ

LES GRANDES FIGURES
DES MYTHOLOGIES F. Comte
LES LIVRES SACRÉS F. Comte
LES MAÎTRES SPIRITUELS J. Brosse
LES MAÎTRES
DE L'OCCULTISME A. Nataf



SCIENCES

LES GRANDES INVENTIONS
DE L'HUMANITÉ G. Messadié
LES GRANDES DÉCOUVERTES
DE LA SCIENCE G. Messadié
LES GRANDES INVENTIONS
DU MONDE MODERNE G. Messadié



LITTÉRATURE

LES MAÎTRES DU ROMAN
POLICIER R. Deleuse
LES GRANDS ROMANS
HISTORIQUES G. Vindt-N. Giraud
(juin)



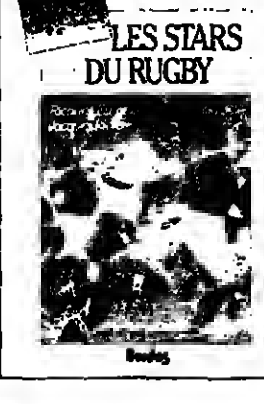
SPECTACLES

LES FILMS-CLÉS
DU CINÉMA C. Beylie
LE CINÉMA
DE HOLLYWOOD P. Paraire
LES ACTEURS FRANÇAIS A. Sallée
LES MAÎTRES DU CINÉMA
FRANÇAIS C. Beylie/J. Pinturaud



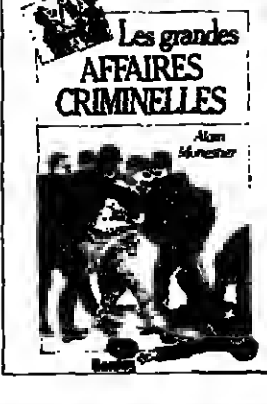
MUSIQUE

LES ŒUVRES-CLÉS DE LA
MUSIQUE J.-J. Sollet/G. Lelong
FLORILÈGE DE LA CHANSON
FRANÇAISE J.-C. Klein
LES GRANDS CRÉATEURS
DE JAZZ G. Arnaud/J. Chesnel
50 ANS DE MUSIQUE
ROCK P. Paraire



SPORTS

LES STARS DU SPORT J. Bouilly
LES STARS DU TOUR
DE FRANCE J. Bouilly
LES GRANDS NAVIGATEURS
EN SOLITAIRE B. Lambert
LES STARS DU FOOTBALL J. Bouilly
LES STARS DU RUGBY
R. Escort/J. Rivière



FAITS DE SOCIÉTÉ

LES GRANDES AFFAIRES
CRIMINELLES A. Monestier
LES MILLIARDAIRES
DE LÉGENDE A. Monestier (juin)

BIOGRAPHIE
Otto Rank
scaphandrier de l'âme

Suite de la page 21

Rank se demande si le jazz, en définitive, ne serait pas une thérapie plus efficace pour ses patients que les heures passées sur un divan. Il vit entouré de politiciens, de millionnaires, de vedettes de la scène et du cinéma. A ses côtés, Anaïs Nin rédige son *Journal*, partage son intimité et s'improvise psychanalyste. Elle envie même des patients à Henry Miller, qui a besoin d'argent et qui leur administre des cocktails thérapeutiques où il mêle le jargon freudien et les discours de ses philosophes favoris. « Il associait un point de vue

sceptique sur la psychanalyse à un sentiment excessif de sa propre efficacité », note Lieberman.

Quant à Anaïs Nin, voici le portrait intellectuel qu'elle fit de Rank, qu'elle aimait comparer au docteur Caligari : « Ce qui prédominait était sa curiosité, non la manie de faire des classifications. Il n'était pas comme un savant qui cherche à faire cadrer un être humain avec une théorie. Il ne pratiquait pas de chirurgie mentale. Il comptait sur son intuition, son but était de découvrir un être qu'aucun d'entre nous ne connaissait. Un nouveau spécimen. Il improvisait... »

Plus tard, elle en vint à se demander si ce scaphandrier de l'âme n'était pas avant tout un séducteur exceptionnel, un vampire qui exigeait qu'elle abandonnât son œuvre pour se consacrer à lui... Nin rompit, persuadée d'avoir rencontré le seul métaphysicien du monde psychanalytique, mais non moins persuadée que la vie est une danse, joyeuse et sacrée, qui ne commande aucun sacrifice.

Roland Jaccard

* Signalons également les extraits d'une correspondance inédite entre Freud et Rank parus dans le *Bloc-Notes de la psychanalyse* (n° 10), revue éditée à Genève par l'éditeur Georg (46, ch. Moisse, 1225 Chêne-Bourg/Genève, Suisse).

LE PLAISIR D'ECRIRE LE DROIT D'ETRE LU
Si pour vous écrire est une passion, décrivez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MEMOIRES, RECITS, ROMANS, POEMES en LIBRAIRIES, LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TELEVISION, LIBRAIRIES. Envoyez dès maintenant vos manuscrits à
LA PENSEE UNIVERSELLE
115 boulevard RICHARD LENOIR
75014 PARIS CEDEX 11
Tel. (1) 43 57 74 74
Carnet d'adresses par 100 F. de la loi de 1981 sur la presse littéraire.

LE PLAISIR D'ALLER A L'ESSENTIEL... ET AU-DELA

Chaque titre : 89 F

Bordas

L'intimité démoniaque de Mrozek

Il faut de toute urgence découvrir les nouvelles de cet « Ionesco polonais »

L'ARBRE
Œuvres complètes
de Sławomir Mrozek.
Traduit du polonais
par André Kozimor.
Ed. Noir sur blanc, 149 p., 98 F.

« L'artiste polonais a un sentiment exagéré de sa propre valeur... L'Occident le regarde avec étonnement, mais seulement l'espace d'une seconde, parce qu'il est très occupé avec ses propres affaires », écrivait Sławomir Mrozek en 1970. Né dans les environs de Cracovie en 1930, exilé depuis sept ans, il venait de s'installer en France, après un long séjour italien. Dans ces quelques lignes parues dans la revue *Kultura*, Mrozek fait preuve d'une grande lucidité quant à l'intérêt que peut durablement susciter un auteur contemporain de l'Europe de l'Est.

Si le théâtre de Mrozek doit à Laurent Terzieff d'être souvent rappelé à notre mémoire, ses nouvelles connaissent un sort moins enviable : trois recueils en français ont paru vers la fin des années 60, mais depuis lors, l'édition n'a plus proposé aucune traduction des nouvelles de Mrozek et ignore superbement l'évolution de son œuvre. Dans notre bibliothèque, Mrozek, affublé de l'étiquette « Ionesco polonais », est toujours enfermé dans la cellule du « théâtre de l'absurde ». C'est dire l'importance de l'en-



Sławomir Mrozek : une drôlerie grinçante.

treprise d'André Kozimor qui publie, avec *L'Arbre*, un recueil d'une quarantaine de nouvelles, le premier tome des œuvres complètes de Mrozek en français (il nous promet au moins huit volumes). Les plus sceptiques sont prévenus : on ne lit pas Mrozek sans succomber au fou rire métaphysique. Les plus endurcis n'ont qu'à bien se tenir : on ne lit pas Mrozek sans poser sur le monde un regard de souris prise au piège. Et que les plus blasés préparent leurs nuits blanches : voici de petits chefs-d'œuvre qui viennent leur rendre visite en catimini.

La tragédie est impossible, la farce déprimante, disait-on dans les années 60. Restaient le théâtre expérimental, dont Mrozek se moque joyeusement dans l'une de ses pièces les plus célè-

bres, *Tango* (1), et l'absurde. Mrozek choisit l'absurde. Ses personnages sur scène sont des grenades dégonflées à la recherche d'une cible. Mais les grenades se transforment vite en toupies emportées par l'Histoire ou en girouettes moquant leur venerie. Les explosions se multiplient dans le tintamarre d'une apocalypse orchestrée.

Parallèlement, Mrozek écrivait des nouvelles où il avait plutôt recours à la technique du minage souterrain. Avec une subtilité implacable, un sens aigu de la concision, il fait monter le suspense jusqu'au moment où tout éclate et sombre dans le dérisoire le plus tragique, comme dans la fameuse nouvelle intitulée *L'Éléphant* (2).

Le directeur d'un jardin zoologique, par souci d'économie, fait

fabriquer un éléphant en caoutchouc gonflable. Le premier jour, un groupe d'élèves vient admirer l'animal, l'instituteur fait un cours de zoologie. Tout à coup, l'éléphant s'élève dans les airs et va s'écraser quelques kilomètres plus loin. Du « roi de la jungle » il ne reste qu'un morceau de caoutchouc déchiré. Quant aux élèves venus admirer l'animal, ne croyant plus en rien à partir de ce jour, ils deviennent des hooligans qui font régner la terreur.

Un double de Dürrenmatt

Dans une remarquable étude sur Mrozek (3), André Kozimor notait : « Mrozek montre le mode de fonctionnement et les effets de la machine à broyer de l'individu. Avant que le coup ne parte, l'individu a déjà lâché prise. » L'univers de Mrozek est moins absurde qu'il n'y paraît : il rappelle que l'homme n'a de passion durable que pour le compromis ; par définition, il ne lutte pas contre la collectivité, il a trop peur de sa solitude. Au-delà de la dérision politique, c'est la démonstration de la célèbre saynète *Maison frontière* (4) : un homme, pour ne pas être tenu à l'écart de la collectivité, se résigne à ce que les diplomates coupent sa maison en deux afin de délimiter une frontière.

« Tout individu », écrit André Kozimor à propos de Mrozek, « porte en lui une maison frontière, une frontière psychologique cal-

quée sur les frontières de l'idéologie, une ligne de démarcation entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. » En glissant un œil à l'intérieur de cette maison, Mrozek s'aventure sur un territoire qu'il explore avec une monstrueuse lucidité : le moi. Il s'y révèle, selon son expression, un parent pauvre de Kafka et de Bataille, et un double de Dürrenmatt.

L'exil a contraint Mrozek à ne plus négliger ce moi douteux, à prêter l'oreille à ses « névroses slaves », à ses « complexes carpatobaltiques » ; il se penche sur sa polonité, en rappelant qu'un Polonais restera toujours un « Européen minable et mineur », un humilié des conférences internationales, un handicapé de l'Histoire. Dans une de ses dernières pièces, *Le Contrat* (5), il donne une définition de cet éternel venu de l'Est : il est tout à la fois un vagabond chevaleresque et un délinquant. Mrozek est libéré de la politique. C'est ce qui donne à ses nouvelles, recueillies dans *L'Arbre*, leur savoureuse étrangeté.

Dans certaines pages du recueil, Mrozek pratique encore la satire, revigorante, notamment dans *Emmanuel*, où, sur les suggestions d'un producteur épris de culture, le scénariste de la *Critique de la raison pure* met en scène un Kant hermaphrodite, revendeur de drogue, aux prises avec le « droit moral » incarné par un shérif.

La plupart des autres nouvelles sont plus terrifiantes : elles

suscitent une angoisse primitive. Cette plongée dans l'angoisse s'accompagne d'une mise à nu de tous les fantasmes, sans quoi l'univers de Mrozek ne se révélerait pas d'une drôlerie aussi grinçante, quand, par exemple, il décrit les tentatives d'approche d'une Lolita en chaussettes couleur lilas par une sorte de Woody Allen.

Mrozek pose sur le monde un regard immature qui lui permet d'inverser les propositions normatives et de trouver inquiétante la banalité. *L'Arbre* est le recueil de toutes les subversions. La lecture de Mrozek est dangereuse : une fois que ses mots se sont insinués dans votre cerveau, vous êtes perdu, vous ne pouvez plus contempler et le monde et vous-même sans frémir. Dans une des nouvelles à paraître, Mrozek raconte la « coexistence » forcée et pacifique que le diable impose à un curé de village. Mrozek établit avec le lecteur la même intimité démoniaque : il n'a pas l'air dangereux, il est là, on s'habitue à lui... jusqu'au jour où il vous saute au cou sans crier gare.

R. J.

- (1) Albin Michel, 1966.
- (2) Albin Michel, 1964.
- (3) « Sławomir Mrozek ou les avatars de la dérision », *L'Autre Europe*, décembre 1989.
- (4) In *Théâtre II*, Albin Michel, 1969.
- (5) *L'Age d'homme*, 1988.

Les « vacances » de monsieur Sciascia

Suite de la page 19

Qu'y a-t-il de si étonnant dans cette crainte, et dans le désir de la dissiper ? C'est une question que Sciascia n'a cessé de se poser dans ses romans, ses articles, ses enquêtes et ses essais. La vie entière est dispensatrice de feintes et de jeux de rôle. Comment ne pas, ici, écrire le nom de Pirandello, référence fréquente de Sciascia, qui, dans *Faits divers d'histoire littéraire et civile*, lui consacre, par détour, comme si souvent chez lui, un magnifique article ?

La Sicile, dit-on, est la patrie du diable ou du dieu des enfers. Mais, comme le souligne Sciascia en évoquant l'histoire du *Savetier de Messina*, métaphore édifante d'un autre sujet qu'il n'a cessé de traiter, celui de la justice individuelle par opposition au droit de l'État, la Sicile est le pays où le diable a pris femme. Entendez : le pays où Pluton a épousé (et emprisonné) Perséphone. Autrement dit, celui où la mort a pour revers caché l'amour (et non le contraire, qui est un lieu commun).

Couche de mensonges

Pasolini écrivait encore : « Chez un écrivain réaliste comme Sciascia, prédomine ce canon typique des écritures fortement idéalistes et idéalisantes : la sélectivité. » L'intéressé lui-même ne l'aurait pas contredit. Ne dit-il pas à propos de son brigadier de héros, de qui, du reste, la vérité viendra : « Le fait de devoir écrire à propos des choses qu'il voyait la préoccupation, presque l'angoisse, cela donnait à son esprit une capacité de sélection, de choix, un caractère essentiel grâce à quoi ce qui demeurait par la suite dans les filets de l'écriture finissait par être sensé et aigu. C'est peut-être ce qui caractérise les écrivains italiens du Sud, en particulier les Siciliens : malgré le lycée, l'université et toutes leurs lectures ? »

L'idéal, en l'occurrence, toujours battu en brèche par le réel, était la mise en œuvre de la justice. L'idéal, Sciascia le modulait ou plutôt l'affinait dans ses fictions, dans ses « mélanges d'histoire et d'invention » (comme il qualifie la *Disparition de Majorana* (2) : ce n'était plus la révélation de la vérité, mais la

dénonciation d'un mensonge qui en recouvrait un autre. La vérité se trouve pas sous la dernière couche de mensonges, mais rien d'autre que cette architecture, cette accumulation de strates fallacieuses.

Une histoire simple conclut par ce triste message : à un mensonge substituez-en un autre.

Sciascia puise dans les *Cahiers* de Valéry une définition de l'écrivain et la raison de l'intensité de la plupart des portraits photographiques d'écrivains. La définition et la raison sont négatives : « L'écrivain est parmi les hommes le plus « inconnu de lui-même » : pour ces motivations que, rapidement mais profondément, Diderot devine quand il le compare au comédien. » Dans le regard que le photographe porte sur lui, l'écrivain découvre ce qui lui est le plus propre et qui lui échappe. C'est précisément l'observation d'une photo de Pasolini qui conduisit Sciascia à ces réflexions : « Un homme qui meurt tragiquement, en chaque point de sa vie, un homme qui mourra tragiquement. » C'était une lointaine réminiscence d'Hofmannsthal, rapportant un mot de Heine, lui-même citant Goethe... Curieux destin des « mots d'auteur » qui finissent par trouver leur vraie voix dans la pensée d'un autre.

N'est-ce pas le cas d'une célèbre phrase de Henry James, sans doute l'une des plus célèbres, qu'il n'a jamais écrite et peut-être même jamais prononcée ? Sciascia le donne en la déformant légèrement : « Finalement, cette fameuse chose : l'homme. » On dit que ce furent les dernières paroles de Henry James. En réalité (mais est-ce la réalité ?), Edith Wharton tenait le mot de Howard Sturges, qui l'aurait entendu articulé par James non pas en mourant, mais en reprenant connaissance après son attaque du 2 décembre 1915 : « So, it has come at last, the Distinguished Thing. » (Elle est donc enfin venue, la Chose Distinguée.) Ces minuscules falsifications qui peu à peu voilent le monde et l'ensevelissent ne sont-elles pas, à leur tour, une histoire à la Sciascia ?

René de Ceccatty

(2) In les *Poignards*, suivi de la *Disparition de Majorana*, traduction de Mario Fusco et Jean-Noël Schifano, Muro Nadeau, « Lettres nouvelles », repris en poche (GF, Flammarion).

folio

FOLIOTHÈQUE

Visite guidée
des monuments de la littérature

JACQUELINE LÉVI-VALENSI
commente

La peste
d'ALBERT CAMUS

42

Albert Camus *La peste*

7 780

Proust *Un amour de Swann*

Hemingway *Le vieil homme et la mer*

Albert Camus *La peste*

Proust *Un amour de Swann*

La peste

Un amour de Swann

Le vieil homme et la mer

Foliothèque

BILLET

Les revenus agricoles au crible

Au moment où un ancien ministre de l'agriculture en remplace un autre à Matignon, les services de la commission des comptes de la Nation publient les comptes provinciaux des exploitations agricoles pour 1990 : le revenu brut moyen agricole par exploitation a progressé de 9,2 % en francs constants en 1990. On se souvient du tollé provoqué à l'automne lorsque déjà l'INSEE avait annoncé une hausse moyenne de 9,2 % de ce revenu pour l'année écoulée, alors que la crise de la viande et la sécheresse gravaient à l'évidence la situation des campagnes.

Consentants des raccourcis de la statistique qui peut égarer à l'occasion comme une forme sophistiquée du mensonge, les services de M. Mermaz ont voulu entrer dans le détail, la progression des revenus en 1990 « devient dure » immédiatement corrigée par l'appréciation de situations individuelles fortement contrastées, de nombreux secteurs étant en crise.

D'abord, l'amélioration des comptes provient de la diminution de 3 % du nombre des exploitations. Elle tient ensuite au recul du prix de certaines consommations intermédiaires et surtout à l'accroissement des subventions de l'Etat versées à la suite de la sécheresse estivale. Aux aides auxquelles se sont en effet ajoutés deux milliards de francs d'indemnités au titre des calamités de 1989 et 1990.

Ainsi, le revenu des éleveurs ne s'est maintenu l'an passé que par le jeu des soutiens publics qui ont représenté jusqu'à deux tiers de leurs résultats bruts, preuve de la fragilité inquiétante du secteur animal. Quant aux céréaliers, ils ont vu leur pouvoir d'achat chuter de 12,6 %. Les inégalités ont aussi été géographiques puisque les écarts de revenu vont de 1 à 7 entre le Limousin et les départements les mieux lotis.

Certains se souviennent qu'en quittant le ministère de l'Agriculture en 1983, M. Cresson, bien que fort échauffé, avait été crâdité d'une hausse de 9,1 % du revenu des exploitations pour 1982, la première augmentation depuis 1977. « Elle a fait un premier pas pour la reconnaissance du pluralisme syndical en agriculture » rappelle la Confédération paysanne dans un communiqué du 15 mai. Elle devra s'atteler maintenant à la réduction des inégalités dans les campagnes. Sinon, les agriculteurs ressortiront des slogans vides de dix ans :

« Cresson, pas de salade... »
ERIC FOTTORINO

Le président de la banque centrale allemande était en désaccord avec le gouvernement de Bonn

M. Karl-Otto Poehl a annoncé sa démission de la Bundesbank

A l'issue du conseil de la Bundesbank, la banque centrale allemande, jeudi 16 mai, M. Karl-Otto Poehl a confirmé et expliqué sa démission de la présidence de la banque centrale allemande. Il avait été nommé à ce poste en janvier 1980. Il quittera ses fonctions fin octobre.

M. Poehl avait rencontré mercredi soir à Bonn le chancelier allemand, M. Helmut Kohl. Ce dernier avait confirmé implicitement le départ de l'actuel président

de la « Buba » officiellement pour des « raisons personnelles ».

Le chancelier Kohl a minimisé les différends, parfois violents, qui l'ont opposé à plusieurs reprises au chef de la banque fédérale allemande, notamment en ce qui concerne la financement de la réunification avec l'ex-RDA, ou l'entrée en vigueur de l'Union économique et monétaire (UEM). Il a affirmé son intention de tout faire pour ne pas remettre en cause la stabilité du

deutschemark. « Nous n'allons pas pratiquer une politique de l'argent facile », a-t-il déclaré.

Les marchés financiers, qui avaient anticipé le départ de M. Poehl depuis plusieurs jours, sont restés calmes. Le nom le plus fréquemment évoqué pour la succession est celui de M. Hans Tietmeyer, membre du directoire de la Bundesbank et ancien secrétaire d'Etat aux finances à Bonn.

Des « raisons personnelles »

FRANCFORT
correspondance

Depuis le début de la semaine, les rumeurs sur l'annonce imminente de la démission du chef de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, n'avaient cessé de s'intensifier à Francfort, d'autant plus que la Bundesbank, contrairement à son habitude, n'avait opposé aucun démenti, se contentant de préciser, mardi 14 mai dans un communiqué lu par téléphone, que l'intéressé « regrette les rumeurs sur son départ présumé » et s'exprime publiquement à ce sujet à l'issue de la réunion bimensuelle de son conseil d'administration du jeudi 16 mai.

La confirmation de la démission de M. Poehl, essentiellement pour des « raisons personnelles », a donc été accueillie sans véritable surprise, mais avec un certain dépit à Francfort. « M. Poehl s'en va au moment où l'Allemagne traverse une des périodes les plus difficiles de l'après-guerre », a ainsi lancé à l'antenne le commentateur du programme « Telebörse » (Télé-bourse). Mercredi, l'indice DAX des principales valeurs boursières a chuté à 1 590,35, soit 8,15 points ou 0,51 % de moins que la veille. Jeudi, il se redressait légèrement, à 1 592,59, en milieu de séance. Sur le marché des devises, le mark s'est renforcé vis-à-vis du dollar et du yen mercredi.

Selon les commentateurs, cette bonne tenue de la monnaie allemande s'explique par l'espoir de voir nommer à la tête de la Bundesbank M. Hans Tietmeyer, actuellement l'un des membres les plus influents du directoire. Si M. Tietmeyer, qui est un proche du chancelier Kohl et membre de la CDU comme lui, semble le candidat le plus probable pour succéder à M. Poehl, la décision finale n'a pas encore été prise, dans la mesure où M. Schlesinger, l'actuel vice-président de la « Buba », serait le successeur naturel. Il doit cependant prendre sa retraite pour cause de limite d'âge en septembre 1992.

Ce départ « en douceur », à l'issue de la réunion bimensuelle de la Bundesbank, confirme la thèse des raisons personnelles avancées par M. Poehl. Même si jusqu'à présent il était resté assez discret sur ses intentions, le chef de la Bundesbank n'a jamais caché qu'il aimerait bien faire autre chose

avant l'expiration de son mandat. « Mais le problème, c'est que l'on ne l'avait jamais pris au sérieux », explique un banquier. A soixante et un ans, M. Poehl sait en effet qu'il ne lui reste pas beaucoup de temps pour un dernier passage dans le privé, un secteur qu'il affectionne particulièrement, malgré sa longue carrière dans l'administration, ce raison de sa stature internationale due à son charme personnel et à son sens de la persuasion.

Le camouflet de l'union monétaire

A la tête du plus puissant institut d'émission du monde après la Réserve fédérale américaine, M. Poehl a sans doute déjà reçu de nombreuses propositions. A Francfort, on parle notamment de son entrée imminente dans la banque d'affaires Salomon Brothers, mais aussi de la possibilité de remplacement de l'actuel gouverneur du FMI, M. Mielke Camdessus, dont le mandat arrive à expiration à la fin de l'année. Même si M. Poehl décline le poste le mieux payé dans la fonction publique allemande — ses émoluments annuels sont supérieurs à ceux du chancelier Kohl —, son salaire actuel est loin de pouvoir être comparé à ce qu'il gagnerait dans une banque privée internationale.

Enfin, dernier argument, les charges et les devoirs attachant à ses fonctions, sans parler des contraintes de sécurité depuis l'assassinat en décembre 1989 du chef de la Deutschebank Alfred Herrhausen (un ami très proche) — contraintes qui, au bout de onze ans, font sentir leur poids sur la vie familiale. S'il part à la fin de l'année, M. Poehl, qui est remarqué et a quatre enfants, sera le président de la Bundesbank qui sera resté le plus longtemps à son poste.

Il n'en reste pas moins que le camouflet qu'il a essuyé au moment de l'entrée en vigueur de l'union économique et monétaire entre les deux Allemagnes, décidée derrière son dos par le chancelier Kohl, ainsi que les discussions et cours concernant la réforme de la Bundesbank, qui doit être prochainement mise au point pour octobre 1991, ne sont certainement pas étrangers à une certaine « irritation » du chef de la Bundesbank.

CHRISTINE HOLLZBAUER-MADISON

Onze ans au service du mark

par Paul Fabra

Le projet d'Union économique et monétaire européenne, Karl-Otto Poehl en est un des principaux artisans. Le fameux rapport Delors, d'inspiration très fédéraliste (publié en avril 1989 et adopté comme base de négociation par le conseil européen de Madrid en juin de la même année), il en est, avec Jacques De Larosière, gouverneur de la Banque de France, le véritable auteur.

Si on regarde de près ses diverses déclarations, tel n'est pourtant pas le choix profond du président de la Bundesbank et il l'a dit à maintes reprises sans ambages. Comment pourrait-il en être autrement ? On n'imagine pas qu'il puisse, de gaieté de cœur, envisager d'être le dernier à avoir présidé une institution qui a tant contribué, par son indépendance et le sérieux avec lequel il a rempli sa mission d'équilibre, à jeter les bases matérielles de la démocratie allemande. Il aurait préféré que l'unification monétaire se fasse en dehors des institutions — existantes ou à créer — de la Communauté économique européenne. Le comité des gouverneurs siégeant à Bâle lui semblait plus approprié. Son vœu eût été, comme il l'a déclaré le 16 janvier 1990 à Paris, où il était l'invité du Monde, de prolonger l'expérience de la première étape de l'union économique et monétaire. « Mais, avait-il ajouté, cela va sans dire, je respecte la décision prise par les chefs d'Etat et de gouvernement et je comprends les motivations politiques sous-jacentes ».

Dans ces conditions, Karl-Otto Poehl n'a choisi, un parti qui convenait à la fois à son caractère chaleureux, qui le pousse à travailler de concert avec ses partenaires aussi longtemps que cela est possible, à son ambition et aussi au sens de la mesure, qu'il a inné pour ce qui concerne le rôle de son pays en Europe et dans le monde. Il va jouer le jeu, adoptant même pour mieux préserver l'héritage de la Bundesbank, une attitude maximaliste. S'il doit y avoir union monétaire, elle exige à ses yeux qu'un « privilège exclusif de création monétaire » soit confié au futur système européen.

Celui-ci devrait jouir d'un statut d'indépendance afin de mener une politique de stabilité au sens strict du terme (ce n'est pas à une banque centrale de stimuler la croissance et l'emploi ni de réduire les déséquilibres régionaux). Tout se passe comme si Karl-Otto Poehl faisait le calcul suivant : ou bien les autres pays membres de la CEE feront sérieusement leur programme ambitieux, pour parvenir, ils devront s'inspirer de près du modèle de la

Bundesbank. Ou bien ils ne voudront pas, au dernier moment, sauter le pas. Dans ce cas, celle-ci gardera la haute main sur les affaires monétaires.



taires allemandes. Les arrière-pensées ne viennent pas spontanément à l'esprit de Karl-Otto Poehl, sauf quand il doit contraindre celles des autres. Dans le milieu des hauts responsables monétaires du monde, les intentions de chacun sont connues par chacun.

L'héritier de deux traditions

Intellectuellement, Karl-Otto Poehl est l'héritier de deux traditions. C'est un ancien élève de l'université de Göttingen, où il préparait ses études en travaillant comme journaliste (avec un salaire de 600 marks par mois), sera remarqué à la fin des années 60 par Karl Schiller, ministre des finances de la coalition au pouvoir. Lui-même est, comme son protecteur, inscrit au SPD, auquel il a adhéré à l'âge de dix-huit ans parce qu'il admirait les dirigeants de ce parti qui avaient passé en exil ou dans des camps la période nazie.

Mais vite, dit-il, il avait trouvé les idées économiques de ses camarades un peu trop à gauche. La politique de M. Schiller, qui entreprend de réinterpréter l'économie sociale de marché instituée par Ludwig Erhard à la lumière d'un keynésianisme modéré, lui convient parfaitement. Schiller est brillant mais il a aussi très mauvais caractère. Le jeune Poehl saura devenir le truchement obligé entre le chancelier Willy Brandt et son ministre des finances. En 1972, il est nommé secrétaire d'Etat, le plus haut grade (mi-administratif, mi-politique) de l'administration allemande. Quand Helmut

Schmitt succède à Willy Brandt à la chancellerie, Poehl sera son collaborateur. Il remplira entre autres la mission de sherpa.

Pendant ces années d'ascension, Karl-Otto Poehl, outre la compétence, montrera deux traits qui le rendent rarement chez le même homme et qui marqueront toutes les étapes décisives de sa carrière : un talent de conciliateur allié à une indépendance d'esprit qui aime à s'exprimer. Son libre jugement se nourrit de scepticisme et aussi d'une sorte de passion à ne pas partager les passions des autres. A l'étranger, cet Allemand du nord (né à Hanovre en 1929), qui a si bien compris ce qu'on pense à Londres, à Paris, à Washington, à Rome, plaît pour ses qualités de citoyen du monde qu'on ne rencontre pas toujours chez les dirigeants allemands. En Allemagne, on l'admire pour ne pas être un provincial allemand, mais cela irrite parfois.

Pendant la période extraordinaire de la réunification, Karl-Otto Poehl s'est gardé, plus que jamais, de se laisser emporter par l'enthousiasme ambiant, comme si les souvenirs de ses engagements d'adolescent l'avaient, une fois pour toutes, prémuni contre toute forme de nationalisme. Il est peut-être né de ce qu'il paraît bien être une sorte de rupture avec le chancelier Kohl. Dès le début, M. Poehl insiste sur les énormes obstacles qui s'opposent à une intégration rapide de l'économie de l'ancienne RDA dans la RFA.

Tant et si bien qu'au mois de février de l'année dernière, le chancelier Kohl ne le consulte pas avant de proposer aux dirigeants de la République fédérale de l'Est une union monétaire. Le président de la Bundesbank songe, dit-on, à démissionner, mais la grandeur des événements vécus en Allemagne le retient. Suivent les malentendus et la désinvolture gouvernementale à son égard. Poehl n'est toujours pas directement informé quand le cabinet fédéral décide de créer un Fonds pour l'unité, dont la mission est d'aplanir sur une grande échelle. Cependant, il est alors favorable à un effort fiscal exceptionnel.

Entre Bonn et Francfort, tout se gâte à nouveau le 19 mars. Ce jour-là, devant un petit groupe de parlementaires européens réunis à Bruxelles, Karl-Otto Poehl parle du « désastre » occasionné par l'unification monétaire. Les journalistes présents prennent le mot au vol, détaché de son contexte. Il sera à la « une » de tous les journaux du monde, le lendemain.

Lire la suite page 31

France-Allemagne : de l'orage à la sérénité

Les relations entre le franc et le mark, depuis la nomination de Karl-Otto Poehl à la présidence de la Banque fédérale d'Allemagne en janvier 1980, ont été, dès le départ orageuses, avec cinq dévaluations de la devise française entre 1981 et 1987. Elles se sont ensuite améliorées sans que puissent être évitées quelques frictions dans un domaine devenu sensible, celui des taux d'intérêt.

Au cours des « années noires », qui virent trois dévaluations du franc (8,5 % en octobre 1981, 10 % en juin 1982 et 8 % en mai 1983), la Bundesbank garda un silence prudent, se contentant de soutenir notre devise jusqu'à ce que la spéculation soit trop forte et fasse sauter les parités. Ainsi en fut-il durant le semestre précédant le 21 mars 1983 : en dépit de la proximité d'élections législatives en RFA — qui, logiquement, devaient paralyser les initiatives —, M. Poehl demanda à son ministre des finances, et obtint un ajustement du système monétaire européen, le

franc dévaluant de 2,5 % et le mark réévaluant de 5,5 %. Après trois années de rémission, un nouvel ajustement aux dépens du franc se produisit en avril 1988, suivi d'une réévaluation unilatérale du mark en janvier 1987.

Par la suite, la politique d'eurosité et de désinflation menée en France par MM. Jacques Delors et Pierre Bérégovoy au ministère des finances trouve grâce auprès de M. Poehl qui, toutefois, resta méfiant. A partir de 1988 et surtout en 1989, s'agissant de la dépréciation artificielle du mark à l'égard des monnaies faibles du système européen, la lire notamment, la Bundesbank réclama une réévaluation de la devise allemande, souhaitable non seulement pour contraindre les pressions inflationnistes en RFA mais aussi pour réduire les déficits des balances extérieures entre les pays industrialisés et diminuer l'énorme excédent commercial de l'Allemagne.

A l'automne 1989, des divergences se firent jour publiquement

entre M. Poehl et M. Bérégovoy, ce dernier soutenant mordicus qu'en cas de réévaluation du mark le franc maintiendrait ses parités et suivrait donc la devise allemande. A Francfort, on manifesta alors quelque sursaut en estimant que la France, par son obstination, bloquait le réajustement du système monétaire européen tant souhaité.

Les taux, un contentieux permanent

Mais, fait capital, la Bundesbank admettait désormais que la France entrât dans le cercle vertueux des monnaies fortes, limité jusqu'à au mark et au florin. M. Poehl allait jusqu'à reconnaître publiquement que le franc devait jouer un rôle international accru, si la France continuait de mener une politique économique stable et libérale son marché des capitaux, ce qu'elle fit en 1990. Une telle montée en puissance, selon lui, « allégerait le fardeau supporté par le mark en tant que monnaie de réserve ».

Le problème du maintien des parités étant réglé, restait celui des taux d'intérêt, qui ne l'est toujours pas. A Francfort, la banque centrale, dès le milieu de 1988, avait entrepris de relever ses taux directeurs, trop abaissés à son gré, cela afin de lutter contre l'inflation, au moment même où M. Bérégovoy s'efforçait de faire baisser le loyer de l'argent à Paris. Par la suite, la Banque de France allait être contrainte de suivre la Bundesbank dans le durcissement de sa politique, notamment à la fin de 1989 et au début de 1990, à l'approche de l'unification des deux Allemagnes, qui fit flamber les taux à long terme à Francfort. Un début de déconnexion des taux entra la France et l'Allemagne s'amorçaient bien à partir de novembre 1990, mais eurent toutes les peines du monde à se poursuivre actuellement. M. Poehl et le conseil d'administration de la Bundesbank se refusant énergiquement à assouplir leur politique, toujours au nom de la lutte contre l'inflation.

FRANÇOIS RENARD

PRÉFECTURE DE LOIR-ET-CHER

Commune de MER

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE PRÉALABLE A UNE EXPROPRIATION

DE MISE EN COMPATIBILITÉ DU P.O.S. DE MER DE CLASSEMENT DE LA VOIRIE NOUVELLE

Le préfet, fait connaître qu'en exécution des prescriptions de son arrêté du 19 avril 1991, les pièces du dossier relatif au projet de construction d'un échangeur entre l'autoroute A 10 et la RN 152, d'une voie de liaison, d'un carrefour giratoire sur le territoire de la commune de MER, ainsi que la mise en compatibilité du P.O.S. de MER, le classement de la voirie nouvelle resteront déposés à la mairie de MER pendant 32 jours, du 15 mai 1991 au 15 juin 1991 inclusivement, où chacun pourra en prendre connaissance de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 du lundi au vendredi et de 9 heures à 12 heures le samedi matin (jours fériés : dimanches et samedis après-midi exceptés) et présenter verbalement, ou par écrit, ses réclamations et observations, qui seront recueillies sur un registre d'enquête ouvert à cet effet.

Les observations peuvent également être adressées par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de MER pendant la durée de l'enquête ou à son domicile. Pendant les derniers jours de cette enquête, les 13, 14 et 15 juin 1991 de 10 heures à 12 heures, M. Marcel BRUNA, chef de services administratifs de la préfecture en retraite, demeurant 11, rue des Acacias (42500 La Chaussée-Saint-Victor, désigné commissaire-enquêteur par ordonnance du tribunal administratif d'Orléans du 15 avril 1991, recevra en personne à la mairie de MER les déclarations et observations des intéressés sur l'utilité publique du projet présenté.

Les demandes de communication des conclusions du commissaire-enquêteur doivent être adressées au préfet du département de la commune dans laquelle l'enquête a été ouverte et il pourra être pris connaissance de ces conclusions soit à la préfecture, soit à la mairie de la commune où s'est déroulée l'enquête. Sur demande adressée au préfet, il pourra être communiqué une copie de ses conclusions.

Fait à Blois, le 19 avril 1991.
Le préfet : Jean-François SEILLER.

Approuvant l'esprit de l'avant-projet de loi
**Le Conseil économique et social réaffirme
 son opposition à l'ouverture des magasins le dimanche**

Le Conseil économique et social a readu, mercredi 15 mai, son avis sur l'avant-projet de loi relatif « aux aspects dominants des salaires et à l'ouverture des commerces le dimanche » modifiant les législations de 1906 et de 1923 (*Le Monde* du 21 novembre 1990). Le texte, adopté par 149 suffrages exprimés sur 183 votants (la CGT a voté contre et la CFTC s'est abstenue), « approuve l'inspiration générale de cet avant-projet de loi » et se déclare « favorable », comme l'avait déjà fait le Sénat. Le ministre, rappelle M. François Doreux, ministre du commerce et de l'artisanat, à « toute banalisation rampante du travail du dimanche ».

Le Conseil s'est attaché à clarifier le débat sur le thème d'une éventuelle ouverture dérogatoire des magasins diffusant des biens culturels, au nom d'une évolution des mentalités. La notion de « bien culturel », si elle désigne les « produits dont les dates d'achat et d'usage pouvaient être dissociées » (disques, livres...) et les « produits qui ont une valeur culturelle collective et immédiatement » (spectacles, musées)...

Rejetant toute assimilation des activités de bricolage et de jardinage « à une expression culturelle », le CES s'est en gardé. « Doubin comment dire... » a-t-il dit, « la loi s'applique aux diffuseurs de « produits culturels », susceptibles d'entraîner l'ouverture le dimanche à terme de toutes les grandes surfaces comportant un rayon de livres ou de disques ».

Limitier les autorisations exceptionnelles

Les parlementaires devront résoudre le dernier problème, laissé en suspens par le CES, de « la vente de produits culturels dans un environnement lui-même culturel ». Sur ce point, M. Douhin a réaffirmé qu'il était toujours « totalement opposé » à ce que « les commerces assument en propre ou de façon prioritaire une fonction d'animation sociale ». Une réponse aux lobbies favorables à l'ouverture - M. Jacques Séguela et l'association Le Dimanche au tête -

inquiets d'une éventuelle interdiction faite aux Français « de vivre librement leur dimanche ».

Le CES a suggéré au ministre de durcir, dans l'avant-projet, certaines des modalités dérogatoires au principe du repos hebdomadaire dominical. Redoutant d'exposer les maires aux pressions des grandes surfaces, le CES propose que les autorisations exceptionnelles sur consultation locale soient, d'une part, limitées à deux et, d'autre part,

prises par arrêté préfectoral sur avis rendu par une commission départementale composée des élus, des représentants des chambres consulaires, des partenaires sociaux et des consommateurs.

M. Doubin laissait entendre, mardi, qu'il reprendrait plusieurs suggestions du Conseil économique et social dans une future mouture... laissée aujourd'hui à son éventuel successeur.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

TRANSPORTS

Malgré la guerre du Golfe

Lufthansa bénéficiaire de 50 millions de francs en 1990

La compagnie allemande Lufthansa a réalisé, en 1990, un bénéfice consolidé de 15 millions de deutschemarks (50 millions de francs), au lieu de 110 millions de DM (371 millions de francs) au cours de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires a atteint 14,5 milliards de DM (49 milliards de francs), en hausse de 10,7 %.

Le trafic est resté soutenu puisque le nombre des passagers s'est élevé à 26,6 millions (+13,6 %) et le volume du fret, à 955 000 tonnes. Pourtant le conflit du Golfe a valu à Lufthansa, au cours de cinq derniers mois de l'année dernière, des pertes de clientèle et un surcoût en matière de carburant dont la direction estime les effets négatifs à 350 millions de DM (1,2 milliard de francs). La compagnie n'en poursuit pas moins son programme d'investissement qui lui vaudra de recevoir, en 1991, plus de cinquante avions nou-

D'autre part, il se confirme que M. Heinz Runhan, soixante-quatre ans, président en exercice de Luf-

thansa, sera remplacé, le 1^{er} septembre, par M. Jurgen Weber, quarante-neuf ans, actuel vice-président chargé des questions techniques.

EN BRÈF

■ **Air Inter** : le trafic s'améliore. - Air Inter a transporté, en avril, 1,4 million de passagers, c'est-à-dire 0,6 % de moins qu'en avril 1990. Ce léger recul représente pourtant une nette amélioration par rapport aux six mois précédents, au cours desquels la clientèle s'est raréfiée en raison de la guerre du Golfe. La chute du trafic avait atteint 17 % en février et 6 % en mars.

■ Erratum. — Dans l'article consacré au schéma directeur des TGV paru dans nos éditions du 16 mai, il était indiqué par erreur que les voies à grande vitesse mettraient, à terme, Bordeaux à 3 h 40 de Paris.

ÉTRANGER

**LA CEE annonce
de nouveaux
programmes
d'aide aux pays
de l'Est**

La Commission européenne a fait savoir, mercredi 15 mai, qu'elle financerait, dans le cadre du programme phare d'assistance à l'Europe centrale et orientale, neuf nouveaux projets d'aide aux pays de l'Est. Le montant de ces financements s'élèvera à 63 millions d'écus (440 millions de francs).

La Tchécoslovaquie et la Bulgarie recevront 20 millions d'écus chacune, la première sous forme d'assistance technique dans plusieurs secteurs (commerce, transports, emploi, santé, recherche, finances...) tandis que les fonds alloués à la Bulgarie seront utilisés pour la privatisation, la restructuration des entreprises et la modernisation des télécommunications. La Pologne recevra 5 millions d'écus consacrés aussi aux télécommunications. L'Espagne, 5,5 millions pour la création d'un registre du commerce informatisé. D'autres crédits à vocation régionale (transports, échanges de compétences...) ont été aussi prévus.

En fait, entre Bordeaux et la capitale, les TGV mettront 2 h 06.

- Les fonctionnaires FD réclament

une hausse de 10 % des salaires. — La fédération FO des fonctionnaires a annoncé mercredi 15 mai une série d'actions destinées à faire aboutir plusieurs revendications, dont une revalorisation de 10 %

des traitements et la défense des retraites. Pour l'essentiel, il s'agira d'une forme de grève du zèle, « Les fonctionnaires prendront le temps de recevoir les usagers, ils leur expliqueront les règlements administratifs et, si nous n'avons pas le temps de faire autre chose, tant pis », a souligné M. Roland Gail-
lard, secrétaire général des fonctionnaires FO.

Onze ans au service du mark

Suite de la page 29

A vrai dire, la solution imposée par le chancelier d'un échange sur la base d'un deutschemark pour un ancien mark de la RDA pour les salaires et pour tous les dépôts inférieurs à 2 000 marks, n'est pas si éloignée des projets de la Bundesbank. En tout cas, il ne s'agit pas d'une décision *a priori* déraisonnable. Etait-il possible d'imaginer un écart encore plus grand des salaires à l'intérieur du même pays ? On cite volontiers, de l'autre côté du Rhin, le cas du policier de Berlin-Est qui gagne encore aujourd'hui trois fois moins que son collègue de l'Ouest. Pourtant, il peut arriver que les deux hommes, à bord de

la même voiture, accomplissant exactement la même mission.

Une des préoccupations de Karl-Otto Poehl est aujourd'hui de réorganiser le conseil d'administration de la Bundesbank, composé de dix-huit personnes dont les sept membres du Bundestag, ainsi que les représentants des filiales de la Bundesbank dans chacun des anciens Länder de l'Ouest. Convient-il de porter ce dernier chiffre à seize après l'accession des cinq nouveaux Länder de l'Est ? Karl-Otto Poehl, pour des raisons de commodité, traiterait-ils les nouveaux Länder de représentants des Länder tout certains seraient, pour l'occasion, regroupés. Cette réforme renforcerait aussi le pouvoir du directeur (dont les réflexes sont aussi plus proches de ceux des banques centrales étrangères). Le compromis que le gouvernement s'apprête à présenter sera bel et bien l'inspiration d'un des plus grands idées de Poehl.

Quelle situation laisse Karl-Otto Poehl après avoir été à la tête de l'institut d'émission allemand pendant plus de onze ans ? C'est en janvier 1980 qu'il a pris ses fonctions et depuis lors, son mandat de cinq ans a été renouvelé deux fois, le troisième de ses mandats devant en principe expirer à la fin de l'année 1995.

Quand Karl-Otto Poehl prend les rênes, la Bundesbank est aux prises à des difficultés inhabituelles, causées par la forte augmentation des dépenses publiques du gouvernement d'Helmut Schmidt, sur la proposition duquel il a été nommé à son poste (les deux hommes pourtant ne s'aiment pas). Le mark est très faible, il est alors régulièrement soutenu par la Banque de France. La situation se

rétablit vite avec l'arrivée de la gauche à Paris suivie de celle de la droite à Bonn. La hausse du dollar pendant le premier mandat de Reagan (1980-1984) est bien accueillie en France mais jugée détestable à Francfort.

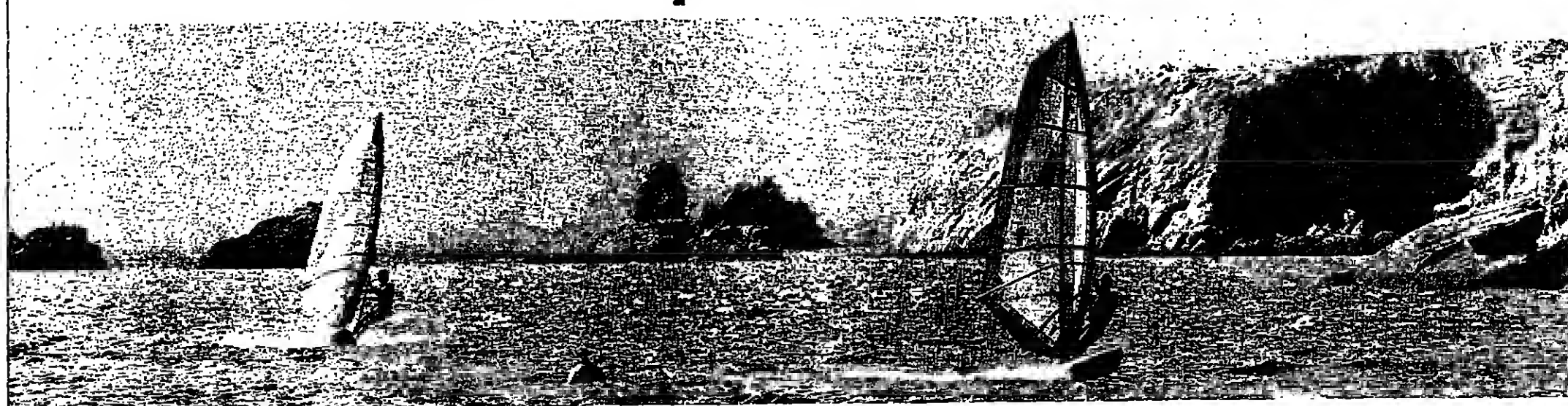
Quant à l'inévitable se produit et que la monnaie américaine reprend la baisse, commencée dès le début des années 60 vis-à-vis du deutsche mark, la Bundesbank n'aura guère le temps de jouir de cette évolution qu'elle a souhaitée. L'Allemagne est soumise à d'énormes pressions extérieures (accords du Louvre en février 1987) pour abaisser à contretemps et à un niveau déraisonnablement bas ses taux d'intérêt. En 1985, Poehl avait « modernisé » les pratiques de la Bundesbank en introduisant les techniques de l'open market. Cette réforme, peut-être devenue nécessaire, n'a pas forcément renforcé la capacité de résistance de la Bundesbank.

Une autre source de faiblesse, certes transitoire mais qui a laissé des traces durables, aura été l'énorme fuite des capitaux occasionnée en 1989 par une fausse manœuvre fiscale du gouvernement fédéral. Résultat : le mark s'affaiblit à nouveau. Les banques centrales des pays acheteurs de marks ont monté pour le soutenir. Ainsi se constituèrent d'importantes réserves libellées en deutschemarks entre les mains d'autorités étrangères, américaines et européennes d'abord, mais aussi asiatiques. Ces avoirs libellés en deutschemarks ont été transférés et constituent évidemment une dette pour la Bundesbank et celle-ci les fait clairement apparaître, avec sa rigueur habituelle, à son bilan.

Le deutschemark monnaie de réserve entame la liberté de manœuvre de la Bundesbank. Depuis le début de la décennie précédente, le deutschemark est devenu la monnaie allemande s'est, en quelque sorte, banalisée. Longtemps l'Allemagne a connu des taux d'intérêt modérés. Ce n'est plus le cas. Les taux d'intérêt élevés aujourd'hui pratiqués sont-ils le signe d'une volonté farouche de revenir aux équilibres d'autant ou bien faut-il voir l'indice que le deutschemark a contracté durablement la fièvre monétaire internationale ? Laquelle de ces deux hypothèses est la plus favorable ou la moins défavorable à une unification monétaire européenne ?

PAUL FABRA

A votre avis, dans quelle entreprise installée en Bretagne, ces deux cadres supérieurs travaillent-ils pendant la semaine ?



Dans un groupe national : Citroën, Thomson, Alcatel...? Dans une grande firme étrangère : Canon, Beecham, Mitsubishi...? Peut-être dans une de ces sociétés bretonnes de haut niveau, conduites par des managers de talent : Bolloré, Legris, Yves Rocher...?

Comment savoir ? La Bretagne continue à intensifier son tissu industriel. C'est simple : pour travailler nous avons plus de 1 000 entreprises performantes. Et pour prendre des week-ends de rêve, nous avons la Bretagne. C'est une vraie force.



UNE VRAIE FORCE

RÉGION BRETAGNE



Alcatel Alsthom a enregistré au premier trimestre 1991 un développement satisfaisant de son activité.

Activité en hausse au premier trimestre 1991

Les prises de commandes ont atteint 41,1 milliards de francs, en progression de 7 % par rapport à la même période de l'année 1990. Elles sont supérieures de 20 % au chiffre d'affaires du trimestre qui s'est établi à 34,2 milliards de francs, en hausse de 5 %. A fin mars 1991, le carnet de commandes était ainsi de 130 milliards de francs, contre 123 milliards de francs au 31 décembre 1990, cette évolution positive bénéficiant à l'ensemble des secteurs.

Les chiffres ci-dessous tiennent compte des modifications de structures intervenues depuis le début de l'année 1990, les principales étant :

- la mise en équivalence du groupe Framatome et de CGE Distribution à compter du 1^{er} juillet 1990, alors que le groupe Framatome était précédemment consolidé par intégration proportionnelle à 40 % et CGE Distribution intégré globalement ;

Répartition du chiffre d'affaires par secteur au premier trimestre		
(en milliards de francs)	1991	1990
Télécommunications, communication	21,5 (1)	21,2
Entreprise, câbles	7,4	6,1
Energie et transport (2)	3,2	3,1
Ingénierie électrique	1,4	1,3
Accumulateurs	1,2	1,7
Activités diverses (3)	-0,6	-0,7
TOTAL	34,2	32,7

(1) Dont Télécommunications publiques : 45 %, Communication d'entreprise : 21 %, Câbles : 24 %, Autres : 9 %.
(2) Chiffre d'affaires du groupe GEC Alsthom relevé par intégration proportionnelle à 50 %.
(3) Ingres Générale Occidentale en 1991, CGE Distribution et Framatome (à 40 %) en 1990.

- l'intégration globale du groupe de la Générale Occidentale précédemment mis en équivalence, avec effet au 1^{er} avril 1990 ;

- l'acquisition du groupe Nife par Saft, à compter du 1^{er} mars 1991.

Telettra, dont le Groupe a pris le contrôle à la fin du mois d'avril, avec effet au 1^{er} janvier, sera pris en compte dans le chiffre d'affaires du premier semestre 1991.

A structures comparables, le chiffre d'affaires progresse également de 7 % et les prises de commandes de 7 %.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT :
• MINITEL : 3614 Code CLIFF
• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561

Comptes de l'exercice clos le 28.12.1990
Actif net : F 398.484.008 contre F 120.773.051 un an auparavant
Performance 1990 : + 7,95 %
Valeur liquidative au 28.04.1991 : F 10.158,65
Performance du 28.12.1990 au 28.04.1991 : + 3,02 %
soit + 9,95 % en taux annualisé
Montant total des dividendes au titre de l'exercice 1990 : F 689,21 + F 2,26 de crédit d'impôt pour les personnes physiques
Solde de l'exercice : F 50,21 + F 2,26 mis en paiement le 29.04.1991
Acomptes mensuels : F 67 à partir de la fin du mois de février 1991 contre F 65 précédemment

Le Président Bernard YONCOURT a déclaré :
MENSUEL.CIC, rare Sicav bancaire distribuant des acomptes mensuels, offre aux clients des Banques du Groupe CIC un service original : le versement tous les mois d'un revenu parfaitement régulier, plus un solde. Grâce à une gestion prudente qui concilie sécurité en capital et distribution, la Sicav intéresse un public toujours plus large comme en témoigne la progression de ses actifs. Elle poursuivra cette politique en 1991.

AGD du 28.04.1991

GROUPE CIC



Ladame, Monsieur, Actionnaires de la Compagnie Financière de Paribas,

Mercredi 29 mai votre assemblée générale se réunira à 10 h 00 à l'Espace Cardin, 1, avenue Gabriel à Paris (8^e)

L'intermédiaire financier auprès duquel sont déposées vos actions Paribas vous procurera les documents d'information sur cette assemblée et pourra vous obtenir une carte d'admission si vous désirez y participer ou un pouvoir si vous voulez vous y faire représenter.

Sachez aussi que vous pouvez voter par correspondance. Renseignez-vous auprès de votre intermédiaire financier ou auprès de Paribas Actionnariat.

Dimanche 2 juin à 8 h 45 sur M6, et **samedi 8 juin** à 11 h 30 sur FR3 sera diffusée une émission Spéciale-Assemblée. Les Présidents de Paribas présenteront une synthèse des travaux et feront le point sur le Groupe.

PARIBAS ACTIONNARIAT
3, rue d'Antin - 75002 PARIS - Tél. : (1) 42 98 17 55

TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

OFF - Omnium Financier de Paris

communiquent

Réunis le 14 mai 1991 sous la présidence de Monsieur Serge Tchouk pour Total Compagnie Française des Pétroles et de Monsieur Jean-Pierre Hédou pour OFF - Omnium Financier de Paris, les Conseils d'Administration des deux sociétés ont approuvé le projet de traité de fusion par absorption d'OFF - Omnium Financier de Paris par Total Compagnie Française des Pétroles.

Cette fusion, qui prendra effet le 1^{er} janvier 1992, sera soumise à l'approbation des Assemblées Générales Extraordinaires des deux sociétés qui est prévu de tenir le 17 juin 1991.

Les parties ont été fidèles selon l'usage, sur la base des cours de bourse, des actifs nets avant et après réévaluation, des rendements et des bénéfices par action des sociétés.

Le projet de traité confirme la parité annoncée le 9 avril 1991 à l'issue des Conseils d'Administration des deux sociétés, soit 8 actions TOTAL pour 4 actions OFF.

La Commission aux apports et à la fusion, désignée le 10 avril 1991, fera son rapport aux Assemblées Générales du 17 juin 1991.

Le capital social de Total Compagnie Française des Pétroles, arrêté à la date du 28 février 1991 à hauteur de 36 682 271 actions par suite de conversion d'obligations et de levées d'options de souscriptions intervenues depuis le 1^{er} janvier 1991, augmentera de 2 119 428 actions créées à l'issue de cette fusion-absorption, auxquelles s'ajoutent les actions issues de remboursement des TSOVA, soit 1 141 281 actions.

Les actions nouvelles porteront conjointement de l'ensemble des actions soit du 1^{er} janvier 1991. Après paiement le 29 juin 1991 du dividende attribué en fin de l'exercice 1990 aux actionnaires des deux sociétés, pour l'ensemble de l'opération des Assemblées Générales Extraordinaires, soit F 23 par action TOTAL et F 58 par action OFF, les actions nouvelles TOTAL créées seront attribuées aux actions anciennes TOTAL.

Les porteurs de Bons de Souscription d'Actions émis par OFF pour souscrire à 25 actions TOTAL pour 1 bon jusqu'au 31 décembre 1992 au prix de F 199 par bon, conformément au contrat d'émission, soit F 607 pour 1 action TOTAL.

TOTAL

COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Société anonyme au capital de 559 538 500 F
Siège social : 51, rue d'Anjou, 75008 Paris

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 1990 et sur la répartition du résultat (versement d'un dividende de 30 F par action), se tiendra le 24 JUIN 1991, à 15 heures, à l'AUTOMOBILE-CLUB DE FRANCE, 6, place de la Concorde, 75008 Paris.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée devront faire la demande d'une carte d'admission auprès de l'établissement dépositaire de leurs titres.

A défaut d'assister à cette assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des formules suivantes :

- donner une procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint,
- adresser une procuration à la société sans indication de mandataire, voter par correspondance.

Les formules de vote par correspondance et de pouvoir, et les documents nominatifs gus ou administrés.

Les titulaires d'actions au porteur inscrits en compte doivent faire la demande de ces formules à la BANQUE INDOSUEZ, 96, boulevard Haussmann, 75008 Paris, par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard six jours avant la tenue de la réunion.

Dans ce cas, ils n'auront plus la possibilité de se faire représenter ou de participer directement à cette assemblée.

La Compagnie tient à la disposition de ses actionnaires les documents préparatoires de l'assemblée tels qu'ils sont visés par les articles 133 et 135 du décret du 23 mars 1967 : pour obtenir ceux-ci, la demande doit en être faite à la BANQUE INDOSUEZ, 96, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Fraquet, directeur de la rédaction
Jacques Guin, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric, Jean-Marie Colombant, Robert Solé
(cojoins au directeur de la rédaction)

Thomas Forenczi, Philippe Hervemont, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1989)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du Monde
12, r. M. Gumbert
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les abonnements
et l'indus du Monde au (1) 40-65-25-32

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. : 45-55-91-76 - Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-30-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CRE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse effectués en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris PP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

سكس من النحل

Le Monde AFFAIRES

Comment Schneider a acheté Square D

Pendant plus de deux mois, les dirigeants de la firme américaine se sont battus. Sans parvenir à empêcher Didier Pineau-Valencienne de l'emporter pour 13 milliards de francs

NOUS cherchions à gagner le plus de temps possible. Au lendemain de sa défaite, Charles Hite, vice-président de Square D, est satisfait. Il est certes vaincu : l'équipe dirigeante du fabricant américain de matériel électrique a accepté l'offre de rachat du groupe français Schneider dans la nuit de samedi 11 à dimanche 12 mai. Mais il a perdu avec panache. « A great deal ! » (« une bonne affaire ») s'exclame-t-il depuis son bureau de Palatine dans l'Illinois, devant l'accord conclu entre les deux parties, en ayant une certaine fierté pour avoir donné du fil à retordre au groupe français.

Soucieuse de préserver son indépendance, la firme américaine a opposé pendant plus de deux mois une résistance opiniâtre à Schneider. Pour vaincre ses réticences et la tirer à la table des négociations, le groupe dirigé par M. Pineau-Valencienne a finalement été obligé de payer 88 dollars par action, soit dix de plus qu'il n'avait initialement proposé.

Entamé à la fin du mois de février, le bras de fer acharné s'est achevé sans trop de dégâts. La coûteuse bataille boursière a été évitée. Schneider ne s'est pas enlisé dans les méandres des batailles procédurales. Mais la partie n'a pas pour autant été facile. Et le groupe a pu avoir un avant-goût du formidable arsenal de défense dont disposent les firmes américaines, pour peu qu'elles veuillent bien l'actionner face à des offres d'achat non sollicitées.

Du côté du groupe français, l'opération avait été soigneusement préparée. « Depuis que je suis entré dans cette maison, cette date de 1989, j'envisageais de Square D », soupire un dirigeant de Schneider. Des cette époque, il était clair que cette société faisait l'objet d'une attention particulière de notre part, dans le cadre d'une « veille stratégique ». Schneider ne s'est pas pris de passion subite pour le fabricant de matériel électrique. Les deux firmes se connaissent de longue date. Square D et Merlin-Gérin, la filiale grenobloise du groupe français de construction électrique, avaient signé des accords de licence dès 1976.

Didier Pineau-Valencienne, le patron de Schneider en a toujours été convaincu : le secteur des biens d'équipement électrique « va connaître une révolution fulgurante caractérisée par une internationalisation des produits qui se découle. Les sociétés qui cotent jouent un rôle dans ce secteur doivent donc avoir une présence forte

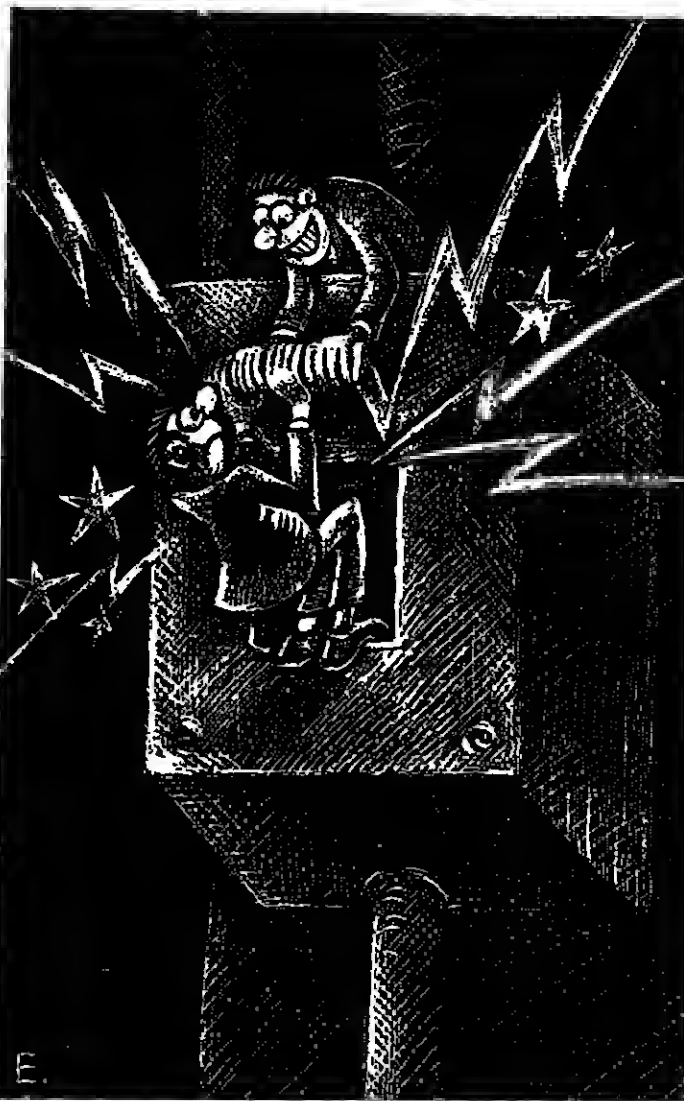
sur les trois principaux marchés régionaux : l'Europe, l'Asie du Sud-Est et surtout l'Amérique du Nord, le plus vaste d'entre eux. Il multiplie donc dès 1985 les appels du pied en direction de Square D. « Schneider était obligé de réagir et de suivre un mouvement d'oligopolisation initié par ses concurrents étrangers », note Fabrice Hatem, chargé de mission au Plan et bon connaisseur du secteur des biens d'équipement. Grande rival de Schneider dans le domaine des appareils de distribution électrique de basse et moyenne tension, le géant belvédère-suisse ABB avait frappé un très grand coup en 1989 en rachetant l'américain Combustion Engineering, leader des automatismes et du contrôle industriel. La seconde branche d'activité de Square D, Schneider pouvait difficilement être en reste.

Ayant achevé l'intégration de Télémechanique, digère l'acquisition du canadien Federal Pioneer en 1989, le groupe français aborde l'année 1990 l'esprit libre... et les poches bien pleines. Au fur et à mesure que les mois s'écoulaient, Square D apparaît de plus en plus clairement au cœur de la cible. La mise en application n'est plus qu'une question de timing et d'opportunité.

Le plan de financement d'abord

Septembre 1990 : invité par Jerre L. Stead, Didier Pineau-Valencienne planche devant le conseil d'administration de Square D. Toutes les formes de coopération sont à cette époque envisagées, les modalités d'un rapprochement sont étudiées - « du rachat au joint-venture en passant par les participations croisées. Un véritable Zaratoustra industriel ». Mais cet exercice restera vain. Jerre L. Stead semble extrêmement soucieux de préserver l'indépendance de sa société.

Novembre 1990 : la direction des grandes entreprises de la Société générale, actionnaire et banquier traditionnel de Schneider a Didier Pineau-Valencienne au bout du fil. « Il nous a omphé qu'il se préparait à une acquisition importante outre-atlantique. Le montant était d'ores et déjà fixé : une grosse dizaine de milliards de francs. A nous d'élaborer un plan de financement. » Conseillé stratégiquement par la banque Lazard, le groupe français décide alors de passer à l'offensive. Des mouvements spéculatifs agitent le titre en Bourse et émettent le contrôle de la société. « Plus de 50 % des titres ont changé de mains au cours du dernier trimestre 1990 », expli-



quera DPV. Ces mouvements sont à la fois un atout et un risque. Atout : en proposant un bon prix, Schneider peut espérer séduire rapidement ces nouveaux acquéreurs, qui sont pour la plupart des fonds de pension et arbitragistes tablant sur une attaque contre la société. Un risque : cette vulnérabilité ne saute pas aux yeux du groupe français.

Report pour cause de guerre du Golfe

A la veille de Noël, le plan de financement est arrêté dans ses grands principes. Schneider finance l'opération pour moitié sur ses ressources propres et pour moitié

par crédit bancaire. L'établissement du boulevard Haussmann, pessimiste à l'égard de la conjoncture américaine, ne veut cependant pas assumer seule le « chef de file ». A la veille des fêtes, Paris, autre actionnaire important du groupe, est enrobé.

Le dispositif est en place. La formule retenue est celle d'une proposition amicale d'achat aux actionnaires accompagnée d'une lettre d'explication adressée à Jerre L. Stead. L'opération prévue pour la fin janvier est reportée pour cause de guerre du Golfe. Le 20 février, le climat international s'étant apaisé, l'opération est déclenchée. La volonté de résistance de Square D a incontestable-

ment surpris Schneider. Le groupe français s'attendait bien à ce que l'équipe dirigeante de la firme cible traîne les pieds. Mais pas à une opposition si abrupte. « Il est dans le meilleur intérêt de la société Square D et de ses actionnaires qu'elle reste indépendante », rétorque immédiatement Jerre L. Stead. La fin de non-recevoir est catégorique. Epaulé par la banque Goldman Sachs et le cabinet d'avocats Washelli et Lipton, le « board » de la firme américaine va utiliser tous les moyens à sa disposition pour piéger le terrain du groupe français. Une véritable guérilla économique. Des deux côtés, la riposte s'organise. Schneider insiste sur le caractère amical de sa proposition mais n'entend pas se priver pour autant de moyens coercitifs. L'ombre de la « proxy fight », la bataille des mandats, est rapidement brandie. L'assemblée générale d'actionnaires doit renouveler les mandats des administrateurs de Square D. D'embellie, le groupe français dépose une liste de candi-

La bataille dans les prétoires

Du côté de Square D, la ligne de combat est double. Financière d'abord. Les statuts de la firme immatriculée dans le Delaware et soumise à la législation de cet Etat renferme des « poison pills », ces pilules empoisonnées, ou dispositifs destinés à prévenir toute tentative d'OPA. Particulièrement redoutable, le mécanisme des « common shares per share rights » qui permettent à tout actionnaire de Square D - et les dirigeants de la firme américaine en sont - de convertir en action un bon attaché à ses titres dès lors qu'un détenteur de titres dépasse 15 % du capital. Deuxième axe de réaction : le terrain juridique. Square D attaque tous azimuts. Une première plainte est déposée pour rupture des accords de confidentialité auquel Schneider avait souscrit en septembre 1990. La firme américaine accuse ensuite le groupe français de ne pas avoir tenu son engagement de respecter les décisions de son conseil d'administration. Elle saisit la Fed en mettant en cause l'actionnariat bancaire du groupe français. Et mise enfin et surtout sur la violation des règles antitrust. La perspective d'une négociation à l'amiable s'éloigne. D'ailleurs, le groupe français s'est employé à utiliser les grands moyens. Et lance dès le 4 mars une offre publique d'achat sur la totalité du capital.

La bataille se joue désormais dans les prétoires mais aussi devant les actionnaires. « L'offre de Schneider est loyale. Elle est supérieure de 35 % au dernier cours de Bourse », s'écrit-on chez Lazard. A Palatine, le « board » martèle que la proposition est bel et bien « un fait ». Et se fait fort de trouver un « chevalier blanc » capable de barrer la route au groupe français avec une offre autrement plus attrayante.

Dès lors, les communiqués de presse fusent. « Avec la législation antitrust, on ne sait jamais. La procédure est très lente, très particulière », explique, en pleine bataille, Jean-Marie Messier, l'homme qui chez Lazard pilote à Paris le dossier. Il souligne combien l'appréciation des autorités américaines en matière de respect des règles de concentration peut être déterminante dans l'affaire. Une décision défavorable est alors la principale crainte de Schneider. Chez Square D, on en est conscient. Alerté par le « board », une dizaine de représentants et de sénateurs de l'Illinois fait état de leurs préoccupations à Washington. « Durant cette période, je n'ai pas arrêté de prendre l'avion pour rassurer des parlementaires, comme me le dit Didier Pineau-Valencienne. J'ai dû en rencontrer une bonne vingtaine. »

Rue de Longchamp, au siège parisien du groupe, la vie est désormais rythmée par les fuseaux horaires de l'Illinois. Schneider peut compter sur l'appui des actionnaires. A chacune des trois échéances fixées pour l'OPA, une majorité d'actionnaires tranche en sa faveur 168 %, puis 73 %, et enfin 72,9 % d'entre eux s'engagent à apporter leurs titres à l'offre publique d'achat. Sera-ce suffisant pour désavouer le conseil d'administration lors de l'assemblée générale du 24 mai et obtenir l'abrogation de tous les dispositifs de protection ? Le groupe français n'aura pas à en arriver là. Le 10 mai dernier, le département de la justice conclut tacitement à la conformité de l'offre de Schneider au regard des dispositions antitrust. Le cœur du système de défense de Square D est ébranlé. Jerre L. Stead jette l'éponge. Le soulagement est réel chez Schneider.

Une nouvelle étape commence : l'intégration de Square D dans le groupe. Celle, réussie, de Télémechanique, objet d'une attaque hostile du groupe de M. Pineau-Valencienne, est fréquemment citée. En oubliant peut-être que Télémechanique n'était pas une firme américaine. Et qu'en 1983, la conjoncture économique était loin d'être la même. **CARDLINE MONNOT**

Un prix « raisonnable », une complémentarité géographique

NEW-YORK

de notre correspondant

Dès l'annonce de l'accord conclu durant le week-end entre les dirigeants de Schneider SA et de la firme américaine Square D, le cours de Bourse de cette dernière société s'est immédiatement aligné, le 13 mai, sur le prix convenu entre les deux parties : 88 dollars par action. Le signe ne trompe pas. D'une part, il reflète la volonté du marché de permettre aux vendeurs de titre Square D de pouvoir bénéficier, jusqu'au 28 mai, du nouveau prix de rachat proposé par Schneider, en hausse de 10 dollars sur son offre précédente ; d'autre part, il confirme l'opinion des spécialistes qu'il s'agit là d'un « prix raisonnable » et d'une entente « raisonnable » des deux parties qui ont préféré ne pas s'engager plus avant dans une longue et coûteuse bataille juridique et financière.

Huit mois après que le Maïenn Blanchet ait donné son accord au rachat de Norton par le groupe Saint-Gobain à la suite d'une OPA de 1,9 milliard de dollars, un montant comparable à l'offre de Schneider sur Square D (d'abord 1,95 milliard, puis 2,23 milliards de dollars), cette opération confirme que le marché américain, pour protectionniste qu'il soit, ainsi qu'il a pu être vérifié à l'occasion de ces deux dossiers (Norton et

ses liens avec le Pentagone tendre que Square D se retranchait derrière la législation antitrust), n'est pas hermétiquement fermé aux firmes étrangères et notamment françaises.

M. Didier Pineau-Valencienne - l'attaquant malgré lui - et M. Jerre Stead - le défenseur d'une entreprise jusque-là indépendante - avaient epris à bien se connaître depuis que, en 1989, le patron de Schneider avait commencé à faire le siège de la firme de Palatine, dans les environs de Chicago (Illinois) et de son président nommé en janvier de cette année-là, le sidisme seulement à occuper cette fonction depuis la création de l'entreprise, en 1903.

Le succès de l'interrupteur carré D

La promotion avait été particulièrement rapide puisque M. Jerre Stead, un transfuge de Honeywell où il avait passé une vingtaine d'années à représenter la firme aux Etats-Unis et en Europe, n'avait rejoint Square D qu'en 1987 en tant que directeur général lorsque le conseil de direction décidait d'approuver à l'unanimité le nouveau credo de l'entreprise : « Se tourner vers la croissance ; se consacrer à la qualité. »

Un simple rappel pour les héritiers de Byron Horton et James McCarthy qui, il y a près d'un siècle, avaient créé la société McBride

Manufacturing Company à Detroit (Michigan), spécialisée notamment dans la fabrication de fusibles électriques et devenue Detroit Fuse and Manufacturing en même temps qu'elle étendait ses activités hors des frontières, à commencer par le Canada. Très vite, le produit d'appel allait devenir l'interrupteur électrique que le réclame qui ne s'appelle pas encore publicité allait présenter, surmonté du sigle de la firme, un grand D (pour Detroit Fuse) dans un carré. Pour faire simple. Ce qui, naturellement, allait devenir pour les consommateurs « cet interrupteur D, avec un carré » (« The square D switch »), qu'elle a pieusement conservé depuis 1917. Et le surnom de « M. Square D » donné à Francis Fritz Magin, celui qui devait s'installer dans le fauteuil de chairman en 1933 (pour l'occuper pendant dix ans) après avoir été, pendant plus de vingt ans, le numéro deux de l'entreprise.

Présente dans vingt et un pays, Square D, qui se situe à mi-chemin du croisement des cinq cents grandes entreprises américaines établies par le magazine Fortune, a su faire progresser en harmonie son activité et sa rentabilité. De 1,2 milliard de dollars en 1985, le chiffre d'affaires consolidé est passé à 1,65 milliard fin 1990, tandis que le bénéfice net se hisse à 121 millions de dollars contre 87 millions six ans plus tôt. Le

groupe, qui emploie près de 19 000 personnes (pour l'essentiel aux Etats-Unis), est ancré sur deux secteurs : le matériel de distribution électrique (disjoncteurs, tableaux de commande...) et le matériel de contrôle industriel (composants d'automates programmables...).

Maintien de l'équipe dirigeante

Leader dans certains secteurs de l'électrotechnique, la firme américaine détient ainsi 30 % du marché des équipements électriques pour la construction commerciale et résidentielle. Des positions qui ont naturellement intéressé Schneider qui, jusqu'à présent, réalisait moins de 10 % de son chiffre d'affaires aux Etats-Unis. En effet, la firme française est seulement présente via une usine d'automatismes industriels de Télémechanique dans le Maryland, une entreprise de construction électrique filiale de Spie-Batignolles dans le Connecticut et une installation de fabrication d'onduleurs en Californie. Auxquelles il faut toutefois ajouter au Canada Federal Pioneer, le leader de la distribution électrique et des transformateurs, racheté en mai 1990 pour 1,4 milliard de francs.

Le rapprochement convenu entre deux sociétés leaders ou coleaders sur leur marché d'origine n'abîmera sans doute M. Pineau-Valencienne à examiner rapidement la nouvelle

organisation de son groupe à partir des schémas qu'il a déjà en tête. « Quand on parle de standardisation mondiale accrue dans les matériels électriques et de la recherche systématique des grandes séries seules susceptibles de faire baisser les coûts et quand la globalisation du marché conduit à fabriquer dans l'Illinois pratiquement le même disjoncteur que celui qui sort d'usine en région parisienne, il faut en tirer les conséquences au niveau du processus de production. C'est ce que fera certainement Schneider », estime un familier du secteur, en ligne la rapidité avec laquelle l'opération, ou départ hostile, a finalement été menée. « Finalement », elle n'aura duré que deux mois et demi, constate un financier new-yorkais, spécialisé dans ce type d'opérations. « C'est le délai normal pour faire aboutir une offre non sollicitée. » Jerre Stead a joué son rôle jusqu'au bout, la défense des intérêts des actionnaires. « Il est vrai qu'il avait quelque intérêt, dans l'affaire sous forme de titres (des stock options) mais il a clairement indiqué, dès le début, qu'il ne chercherait pas à monnayer sa situation personnelle, ce qui est plutôt rare aux Etats-Unis », explique un proche des protagonistes.

« Quand nous avons appris, le vendredi 10 mai, que le département américain de la justice n'opposerait pas la législation antitrust

à l'affaire révisée en hausse de Schneider, nous avons compris que l'affaire était gagnée », indique de son côté M. Bob Lovjoy, l'un des responsables de Lazard Frères New-York qui, appuyé par le cabinet d'avocats Skadden-Arps, spécialisé dans les fusions-acquisitions, a concentré tous ses efforts sur ce dossier. Le jeu en valait la peine. Maintenant que l'affaire est conclue, M. Didier Pineau-Valencienne devra verser 10 millions de dollars à la banque Lazard Frères au titre de ses succès fees (lors qu'elle n'aurait pratiquement rien perçu en cas d'échec) pour avoir su bousculer les défenses de Goldman Sachs, rangé aux côtés de Jerre Stead. Ce dernier, si l'on en croit les engagements pris au février dernier par le patron de Schneider, n'en a pas pour autant la tête coupée (le firme française a proposé à l'équipe de direction de rester dans ses fonctions et affirmé qu'il n'y aurait pas de fermetures de sites de fabrication autres que celles éventuellement prévues par la direction elle-même), mais se verra offrir un siège d'administrateur au conseil de Schneider. Une récompense méritée quand on songe à ce qu'aurait pu coûter au groupe français le risque d'un proxy fight, ces après batailles de pouvoirs en blanc dont on ne sait jamais comment elles peuvent se terminer. **SERGE MARTI**

AFFAIRES

La petite grippe des entreprises françaises

Le ralentissement de la croissance va continuer à rogner sur les profits, déjà en baisse en 1990, des sociétés françaises. Elles investissent toujours, mais l'emploi va souffrir

« **L**a machine économique repartira à l'automne », affirme M. Jean Peyrelevade, président du conseil d'administration de l'assurance française, l'UAP. « Nous sommes dans une phase de ralentissement », lui répond M. Ernest-Antoine Scaillet, PDG de la CGIP et vice-président du CNPF, qui ajoute toutefois : « mais l'économie française est parfaitement capable de se redresser et de sortir de ses difficultés actuelles : la nouvelle entreprise française est décomplexée, elle n'a le sens du risque et joue désormais à carte internationale ». Ces propos, échangés dans le *Journal du Dimanche* du 12 mai, résument assez bien les discussions des experts sur le caractère réel et l'ampleur de la « crise » actuelle, même si ce vocabulaire est contesté et que beaucoup préfèrent parler, effectivement, de ralentissement temporaire. La distinction a une importance capitale, notamment pour les finances publiques, affectées par les moindres variations des recettes budgétaires, et pour l'emploi, dont la situation s'aggrave.

Un premier constat s'impose : la réaction des entreprises à la diminution récente de l'activité écono-

mique a été beaucoup plus vive et beaucoup plus rapide que lors des retournements conjoncturels antérieurs de 1974, 1980 et 1983. L'emploi s'est immédiatement tassé, par diminution des heures supplémentaires, augmentation du chômage technique, diminution du recours au travail intérimaire, et non-renouvellement d'un grand nombre de contrats à durée déterminée. Les stocks ont été ajustés à la baisse et le freinage de l'investissement a été sensible, dès le printemps 1990. Autrement dit, les dirigeants des sociétés, instruits par les expériences précédentes, n'ont pas tardé à prendre les mesures destinées à limiter la dégradation de leurs marges.

Tenaille financière

Cette dégradation, il faut bien le dire, avait commencé bien avant la crise du Golfe. Dans le lettre de conjoncture de la BNP pour mars 1991, éditée par la direction des études économiques qu'enlève M. Jean-Marie Charpin, M. Guy Longueville analyse très bien le phénomène. Après une période (1984-1989) pendant laquelle les gains de productivité du travail

avaient dépassé ceux du pouvoir d'achat des rémunérations individuelles, et permis une remontée du taux de marge des entreprises, dès la mi-1989, ce taux s'est tassé, en raison du décalage temporel entre les évolutions salariales et la croissance, et de l'inflationnisme de la productivité. L'accélération des augmentations de salaires (+3,4 % en 1988, +4,4 % en 1989) a conduit à une poussée en 1990 (+5,2 %), ce qui a commencé à peser sur les taux de marge. Par ailleurs, après une augmentation de la productivité (+3,2 % en 1980), la croissance progressant plus vite que l'emploi, la sensible dégradation de cette croissance en 1990, conjuguée avec la poursuite des créations d'emplois a entraîné un affaiblissement relatif de la productivité (+1,1 % seulement). D'où la réaction des chefs d'entreprise pour rétablir cette marge, encore accentuée après l'éclatement de la crise du Golfe.

Pour 1991-1992, l'analyse de la BNP, tout en notant que les mesures prises permettent de stopper la dégradation des résultats des sociétés dont le caractère est jugé « provisoire » estime que ces dernières ont peu de chance de bénéficier des facteurs exceptionnels de

redressement qui avaient accompagné les reprises de 1986 et de 1988. D'une part, une « tenaille financière internationale » continue à comprimer les marges des entreprises françaises. La sous-évaluation du dollar (dont le cours normal devrait s'établir un peu au-dessus de 7 F, contre moins de 6 F à l'heure actuelle) oblige à servir les prix tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des nos frontières. D'autre part, le niveau élevé des taux d'intérêt allemands maintient les taux débiteurs français à plus de 6 % hors inflation, soit le triple du rythme de croissance du PNB (environ +2 %).

Priorité aux gains de productivité

Enfin, en 1991 et en 1992, même si l'acquisition d'écarts de « développement » se ralentit, un besoin de financement à caractère structurel de près de 400 milliards de francs par an, en regard d'un encours de dette des sociétés évalué à 3 200 milliards de francs fin 1990, conduit à une progression de cette dette, estimée, par la BNP, à 12 % en 1991 et 11 % en 1992. De leur côté, les charges d'intérêt augmenteraient de 6 % l'an sur la

même période. Une constatation, toutefois, est rassurante : l'effort d'investissement des entreprises françaises ne sera pas compromis, mais il s'effectuera à un rythme plus modéré. En trois ans, de 1988 à 1990, note le Crédit national, la croissance de l'investissement physique des grands groupes a dépassé 40 % (+13 % en 1989 et +12 % en 1990). En 1991, cette croissance serait nulle, ce qui signifie, néanmoins, que l'investissement se maintiendrait au niveau élevé de l'année précédente, une belle performance, en dépit de l'évolution défavorable de la marge d'auto-financement des entreprises (+20 % en 1988, +3 % en 1989, -10 % en 1990 et +5 % en 1991, selon l'étude de la BNP).

Dernière constatation, pas du tout rassurante, celle-ci, l'emploi va faire les frais de l'adaptation des entreprises à un environnement devenu moins favorable. Même dans le meilleur des cas de figure, celui d'une reprise à l'automne 1991, dont le rythme sera, de l'avis de tous, très modéré, les effectifs unitaires de ces entreprises vont continuer à décroître.

L'enquête annuelle des « 50 » du Crédit national montre que les grands groupes chiffrant à 1 %

cette décade, après une baisse de 0,3 % en 1990 (au lieu d'une augmentation prévue pour 0,5 %), cela sans préjudice des licenciements et compressions annoncés chez Bull, Michelin et Renault. Dans les services, les banques annoncent, toutes au presque, des compressions de personnel (-1 % à -3 %), afin de diminuer les frais généraux et de contribuer au rétablissement des résultats d'exploitation. Quant aux PME-PMI, grandes créatrices d'emplois ces dernières années, leur morosité globale et les difficultés de certaines d'entre elles ne les incitent guère à poursuivre dans cette voie (voir encadré). De toute façon, on le sait, aucune stabilisation du chômage ne peut être envisagée en dessous d'un taux de croissance de 2,5 % pour une économie et, en 1991, on aura bien du mal à atteindre 2 %. Il est donc probable que la dégradation de l'emploi va se poursuivre, puisque, en France, l'ensemble des entreprises, même les plus régulièrement prospères, comme BSN, par exemple, ne parvient que de gains de productivité, dans le meilleur des cas, et de « dégraisage » dans le pire.

FRANÇOIS RENARD

Des résultats contrastés et significatifs

Sociétés	Chiffres d'affaires consolidés en millions de francs			Variation en % 1990-1989	Résultats consolidés, part du groupe en millions de francs			Variation en % 1990-1989
	1988	1989	1990		1988	1989	1990	
AUTOMOBILES ET ÉQUIPEMENTS								
Renault.....	161 400	174 477	183 620	- 8,2	6 913	9 289	1 210	- 87
Peugeot.....	136 452	152 955	159 900	+ 4,5	6 848	10 300	9 258	+ 10,1
Michelin.....	51 820	55 256	62 737	+13,5	2 367	2 449	- 4 811	- 286
Valéo.....	15 423	16 373	20 186	+ 9,8	817	936	603	- 35,6
PÉTROLE								
Elf-Aquitaine.....	128 097	149 802	175 479	+17,1	7 205	7 216	10 625	+ 47,2
Total.....	83 290	107 894	128 445	+19	1 479	2 206	4 064	+ 84,2
CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE								
CGE.....	127 958	143 897	144 053	+ 0,1	2 158 (1)	3 904 (1)	5 035 (1)	+ 29
Thomson SA.....	74 800	76 663	75 200	- 1,9	1 197	497	- 2 474	- 598
Bull.....	31 647	32 721	34 580	+ 5,7	303	- 267	- 6 790	- 2 443
CHIMIE								
Rhône-Poulenc.....	65 334	73 068	78 610	+ 7,9	3 457 (2)	4 092 (2)	1 942 (2)	- 52,5
Pechiney.....	51 311	58 472	76 869	+13,1	2 004	3 337 (3)	4 913 (3)	+ 47,2
Air liquide.....	25 626	28 252	28 914	+ 2,3	1 584	1 806	1 971	+ 9,1
SIDERURGIE								
Usinor-Sacilor.....	78 886	97 000	96 053	- 0,9	4 600	7 800	3 500	- 54
DIVERS								
Lyonnaise-Dumex (5).....	68 300	68 093	69 076	+ 4,5	4 044	4 311	3 359	- 15,2
Saint-Gobain.....	24 445	27 170	30 360	+12	1 234 (4)	1 484 (4)	1 686 (4)	+ 5,3
L'Oréal.....	13 836	16 121	17 692	+ 9,7	207	251	278	+ 10,8
Bolloré Technologies.....	4 359	4 703	4 984	+ 6	293	315	196	- 37,6
Essilor.....	(a) 12 337	(a) 14 311,2	(a) 13 776,5	- 3,7	570,9	736,5	1 004,8	+ 36,4
Accor.....	(b) 16 395	(b) 19 919,1	(b) 22 836,7	+14,8				
AGROALIMENTAIRE								
BSN.....	42 177	48 669	52 900	+ 8,7	2 189	2 698	3 100	+ 14,9
BTP								
Bouygues.....	40 695	47 005	56 727	+20,7	519	573	626	+ 9,2
Lafarge-Coppée.....	22 684	30 383	32 543	+ 7,1	1 880	2 176	2 182	+ 0,7
INDUSTRIE DE LUXE								
LVMH.....	16 442	19 635	19 832	+ 1	2 003	2 932	3 375	+ 15,1

(1) GCE : résultats consolidés part du groupe, hors changement de méthode comptable. (2) Rhône-Poulenc : résultats revenant à Rhône-Poulenc SA avant rémunérations prioritaires après impôts. (3) Pechiney : résultats consolidés, y compris plus-values exceptionnelles pour 1989 (575 millions de francs) et 1990 (2 688 millions de francs). (4) L'Oréal : résultats nets opérationnels, part du groupe. (5) Lyonnaise-Dumex : résultat de la fusion en 1990 de Dumex et de la Lyonnaise des eaux, les chiffres 1988 ont été actualisés sur cette base. Accor (a) : chiffre d'affaires hors taxe. (b) : volume d'affaires.

Après le coup de froid qui a frappé l'industrie française à l'automne dernier, crise du Golfe oblige (« Le Monde Affaires » du 7 décembre 1990), le palmarès des résultats des grands groupes pour l'exercice 1990 fait apparaître une très grande disparité, reflétant la solidité, et même les performances de brillants sujets en même temps que la vulnérabilité de certains autres. « Pendant trois ans, la croissance n'est que le problème structurel de l'industrie, mais, dès le retournement de conjoncture, les fragilités réapparaissent », soupire Raoul Salomon, analyste à la Caisse des dépôts (l'Usine nouvelle du 2 mai).

Champion toutes catégories, les deux pétroliers, avec des profits en très forte hausse, +47 % pour Elf-Aquitaine qui a su sceller son développement international, et +82 % pour Total, qui a poursuivi son vigoureux redressement, sans l'effet de stocks, bien comme il faut lorsque les prix du brut augmentent.

Vient ensuite le bataillon de l'alimentation, production et distribution, appuyé sur une satisfaisante consommation des ménages et, donc,

peu sensible au coup de froid sur l'industrie : le grand vainqueur BSN (+14 %) et le « numéro un mondial du luxe » LVMH (+15 %) qui réussit à compenser partiellement les effets négatifs de la baisse du dollar et du yen sur ses exportations. A leurs côtés, les grands « réguliers », comme L'Oréal (+14 %) et L'Air liquide (+9 %) poursuivent leur progression, forte de leurs solides positions internationales et de leur excellente technologie ; de même, qu'à la construction électrique, Alcatel Alsthom résiste victorieusement à la déprime mondiale.

Au BTP, Bouygues et, surtout, Lafarge ralentissent leur progression, marquée du bâtiment oblige, tandis que le nouveau tandem Lyonnaise des eaux-Dumex profite de l'association entre deux activités complémentaires.

En revanche, tout se gâte avec l'automobile, secteur sensible, qui essuie un véritable « coup de vent », surtout Renault, dont les marges sont laminées (-80 %), PSA tirant son épingle du jeu à -10 % et le fournisseur d'équipements Valeo ressentant le contrecoup (-33 %). Le cas Michelin (perte de près de 5 milliards de francs) doit être mis à part : une concurrence mondiale

féroce et une indigestion d'investissement, notamment par l'acquisition d'Usinor-Sacilor aux États-Unis ont sévèrement secoué le groupe.

L'industrie lourde, trop endettée et, donc, vulnérable, a été sévèrement éprouvée. Usinor-Sacilor (-54 %) souffre du ralentissement mondial, de même que Saint-Gobain et Rhône-Poulenc affectés, en outre, par la chute du dollar et les difficultés des filiales brésiliennes. Baisse des résultats également pour Pechiney, victime, là aussi, de la faiblesse du dollar, à laquelle s'est ajoutée celle des cours de l'aluminium. Dans l'électronique, Bull a battu le record des pertes, cette année, avec un déficit de 6,8 milliards ! Tandis que Thomson SA tombait dans le rouge à près de moins 2,5 milliards de francs. Aux « divers », Bolloré-Technologies a régulièrement progressé, tandis qu'Essilor (-3,8 %) subit de plein fouet la concurrence mondiale et que, dans l'hôtellerie, Accor, à la conquête du marché mondial, poursuit un parcours sans faute, ralentissement ou non.

Coup de vent sur les PME-PMI

Les analystes et les commentateurs, c'est bien normal, ont surtout les yeux fixés sur les grandes entreprises, véritables phares de l'économie, dont les comptes sont publics et les dirigeants relativement bavards. Ce n'est guère le cas pour les PME-PMI, qui se font discrètes, naturellement ou volontairement. Et pourtant, un grand nombre d'entre elles sont victimes du ralentissement actuel et se laissent gagner par le pessimisme, comme un télescope le résultat inquiétant du dernier baromètre la Tribune de l'Expansion-SOFRES-Crédit du Nord. Jamais ce pessimisme n'a été aussi marqué depuis la création dudit baromètre en 1988.

Par rapport aux indications d'avril 1990, les « alarmistes » sont quatre fois plus nombreux : 78 % des patrons interrogés estiment que la situation en général, et la leur en particulier, s'est dégradée. Un chef d'entreprise sur deux voit son carnet de commandes plus amoindri qu'il y a trois mois et également un sur deux annonce la dégradation de sa trésorerie. Quant aux réductions de personnel, les dirigeants de PME-PMI, depuis un an, sont chaque trimestre plus nombreux à les envisager (30 % globalement et 47 % pour les sociétés de plus de deux cents personnes). Mais, tout de même, une large majorité des patrons prévoit de rester encore dans les normes actuelles, sans se priver toutefois d'ajuster les effectifs par le jeu des intérimaires et des contrats à durée déterminée. Les investissements, il faut le remarquer, demeurent une priorité de l'entreprise, 19 % des dirigeants prévoient leur augmentation et 50 % une stabilisation.

Défaillances en série

Il existe néanmoins des secteurs où la situation est beaucoup plus grave, celui des entreprises nouvelles de trois ou quatre ans d'âge et celui de certains sous-traitants. Ces derniers, l'infanterie des batailles industrielles, font souvent les frais des mesures d'austérité prises par leurs grands clients, quoi qu'ils puissent en dire, dans le secteur de l'automobile notamment. La gestion rationnelle des stocks, c'est-à-dire la plus souvent leur réduction ou leur disparition totale par le développement des approvisionnements de pièces en « flux tendus » et des livraisons de composants « juste à temps », a rendu les sous-traitants si dépendants que toute diminution de cadence de ces grands clients risque de les toucher sévèrement et, parfois, de les mettre à genoux. C'est cela aussi l'entreprise flexible...

Par ailleurs, et depuis octobre dernier, le Société française d'assurance-crédit (SFAC), qui surveille en permanence et au jour le jour la santé de neuf cent mille entreprises, observe une multiplication des défaillances dans le négoce des matériaux de construction, le textile et, surtout, la micro-informatique grand-public, qui souffre d'une véritable « hémorragie », sans oublier les grands sinistres de l'en dernier : ZH Computer, Aeytel, Sedir et le sauvetage in extremis de Lectra-Systeme et de Concept.

D'une manière générale, signale la SFAC, on observe une assez forte mortalité, plus importante que d'habitude, chez les PME-PMI fondées depuis 1987. Beaucoup d'entre elles étaient déjà vulnérables, les montages financiers qui avaient permis leur création s'avérant trop fragiles avec une trésorerie étroite, ce handicap se trouvant effacé par une croissance débridée, notamment dans les services. Au premier ralentissement, l'étranglement était fatal et il l'a été dans des cas.

Pour ne rien arranger, les banques, qui prêtent très libéralement ces dernières années et parfois de façon inconsidérée aux créateurs d'entreprises, ont enregistré une forte montée des impayés et, du coup, se montrent actuellement très sélectives, durcissant leurs conditions, ce qui n'est pas fait pour faciliter la vie de ces PME-PMI nouvelles ou en cours de formation. Enfin, et cela devient un leitmotiv chez les analystes, le niveau élevé des taux d'intérêt réels, c'est-à-dire hors inflation, plus ou moins facilement supportés pendant les années d'expansion, deviennent souvent intolérables lorsqu'un ralentissement se produit avec, comme conséquence probable, de grosses difficultés pour les échéances et souvent, au bout du chemin, le dépôt de bilan. Le découvert bancaire coûteux des entreprises de 11 % à 15 %, ainsi que l'acompte de leurs traites, soit de 8 % à 12 % en taux réel (hors inflation). Un véritable record historique.

La plus inquiétante est que ces PME-PMI s'étaient montrées les plus créatrices d'emplois ces dernières années. À l'inverse des grandes entreprises qui ne cessent de dégraisser, et qu'aujourd'hui cette source d'embauche risque de se tarir, sans compter les licenciements de faible importance et très disséminés qui s'accumulent, pas dans les médias, contrairement à ceux des Michelin, Renault et autres Bull, mais, en revanche, viennent gonfler, mois après mois, les statistiques du chômage. Un tel phénomène explique que, pour l'année en cours et, il faut le dire, pour l'année prochaine, cette hémorragie perdure sans espoir de guérison.

E. R.

صكنا من الامل

françaises

AFFAIRES

Suez à l'heure de la gestion

Unir, pacifier et rentabiliser la compagnie financière, telles sont les tâches que s'assigne Gérard Worms, le nouveau PDG

FINIES les aventures, voici le temps de la gestion. Après un raid victorieux mais riche en péripéties sur la Société générale de Belgique (1988), après une OPA menée de main de maître sur le groupe d'assurances Vieitoire-Colonia (1989) et une douloureuse bataille d'actionnaires autour de la succession de Renaud de La Genière, ancien président du groupe, Suez s'est désormais fixé pour tâche de satisfaire ses actionnaires : les grands (UAP, Saint-Gobain, Crédit agricole...), qui se désolent depuis longtemps de ne pas toucher les dividendes de leur mise initiale, et les petits (37 % du capital se trouve dans le public), qui boudent un titre qui évolue entre 280 et 350 francs au lieu de l'approcher des 500 francs auxquels correspondrait la véritable valeur du groupe, d'après différentes études spécialisées. C'est donc sur sa capacité à unir, pacifier et rentabiliser un groupe bâti à la hussarde que les actionnaires jugeront l'action de Gérard Worms, élu PDG de Suez le 12 octobre 1990.

baronoies. La reprise en main a donc commencé au début de 1991 par la Société générale de Belgique. Sur fond de difficultés économiques de la Fabrique nationale (FN) et de retournement des cours du cuivre et du zinc, la nébuleuse entre Etienne Davignon et Hervé de Carmoy, les deux dirigeants de la SGB, faussait par paralysier l'entreprise et susciter des velléités d'indépendance au sein du management belge. Prenant les choses en main, Gérard Worms a démissionné Hervé de Carmoy et nommé à sa place Gérard Mestrallet, l'un de ses plus proches collaborateurs. Parallèlement, un avertissement clair était lancé : si un nouveau conflit surgissait avec Etienne Davignon, la SGB se passerait des services de ce dernier.

volonté de Jean Arvis, PDG de Vieitoire. Chaque tentative de coopération au plan international était, à en croire l'UAP, rejetée ou écartée sans examen sérieux. La rivalité traditionnelle entre les deux entreprises semblait donc prendre le pas sur toute collaboration. Aujourd'hui, la mésaventure n'a pas totalement disparu. Le 12 mai, lors de la présentation des résultats à la presse, Gérard Worms a indiqué que l'une de ses priorités pour les prochains mois serait d'œuvrer aux cadres du groupe Vieitoire les « disciplines propres à Suez », à rendre le pôle assurance « cohérent » et à « amener Vieitoire à coopérer avec l'UAP ».

comme Comipbos, La Mure et Sogec seront fusionnés. La société de factoring Factofrance atterrira dans le giron de Crédisuez, le second pôle bancaire du groupe. Dans le cadre du recentrage, des désinvestissements massifs seront opérés dans les différentes filiales du groupe. Les actionnaires importants n'ayant pas envie d'être positionnés trop souvent, Gérard Worms a annoncé lundi 13 mai que les cessions d'actifs, qui ont déjà rapporté 2,5 milliards de francs entre octobre 1990 et avril 1991, se poursuivraient pour environ 5 milliards de francs entre mai 1991 et mai 1992. Entre octobre 1990 et mai 1992, le groupe Suez devra donc avoir dégagé 7,5 milliards de francs d'argent frais. La Société générale de Belgique, pôle industriel de Suez, verra l'un de ses métiers disparaître au cours du processus. On ne sait pas encore lequel. Les liquidités ainsi dégagées permettront de désendetter le holding SGB. La cession d'activités périphériques devrait également doter les moyens à Suez d'investir dans le secteur bancaire du groupe (Indosuez et Crédisuez, spécialisés dans les financements de particuliers et d'entreprises) et de financer des investissements nouveaux.

Querelles de barons

Dans la foulée, un second facedette a dû être étouffé, à défaut d'être totalement éteint, entre l'UAP et Vieitoire, la filiale d'assurance de Suez. Au lendemain de l'OPA sur Vieitoire, l'UAP, actionnaire de Suez, a investi 14 milliards de francs dans le rachat d'une minorité de blocage. Ce faisant, Jean Peyrelevade, PDG de l'Union des assurances de Paris, aidait à la fois Suez à financer son acquisition et se ménageait des ouvertures au plan international. Notamment en Allemagne, où Vieitoire venait de prendre le contrôle du numéro deux de l'assurance, Colonia. Mais très vite, cet investissement s'est transformé en « colle » face à la mauvaise

Au-delà des querelles de barons, trois thèmes organiques attendent Gérard Worms et son directeur général, Patrick Poissolle : simplifier, recentrer, mieux gérer. L'absorption de la compagnie La Hémin par la compagnie de Suez, holding de tête du groupe, en février 1991, a représenté un symbole de cette trinité gestionnaire. La Hémin, spécialisée dans l'immobilier, perdait depuis longtemps de l'argent sur ses investissements anglo-saxons et dans ses activités agroalimentaires (négociation de vins notamment). L'absorption permettra à la fois de gérer en direct des activités mal en point, mais aussi de constituer ce fameux pôle immobilier annoncé dès la prise de contrôle de Vieitoire en 1989. Toutes les activités immobilières ne seront cependant pas réunies. Le patrimoine de Vieitoire restera sien, et celui d'Indosuez aussi. Dans le cadre de cette simplification, des holdings intermédiaires

YVES MAMOU

Timide percée française en Thaïlande

Malgré une amélioration, la part de la France dans les investissements étrangers dans le royaume thaïlandais n'atteint que 0,6 %

BANGKOK

de notre correspondant

La France et la Thaïlande avaient fait, voilà six ans, le tricentenaire de leurs relations diplomatiques. Mais l'événement n'avait intéressé que peu de monde tant les liens entre les deux pays demeuraient ténus. La Thaïlande, qui espère devenir un nouveau pays industrialisé (NPI) au tournant du siècle, était l'une de ces occasions que les hommes d'affaires et les industriels français avaient manquées. Cette année s'est quelque peu modifiée, et l'implantation française en Thaïlande s'est affirmée depuis 1986 : elle coïncide avec la forte expansion économique - plus de 50 % sur quatre ans - de ce royaume de 55 millions d'habitants. Pour la première fois, un colloque organisé avec le concours du CNPE, du Centre français du commerce extérieur et de la Direction des relations économiques extérieures va réunir à Bangkok, du dimanche 19 au mercredi 22 mai, les principaux acteurs économiques français en Asie du Sud-Est. Il permettra d'observer les premiers pas de cette présence française en Thaïlande.

champ dans le sud du golfe de Thaïlande. L'investissement prévu dans cette concession est, sur cinq ans, d'environ 700 millions de dollars, auxquels il faut ajouter 300 millions de dollars de coûts opérationnels. La part française est de l'ordre de 30 %. Rhône-Poulenc a ouvert une usine de paracétamol, et Ugi s'apprête à réaliser un investissement de 1,5 milliard de francs dans le domaine des aciers inox.

Un million et demi de pneus

Depuis février 1990, une usine Michelin, qui représente un investissement de 60 millions de dollars, produit un million et demi de pneus par an pour le marché local. Les voitures françaises sont assemblées sur place. Dans le secteur des jouets, Majorette fabrique des voitures miniatures exportées vers son usine de Lyon, qui les commercialise dans le monde entier.

d'une société d'assurances. En 1989, Indosuez et Paribas ont pris des participations dans des sociétés financières locales. Paribas et la Société générale - cette dernière, par l'intermédiaire d'une filiale financière, Asia Credit - étaient déjà présents dans ce secteur. Le Crédit agricole s'est, de son côté, engagé dans une société locale d'investissement et de gestion de portefeuilles. Le Crédit lyonnais a aussi pris une importante part dans une société financière liée à un groupe industriel. Quant à l'UAP, elle a acheté 25 % d'une société locale d'assurances.

Une percée s'est donc réalisée, mais elle demeure modeste. La part française dans l'ensemble des investissements étrangers est minime (0,6 %), très loin derrière le Japon (54 %), qui devance lui-même largement Taiwan (12 %), les Etats-Unis (10 %) et la Grande-Bretagne (4 %). Sur le plan commercial, la France reste, d'une année sur l'autre, dixième fournisseur et dixième client de la Thaïlande : ce qu'elle vend représente 1,3 % des importations thaïlandaises et ce qu'elle achète 2,4 % des exportations thaïlandaises. Cependant, les échanges commerciaux ont évolué favorablement depuis deux ans : la faveur de couverture est passée de 49 % en 1988 à 97 % l'ao dernier, renversant une tendance défavorable aux Français il y a à peine quatre ans.

JEAN-CLAUDE POMONTI

MANIÈRE DE VOIR 12 LE MONDE diplomatique ALLEMAGNE, JAPON : LES DEUX TITANS 100 pages 42 F EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

FLORA DANICA 43-59-20-41 Jusqu'à 22 h. VUE AGREABLE SUR JARDIN. Spéc. DANOISES et SCANDINAVES. 142, Champs-Élysées T.L.J. SAUMON mariné à l'aneth. CANARD SALÉ, MIGNONS de RENNE au vinaigre de pin.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix. 25, rue Frédéric-Sauton F. dim. Park. dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

(Publié)

PRÉFECTURE DE L'EURE RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Travaux d'aménagement et de construction entre l'autoroute A 13 et l'échangeur de BECDAL d'une bretelle autoroutière et des raccordements au réseau routier Classement curatif dans la catégorie des autoroutes de la section concernée de la RN 154 Travaux de mise en compatibilité des POS

LE PRÉFET DE L'EURE Vu le code de la voirie routière et notamment son article L. 122-1, le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 123-8 et R. 123-33-3, le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-14-1 et suivants, la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, le décret n° 85-453 du 23 avril 1985, pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée, le dossier établi par le CETE NORMANDIE CENTRE en juillet 1990, la décision du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, en date du 16 avril 1991, qui autorise la mise à l'enquête publique, la décision du président du tribunal administratif de ROUEN désignant M. ROY Maurice, ingénieur général honoraire des ponts et chaussées, en qualité de commissaire-enquêteur, le rapport du directeur départemental de l'équipement de l'EURE.

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de l'EURE,

ARRÊTE ARTICLE PREMIER

Il sera procédé à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement aux normes autoroutières d'une bretelle d'accès à l'autoroute A 13 et au classement dans la catégorie des autoroutes de la section concernée de la RN 154. La bretelle d'accès se situe entre l'autoroute A 13 et l'échangeur de BECDAL sur le territoire des communes de VAL de REUIL, INCARVILLE, LOUVIERS, PINTERVILLE et ACQUIGNY. Les travaux d'aménagement portent sur la bretelle d'accès proprement dite et sur les travaux de construction des voies de raccordement. L'enquête publique portera également sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'INCARVILLE, LOUVIERS, VAL de REUIL et PINTERVILLE.

ARTICLE 2

Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur : M. Maurice ROY, ingénieur général honoraire des ponts et chaussées. Il siègera administrativement à la mairie de LOUVIERS.

ARTICLE 3

Les pièces du dossier, ainsi que deux registres d'enquête, seront déposés à la mairie de LOUVIERS, siège de l'enquête pendant 30 jours consécutifs, du 3 juin 1991 au 3 juillet 1991, afin que chacun puisse prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur les registres, aux jours et heures d'ouverture de la mairie, soit du lundi au vendredi de 8 heures à 18 heures, sans interruption, et le samedi matin jusqu'à 12 heures. Toute correspondance relative à l'enquête peut être adressée au commissaire-enquêteur, à la mairie de LOUVIERS. Celui-ci recevra en personne les observations du public, à la mairie de LOUVIERS, le jeudi 27 juin de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 17 heures et le vendredi 28 juin de 9 heures à 12 heures. Un exemplaire du dossier d'enquête sera adressé pour information aux maires des communes d'INCARVILLE, PINTERVILLE, ACQUIGNY, VAL-DE-REUIL.

ARTICLE 4

A l'expiration du délai ci-dessus, les registres seront clos et signés par le maire de LOUVIERS puis transmis dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquête et les documents annexés au commissaire-enquêteur. Le commissaire-enquêteur entend toute personne qu'il lui paraîtra utile de consulter. Il établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Il consigne dans un document séparé ses conclusions, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération. Le commissaire-enquêteur transmet, dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, les registres et le dossier d'enquête, accompagnés de son rapport et de ses conclusions motivées au préfet de l'EURE.

ARTICLE 5

Le préfet adresse, dès réception, copie du rapport et des conclusions au président du tribunal administratif, au demandeur, au maire de LOUVIERS. Ce dernier tiendra ces documents à la disposition du public, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions auprès du préfet, direction de la coordination et des affaires économiques, 1^{er} bureau.

ARTICLE 6

Un avis portant les indications contenues dans le présent arrêté à la connaissance du public sera publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et dans les huit premiers jours de celle-ci, dans les journaux suivants : - Le Figaro, - Le Monde, - Paris-Normandie, éditions de l'EURE, - Eure-Inter, édition de LOUVIERS. Cette formalité sera justifiée par un exemplaire de ces journaux, qui seront annexés au dossier d'enquête. Un avis d'enquête sera affiché à la porte de la mairie de LOUVIERS, et publié par tous autres procédés en usage dans la commune, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et pendant la durée de celle-ci. Un avis d'enquête sera également affiché et publié dans les communes d'INCARVILLE, PINTERVILLE, ACQUIGNY, VAL-DE-REUIL. Cette formalité sera justifiée par un certificat des maires. Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité, le demandeur procédera à l'affichage dudit avis sur les lieux où se trouvent les travaux projetés et visible de la voie publique.

ARTICLE 7

Une ampliation du présent arrêté sera adressée : - aux maires d'INCARVILLE, PINTERVILLE, LOUVIERS, ACQUIGNY, VAL de REUIL, - au commissaire-enquêteur, - au directeur départemental de l'équipement de l'Eure.

ARTICLE 8

Le secrétaire général de la préfecture de l'EURE, les maires d'INCARVILLE, PINTERVILLE, LOUVIERS, ACQUIGNY, VAL de REUIL, le commissaire-enquêteur, le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. EVREUX, le 13/05/91 LE PRÉFET,

MARCHÉS FINANCIERS

Président de Pechiney et de Cockerill Sambre
M. Gandois entre au conseil
d'administration de la SGB

BRUXELLES

de notre correspondant

La Compagnie financière de Suez, actionnaire majoritaire de la Société générale de Belgique (SGB), s'adapte au terrain après les remous suscités par sa prise de contrôle en 1988. M. Gérard Worms, son président, a déclaré mercredi 15 mai à Bruxelles, devant l'assemblée générale des actionnaires, qu'il fallait trouver un équilibre entre le premier holding belge et « les forces vives du pays ». Première mesure, approuvée par les actionnaires : l'entrée au conseil d'administration de MM. Jean-Claude Dehove, président de la Société régionale d'investissement de Wallonie (SRIW), et Jean Gandois, un Français certes, mais qui cumule la présidence de Pechiney avec celle du sidérurgiste belge Cockerill Sambre et qui jouit d'un grand prestige en Belgique en raison du redressement de cette entreprise.

La SRIW est une société para-étatique disposant de fonds publics pour la relance économique dans la région francophone du royaume. Elle a un pendant flamand, dont le président, M. Van Ouytve, avait aussi été sollicité pour siéger au conseil d'administration de la SGB, mais ce responsable « n'a pas pu répondre positivement cette année », M. Etienne Davignon, confirmé dans ses fonctions de président de la SGB, a indiqué avoir fait

appel à une « personnalité néerlandophone particulièrement compétente dans le domaine de l'industrie », dont le nom sera connu prochainement.

Il s'agit d'un geste pour répondre aux craintes de mise de la SGB sous tutelle française. M. Davignon a salué en M. Dehove sa « connaissance des réalités de notre pays et une indépendance garantie par les fonctions qu'il occupe ». Certains milieux économiques belges ont une autre vision de ce socialiste « parvenu à ses fonctions en raison des dosages politiques », mais sa nomination est favorablement commentée par des syndicalistes wallons.

La SGB a besoin de se refaire une image pour apaiser les esprits en Wallonie. A coups de pétitions, de protestations auprès des élus locaux et de missives aux ambassades, la Fédération namuroise de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB) demande à la SGB de verser 200 millions de francs belges à une société d'investissement de la province, à titre de « dette morale », pour compenser les pertes d'emplois découlant de la fermeture d'une usine des Fonderies réunies de Belgique (FRB). Après la cession de la fabrique nationale d'Herstal au Groupement industriel des armements terrestres français, en novembre 1990, les douloureux désinvestissements industriels de la SGB en Wallonie sont pratiquement terminés. JEAN DE LA GUÉRIÈRE

En attendant de devenir la société Newco

Drexel Burnham Lambert
propose d'indemniser ses créanciers

NEW YORK

de notre correspondant

Près de quinze mois après avoir constitué l'une des faillites les plus retentissantes de l'histoire financière des États-Unis, l'ex-grande banque d'affaires Drexel Burnham Lambert est sortie de l'ombre, le 13 mai, à l'occasion de la présentation d'un plan de réorganisation de l'entreprise qui, s'il est approuvé par ses milliers de créanciers, lui permettra de refaire surface. D'un épais document de quatre cents pages dont le juge Milton Pollack, président du tribunal fédéral de Manhattan, avait précédemment révélé l'essentiel, il ressort que le puissant groupe dirigé par M. Frederick Joseph jusqu'en février 1990, et qui emploie encore 220 employés, se trouve rattaché à une petite entité d'une vingtaine de personnes tout au plus (contre environ 5 700 avant la déconfiture du groupe et près de 11 000 lorsque Drexel était au mieux de sa forme), dotée de 400 millions de dollars d'actifs (contre dix fois plus avant d'être contrainte de cesser ses activités).

Cette future petite entreprise financière, baptisée Newco, aura pour objet, d'abord, de régler son propre sort — à savoir la phase de transition qui lui permettra de sortir du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites — ensuite, une fois sa situation assainie, de se lancer dans une nouvelle activité en apportant ses conseils éclairés à des firmes en difficulté.

D'après cet accord, qui doit être

approuvé d'ici la fin de l'année par les autorités judiciaires et par les 14 000 créanciers de Drexel, ces derniers recevront un total de 2,1 milliards de dollars en dédommagement de la quasi-faillite de Drexel. Cette somme, dont une partie (14 %) est destinée aux personnes physiques et morales ne disposant pas de créances garanties, doit permettre de solder toutes les actions judiciaires intentées contre la société. Y compris la plainte déposée par le Federal Deposit Insurance Corp, l'organisme d'assurance des dépôts bancaires, qui réclamait 11,3 milliards de dollars à Drexel pour les pertes subies par plusieurs Savings and loans, qui s'étaient gavées de « junk bonds ».

Quant à M. Michael Milken, l'homme par qui le scandale est arrivé et qui a été condamné, en novembre 1990, à dix ans de prison pour quantité d'infractions graves à la réglementation boursière (et qui a été interdit à vie, en mars dernier, du commerce sur les valeurs mobilières), aucune plainte n'a été déposée contre lui par la masse de créanciers. Mais il ne faut écarter aucune hypothèse, soulignent aujourd'hui les avocats de la firme Drexel qui, en 1989, quelques mois avant de s'effondrer, avait accepté de payer une amende record de 650 millions de dollars pour les fautes commises par l'ex-roi des « junk bonds » et par son équipe à partir de leur place forte de Beverly Hills, en Californie.

SERGE MARTI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
DE PECHINEY INTERNATIONAL
SE TIENDRA
LE MARDI 11 JUIN 1991 A 10 HHôtel George V
Salon Auteuil Vendôme
31, avenue George V - Paris 8^{ème}

Les actionnaires seront accueillis à partir de 9 heures. Les renseignements pratiques sur la participation à cette Assemblée peuvent être obtenus au siège social de la Société (Immeuble Bazac - 10, place des Vosges - La Défense 5 - Cedex 68 - 92048 Paris La Défense).

Numéro vert (16 1) 05 20 12 85

Informations en permanence
sur la Société : 3616 CLIFFPECHINEY
INTERNATIONAL

NEW-YORK, 15 mai ↓

Nouveau recul

Wall Street a de nouveau terminé en baisse mercredi 15 mai après un début de séance modérément soutenu. L'indice Dow Jones a baissé de 2 886,38, en baisse de 21,67 points, soit un repli de 0,74 %. Quelques 184 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en baisse a dépassé celui des hausses : 1 109 contre 480, 468 titres étant inchangés.

Les analystes ont attribué le repli initial du marché à la demande sélective des investisseurs étrangers, stimulée par une détente sur le marché à 3,34 % mardi soir du taux des bons du Trésor à trente ans. Lorsque cette demande s'est tournée vers la fermeture des places étrangères, la tendance s'est effritée à Wall Street. Les ventes informatisées ont été nombreuses sur le marché à partir de la mi-séance et ont culminé une heure avant la clôture, entraînant une perte de plus de 260 points de l'indice, lorsque le taux des bons du Trésor à trente ans est remonté à son niveau de la veille.

VALEURS	Cours du 14 mai	Cours du 15 mai
Alcoa	67 7/8	66 1/4
AT&T	35 3/4	35 1/2
Chrysler	26 3/4	26 1/2
Du Pont de Nemours	42 7/8	42 1/2
Exxon	56 1/4	56 1/4
General Electric	31 7/8	31 5/8
General Motors	26 1/2	26 1/2
IBM	105 3/4	102 1/4
ITT	57 1/2	56 3/4
Medco	12 1/2	12 1/2
Pfizer	55 3/4	54 3/8
Schlumberger	62 1/2	62 3/8
Union Carbide	17 3/4	17 1/2
Westinghouse	26 7/8	26 1/4
Xerox Corp.	54 7/8	53

LONDRES, 15 mai ↓

La baisse toujours

Les valeurs ont continué de baisser mercredi 15 mai au Stock Exchange. A la clôture, après avoir fluctué entre un gain de près de 3 points et une perte de 2,6 points, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 4,3 points, soit 0,2 % à 2 459,3. Le volume des échanges a été de 2,6 milliards de titres, contre 483,4 millions mardi. L'absence de perspective d'une baisse des taux d'intérêt britanniques, les plus élevés des investisseurs ont des sondages défavorables au Parti conservateur à la veille d'une nouvelle élection partielle ont contribué à la morosité ambiante.

Le marché a cependant limité ses pertes, suite à d'importants achats d'actions d'Imperial Chemical Industries (ICI) pour le deuxième séance consécutive. Après la clôture, ICI a révisé que 20 millions de titres (environ 2,6 milliards de francs) avaient été acquis par Hanson « à des fins d'investissement ». ICI a encore gagné une quarantaine de points, soit 10 % en deux jours (voir d'autre part).

Quant à M. Michael Milken, l'homme par qui le scandale est arrivé et qui a été condamné, en novembre 1990, à dix ans de prison pour quantité d'infractions graves à la réglementation boursière (et qui a été interdit à vie, en mars dernier, du commerce sur les valeurs mobilières), aucune plainte n'a été déposée contre lui par la masse de créanciers. Mais il ne faut écarter aucune hypothèse, soulignent aujourd'hui les avocats de la firme Drexel qui, en 1989, quelques mois avant de s'effondrer, avait accepté de payer une amende record de 650 millions de dollars pour les fautes commises par l'ex-roi des « junk bonds » et par son équipe à partir de leur place forte de Beverly Hills, en Californie.

SERGE MARTI

PARIS, 16 mai ↑

Vive reprise

Après trois séances de baisse relativement modérée (1-2,53 %), un mouvement de reprise a eu lieu jeudi à la Bourse de Paris. Timidement amorcé à l'ouverture matinale (+0,21 %), le mouvement s'est ensuite accéléré (+1,37 %) avant de se ralentir. En milieu d'après-midi, l'indice CAC 40 enregistrait une avance de 1,26 %.

L'arrivée d'une femme à l'hôtel Matignon, n'a pas soulevé beaucoup d'enthousiasme sous les lambris. Beaucoup, en particulier, redoutent un retour à un socialisme pur et dur avec, à la clé, l'application d'une politique très trop socialiste pour préparer les prochaines élections. Toutefois, avant de se prononcer, les milieux boursiers attendent de connaître la composition du nouveau gouvernement. Ils brûlent d'impatience de savoir, en particulier, si M. Pierre Bérégovoy conserve le portefeuille des finances.

Alors à quel rite cette brusque reprise ? Les spécialistes ne mâchaient pas leurs mots : « les zinzins interviennent ». Entendez les « investisseurs institutionnels », à savoir pour commencer le plus gros d'entre tous, le Caisse des dépôts. Il importe de mettre tout en œuvre pour laisser croire que la Bourse donne un coup de chapeau à M. Cresson, affirmant un vieux bourgeois. L'on avait presque oublié ces dernières années, le temps où les interventions des « zinzins » étaient monnaie courante. « Si fin les pros, les zinzins », les méthodes se sont affinées », mais le résultat reste le même. Cela dit, la Bourse, tout de même profitant d'un stimulant. Dans la matinée, la Banque d'Espagne avait annoncé la baisse de 0,75 point de son taux directeur ramené à 12,75 %, une mesure propre à susciter l'espoir d'une nouvelle détente du loyer de l'argent en France.

TOKYO, 16 mai ↓

Poursuite du repli

Pour la cinquième séance consécutive, les cours ont baissé, jeudi, à la Bourse de Tokyo. L'indice Nikkei a abandonné en clôture 302,20 points à 25 520,27 soit un recul de 1,17 %. Le volume des transactions a été de 1,7 milliard de titres, 260 millions de titres ont été échangés contre 270 millions au cours de la séance de mercredi.

Les institutionnels n'ont pas acheté à la baisse, contrairement à ce qu'avaient prévu les boursiers. La plupart des secteurs ont continué de baisser, à l'exception de la construction et de la chimie. Les résultats annuels. Ce manque d'achat et la clôture médiocre de Wall Street, la veille, expliquent en partie ce nouveau recul.

VALEURS	Cours du 15 mai	Cours du 16 mai
Alia	1 040	1 020
Canon	1 090	1 070
Fujitsu	2 800	2 780
Hitachi	1 650	1 630
IBM	1 650	1 630
Motorola	1 650	1 630
Nissan	1 650	1 630
Sony	1 650	1 630
Toshiba	1 650	1 630
Yamaha	1 650	1 630

FAITS ET RÉSULTATS

□ Début d'année encore difficile pour Hoechst. — Le premier trimestre de 1991 est encore difficile pour le groupe allemand Hoechst, premier chimiste mondial avec un chiffre d'affaires équivalent à 152,5 milliards de francs. Son bénéfice avant impôts a continué de baisser pour revenir à 820 millions de deutschemarks (-18,2 %). Cependant, la chute des profits a eu tendance à se ralentir par rapport au dernier trimestre de 1990. En outre, de périlleux de consolidation comparable (Celanese Mexicana entre autres) dans le champ de cette consolidation des quinquantes en sortit, le chiffre d'affaires a progressé de 0,7 % pour s'élever à 11,22 milliards de deutschemarks grâce à l'augmentation des ventes en volume (+1,4 %) mais aussi à la majoration des prix redevienne possible. Selon le président, M. Wolfgang Hilger, ces chiffres traduisent un net progrès par rapport à la fin de l'année 1990. Mais la comparaison avec le premier trimestre 1990 ne permet pas de parler d'un départ fulgurant. Pour les mois à venir, le grand patron de la firme de Francfort s'est montré, contrairement à ses confrères de Bayer et de BASF, d'un optimisme prudent. Il s'est réjoui de la remontée du dollar qui, en se stabilisant à ses niveaux actuels, pourrait éviter au groupe d'enregistrer de nouvelles pertes de change.

□ AXA sera prêt à investir 1 milliard de dollars chez Equitable Life. — Selon le Wall Street Journal du 15 mai, l'assureur français AXA envisagerait d'investir 1 milliard de dollars (environ 3,8 milliards de francs) dans la compagnie d'assurance-vie américaine Equitable Life. Ce projet devait être examiné le 16 mai par l'assemblée d'Equitable Life, en quête de fonds propres après les revers subis sur le marché immobilier et sur celui des junk bonds. D'autres candidatures devaient être examinées, dont celles des assureurs japonais Meiji Mutual Life Insurance et Nippon Life Insurance, de l'assureur américain American International Group ou de fonds de pension. Aucune décision ne devrait être prise avant le 1^{er} juin.

□ SODERO : résultats en hausse et appel au marché. — La Société de développement régional de l'Ouest

(SODERO) a annoncé, mardi 14 mai, des résultats financiers très positifs pour l'année précédente. Son bénéfice net consolidé s'est accru de 33 % à 36,5 millions de francs pour 1990. Le produit d'exploitation bancaire s'est élevé à 340,9 millions de francs contre 326,6 millions de francs en 1989, soit une augmentation de 4 %. L'activité de la SODERO est regroupée en trois grandes sections : investissement, prêts à long ou moyen terme, cautionnements. Au total, ces opérations sont passées, en quatre ans, de 720 millions de francs à 3,3 milliard de francs. D'autre part, la société, dont le titre est coté sur le marché à règlement mensuel depuis 1985, va procéder à une augmentation de capital de 29,4 millions de francs et verra ainsi son capital porté à 146,9 millions de francs à l'issue de l'opération. La souscription sera réservée aux actionnaires du 13 au 28 mai (à raison d'une action nouvelle pour quatre détenues). Elle pourra être close sans préavis et sera ouverte par la suite au public.

□ Sopagri : des bénéfices presque quadruplés en 1990. — La Sopagri, société de portefeuille spécialisée dans l'agroalimentaire, a annoncé en 1990 un bénéfice net de 146,8 millions de francs contre 41,3 millions lors de l'exercice précédent, à l'indicateur de la Sopagri. Cette forte progression du résultat s'explique notamment par la cession au printemps dernier de la participation dans Guyomarch à Paribas. Les plus-values enregistrées en 1990 ont permis aussi à la Sopagri de provisionner au fin d'année certaines lignes de son portefeuille. En revanche, le résultat d'exploitation accuse un repli important : 13,5 millions de francs contre 46,8 millions en 1989, soit une baisse de 71 %. M. Jean Farat, directeur général de la Sopagri, a de son côté réaffirmé sa volonté de maintenir la stratégie d'investissement du groupe, estimant que le portefeuille devra rester investi aux deux tiers dans l'agroalimentaire. Sopagri a investi 100 millions de francs dans six nouvelles sociétés, notamment Cheval Blanc, Hyper Shoppe et Clinetec, et a renforcé sa participation dans Balmis et Food Trends.

PARIS :

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3700	3749	LCI	250	249 70
Amis Associés	278	280	MA	355 30	349 70
B.A.C.	155	155	Moravia	135	140
Banque Paribas	676	680	Novest	872	858
Boussac (Lyf)	271 10	371	LP&M	102	100
Carrefour	211	211	Loire Invest	280	280 10
C.A.I. de F. (C.I.)	1089	1109	Locatix	91 50	91 50
Colson	402	390	Macys Comp.	128	124 50
Carif	665	661	Molins	137	137
C.E.G.P.	170	170	Praxair	85	85
C.F.P.I.	310	311	Publi-Page	340	328 40
C.N.I.M.	320	320	Renal	632	650
Cordoba	280	260	Rhone-Alp. Eau (R.A.)	301	301
Concorde	840	840	St-H. Wagon	183	183
Crestas	240	240	Solent Invest (S.I.)	93 20	95 30
Daphin	442	424 30	Sotex	458	469
Danone	861	870	S.M.T. Group	130	115
Deutsche Worms Co.	402	402	Sopex	287 80	287 80
Desquenes et Gril	284	284	TPI	287 10	280
Dewberry	1170	1200	Thomson H. R.Y.	286	284
Dinex	280	400	Unilog	222	222
Edison Belgium	144 50	144 80	Val de Saône	102	99
Edison France	235	235	Y. St-Laurent Group	779	780
Europ. Propriété	128 90	128 90			
Fransipac	130	128 90			
G.F. (Group. S.I.)	295	293			
Grand Lnm	389	404 80			
Grosvonts	218	218			
Gupe Orgiv.	725	739			
Imerys	1085	1022			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 15 mai 1991

Nombre de contrats : 96 327

COURS	ÉCHÉANCES		
	Juin 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier	106,32	106,32	106,32
Précédent	106,48	106,48	106,38

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 91	Sept. 91	Juin 91	Sept. 91
106	0,62	1,38	0,33	1,18

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Mai	Juin	Juillet
Dernier	1 818,50	1 812	1 795,60
Précédent	1 809	1 803	1 824

CHANGES

Dollar : 5,7505 =

A Paris, le dollar était pratiquement inchangé jeudi 16 mai, s'échangeant à 5,7505 F, contre 5,7530 F au fixing de mercredi. Les opérateurs ont accueilli avec calme les déclarations de M. Poehl relatives à sa démission de la Bundesbank. L'annonce de la nomination de M. Edith Cresson à Matignon n'a pas suscité de mouvement important sur le franc, le mark cotant 3,340 F contre 3,348 F la veille.

FRANCFORT	15 mai	16 mai
Dollar (en DM)	1,659	1,657
TOKYO	15 mai	16 mai
Dollar (en yen)	137,89	137,30

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (16 mai)	9 316-5/16
New-York (15 mai)	5 3/4

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

	14 mai	15 mai
Valeurs françaises	117,70	117,70
Valeurs étrangères	117,70	117,70
(SBF, base 100 : 31-12-87)		
Indice global CAC	489,89	489,78
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1865,57	1862,63

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	14 mai	15 mai
Industrielles	2 886,42	2 865,38

LONDRES (indice Financial Times)

	14 mai	15 mai
100 valeurs	2 463,70	2 459,40
30 valeurs	1 925,30	1 926,20
Milieu d'or	144,59	153,89
Fonds d'Etat	84,33	84,33

FRANCFORT

Dax

	14 mai	15 mai
Dax	1 598,50	1 598,35
TOKYO	15 mai	16 mai
Nikkei Dow Jones	25 522,47	25 526,27
Indice global	1 965,08	1 947,46

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	à la hausse	au-dessus	à la hausse	au-dessus	à la hausse	au-dessus
\$ E.-U.	5,7435	5,7455	+158	+168	+325	+395
\$ Can.	4,0965	4,0985	+13	+13	+30	+31
Yen (100)	14,817	14,846	+45	+54	+89	+105
DM	3,3927	3,3949	+1	+17	+2	+23
Florin	3,0113	3,0132	+1	+9	+3	+14
FR (100)	16,4950	16,5050	+20	+70	+100	+210
L (1 000)	4,0125	4,0153	+29	+42	+59	+125
L (1 000)	4,5623	4,5657	-84	-68	-171	-486
£	10,6590	10,6590	-230	-200	-440	-390

TAUX DES EUROMONNAIES

E-U	5 3/4	5 7/8	5 13/16	5 5/16	5 7/8	6 7/8	6 1/16	6 3/16
Yen	15 15/16	16 1/16	17 1/16	17 1/16	17 15/16	18 1/16	17 5/8	17 13/16
DM	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 15/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16
FR (100)	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
£	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
1600	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
100	11							

Cours relevés à 13 h 49

15/5

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - m : marché continu

COMMUNICATION

Seize chaînes attribuées aux plus offrants

La télévision privée britannique aux enchères

Depuis mercredi 15 mai à midi, les candidats à l'attribution d'une des seize franchises de télévision privée britannique, celles qui composent le réseau ITV, ont remis leurs offres à l'Independent Television Commission (ITC), qui désignera en octobre les heureux gagnants. Une compétition qui risque de bouleverser tout l'audiovisuel britannique.

Les jeux sont faits. Les volumineux dossiers stockés dans le parking de l'ITC serviront à effectuer un premier tri parmi les quarante prétendants recensés au grand concours de la télévision britannique. Les groupes qui se laissent à l'assaut des chaînes privées de la très célèbre ITV doivent démontrer leur capacité à fournir des programmes de bonne qualité, prouver leur « ancrage » régional (l'ITC a déterminé des quotas de programmes régionaux allant de deux à dix heures par semaine), exhiber, enfin, un impeccable pedigree financier dans leur tour de table.

S'ils parviennent à franchir tous ces obstacles, l'argent sera le dernier critère : chaque candidat a remis dans une enveloppe close le montant de son offre financière, et le plus offrant l'emportera. Sauf si l'ITC, qui en a le pouvoir, décide de faire une entorse à ce principe en faveur d'un candidat proposant une programmation « exceptionnelle ».

Cette procédure complexe, typiquement britannique (le Monde du 9 décembre 1989), est aujourd'hui soigneusement érituée.

Dans un domaine aussi mouvant que l'audiovisuel, avec la concurrence croissante des chaînes par satellite et la création prévue d'une cinquième chaîne terrestre aux contours encore flous, les prévisions à dix ans (la durée des franchises attribuées, à compter du début 1993) sont plus qu'incertaines. Et les candidats font remarquer que l'argent versé à l'Etat, soit viendra diminuer l'enveloppe consacrée aux programmes, soit poussera à la ruine ceux qui ont fait des promesses inconsidérées pour emporter l'enchère.

De gros investisseurs étrangers

Malgré ces critiques, les appétits s'agitent autour des seize « lots » promis : treize chaînes régionales, les deux télévisions de la région londonienne (Thames TV pour la semaine, LWT pour le week-end) et enfin TV-AM, qui assure les programmes matinaux de tout le réseau d'origine baptisé Channel 3.

Comme partout, les « sortants » veulent rester. Lors du dernier renouvellement des franchises, en 1980, seuls trois d'entre eux avaient perdu leur place. Mais la nouvelle procédure est une révolution dans le futur duopole BBC-ITV qui gouverne la télévision britannique depuis des lustres. De puissants groupes comptent bien sur cette occasion pour créer ou renforcer leur position dans la télévision privée, dont les recettes totales dépassent 22 milliards de francs, l'essentiel venant de la publicité.

Carlton Communications, Virgin, Pallas Communications sont

parmi les plus cités des prétendants, dont certains n'ont pas hésité à se présenter dans plusieurs concessions pour augmenter leurs chances.

D'outre-Atlantique et du continent européen, des groupes étrangers comme Walt Disney, NBC, Polygram (Philips), RCS (Rizzoli) sont aussi à l'affût du marché britannique. Certaines stations concentrent cet intérêt des investisseurs internationaux. Ainsi l'américain Time-Warner, via sa filiale HBO, a promis son soutien à la candidature de TVS, l'actuel détenteur de la concession du sud-ouest de l'Angleterre. Tout comme les Français Canal Plus et la Générale des eaux, déjà actionnaires de TVS, une société que les déboires de sa filiale américaine MTM ont conduit dans le rouge. Dans cette région riche, donc au potentiel publicitaire élevé, la bataille sera rude avec les autres prétendants, Carlton, Meridian, et Virgin.

Licenciements en vue

Parmi les autres concessions convoitées figurent en bonne place Thames, TV-AM ou la télévision galloise HTV. En revanche, trois titulaires actuels n'ont aucun candidat en face d'eux : Central (qui couvre les Midlands), Border et STV (deux télévisions écossaises).

An terme du processus, c'est toute la télévision britannique qui risque de changer de visage. Les gagnants devront faire appel à des producteurs indépendants pour au moins 25 % de leurs programmes. Mais certains des nouveaux venus veulent aller plus loin et confier la majorité de leur production à l'ex-

terieur. La plupart des perdants resteront sans doute dans l'indivision en se concentrant sur la production, mais seront contraints à des licenciements massifs. Le « mieux » financier imposé dans le Broadcasting Act ne garantit nullement le « mieux » voyant du téléspectateur britannique.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

M. Roland Faure estime que l'avenir du CSA repose sur un changement de majorité

« Chaque fois que notre Conseil a eu à prendre une décision qui ne répondait pas aux attentes du gouvernement, il a été critiqué, contesté, condamné », constate M. Roland Faure, membre du CSA désigné par le président du Sénat, dans une interview à l'hebdomadaire *l'Express*. Après les polémiques sur la nomination de M. Philippe Guillaume, l'attribution de la Cinq à Hachette ou l'avenir de la chaîne musicale, M. Faure estime particulièrement

grave l'affaire de T84 Free-Dom, cette télévision pirate de la Réunion dont le responsable, M. Camille Sudre, « écroulé en haut lieu », a pu défaire le Conseil. Il pense que l'avenir du CSA n'est plus assuré par l'actuelle majorité. « Va-t-on se décider à constituer l'institution CSA ? », s'interroge M. Faure, qui affirme : « Aux yeux du pouvoir, notre instance ne mérite plus aujourd'hui cet honneur. En revanche, je constate que le CSA n'est pas l'objet de contestations au sein de l'opposition. J'en conclus que sa constitutionnalisation passe par une nouvelle majorité parlementaire. Une fois franchi l'obstacle de l'alternance ».

ORDRE DU MÉRITE

Sont élues à la dignité de grand-croix :

M. Roger Courbois, président du comité économique et social de la région Ile-de-France ; Louis Devaux, président d'honneur de la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc.

Sont élues à la dignité de grand-officier :

MM. Jean de Baroncelli de Juvon, critique cinématographique, homme de lettres ; Jean-Pierre Chagnoux, professeur au Collège de France et à l'Institut Pasteur, membre de l'Institut ; Jean Chatain, ancien directeur des musées de France, universitaire ; Raymond Bonnard, doyen honoraire de la faculté de médecine de Paris-Lariboisière-Saint-Louis, membre de l'Académie de médecine ; Yves Laporte, membre de l'Institut, professeur de neurophysiologie au Collège de France ; Pol Quentin, auteur dramatique.

EN BREF

Le Parisien condamné pour diffusion en France de M. Bernard Kouchner. — La 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné, mercredi 15 mai, M. Philippe Amary, directeur du Parisien, et le journaliste Laurent Chabrun à 15 000 F d'amende chacun et à 80 000 F de dommages et intérêts pour avoir diffusé M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire. Dans un article du 23 juillet dernier, le journal avait annoncé, selon le tribunal, que M. Kouchner aurait été complice du trafic d'armes organisé entre le Liban et la France par M. Jean-Claude Labouret, responsable de la sécurité à l'ambassade de France à Beyrouth (le Monde du 11 septembre 1990).

Grève aux NMPP dans la région Rhône-Alpes. — Une grève du personnel de l'Agence régionale des messageries (ARM) d'Ingrin, en Haute-Savoie, a empêché la distribution, mercredi 15 mai, des quotidiens nationaux La Tribune de l'Expansion, Les Echos, l'Humanité (et son édition régionale l'Humanité Rhône-Alpes), Libération (et

son édition Lyon-Libération), l'Equipe et le Parisien dans la région Rhône-Alpes. La grève a été déclenchée à l'initiative du Syndicat du livre CGT, qui estime que la réorganisation des ARM des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) pourrait entraîner des suppressions d'emplois.

SASEA read ses parts dans MGM/Pathé. — La société financière suisse SASEA a annoncé, le 14 mai à Genève, qu'elle vendait sa participation indirecte dans le groupe américain Metro Goldwyn Mayer. La SASEA, présidée par l'homme d'affaires italien M. Florio Fiorini, soutient depuis des années les activités de M. Giancarlo Parretti et l'avait aidé à prendre le contrôle du grand studio américain en acquérant 42 % de son capital par l'intermédiaire de la société Méla. Ce retrait de M. Fiorini avait été préparé par la démission de M. Parretti, puis par l'annonce de la mise en vente de 40 % du capital de la MGM par l'intermédiaire du Crédit lyonnais (le Monde du 9 mai).

PENTECOTE

Les services ouverts ou fermés

PRESSE. — Les quotidiens paraissent normalement le lundi 20 mai.

BUREAU DE POSTE. — Fermés le 20 mai, sauf ceux assurant la permanence des dimanches et jours fériés. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

BANQUES. — Les banques seront fermées les 18 et 20 mai.

RATP. — Service réduit des dimanches et fêtes, le 20 mai.

GRANDS MAGASINS. — Tous fermés le lundi 20 mai.

ASSURANCE-MALADIE. — Les centres et services de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris seront fermés du vendredi 17 mai, à 15 heures, au mardi 21 mai, aux heures habituelles.

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Les services d'accueil du siège et les unités de gestion de la région parisienne seront fermés du vendredi 17 mai, à 12 heures, au mardi 21 mai, aux heures habituelles.

CAISSE D'ASSURANCE-VIEILLESSE DES TRAVAILLEURS SALARIÉS. — Les bureaux d'accueil de Paris et de la région parisienne seront fermés du vendredi 17 mai, à 12 heures, au mardi 21 mai, aux heures habituelles.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. — Les salles de lecture seront fermées les 20 et 21 mai. L'exposition « Don Juan » ainsi que le Musée des médailles seront ouverts (de 10 heures à 20 heures pour « Don Juan », et de 13 heures à 17 heures pour le Musée des médailles).

ARCHIVES NATIONALES. — Les salles de lecture des Archives nationales seront fermées les 18, 19 et 20 mai. Le Musée de l'histoire de France sera fermé le 20 mai (mais ouvert les 18 et 19 mai aux heures habituelles).

HOTEL NATIONAL DES INVALIDES. — Les musées (armes, plans-reliefs, dôme royal, tombeau de l'Empereur) et l'église Saint-Louis seront ouverts les 18, 19 et 20 mai de 10 heures à 18 heures (le tombeau de l'Empereur jusqu'à 19 heures). Dans la salle de cinéma du Musée de l'armée, de 14 heures à 18 heures, projection permanente de documentaires et de films sur les deux conflits mondiaux.

INSTITUT DE FRANCE. — Le château de Chantilly sera ouvert les 19 et 20 mai, ainsi que le château de Langlais (Indre-et-Loire). La villa grecque Kérylos, à Beaulieu-sur-Mer (Alpes-Maritimes), sera ouverte le 19 mai et fermée le lundi 20.

MUSEES. — Tous les musées nationaux seront, en principe, ouverts le dimanche 19 mai. Le lundi 20 mai, ils seront également ouverts à l'exception, à Paris, du Musée du Louvre, du Musée d'Orsay et du Musée Rodin. Les châteaux de Versailles et Trianon seront également fermés.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5521

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Moyen d'élever le niveau.
II. Ne se ramasse pas à la petite cuillère. Ce n'est pas une bonne chose.
III. Apporte du nouveau.
IV. Cherche à s'élever. Peut être mis en botte.
V. Participe.
VI. Susceptible d'être très bien vu. Ne lâche pas facilement prise.
VII. Fit le beau. Qui se montre donc plutôt dur.
VIII. Effectue un travail agricole.
IX. Campagne de chasse. Fut très brillant.
X. Est régulièrement recouvert d'eau.
XI. Note. Victime du temps qui passe.

VERTICALEMENT

1. Aiment bien la vert. — 2. Crée des liens. Sujet de philosophie.
3. Prélude d'un départ. A souvent la tête dans les nuages.
4. Assure la conservation des espèces.
5. Fait « refaire ». Nait. Fait le grand écart.
6. Se fait souvent pleurer. Source de chagrin.
7. Perd souvent contenance. Conséquence d'une chute.
8. Conjonction.
9. Passe souvent son temps au lit.
10. Répondait à la demande. Fait pour bien faire. N'a rien retenu.

Solution du problème n° 5520

Horizontalement

I. Tellure. II. Rouillure. III. Alto. IV. Ne. Napalm. V. Chu. VI. Habitable. VII. Antenne. VIII. Nô. Ont. Al. IX. Tu. Tiercé. X. Ru. Da. Ne. XI. Percussions.

Verticalement

1. Tranchant. 2. Eole. Ancre. 3. Lux. Obl. Ur. 4. Lion. Ilet. 5. Il. Actinide. 6. Eléphanté. 7. Ru. Aube. 8. Er. Aené. 9. Emmiellées.

GUY BROUTY

LOTTO MERCREDI 18 MAI 1991

19855	31	21	36	40	41	49
Nombres tirés : 20						
20835	6	20	21	44	46	47
Nombres tirés : 20						

CARNET DU Monde

Naissances

Catherine et François GULPIE sont heureux de faire part de la naissance de

Thomas,

le 16 avril 1991.

Décès

Tous les membres de l'UFR linguistique générale et appliquée de l'université René-Descartes ont le deuil de faire part du décès de leur amie,

Pierrette AGUTTES, survenue le 14 mai.

Le directeur de l'Ecole normale d'Autun.
Ses collègues.
Ses amis.
Ses étudiants,
ont le deuil de faire part du décès, le 14 mai 1991, de

Pierrette AGUTTES, université Paris-V.

qu'ils ont aimée, estimée, admirée depuis qu'elle travaillait avec eux, et s'associent à la douleur de sa famille.

M. Raphaël Roger Bellatche, son mari,
M. et M^{me} Stéphane Amsterdamer,
M. et M^{me} Gilles Bellatche,
M. et M^{me} Philippe Bellatche, ses enfants,
sa famille,
Et ses petits-enfants,
ont le deuil de faire part du décès de

Esther BELLAÏCHE, née Slama,

survenue le 10 mai 1991, à l'âge de soixante ans.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière parisien de Pantin, lundi 13 mai.

27, rue Saint-Fargau, 75020 Paris.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

Les responsables du laboratoire de méthodologie RMN (université Nancy-I) et du service de biochimie des protéines (CEN-Saclay),

ainsi que leurs collaborateurs, ont le deuil de faire part du décès accidentel, le 7 mai 1991, de

Denis BOUDOT,

docteur de l'université Nancy-I.

Cette disparition brutale les prive d'un ami, empreint de générosité et d'enthousiasme, qui, par ses qualités humaines et scientifiques exceptionnelles, était promis à un avenir de tout premier plan.

M. et M^{me} Bernard Déjean, M. et M^{me} Jacques Du Silva, M. et M^{me} Jean-Pierre Fernal, M. et M^{me} Georges Gouzy, leurs enfants, sa famille,
ont le deuil de faire part du décès, le mardi 7 mai 1991, de

François DÉJEAN, à l'âge de cinquante-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu au temple des Bordes-sur-Arize, le 8 mai.

La Chapelle, 09350 Les Bordes-sur-Arize.

Les Ombres de l'Assommoir, Le communisme du Mémorial-Saint-Denis.

La famille, recommandant à vos prières,

Sœur Marie Lydia DUBOIS, ancienne directrice de l'Institut de Baral,

décédée le 14 mai 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 17 mai, à 15 heures, 2, rue du Fort-Ma-

noir, au Mémorial-Saint-Denis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} veuve Abderrahmane Fares, son épouse,
Cherif, Nabile et Mourad, ses fils,
Khadija, épouse Abdelmouls, sa fille,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M^{me} Abderrahmane FARES, notaire honoraire, ancien président de l'Institut provisoire de l'Etat algérien (1962),

survenue le 13 mai 1991, au domicile de son fils Mourad, à Zemmouri (Algérie).

L'enterrement a eu lieu le 14 mai, à 13 h 30, au cimetière d'El-Alia, à Alger.

Cet avis tient lieu de faire-part.

32 bis, avenue Ahmed-Gheraoud, Alger.

(Lire page 40)

Sa famille et ses amis des mondes musical et de la communication font part, avec tristesse, du décès de

Charles MARTIN,

ancien administrateur à l'ORTF,

des suites d'une longue et cruelle maladie, dans sa soixante-troisième année.

La messe de funérailles a été célébrée, le 14 mai 1991, en l'église de Saint-Pierre-du-Mont (Landes).

Les témoignages de sympathie peuvent être adressés à M. et M^{me} Grégoire, 3, rue du Val-d'Oise, L'Isle-Adam (Val-d'Oise).

(Charles Martin, né en Algérie en 1929, sous le régime de Vichy, a été radié de la liste des Français combattants. Il fit toute sa carrière dans ce qui allait devenir l'ORTF. Il fut notamment chef d'édition du « Journal télévisé » en Algérie, il se consacra, avant de rejoindre son activité de journaliste en août 1958, à la direction de l'Unité-Lorraine-Champagne à Nancy, il fut nommé aux Antennes-Rennes puis, en 1964, à Paris, chef du service des programmes pour les DOM-TOM. Associé à la création de la télévision d'outre-mer il fut membre de la commission de création de la « télévision chaine ». Parallèlement à sa carrière d'administrateur à l'ORTF, il poursuivait une carrière de compositeur.)

— André Patouillard Demoriane, son épouse,
Ses enfants,
Et petits-enfants,
Armand Dupuis, son père,
Sa famille,
Et ses amis,

ont la douleur de faire part de la mort de

Monsieur PATOULLARD DEMORIANE, née Dupuis,

dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris-6^e, mardi 21 mai, à 14 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Villiers-Adam (Val-d'Oise).

Des dons à la recherche sur le cancer pourraient remplacer les fleurs.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Bonaparte, 75006 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-23-34 ou 40-65-23-36

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 82 F
Abonnés et colporteurs : 80 F
Communications diverses : 85 F
Thèmes étudiants : 50 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Gap.

M^{me} Jeanne Weisbuch, son épouse,
M. et M^{me} Henri Weisbuch et leurs enfants,
M. Jean-Jacques Weisbuch, M^{me} Aline Pagot et son épouse,
M. et M^{me} Paul Weisbuch et leurs enfants,
M^{me} Elisabeth Lamiral, son épouse,
Et leurs enfants,
ont le deuil de faire part du décès, le 10 mai 1991, de

M. Jacques WEISBUCH, docteur en droit, agriculteur et avocat,

à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 13 mai, à Gap.

« La Chenaie », 11, boulevard Bellevue, 05000 Gap.

Messes anniversaires

— La messe à la mémoire du

cardinal Jean DANIELOU,

sera célébrée le jeudi 23 mai 1991, à 19 heures, en l'église Saint-Séverin.

Elle sera suivie d'une réunion musicale.

Anniversaires

— Le 16 mai 1988, s'éteignait mon

mari bien-aimé,

Axel GUIGUI,

« Hélas les portes de la vie ne s'ouvrent jamais que sur la mort, ne s'ouvrent jamais que sur les palais et les jardins de la mort ».

Octave Mirbeau.

— Il y a six ans, le 17 mai 1985,

Gabrielle KATZ

nous quittait prématurément.

Sa famille,
Ses amis,
Ses anciens collègues du Commissariat à l'énergie atomique se souviennent d'elle.

— Il y a cinq ans, le 30 avril 1986,

disparaissait

Jean-Pierre MARCHEL.

Que ceux qui l'ont aimé et ont apprécié son intelligence et sa gentillesse aient une pensée émue.

Laboratoire de méthodologie RMN, Université Nancy-I.

مكتبة القرآن الكريم

Le changement de premier ministre

Les centristes attaquent vivement M^{me} Edith Cresson

L'ouverture, c'est fini ! Pour une fois, la nomination de M^{me} Edith Cresson n'a pas été dans les rangs centristes un état d'âme. Il est d'ailleurs symptomatique que M. Pierre Méhaignerie ne se soit pas embarrassé de circonlocutions oratoires pour dire tout le mal qu'il pensait de la nouvelle ministre. Même s'il parlait comme un ancien ministre de l'Agriculture s'adressant à son successeur de 1981, le président du CDS, en tout de suite pour M^{me} Cresson des mots d'une dureté rarement entendus dans sa bouche : « Sectarisme », « esprit partisan », « intolérance », « manque d'honnêteté et de rigueur intellectuelle ».

Dès lors il devient évident pour tous les responsables centristes que l'arrivée à Matignon d'une femme qui fut, comme le relevait jeudi matin sur Europe 1 M^{me} Simone Veil, « à la pointe de la vague rose de 1981 », sonne la fin de l'ouverture. Pour se faire définitivement une religion, ils attendaient tout de même la présentation d'une nou-

velle équipe gouvernementale qui puisse juger de la justesse de leur analyse.

Si cette fin de l'ouverture se vérifie, si les socialistes se gauchissent, la tâche des centristes, dans la perspective des prochaines échéances électorales et compte tenu de leurs rapports toujours empreints de suspicion avec leurs partenaires de l'opposition, serait plutôt facilitée.

Le pire est passé

Certes, M. Méhaignerie s'est empressé d'expliquer que, malgré toutes les préventions qu'il nourrit à l'endroit de M^{me} Cresson, cela ne dispenserait pas le groupe UDC à l'Assemblée nationale d'examiner tous les dossiers en fonction de leur valeur propre. Mais derrière ce propos convenu, on perçoit bien que face à une gauche retrouvée M. Méhaignerie n'hésite pas à se replacer dans ses marques habituelles. Ainsi, M^{me} Cresson va peut-être

involontairement contribuer à resserrer les rangs centristes. Pour eux, le scénario aurait pu être pire. Nul doute par exemple que le jeu d'ouverture à l'Assemblée nationale de M. Michel Rocard, s'il s'était prolongé, aurait fini par les épouvanter et les décevoir.

Sous les combles d'une social-démocratie qui ne voulait pas dire son nom, les responsables centristes, depuis trois ans, n'ont jamais cessé d'œuvrer dans l'ombre avec Matignon, MM. Jacques Barrot et Edmond Alphandéry prenant ces derniers mois le relais de M. Méhaignerie. Les rapports à droite s'en ressentent et ce genre d'opposition dite constructive donnait de plus en plus le tournis aux députés centristes.

Nul doute encore que la promotion d'un personnage comme M. Michel Delebarre, fréquenté par les centristes au sein du Club Vauban, n'aurait pas davantage simplifié leur vie. Nul doute enfin que le retour à Paris de M. Jacques Delors aurait contribué pour ces centristes la pire des catastrophes. Voir arriver à

Matignon Delors le catholique, l'euro-péen, c'était depuis des mois leur hantise. Ils étaient persuadés que dans une telle hypothèse ils n'auraient eu qu'à choisir entre suivre ou mourir.

Se présente M^{me} Cresson avec qui ils n'ont aucune affinité personnelle ni politique et qui, de surcroît - du moins le redoutent-ils - peut jouer dans le concert européen une partition à mille croches de la leur. M^{me} Veil a traduit jeudi matin cette appréhension. Je crains, a-t-elle expliqué en substance, que M^{me} Cresson ait une conception de l'Europe intergouvernementale qui colle mal avec notre volonté d'une Europe fédérale.

Toujours disposés jusqu'à présent à travailler avec M. Mitterrand pour donner à l'Europe ce sursaut qu'il réclame depuis la fin de la guerre du Golfe, les centristes ne vont plus non plus avoir à se creuser la tête pour refaire toute collaboration sur ce terrain. La vie chez eux va enfin redevenir simple.

DANIEL CARTON

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Enfin !

VOUS voulez que je vous dise ? Je me fous éperdument de savoir si M^{me} Edith Cresson fera un bon ou un mauvais premier ministre ; l'essentiel, pour moi, c'est qu'elle la soit. Plus besoin de s'interroger sur la place de mon Mimi dans les manuels scolaires. Quoi qu'il ait fait, quoi qu'il fasse, il y figurera à la date, une date historique, du 15 mai 1991.

Un coup de génie, un coup longuement réfléchi, j'en suis persuadée, par ce fabuleux joueur d'échecs. S'il a retiré sa dame en l'encourageant à claquer la porte du gouvernement l'an dernier, c'était pour mieux l'avancer là, aujourd'hui. Un coup médiatique ? J'espère bien. C'est le seul moyen de propager dans l'opinion les inévitables répercussions d'un acte politique qui va bouleverser d'une façon radicale les traditions et les mentalités.

Vous me répondez : faut pas pousser ! Elle arrive après, bien après Golda Meir, Butho, ou Thatcher, la Cresson. Elle enfonce une porte ouverte ailleurs. Ailleurs, oui, justement. L'important, c'est que ça se passe ici. Et maintenant. Maintenant, les femmes de ce pays

vont se regarder autrement dans la glace de l'écran. C'est un identifiant à son image qu'elles vont traverser le miroir de la séduction, de la coquetterie, de la simple carrière et de la maternité épanouie pour prétendre accéder enfin aux plus hautes sphères du pouvoir.

On ne mesure pas la portée de l'exemple. Il a suffi que des vedettes aient des enfants sur le tard ou s'affichant avec des jeunes gens pour qu'on se mette à faire pareil. Tiens, bonne idée ! Après tout, pourquoi elles et pas moi ? Lh, c'est encore un caillou jeté dans la mare stagnante des pesanteurs et des tabous dont les cercles concentriques vont aller s'élargissant et renverser de proche en proche, de l'école à la secrétaire d'Etat, d'invisibles et solides barrières.

D'ici cinq ans, douze en tout cas, la photo truquée, j'en conviens, du nouveau chef de gouvernement entouré de son cabinet sera le reflet d'une nouvelle réalité. Hier, nos politiciennes essayaient de se rassurer : pas de vrai danger, elle ne passera jamais des marches de Matignon à celles de l'Elysée. Elle ? possible. Une autre ? tout sauf impossible.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Le changement de premier ministre... 2 à 7

La Guerre en questions De la guerre aérienne à la guerre terrestre... 9

La Yougoslavie sans président Les autorités serbes ont empêché l'élection d'un Croate à la magistrature suprême... 11

La crise canadienne Le gouvernement québécois dépose un projet de loi prévoyant un référendum sur l'indépendance... 13

Magistrats Une journée de « mobilisation »... 15

Football Le retour des clubs anglais... 15

Le Festival de Cannes La Double Vie de Véronique, de Krzysztof Kieslowski ; 88, de Paul Auster ; Chième de vie, de Mel Brooks ; Holidays on the River Yarra, de Leo Berkeley, et Robert Mitchum... 16-17

La seconde mort de la Gaîté-Lyrique La Pléiade magique dépose son bilan pour la deuxième fois... 18

SECTION B

LIVRES • IDÉES

Ottin Renk, acapandre de l'âme, les « vacances » de monsieur Sciacca, l'intimité démodée de Mrozek • La ligne bleue de l'outre-mer, par Jean-Pierre Rioux • Le feuillet de Michel Braudou • Histoire littéraire, par François Bont... 21 à 28

SECTION C

Le revenu des agriculteurs Les comptes de la nation publient une analyse pour l'année 1990... 29

Balance économique au Nicaragua Une réunion à Paris des pays donateurs... 30

L'ouverture des magasins le dimanche... 31

LE MONDE AFFAIRES

Comment Schneider a acheté Square D • Suzie à l'heure de la gestion • La petite grippe des entreprises françaises... 33 à 35

Services

Abonnements... 32

Carnet... 38

Loto... 38

Marchés financiers... 38-37

Météorologie... 38

Mots croisés... 38

Radio-Télévision... 39

Spectacles... 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 16 mai 1991 a été tiré à 605 416 exemplaires.

La mort d'Abderrahmane Farès ancien président de l'exécutif provisoire algérien

Un pragmatique et un modéré

Abderrahmane Farès, l'ancien président de l'exécutif provisoire de l'Etat algérien, est mort le 13 mai à Zemmouri, en Algérie.

Né en 1911 dans une famille modeste de Kabylie, Abderrahmane Farès réussit cependant à faire à Alger des études de droit qui lui permirent de devenir le premier otaïre algérien. Parallèlement, il s'engagea très tôt dans une carrière politique, siégeant d'abord au conseil général d'Alger, puis en 1946 à la première Assemblée constituante française, enfin à l'Assemblée algérienne, dont il assume la présidence.

Il se distingue alors comme un pragmatique et un modéré, beaucoup plus proche en fait des milieux politiques français - socialistes notamment - que des mouvements nationalistes algériens. Aux lendemains de l'insurrection de 1954, il se déclare encore persuadé qu'« il n'y a de bonheur pour un Algérien que dans l'intégration », autrement dit au sein de la nation française.

Il est beaucoup trop fin politique cependant pour se nourrir longtemps d'illusions et, parmi ces notables musulmans qui servirent longtemps d'alibi aux tenants de l'Algérie française, il fut l'un des premiers à reconnaître dans le

FLN un authentique représentant des populations algériennes et à tenter de convaincre de ce point de vue les autorités françaises.

Abderrahmane Farès traverse alors une période d'ombre, plus ou moins discrètement en contact avec les deux camps. Mais son arrestation, en novembre 1961, et la révélation de ses activités financières au profit du FLN le rangent officiellement, pour les Français, dans celui de la « rébellion ». Libéré un an plus tard, il va jouer ce qui restera sans doute le rôle de sa vie en qualité de président, d'août à juillet 1962, de l'exécutif provisoire algérien, c'est-à-dire de l'organisme supposé assurer la transition entre la signature des accords d'Évian et l'installation d'un gouvernement algérien indépendant.

Il se dépense alors sans compter, prêt à parler avec le diable pour ramener la paix dans un pays ravagé par le terrorisme et le contre-terrorisme. C'est ainsi qu'il acceptera même de prendre langue avec le jeune Jean-Jacques Susini, alors à la tête de l'OAS.

Il vient politiquement de trop loin cependant pour les radicaux qui ont alors pris le pouvoir à Alger pour ne pas susciter méfiance et hostilité chez ces derniers qui le font finalement arrêter en juillet 1964. Libéré un an plus

tard, en même temps que son vicié ami Farhat Abbas qui avait connu le même sort, il quitte la politique et reprend son étude de notaire à Alger. La nationalisation de cette profession le contraint en 1971 à cesser ses activités.

ALAIN JACOB

L'Espagne diminue le coût du crédit

La Banque d'Espagne a annoncé jeudi 16 mai un abaissement de 0,75 point de son taux directeur, à 12,75 %. Le 15 mars dernier, le taux directeur avait été porté de 14,50 % à 13,50 %. On peut estimer que la politique d'assainissement mise en place par le gouvernement pour lutter contre la surchauffe de l'économie espagnole est en train de porter ses fruits. L'inflation et la demande se ralentissent, rendant possible un assouplissement du crédit. Cette nouvelle décision intervient quelques jours après l'annonce d'une baisse des taux d'intérêt en Italie.

La baisse des taux en Espagne devrait alléger les tensions au sein du système monétaire européen (SME). Depuis plusieurs mois, la peseta espagnole, assortie de rendements très attractifs, caracole en tête du système, obligeant plusieurs banques centrales à intervenir afin de maintenir le cours bilatéral de leur monnaie à l'intérieur de la bande de fluctuation autorisée par le SME.

EN BREF

□ Mort du photographe Harry Meerson. - Le photographe Harry O. Meerson est mort le 7 mai dernier à Béziers. Il était âgé de quatre-vingt ans.

□ Né à Varsovie en 1910, Harry Meerson est d'abord attiré par le cinéma, qu'il abandonne en tant que caméraman. Il vient à la photographie par hasard et devient l'interprète des grands opérateurs. Son style sophistiqué, artificiel et recherché, est marqué par l'ordonnance des rythmes, le jeu des lignes, l'ombrage, le jeu des courbes féminines. Moins connu que ses confrères Haimanovich, Hassid et Cecil Beaton, il ne cesse d'inventer et même toute sa carrière sur le concept : « On n'a jamais plus de talent que son client. » Durant des années, il collabore à Vogue et au Jardin des modes et a pour assistant Willy Maywald. Courtois, raffiné, insatiable, Harry Meerson se définissait comme un « faiseur d'images » et un artiste.

□ Décès de l'ancien danseur Yves Brioux. - L'ancien danseur et professeur français Yves Brioux est mort le mardi 14 mai à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-six ans. Elève de Gustave Ricoux à l'École de danse de l'Opéra de Paris, Yves Brioux avait travaillé au sein du Ballet de l'Opéra de Paris jusqu'en 1930. Après la deuxième guerre mondiale, il avait signé des chorégraphies pour la première troupe de Maurice Béjart le Ballet de l'Étoile : *Pas des déesses*, pour Janine Charrat, un *Pas de trois royal* et *Printemps* (1954). Dans les années 60, il devient professeur de danse au Conservatoire national supérieur de musique de Paris, perpétuant

une tradition de danse française dont les derniers représentants restent à ce jour Serge Peretti et Suzanne Loria. Yves Brioux a également formé deux étoiles de l'Opéra de Paris, Claire Motte et Jean-Yves Lormeau.

□ Manifestation de mécontentement de nationalistes catalans. - Les écoles normales d'Ajaccio et de Bastia ainsi que les locaux de la direction régionale des affaires culturelles d'Ajaccio ont été occupés, mercredi 15 mai, par des militants nationalistes de l'ANC (Accolta nazionalista Corsica). Ils entendaient protester contre « le mépris » exprimé selon eux par les socialistes pour la culture corse et contre la suppression d'écoles normales.

□ Dans l'Isère, un détenu est tué au cours d'une évasion. - Alors qu'il tentait, jeudi 16 mai vers quatre heures du matin, de s'échapper de la maison d'arrêt de Valence (Isère), Sélim Chavrouana, 31 ans, a été mortellement blessé par un gardien. Selon l'administration, ce dernier a, depuis son mirador, effectué les sommations d'usage avant de tirer sur le détenu au moment où il escaladait le mur d'enceinte de la prison. Sélim Chavrouana, condamné à douze ans de réclusion criminelle pour vol avec arme, s'était déjà évadé de la prison de Chambéry, et il devait à nouveau être jugé pour vol aggravé commis pendant sa « cavale ». (Corresp.)

Hors Série

le nouvel

Observateur

VOYAGES

D'OUTRE-FRANCE

VINGT ET UN ÉCRIVAINS

NOUS LIVRENT

LEURS CARNETS DE ROUTE

AUTOUR DU MONDE.

POUR SUIVRE LEURS TRACES

NOUS AVONS ÉTABLI

AVEC UN GRAND SOUCI DU

DETAIL UN GUIDE PRATIQUE.

30F chez votre Marchand de Journaux

LE MINI-MONDE DES GRANDS MAGASINS
SOUS LA LOUPE DE CLAUDE SARRAUTE.
UN WOMEN-SHOW IRRESISTIBLE !

